

En butte à un ultimatum de putschistes à Lomé

Le premier ministre du Togo fait appel à l'aide militaire de la France

Du gendarme au secouriste

TRADITIONNELLEMENT accusée de jouer le rôle de « gendarme de l'Afrique », la France venait de devenir le « secouriste » des jeunes démocraties ? L'appel lancé, jeudi 28 novembre, par le premier ministre togolais, M. Joseph Kokou Koffigoh, sollicitant « d'urgence » l'intervention des militaires français pour aider au rétablissement de l'ordre dans son pays, confirme, en tout cas, la fonction décisive que de nombreux régimes africains continuent d'attribuer à l'ancienne puissance coloniale.

L'euphorie et l'effluence suscitées par les Conférences nationales - ces États généraux à la mode africaine, dont le Bénin avait donné l'exemple, en février 1990 - ont pu faire croire, un temps, que l'on pourrait passer, en douceur, du monopartisme musqué au « renouveau démocratique ». Conscience du désintérêt croissant de l'Occident à son égard, l'Afrique allait désormais garantir son avenir, sans béquille extérieure, et de manière originale. Ce rêve n'est pas mort. Chacun, ici et là, continue de le saluer comme le moteur d'un indispensable sursaut de maturité politique.

Les fameux discours de La Baule, en juin 1990, dans lequel le président Mitterrand avait promis une « prime à l'aide aux pays se démocratisant », sans nul doute, donné des ailes aux oppositions africaines. Certains chefs d'État, comme le roi du Maroc ou l'ex-président Hissène Habré du Tchad, s'en étaient publiquement offensés. Beaucoup ont ressenti ce « virage » de la France comme une condamnation et continuent de redouter que Paris ne les « lâche ». Cette crainte, jusqu'à présent, se révèle infondée.

La plupart des dirigeants africains « menacés » par la revendication démocratique sont restés an selle, grâce, bien souvent, à la médiation ou à la présence militaire de la France. C'est le cas à Madagascar et à Djibouti, où les bons offices de Paris ont évité que les changements ne se traduisent en bouleversements incontrôlés, susceptibles de provoquer des bains de sang. C'est le cas, également, au Rwanda, où quelque cent quatre-vingt parachutistes français poursuivent, depuis plus d'un an, une mission « humanitaire » qui suscite bien des questions - et des reproches - parmi les opposants au régime du président Habyarimana.

Les mouvements de contestation n'ont cessé, en deux ans, de s'étendre à travers tout le continent. Même l'Afrique de l'Est, jusque-là « épargnée », semble entrer timidement dans la danse - pacifiquement, comme en Zambie, ou plus laborieusement, comme au Kenya. En Afrique de l'Ouest, plusieurs Conférences nationales ont sonné le glas des anciens régimes. C'est ainsi qu'on a vu, à Cotonou, à Brazzaville, à Niamey ou à Lomé, des chefs d'État soudainement détronés, privés de leurs prérogatives, sans qu'une goutte de sang soit versée.

Les efforts de la France devraient être moins ambigus. Soucieuse d'accompagner ces processus de démocratisation, elle doit clairement encourager les promoteurs et également veiller à dissuader les nostalgiques de l'ordre ancien.

MC147 - 1130 0 - 6.00 F



Le premier ministre togolais, M. Koffigoh, a reçu vendredi 29 novembre un ultimatum des putschistes qui encerclent le siège du gouvernement. Ils lui ont enjoint de se présenter dans les quarante-huit heures au quartier général des forces armées. M. Koffigoh a demandé, jeudi, à M. Mitterrand l'envoi de troupes françaises. De son côté, le chef de l'État togolais, le général Eyadéma, a rencontré dans la matinée les putschistes qui se réclament de lui.



Lire nos informations page 3

La Banque du commerce extérieur à court de liquidités

La crise financière s'aggrave en URSS

Au moment où la Russie prend l'initiative de réformes d'envergure, les difficultés financières de l'ancienne Union soviétique s'intensifient. Jeudi 28 novembre, la Banque soviétique du commerce extérieur, à court de liquidités, a suspendu jusqu'au 3 décembre les paiements de certaines opérations internationales. Le même jour, le ministre russe de l'économie, M. Galdar, annonçait la ratification par son gouvernement des décrets économiques pris il y a quelques jours par M. Eltsine.

Nouvelle étape dans la crise que traverse l'ex-URSS : la Vneshconbank (VEB, la banque du commerce extérieur de l'URSS) a annoncé, jeudi 28 novembre, la suspension pour trois jours - les 28 et 29 novembre et le 2 décembre - des paiements de certaines opérations internationales non garanties. De son côté, la Gosbank (la banque centrale de l'URSS) menace de ne plus financer les dépenses de l'État si l'autorisation d'émettre de nouveaux billets ne lui est pas accordée.

La VEB continue de créditer les comptes des établissements disposant d'une garantie. « Gestionnaire de la dette extérieure » de l'ex-URSS, confirmée dans cette fonction à l'occasion du réajustement accordé par le G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) la semaine dernière (le Monde du 23 novembre), la VEB souffre

d'un manque de devises lié à la chute des exportations. La banque connaît même des difficultés d'approvisionnement en petites coupures de monnaies occidentales.

Par ailleurs, le président de la Gosbank, M. Viktor Gnerechchenko, a indiqué jeudi devant le Soviet de l'Union qu'il n'y avait plus dans les caisses de la banque centrale que 3 milliards de roubles, c'est-à-dire de quoi payer les dépenses de l'État pour deux ou trois jours seulement. Si les députés n'acceptent pas une rallonge budgétaire exceptionnelle, la banque d'État devra suspendre le financement de toutes les dépenses budgétaires, dont celles destinées aux armées, a indiqué l'adjoint de M. Gnerechchenko, M. Valerian Koulikov.

Lire page 25 l'entretien avec le vice-ministre russe de l'économie

Relance du débat sur les OPA

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, s'est dit, jeudi 28 novembre, préoccupé par la réglementation des offres publiques d'achat portant sur les deux tiers du capital d'une société. Une réforme exige un consensus.

En février 1989, les déclarations de M. Mitterrand sur la « manie des OPA » et les dangers d'un « pillage de l'économie française » conduisaient à une loi pour contrôler les marchés financiers et à un règlement des offres publiques d'achat (OPA). Était instituée alors l'obligation de lancer une offre sur au moins deux tiers des actions, dès qu'une entreprise franchit le seuil des 33 % dans le capital d'une autre société. Avec le regain des OPA, cette réglementation montre ses limites puisqu'elle défavorise les actionnaires minoritaires. L'idée avancée, mais qui ne fait pas l'unanimité, serait d'étendre l'offre d'achat sur l'intégralité du capital pour un traitement égalitaire des porteurs de parts. Ce projet risque de favoriser les investisseurs étrangers, qui ont généralement des moyens financiers plus importants que les Français.

Lire nos informations page 25

La préparation du sommet de Maastricht et les séquelles du communisme

Un entretien avec le président du Conseil européen

A dix jours du sommet européen de Maastricht, le chef du gouvernement néerlandais, président en exercice du Conseil européen, M. Ruud Lubbers, a rencontré jeudi 28 novembre à Paris M. François Mitterrand. Il souligne, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que les Douze devraient adopter à Maastricht un programme appelé à évoluer en 1997 en fonction des progrès accomplis.

« Quel est, selon vous, le minimum à atteindre pour parler de succès à Maastricht ? »

Le minimum est un traité qui marque un tournant vers une Europe voulant être davantage qu'un marché : vers une Europe qui, s'appuyant sur sa puissance économique, se montre prête à prendre ses responsabilités dans les domaines de la politique et de la défense et à être porteuse d'un message au-delà de son territoire ; vers une Europe consciente que les questions préoccupent les citoyens, tels leurs rapports avec les autorités, l'immigration ou la politique d'asile, peuvent recevoir une réponse commune. Telle est l'architecture, avec comme point matériel et symbolique, la progression vers une monnaie commune et sa réalisation en 1997.

« Ce minimum sera-t-il atteint ? »

Mon rôle n'est pas de faire des calculs de probabilité. Il est d'achever le boulot et, pour ce qui concerne les Pays-Bas, d'être le broker de l'Europe.

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER Lire la suite page 6

Allemagne : le retour du passé

par Daniel Vernet

Pour la deuxième fois en moins d'un demi-siècle, l'Allemagne est confrontée à un passé qu'elle préférerait oublier, mais qui colle à la peau, détermine les comportements politiques, brise des carrières, jette la suspicion sur les uns ou pousse les autres à se réfugier dans une lâche irresponsabilité. Il ne s'agit pas cette fois du national-socialisme, comme dans les années d'après-guerre, mais du communisme dans sa variante prussienne. Avec la réunification, seize millions d'Allemands qui

n'ont connu d'autre régime politique que totalitaire, pour les plus âgés depuis 1933, l'heure des comptes a sonné. Même si, par certains côtés la situation est radicalement différente, le parallèle avec la dénazification vient immédiatement à l'esprit.

Le plus simple aurait été sans doute de passer l'éponge, par une amnistie générale des principaux responsables politiques de l'ancien régime de la RDA.

Lire la suite page 7

Lire aussi page 2 l'entretien avec DANIEL COHN-BENDIT et le point de vue d'ALFRED GROSSER

LA BOUTIQUE.

Cartier
L'ART D'ÊTRE UNIQUE

23, RUE DU FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS. 42.65.79.81

Les pressions sur la Libye
Le colonel Kadhafi refuse de livrer les auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie page 6

Force de paix en Yougoslavie
M. Perez de Cuellar veut régler rapidement les « détails techniques » de l'opération page 6

Sida et transfusion sanguine
L'opposition critique vivement le projet de loi d'indemnisation des personnes contaminées page 12

M. Mitterrand et la décentralisation
Le chef de l'État veut corriger les erreurs de parcours commises depuis 1982 page 10

POINT

L'indépendance de l'Ukraine
Les 52 millions d'habitants de l'Ukraine doivent se prononcer, dimanche 1^{er} décembre, pour ou contre l'indépendance de cette République ex-soviétique. « Si l'URSS perd l'Ukraine, affirme Lénine, elle perd sa tête. » page 8

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 32

A nos lecteurs

Un incident inadmissible a perturbé, jeudi, la production et la distribution du Monde.

A 13 h 17, les rotativistes de notre imprimerie ont cessé le travail, sur mot d'ordre de leurs délégués. Sur les deux rotatives, une seule a été ultérieurement remise en marche. Le motif invoqué : la présence, parmi le personnel de l'atelier d'expédition des journaux, d'une femme n'ayant pas, selon les délégués, la formation adéquate.

Non seulement cette personne fait partie du personnel de l'entreprise de façon permanente depuis le 1^{er} novembre 1990 et travaille régulièrement à ce poste, mais elle a la même qualification pour cette tâche que les autres membres de l'atelier d'expédition.

Il n'existe évidemment aucune convention, aucun accord, interdisant à une femme de travailler dans un atelier d'expédition. Il s'agit donc d'un cas caractérisé d'entrave à la liberté du travail fondé sur une discrimination sexuelle.

Nous prions nos lecteurs d'excuser le gêne qui leur a été causé et nous tenons à dénoncer le comportement scandaleux de ceux qui ont provoqué cet incident.

JACQUES LESOURNE

DÉBATS

Allemagne

Un entretien avec Daniel Cohn-Bendit

« Je suis persuadé qu'un mouvement d'extrême droite ne pourra pas réussir électoralement » nous déclare l'adjoint au maire de Francfort

En dépit de la succession d'incidents xénophobes et racistes en Allemagne, Daniel Cohn-Bendit ne croit pas à une poussée significative de l'extrême droite dans son pays, ni sur le plan politique ni sur le terrain électoral. L'ancien leader d'aujourd'hui adjoint au maire de Francfort chargé des relations multiculturelles, explique son relatif optimisme par la mobilisation de la société civile contre le phénomène d'exclusion.

« Comment expliquez-vous la répétition des actions violentes contre les immigrés tant dans le parti occidental du pays que dans l'ex-RDA ? »

« C'est partout pareil. Les populations ne veulent pas d'immigration mais il y en a une tout de même. Tenant compte de cette contradiction, les gouvernements n'ont pas le courage d'intégrer cette donnée qui, dans le cas contraire, les mettrait dans l'obligation de promouvoir une véritable politique d'insertion sociale. En Allemagne aussi, la société libérale crée un style de vie qui visiblement surchauffe certaines catégories sociales – et pas seulement les couches les plus défavorisées – qui ne savent pas bien quel angle d'attaque choisir pour surmonter leurs difficultés. »

« Dans l'ex-RDA, c'est autre chose. Sa population a opté massivement pour le mode de vie de la RFA mais personne ne lui a expliqué que l'économie de marché

était une culture et qu'il fallait donc du temps pour s'y adapter. Aujourd'hui, les Allemands de l'Est sont désorientés, et à un désespoir succède un autre désespoir. Il est donc né un sentiment de frustration. D'ailleurs, les skin-heads et les hooligans existaient avant la chute du mur de Berlin. L'unification les a persuadés qu'ils pouvaient dire ce qu'ils pensaient, y compris qu'ils ne voulaient pas d'étrangers. Et pourtant, la partie orientale du pays comptait à la fin de 1990 seulement cent trente-huit mille travailleurs étrangers venus des ex-pays frères, notamment du Vietnam et du Mozambique, et que le régime communiste avait parqués dans des ghettos.

Vrais et faux réfugiés

« Mais qu'est-ce qui a déclenché le processus d'agressions physiques ? »

« Sur cette toile de fond, il y a un grand débat permanent sur les demandeurs d'asile, relayé par les grands journaux comme la *Bild Zeitung*, qui crée une atmosphère malsaine. Nombre d'Allemands font la différence entre les vrais réfugiés politiques et les immigrés économiques qui vivent dans leur pays, disent-ils, pour profiter de ses richesses et de surcroît se livrer au trafic de la drogue. Et bien sûr pour cette catégorie de personnes, ce sont tous des délinquants et donc des salopards. Il en résulte une dénaturation morale du réfugié économique. C'est dans ce contexte qu'est intervenue l'affaire de

Hoyerswerda (1). La rue avait gagné, et de petits groupes de jeunes – qu'ils aient plus ou moins nazillons ou supporters de football – en ont déduit qu'ils pouvaient vider leur ville des immigrés en attaquant les foyers d'étrangers.

« Cela signifie-t-il que l'extrême droite, voire un mouvement néonazi, est en train de prendre consistance en Allemagne ? »

« Non. Je suis persuadé que lentement mais sûrement la mobilisation de la société allemande va être de plus en plus grande. Les manifestations se multiplient en faveur de la protection des étrangers. La télévision a accepté de diffuser des clips pour dénoncer les agressions contre les immigrés. Les journaux, même de droite, acceptent d'insérer gratuitement dans leurs éditions des pages de publicité pour accompagner la campagne.

« Mais ce qui est important et réconfortant, c'est la réaction du patronat. Il dit notamment que le pays a besoin des travailleurs étrangers pour conforter la prospérité. Si l'Allemagne ferme ses frontières, affirment les industriels, le pays comptera une population de quarante-cinq millions d'habitants en 2040. Ils ajoutent que l'économie a besoin de gens dynamiques qui font peur à une société allemande frileuse. D'ailleurs, l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* vient de publier une enquête qui révèle que le travail des étrangers laisse un solde net positif de 41 milliards de deutschemarks par an au pays, déduction faite du coût social dû à l'accueil des réfugiés.

« La position des patrons allemands ne tient-elle qu'à la vision de leurs intérêts à moyen et à long terme ? »

« Il n'y a pas que cela. Je crois qu'ils sont vraiment indignés, mais c'est vrai qu'ils ont peur que la machine dérape. Ils se sentent surtout responsables du développement de la société parce qu'ils craignent que la xénophobie latente se transforme en racisme agressif. Autrement dit, eux aussi ont pris conscience qu'on ne peut pas continuer à débattre de cette manière, c'est-à-dire à susciter des réactions ignobles même si seule une faible partie de la population est réceptive. Au total, c'est une large part de la société civile qui se mobilise.

« Un sondage récent fait apparaître qu'avant l'affaire de Hoyerswerda, les Allemands étaient 44 % à considérer comme une bonne chose la présence des immigrés, et 60 % après les incidents. C'est pourquoi je suis persuadé qu'un mouvement d'extrême droite en Allemagne ne pourra pas réussir électoralement. La majorité silencieuse ne se tournera pas du côté qu'elle avait choisi dans les années 30. Les extrémistes allemands obtiendront de toute façon des résultats inférieurs de moitié à ce que peut faire le Front national en France.

L'Europe alié

« Reste que certains hommes politiques allemands tiennent un discours qui va en sens contraire ? »

« Il se agit de quelques membres de la CDU qui, parce que le parti éprouve de sérieuses difficultés sur des dossiers comme la réunification et l'avortement, se livrent à des opérations démagogiques. Il est significatif que le gouvernement Kohl est intéressé par une politique européenne de l'immigration compte tenu des besoins de l'économie. Il est vrai également que Bonn cherche à contourner le problème que lui pose la Constitution, qui prévoit un statut unique au monde pour les réfugiés politiques et qui demande une majorité des deux tiers au Parlement pour pouvoir l'aménager.

« Comme sur d'autres dossiers et à l'instar de tous les autres États membres de la CEE, l'Allemagne veut que l'Europe serve d'alibi pour résoudre une difficulté interne à double face : réguler le recrutement de la main-d'œuvre venant de l'extérieur de la Communauté et rendre moins aisée l'asile politique. »

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO

(1) NDLR : A la fin de septembre dernier, un foyer de réfugiés tchèques avait été attaqué, dans cette petite cité à la frontière polonaise, à coups de cocktails Molotov, sous les applaudissements de la foule. Pour protéger les demandeurs d'asile, les autorités de la Saxe les avaient déplacés dans une autre ville.

L'unité difficile

par Alfred Grosser

Il ne faut pas se tromper d'inquiétude. Les affreuses violences xénophobes de skin-heads vociférants sont moins en termes d'avenir politique que les succès de Jörg Haider à Vienne, de Jean-Marie Le Pen en France ou que les bras tendus de Madrid. Plus qu'à une résurgence, elles renvoient à la situation difficile d'un pays mal réuni, en état de malaise parce qu'il lui faut trouver un élan solide en l'absence précisément de toute exaltation nationale.

Comme était, comme demeure mal ciblée l'inquiétude devant le surcroît de puissance qu'entraînerait inévitablement l'unité. Certes, des signes de reprise existent dans l'ancienne RDA, mais il faudra du temps pour reconstruire un tissu social, pour reconstruire une économie au moment où l'effondrement d'une société n'est pas encore terminé. Et pour convaincre que la taille, que le poids d'une Allemagne augmentée devrait lui interdire de se replier sur son propre développement. La xénophobie est l'une des expressions du refus du partage.

En fait, le premier, le plus urgent des partages est en cours. En dépit des promesses démagogiques de la campagne électorale de 1990, les transferts de l'ancienne République fédérale prospère vers la partie de l'Allemagne qui n'a pas eu la chance de vivre dans la liberté et la prospérité sont de plus en plus massifs. Mais ils ne sont que médiocrement perçus à l'Est. Pour des raisons psychologiques et morales autant qu'économiques et sociales.

Les attentes étaient sans doute excessives voici deux ans, mais bien des déceptions sont justifiées. Face en particulier à l'absence de compréhension et de respect de tant de compatriotes de l'Ouest, dirigeants politiques et économiques compris. Berlin, capitale et siège du gouvernement et du Parlement, a valeur de symbole positif. Bonn incarnait bien la démocratie libérale, mais aussi, au fil des mois, l'assombrissement, la morgue, parfois le mépris. À Berlin, les gouvernements vivront au cœur des problèmes de l'unité inachevée, même si de nouvelles craintes surgissent de voir les investissements urbains concentrés sur la capitale à transformer et le développement réservé autour de la ville à une sorte d'Île-de-France allemande.

Père aussi, de plus en plus lourdement, le poids du passé. Du double passé. La session de réflexion qui vient de se tenir à Weimar-Buchenwald est caractéristique à cet égard. Le camp a servi après 1945 de brutal, humiliant, dégradant centre d'internement soviétique. Parmi les milliers d'internés antinazis allemands d'avant 1945 (et d'avant l'arrivée des premiers déportés étrangers...), il y avait en nombre de communistes. Le message à faire passer aujourd'hui aux jeunes n'est pas simple : l'antifascisme était devenu le slogan, la justification d'un autre totalitarisme, mais il faut comprendre la nécessité maintenant d'un antinazisme militant.

Et, comme dans la France de 1945, comme dans l'Allemagne de la dénazification, se pose le problème de l'épuration, même si le mot est soigneusement évité. Quel que grands du régime viennent à prix d'or des Mémoires fortiment romancés, pendant que d'excellents administrateurs locaux sont chassés comme *rote Socken*, comme

« chaussettes rouges » qui ont servi le régime ou, plus exactement, *das System*. Il est vrai que d'autres ont dénoncé et parfois directement réprimé toute velléité de liberté d'expression et de comportement. Qui a été sincère, qui a maintenant les yeux ouverts, qui a été opportuniste hier, qui l'est aujourd'hui, qui a joué double jeu, qui est récupérable, qui ne l'est pas ? Les questions sont faciles à poser. Les réponses ne peuvent être claires. Incertitudes, frustrations et injustices sont inévitables.

Y compris pour les réparations et restitutions dues aux victimes. Comment ne pas faire de nouvelles victimes ? Voici un couple de catholiques militants. Comme nombre de protestants, ils ont su épargner à leurs enfants l'emprise du système. Ils ont en des tas d'ennuis professionnels et privés comme suspects, mais ils vivent décemment. Aujourd'hui, ils sont tous deux chômeurs et menacés d'expulsion de la maison qu'ils louent depuis trente ans : le propriétaire de 1945 veut récupérer son bien confisqué par l'État après son passage immédiat à l'Ouest. Par crainte du communisme ou par peur d'être sanctionné pour sa participation à l'hitlérisme ? Comment trancher ? Comment de toute façon restituer sans injustice pour les locataires ou propriétaires de bonne foi ?

Le marché ne suffit pas

Le chômage s'étend. En partie à cause de la rationalisation de l'économie. En partie parce que bien des grandes entreprises de l'Ouest préfèrent partir de zéro : c'est plus facile que de transformer ce qui est pourtant encore en état de marche. Une partie du nouveau développement amorcé crée vraiment les bases d'une économie saine. Une autre partie correspond à l'effort de capitaux d'industrie copaqueurs à bon compte. À Bonn cependant, le gouvernement a compris son erreur idéologique de l'an dernier. Non, les forces spontanées du marché ne suffisent pas. Pour la protection des plus faibles, pour la formation à tous les niveaux, depuis les apprentis jusqu'aux juges et aux hauts fonctionnaires, pour restructurer l'économie et sociale, il faut légiférer, il faut gouverner, il faut prendre conscience de la grandeur et des exigences du politique qui est la façon dont une collectivité cherche à maîtriser son avenir.

Ce qui se passe dans les « nouveaux Länder » n'est pas une affaire purement allemande. Si l'unité économique, sociale, psychologique, culturelle se fait, les pays plus à l'Est, comme la Pologne ou la Hongrie, peuvent avoir espoir de réussir leur « occidentalisation ». Si la crise s'accroît, si, malgré la richesse de la République fédérale ancienne, malgré le soutien de la Communauté européenne, le redressement n'est pas rapide, il n'y aurait plus qu'à désespérer à Varsovie, à Budapest, à Prague. L'inquiétude qu'il est légitime d'éprouver quand on observe ce qui se passe en Allemagne de l'Est, c'est surtout là qu'elle se situe.

Témoignage

Olivier Rabut, la constance créatrice

Olivier Rabut, qui vient de disparaître, est un des penseurs les plus originaux de l'époque. Il est de la grande race, la race d'Emmanuel Levinas et de Paul Ricoeur. Son dernier ouvrage, *L'Après-Croyance*, paru en 1990 aux éditions du Cerf, est court et dense. Il apportera des lucres précieuses à ceux, si nombreux aujourd'hui, qui sont en proie à l'incertitude, au doute, au désarroi.

Dès le début, l'auteur effleure une coulure : « Le mouvement chrétien, écrit-il, semble avoir pris conscience qu'assez tardivement d'une vérité capitale : la consistance de la créature, alors que le néant de la créature a été longtemps le thème principal. Les conséquences en sont incommensurables. »

Cette consistance de la créature signifie qu'il existe, pour chaque être, une loi de sa croissance

propre. Elle reste longtemps obscure, puis s'éclaire et finit par orienter l'existence entière, à la condition, bien sûr, d'opter délibérément pour la fidélité à cette exigence fondamentale.

Mais comment déterminer cette exigence fondamentale ? Les illusions du moi et du surmoi, la prévision sociale, les crises d'identité, tout concourt à rendre fort difficile l'élucidation indispensable. L'auteur pense que l'exigence fondamentale peut être définie par la convergence de trois termes qu'il désigne ainsi :

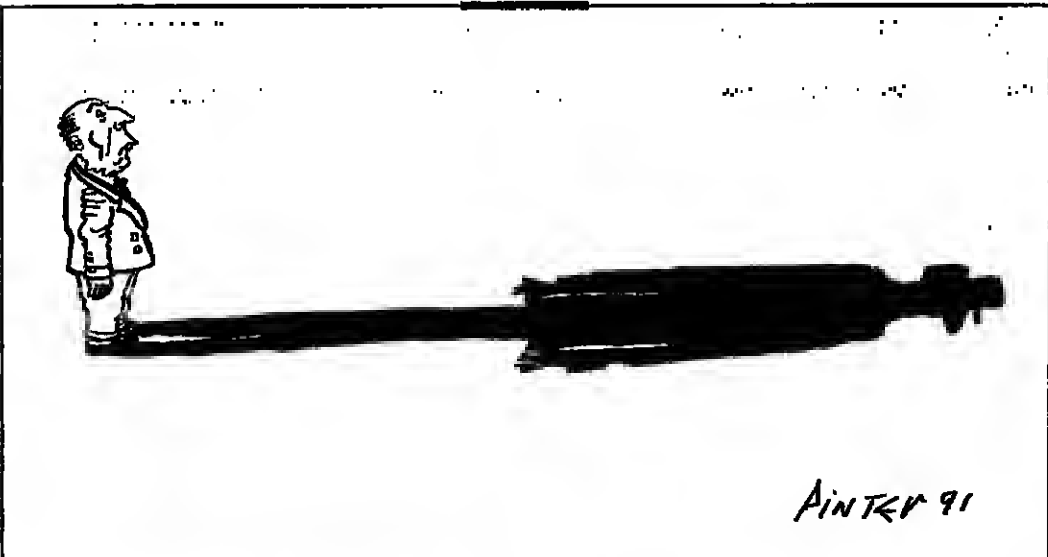
- L'exigence personnelle, telle que je puis la comprendre, à force de probité, d'attention à l'expérience et de fidélité.
- L'appel de l'Évangile, lui aussi objectivement que possible.
- La sagesse des saints ou

sages de l'histoire, chrétiens ou non.

Ce que propose Olivier Rabut, et il le fait avec une complète ouverture d'esprit, c'est que tout être humain soit « appelé à développer le meilleur de lui-même en accueillant le meilleur du réel ». Ce message est à la fois optimiste et réaliste. Ni pessimiste, ni idéaliste, il est un défi à toutes les bornes volontés désireuses de dépassement. Olivier Rabut insiste sur la nécessité de la fidélité dans cette recherche du dépassement. Il rejoint ainsi ma marotte personnelle : c'est par la constance, grâce à la constance, qu'advient la croissance. La constance créatrice, qui invente pour durer, est le socle de l'esprit.

Jacques de Bourbon Busset de l'Académie française.

TRAIT LIBRE



Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
créée en 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Éditions
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46 62 72 71
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46 62 98 71 - Société Éditrice
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimé au « Monde »
12, rue M. Clément
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications. n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vols normaux y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris PP
Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTRANGER

TOGO : menacé par l'armée

Le premier ministre a demandé l'envoi d'«urgence» de troupes françaises

Le premier ministre togolais, M. Joseph Kokou Koffigoh, a demandé depuis jeudi 28 novembre au siège du gouvernement à Lomé par des forces militaires, a demandé l'envoi d'«urgence» de troupes militaires françaises pour l'aider «à rétablir l'ordre».

Les militaires, qui n'avaient jamais accepté la mise en place d'institutions démocratiques de transition, fin août, au terme d'une conférence nationale, ont proclamé le renversement de ces institutions et la démission du gouvernement de M. Koffigoh. Vendredi matin, ils ont lancé un ultimatum aux principaux responsables de «la transition» en exigeant qu'ils se présentent «dans les quarante-huit heures» au quartier général des forces armées à Lomé.

Des militaires de province se sont ralliés vendredi aux putschistes. Se qualifiant de «démocrates», et déclarant appartenir aux garnisons de Dapaou - à 700 kilomètres au nord de Lomé - et Kara - 500 kilomètres au nord - ces unités ont apporté leur «soutien sans réserve» aux actions menées par leurs «commandants de Lomé et d'Atakpamé», ville située à 175 kilomètres au nord de la capitale, selon un communiqué diffusé par la radio.

«Excellence, Nous avons besoin d'urgence de la présence des forces armées françaises dans le cadre des accords de coopération qui lient nos deux pays», a écrit jeudi M. Koffigoh dans une lettre manuscrite adressée au président Mitterrand, par l'entremise de l'ambassadeur de France à Lomé, M. Bruno Delaunay. Celui-ci, nous signale notre correspondant Jean-Karim Fall, a passé tout l'après-midi aux côtés du premier ministre assiégré. M. Koffigoh assigne deux missions aux militaires français, en cas de réponse positive du président Mitterrand : «assurer notre gouvernement dans le rétablissement de l'ordre et à protéger les étrangers».

La France, qui, jeudi, avait condamné le coup de force et avait déclaré suivre la situation «avec la plus extrême vigilance», a annoncé vendredi qu'elle avait pris «toutes les dispositions pour assurer aux ressortissants français la sécurité nécessaire». Les dispositions prises «concernent la sécurité des

Français qui se trouvent au Togo (...) et le processus démocratique», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard sans donner plus de précisions.

Troisième putsch en deux mois

L'appel au secours du premier ministre togolais a été lancé à l'issue d'une journée particulièrement meurtrière. Au moins dix-neuf personnes ont été tuées par balles jeudi. Les putschistes ont donc prouvé leur détermination. Ils ont instauré un couvre-feu de 18 heures à 5 heures.

Le rôle du président dans ce coup d'Etat reste mal défini. Au moment du putsch, le général se trouvait dans son village natal de

Pya, à 600 kilomètres au nord de Lomé. Ayant regagné la capitale dans la journée, il aurait eu des contacts réguliers avec le premier ministre, par l'intermédiaire d'émissaires, selon une source togolaise informée. La radio a annoncé vendredi que le chef de l'Etat renouvellerait les putschistes - lesquels n'avaient toujours pas identifiés - dans la matinée.

Depuis le début de leur «coup», les militaires réclament du général Eyadéma qu'il nomme «au plus tôt» un «homme efficace pour former un gouvernement où tous les partis seraient représentés». Selon eux, le chef de l'Etat a laissé «draper le processus de démocratisation» mis en place au Togo par la conférence nationale réunie l'été dernier. Au pouvoir depuis un

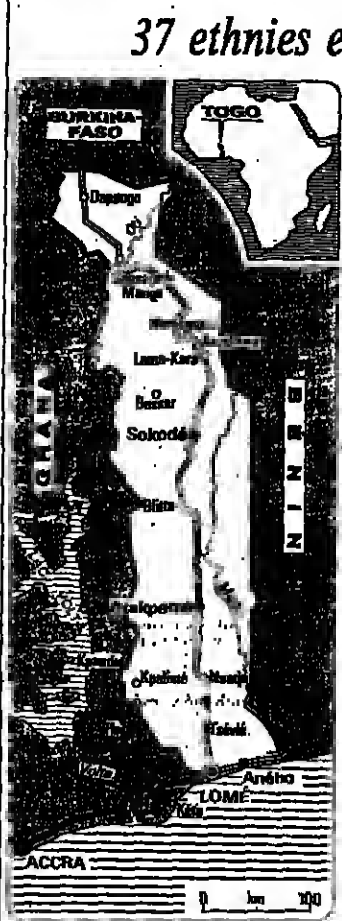
quart de siècle, le général avait accepté le principe d'une conférence nationale à la mi-juin, après quarante-huit heures de sécesses d'émigrants. Au terme de cette conférence, qui a eu lieu du 8 juillet au 28 août, le chef de l'Etat avait perdu l'essentiel de ses prérogatives.

«Perdus pour perdus, on régleme nos comptes», déclaraient fréquemment, depuis le mois de juin, les officiers, à la tête de douze mille hommes bien entraînés et, de surcroît, pratiquement tous originaires de l'éthiopie kabyle, celle du président. Par deux fois, les 1^{er} et 8 octobre, des militaires avaient déjà tenté un putsch. En ces deux occasions, le général Eyadéma leur avait lancé un appel afin qu'ils rejoignent leurs casernes.

Hier, ils n'ont à aucun moment relâché leur pression. Outre la primature - le siège du gouvernement où est retranché le premier ministre - et les locaux de la radio et de la télévision, ils ont encerclé la poste centrale, où les communications téléphoniques avec l'extérieur ont été coupées. Par l'intermédiaire de la radio, les putschistes ont accentué leur pression, notamment psychologique, sur la population en multipliant les communiqués, tel celui-ci : «Les FAT, les Forces armées togolaises, demandent une fois de plus au chef de l'Etat de nommer un homme efficace, de former un nouveau gouvernement, sinon toute la ville deviendra de la cendre».

Terrés chez eux, les habitants de Lomé, pourtant prompts à réagir - ils l'ont prouvé à plusieurs reprises au cours des six derniers mois - semblent épuisés. Les rues sont quasiment désertes, la circulation automobile très réduite. Néanmoins, un tract circulant vendredi dans la capitale, selon lequel douze partis politiques ont appelé le «peuple togolais» à une «grève illimitée» pour faire échec au coup de force.

[La France a signé, le 10 juillet 1963, un accord de défense avec le Togo. Sept autres pays africains ont conclu un traité du même type (le Monde daté 24-25 novembre) avec l'Etat français. L'accord qui lie la France et le Togo n'a jamais été publié au Journal officiel. On croit toutefois savoir qu'il prévoit - ce qui ne serait pas le cas des autres accords - la possibilité d'une aide militaire française non seulement dans l'éventualité de problèmes avec l'extérieur, mais aussi à l'intérieur du territoire togolais.]



Le Togo couvre une superficie de 56 785 kilomètres carrés, où vivent 5 millions d'habitants, principalement dans les villes de Lomé (capitale du pays), Sokodé, Atakpamé, Lomé-Kara et Kpalimé. La France est la langue officielle de ce pays composé de 37 groupes ethniques, dont les plus importants sont les Ewe, les Kabyle et les Mina. Les Togoïens sont animistes à 50 %, catholiques à 26 %, musulmans à 15 % et protestants (9 %). Le Togo est devenu un protectorat allemand en 1894. Après avoir été occupé par les troupes françaises et anglaises en 1914, ce pays a vécu sous mandat français, avant d'obtenir son indépendance, le 27 avril 1960. Son premier président, Sylvanus Olympio (1960-1963) a été tué lors d'un coup d'Etat et le deuxième, Nicolas Grumitzky, a été renversé en 1967. Le général Gnassingbé Eyadéma est au pouvoir depuis cette date. La Togo, qui produit surtout du cacao, du maïs et des phosphates, a un PIB par habitant de 370 dollars et une dette extérieure de 265,7 milliards de francs CFA (environ 5,3 milliards de francs). Ses forces armées comprennent 6 900 hommes, dont 4 000 dans l'armée de terre.

DJIBOUTI : la mise en application des accords de défense

Paris accepte de déployer des troupes le long de la frontière avec l'Éthiopie

La France a répondu favorablement au président Haasan Gouled Aptidon qui lui avait demandé, la semaine dernière, l'application des accords de défense liant les deux pays, a annoncé, vendredi 29 novembre, à Paris, le ministre de la défense. Cet accord de principe, dont

Paris avait, en effet, conclu avec Djibouti, en juin 1977, une série d'accords en matière de sécurité, qui octroient à la France un point d'appui militaire permanent où elle entretient un contingent interarmées de quelque 3 850 hommes et qu'elle peut renforcer pour venir au secours de la petite république dans l'éventualité d'une agression extérieure.

Les forces djiboutiennes comptent quelque 4 150 hommes et sont en majorité équipées par Paris.

Quant à la garnison française, elle a été renforcée de moines d'un millier d'hommes, au printemps, à l'occasion des opérations «Godoria» et «Totem» qui ont notamment consisté à endiguer un afflux de quelque 40 000 réfugiés civils et militaires venus d'Éthiopie, où sévissait la guerre civile.

Pour justifier sa demande à la France, le président Gouled avait donc affirmé que les maquisards afars, qui opèrent dans le nord du pays, sont des «éléments étran-

gers», venus d'Éthiopie. Le Front de restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) a toujours, quant à lui, déclaré que ces hommes sont des Afars de Djibouti. Aïnsi, son président, M. Mohamed Adoulaya Youssouf, né près d'Obock, a travaillé, jusqu'en 1977, date de l'accession au pouvoir du président Gouled, à la régie des eaux de Djibouti-Ville où résident son épouse et ses quatre enfants.

L'annonce du déploiement des forces françaises survient au lendemain d'une nouvelle visite, sur place, de M. Paul Dijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, qui a rencontré les différentes parties prenantes à la crise djiboutienne. M. Gouled avait annoncé, mercredi, qu'il était prêt à «consulter» la population, par référendum, sur «les changements à apporter dans le domaine politique». Quant aux rebelles du FRUD, ils avaient décidé d'observer un cessez-le-feu de sept jours «en signe de bonne volonté».

Par ailleurs, un conseil extraordinaire des ministres a décidé, jeudi, de lever, à partir de 1992, une «contribution patriotique» de 10 % sur les salaires et les traitements, a annoncé la télévision nationale. Cette taxe servira à financer, en matériel et en personnel, l'effort de guerre contre la guérilla afar. (AFP)

Une partie de l'opposition est exclue du nouveau gouvernement

En obtenant trois ministères, dont celui du budget, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), ancien parti unique du président Mobutu, fait un retour en force dans le gouvernement constitué jeudi 28 novembre par M. Nguzi Karl Ibond. D'autant que les Forces démocratiques unies, FDU, regroupement de partis qui soutiennent également le chef de l'Etat, se sont vu octroyer huit postes ministériels, dont ceux du domaine «réservé» : défense et sécurité, relations extérieures et coopération internationale. La tendance radicale de l'Union

sacré - coalition des partis d'opposition - menée par l'éphémère premier ministre Étienne Tshisekedi, n'a obtenu aucun portefeuille. Dix ministres reviennent néanmoins au sein de l'opposition.

D'autre part, le président de la Ligue zaïroise des droits de l'homme, M. Buzza Kabue, a lancé jeudi un «appel au secours», le mois de décembre risquant, selon loi, «d'être celui de l'effondrement total du Zaïre». Il affirme que «le danger d'un génocide (...) perpétré par les troupes fidèles au maréchal Mobutu Sese Seko est bien réel». (AFP)

AFRIQUE DU SUD : alors que l'extrême droite blanche remporte une élection partielle

La grande négociation sur la future Constitution va commencer

Alors que la majeure partie des forces politiques sud-africaines se réunissent pour préparer la grande conférence sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution reconnaissant les droits de la majorité noire, le parti du président De Klerk a subi une cuisante défaite, jeudi 28 novembre, lors de l'élection partielle de Virginia (province de l'Etat libre d'Orange). Le candidat du Parti conservateur (CP), extrême droite blanche qui rejette les négociations constitutionnelles, a été élu avec 62 % des suffrages. Les sept précédentes élections partielles ont toutes été marquées par une forte poussée du CP, mais cette formation n'était pas encore parvenue à ravir un siège au parti au pouvoir.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Une vingtaine de partis et organisations politiques devaient se réunir dans un hôtel proche de l'aéroport international de Johannesburg, vendredi 29 novembre, pour débattre le terrain avant la première conférence multipartite de l'histoire sud-africaine, qui doit se tenir les 20 et 21 décembre. Les principaux acteurs politiques sont présents, à l'exception de l'extrême droite blanche et de l'extrême gauche noire : d'un côté, le Parti conservateur du pasteur Andries Treurnicht, le Herstigte Nasionale Party (HNP), l'Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB) de M. Eugene Terreblanche et, de l'autre, l'Organisation du peuple d'Afrique (AZAPO) ont décidé de rester sur la touche.

Cependant, la représentativité de ceux qui se retrouvent autour de la table couvre un si large spectre qu'il n'est pas exclu que les retardataires puissent prendre le train en marche dans les semaines ou les mois qui viennent. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : cette réunion préparatoire est le coup d'envoi des négociations qui décideront de l'avenir du pays que le gouvernement de Frederik De Klerk

et le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela veulent «démocratique et non raciale».

Mais le processus sera long. Les participants le savent qui doivent, d'un côté comme de l'autre, compter avec des bases sociales impuissantes ou inquiètes. Cette réunion préparatoire ne produira aucune décision concernant directement l'avenir du pays. Elle restera à l'échelle technique et devra surtout décider de l'endroit où la Conférence du 20 décembre se tiendra, par qui elle sera convoquée, qui y participera de droit, et à la fois les décisions seront adoptées par consensus, à la majorité simple ou qualifiée. Autant de détails qui, en fait, sont d'une importance capitale. Car l'unité nationale ne régit pas. La communauté blanche est divisée. La communauté noire aussi. Le Congrès panafricain (PAC), par exemple, continue d'exiger que la Conférence soit organisée en terrain neutre, à l'étranger. Finalement, ce sont les deux adversaires d'hier, le gouvernement issu du Parti national (NP), au pouvoir depuis 1948, et l'ANC, qui sont animés de la même volonté d'aller au plus vite à une solution négociée. Les nombreux extrêmes du président De Klerk et de Nelson Mandela et les multiples rencontres ANC-gouvernement ont forgé des liens étroits.

Les désaccords sont profonds. Mais l'estime existe entre ceux qui apparaissent aujourd'hui comme des partenaires aux yeux des autres acteurs de la scène politique sud-africaine qui, parfois, se sentent trahis. Le tollé soulevé, mercredi 27 novembre, par le PAC, beaucoup plus radical dans ses positions que l'ANC, en est l'illustration. Selon le parti panafricain, l'organisation de M. Mandela serait coupable de collusion avec le pouvoir. L'ANC aurait d'ores et déjà négocié un pacte avec le gouvernement. Les deux parties seraient tombées d'accord sur la nomination d'un gouverneur intérimaire en février prochain, la possibilité de décider ensemble d'un processus législatif et la levée de toutes les sanctions encore en vigueur. Autant de sujets qui sont au centre des discussions entre le gouvernement et l'ANC, depuis que le dialogue fut officiellement établi, le 2 mai 1990, lors de la première rencontre officielle de Groote Schuur, au Cap.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

SOUDAN

Le colonel Garang et les dissidents ont conclu un accord de cessez-le-feu

Réunis à Nairobi à l'initiative de l'Église kenyanne, les représentants de l'APLS du colonel Garang et de la dissidence conduite par les commandants Lam Akol et Ryak Maccar ont conclu, mardi 26 novembre, un accord pour l'arrêt des combats dans la région de Bor (le Monde du 28 novembre).

Le cessez-le-feu devait entrer en vigueur jeudi matin, mais rien n'est instant, malgré les déclarations optimistes des porte-parole officiels des deux groupes, ne permet d'affirmer qu'il est effectif. A Nasser, le quartier général de la dissidence, on a déclaré attendre de lire le texte de l'accord de cessez-le-feu pour donner des instructions en vue de l'arrêt des hostilités.

Dans les milieux proches de l'APLS au Soudan comme à Londres, on se montre peu optimiste sur l'issue des négociations qui se poursuivent toujours à Nairobi entre les partisans du colonel Garang et les dissidents. On affirme que la collaboration entre ces derniers et les forces gouvernementales est allée trop loin pour qu'on puisse envisager raisonnablement un règlement durable des divergences qui les divisent.

■ BURUNDI : le chargé d'affaires de la France à Kigali a été prié de quitter le pays. - Le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Bujumbura a été déclaré persona non grata et prié de quitter le Burundi dans les plus brefs délais, a-t-on appris jeudi 28 novembre de source bien informée dans la capitale burundaise. Cette expulsion survient après les troubles entre l'armée burundaise et des «terroristes venus de l'extérieur» (le Monde du 28 novembre), qui ont fait au moins 120 morts en fin de semaine dernière, selon un nouveau bilan annoncé par la radio. (AFP)

LA RECHERCHE

N° 238 • DÉCEMBRE 1991 • 35F

- LES PRIX NOBEL 1991
- LA RÉHABILITATION DES PLANS D'EAU
- LA CHIMIE DE L'ANXIÉTÉ
- TOURBILLONS ET SUPERFLUIDITÉ
- LE CHÔMAGE EST-IL DÛ AU PROGRÈS TECHNIQUE ?

DOSSIER : Les techniques de l'imagerie moléculaire



LA PREMIÈRE REVUE D'INFORMATION SCIENTIFIQUE

سنة ١٤١٢ هـ

هكذا من اجل

4 Le Monde • Samedi 30 novembre 1991 •

LIBEREZ LE PRISONNIER

politique saoudien Mohamed Al Fassi

Défendez
les droits
humains



Défendez
les réformes
démocratiques

Son unique "crime" : Oser revendiquer des réformes démocratiques en Arabie Saoudite

Durant la guerre du Golfe, Mohamed Al Fassi, citoyen saoudien, s'est prononcé en faveur de réformes démocratiques en Arabie Saoudite. Il a participé à une opération d'aide alimentaire en faveur des enfants irakiens.

Pour ces "crimes", Mohamed Al Fassi a été kidnappé le 2 octobre 1991 en Jordanie, puis transféré en Arabie

Saoudite. Il a déjà été torturé; il ne peut ni recevoir sa famille ni être assisté d'un avocat. Le sort de Mohamed reste inconnu. Sa vie est menacée à tout moment; deux prisonnières politiques avaient déjà succombé dans les prisons saoudiennes selon Amnesty International.

Mohamed Al Fassi risque la mort pour avoir défendu la démocratie en Arabie Saoudite.

Au moment où la conférence de paix au Moyen-Orient autorise l'espoir d'un respect véritable des droits de l'homme dans la région, en suspendant toute mesure à l'encontre de Mohamed Al Fassi et en le libérant, le gouvernement saoudien prouverait qu'il veut mettre ses actes en accord avec ses promesses de libéralisation et de démocratisation.

Nous demandons la libération de Mohamed Al Fassi

Rev. John Anderson
Andrew Amaya
Prof. Khalil Barhoum
Prof. Joel Beinin
Harold Bernard
Anita Bloom
Marshall Lewis
Braverman
Elizabeth Brown
Tess Brown
William Cecil
Noam Chomsky
Linda Clements
Charles M. Crocker
Alexandra deVries
Susan Dobson
Bob Dorfman
Ronald Eaton
Jeanne Eberhard
Gloria Emerson
Frances T. Farenthold
Mike Farrell

Douglas Fathers
Sam Goldenberg
Ruth Goldenberg
Carlos Gonzales
Roberta Goodman
Christy Grabosky
Craig Grady
Vince & Jane Graham
Gabriella Granada
Lisa & Alden Graves
Violet Graves
Jody Green
Robert Guttenberg
Vivian Harris
Lillie Hawley
Randall Harrison
Gilda Hayward
Mr. & Mrs. George
Heard
Nathan Henderson
June Hilliard
Julianna Hofman

Bertram Horowitz
Alexander Issacson
Daniel Ivry
June Jackson
Michael & Susan
Jacoby
Casey Kasem
Prof. John Kelley
Stephen Kelman
Riyad Khoury
Robert Kilgore
Douglas Kim
Howard Levine
Lance Levinson
Linda Levitsky
Barbara Lubin
Alexander Lubin
Don Margolis
Gabriel Garcia
Marquez

Jane McBurney
Dr. John McCullum
Tom McDonald
Rachel McKean
Lawrence Metcalf
Bryan T. Meyers
Erica Miller
Roger Moore
Dr. Paul Morris
Richard Morse
Frank Mossman
Bobby Muller
Caleb Nachman
Larry Nagel
Jack Nelson
Osha Neumann
Gus Newport
David Newton
Michael Nielson
Jonathon Noble
Philip Norling
John G.H. Oakes

Hilton Obenzinger
Fr. William O'Donnell
Thomas Olson
Barney Oldfield
Mr. & Mrs. John
Owens
Jean Parker
Eve Parsons
Sarah & Dennis
Pineda
Charles Porter
Brenda Raubman
Rhonda Ridgeway
Arlen & Sam
Ritterman
John Roberts
Harvey Rosenfeld
Penny Rosenwasser
Marion & Fred Roth
Murray & Ruth Simon
Jos Sances

Edward Schutz
Troy Scott
Wallace Seiden
David Shipler
Hon. Maudelle Shirek
Shirley Shubert
Barbara Sikes
Laurie Stanton
Helen Stark
Judith Stein
Joe Stork
Lydia Takagi
Martin Thompson
Gregory Tyson
Claire Underwood
Felix Vasquez
Miranda Wainwright
Claudia Wellman
Susan & Michael
Wray

1^{re} LISTE

Pour signer cette pétition écrivez
ou téléphonez au CEDETIM

Pour demander la libération immédiate de
MOHAMED AL FASSI, écrivez directement à :

M. LE PRÉSIDENT FRANÇOIS MITTERRAND
PALAIS DE L'ÉLYSÉE
PARIS

LE ROI FAHAD
PALAIS ROYAL
RIYAD (ARABIE SAOUDITE)

AMBASSADE DU ROYAUME
D'ARABIE SAOUDITE
5, AVENUE HOCHÉ, 75008 PARIS
Tél. : 47-66-02-06

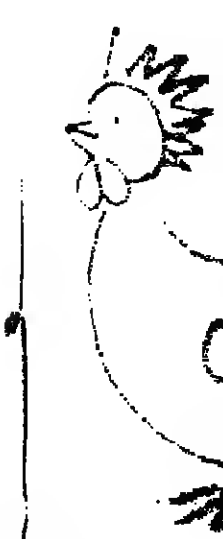
Financé par le Comité International de Mohamed Al Fassi 2140 Shattuck ave. # 2046, Berkeley, CA, USA 94704. Tél. et télécopie 510/5489520
Comité de soutien à Mohamed Al Fassi c/o CEDETIM, 14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS. Tél. : 42-50-24-39. Télécopie : 45-31-64-37

UNESCO

Arrestation de partisans

Arrestation de partisans

Est-ce qui don



ASIE

CAMBODGE : un chef-d'œuvre menacé

L'UNESCO veut faire inscrire les temples d'Angkor au « patrimoine mondial »

M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a signé à Phnom-Penh, jeudi 28 novembre, une convention en vue de faire inscrire le parc d'Angkor au « Patrimoine mondial ».

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Sans attendre l'accord de paix de Paris, les efforts pour préserver ce qui est considéré comme le plus bel ensemble de monuments historiques au monde ont repris. L'École française d'Extrême-Orient (EFEO), qui avait assuré la conservation même pendant les premières années de la guerre, a été chargée par l'UNESCO d'instruire le dossier de l'inscription du parc d'Angkor au « patrimoine mondial ».

Cette décision avait été prise à l'issue d'une réunion, en septembre, des quatre factions cambodgiennes sous le patronage de l'EFEO et de l'UNESCO. L'inscription n'est plus qu'une formalité et M. Mayor doit lancer un appel aux pays donateurs pour que les travaux de restauration des temples puissent reprendre rapidement, si possible à une vaste échelle.

L'ensemble, bâti pour l'essentiel entre le neuvième et quatorzième siècles, n'a pas directement souffert

de deux décennies de combats. Aucune des factions n'a véritablement cherché à prendre en otage les principaux temples, redécouverts, depuis plusieurs années, notamment au public. Seuls les alentours du Banteay-Kdei, l'un des joyaux de l'ensemble, ont été minés, et un petit ouvrage a été dynamité. Les temples ont surtout souffert d'années de négligence, de vandalisme et de pillage.

Ce pillage, qui a repris de l'ampleur, est pratiquement impossible à prévenir pour plusieurs raisons : éparpillement de centaines de temples « secondaires » difficiles d'accès ; dures conditions dans une région assez proche d'une frontière thaïlandaise incontrôlable. Enfin, l'art khmer n'a jamais été si prisé, et les « enjeux sont follement », selon un représentant de l'EFEO.

Le rôle de l'EFEO

Les Indiens avaient entrepris une restauration controversée, notamment en débarrassant les temples de leurs murs d'enceinte. Selon certains spécialistes, ayant perdu cette protection multiséculaire, la pierre risque de devenir vulnérable aux maladies. Mais les Indiens, qui ont pourtant signé un nouveau contrat de six ans avec Phnom-Penh, vien-

nent de mettre un terme à leurs travaux frus de moyens financiers, et aussi à la suite de critiques selon lesquelles le plus grand monument de l'art khmer deviendrait le plus grand monument de la médiocrité indienne.

Le bilan le plus dramatique de la guerre, selon MM. François Bizot et Olivier de Bernon, de l'EFEO, est la destruction avancée du parc forestier qui protège les temples contre les intempéries. Ce qui était interdit autrefois par la conservation d'Angkor est devenu la règle.

D'abord, on a coupé beaucoup d'arbres, pour les vendre. Surtout, les habitants pratiquent la gémination : après avoir creusé un trou à l'intérieur des troncs les plus grands, ils y mettent le feu pour recueillir la résine utilisée en tant que gomme. L'arbre brûle de l'intérieur et, au bout de trois ou quatre ans, lors d'un coup de vent, il s'effondre, provoquant parfois des dégâts, et une perte d'ombre qui affecte la dégradation des pierres. En 1989, un arbre est ainsi tombé sur la terrasse des Éléphants, provoquant une pulvérisation de la pierre.

L'autre problème, à plus long terme, est la consolidation des temples. Par exemple, le massif central d'Angkor Vat décroche en se fissurant et s'enfonçant. Sa consolidation est une opération techniquement

réalisable par le microforage, mais extrêmement coûteuse. L'entreprise française Bernon, qui a assuré l'aire de triomphe, mène une étude pour voir dans quelles conditions l'opération pourrait être menée.

Enfin, certains travaux effectués par l'EFEO avant la guerre doivent être repris. Par exemple, le Babington, représentation pyramidale du mont Méru, a été démantelé en 1971-1972. Les pierres reportées étant, selon un plan précis, déposées sur plusieurs kilomètres. Il va falloir reconstituer le monument, et seul l'ancien chef de chantier Marcel Lucien connaît le plan de dépôt de ces pierres.

L'EFEO est, en effet, la « mémoire » d'Angkor. Seule la saisie informatique de ses archives représentant soixante-quinze ans de présence — financée par les Japonais — permet de savoir, selon M. de Bernon, « qui a fait quoi, quand, où et comment ». Si la pierre revient, l'EFEO devrait, sous l'égide de l'UNESCO, jouer un rôle unique dans la préservation de l'ensemble. Elle a déjà mené une mission d'évaluation de décembre 1990 à janvier 1991. Reste à trouver les moyens d'assurer la sécurité de ceux qui s'installent sur place et, surtout, à se donner les moyens financiers de ce qui s'annonce comme un vaste chantier.

JEAN-CLAUDE POMONTI

EN BREF

CHINE : procès d'un dirigeant étudiant du « printemps de Pékin ». — M. Zhai Weimin, vingt-trois ans, l'un des dirigeants étudiants du « printemps de Pékin », a été jugé en première instance sur la place Tiananmen le 4 juin 1989, à comparu jeudi 28 novembre devant un tribunal. Il lui est reproché d'avoir fondé une organisation secrète, d'inspiration démocratique. D'autres procès auront lieu prochainement, ont précisé les autorités chinoises, qui ont par ailleurs annoncé leur intention de libérer des dissidents et d'autoriser certains d'entre eux à se rendre à l'étranger. — (AP.)

CORÉE DU SUD : manifestations étudiantes. — Des étudiants ont manifesté jeudi 28 novembre dans plusieurs villes de Corée du Sud. A Kwangju, dans le Sud-Ouest, ils ont attaqué le centre culturel américain. Les jeunes gens reprochaient notamment aux États-Unis les pressions qu'ils exercent sur le gouvernement de Séoul en vue d'ouvrir le marché national au riz étranger. Ils protestaient également contre une convention militaire signée la semaine précédente avec Washington, lors du passage de M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense. A Séoul et à Pusan, les étudiants s'entendaient

s'opposer au vote, dans des conditions contestables, d'une loi autorisant des projets immobiliers touristiques dans l'île de Cheju. — (Reuters.)

NICARAGUA : dix morts au cours d'affrontements entre des miliciens contras et des caméristes. — Dix jours après la signature d'un pacte de non-agression entre les deux parties, d'anciens rebelles de la Contra et des sandinistes, qui ont repris les armes, se sont affrontés dans le nord du Nicaragua, mercredi 27 et jeudi 28 novembre, et ces combats ont fait cinq morts et deux blessés parmi les anciens contras, selon le quotidien gouvernemental le *Prensa*. L'accord du 18 novembre prévoyait le regroupement et le désarmement des factions, mais un commandant des contras refuse d'abandonner les armes tant que la sécurité de ses hommes n'est pas assurée. — (AFP.)

Les Khmers rouges minimisent l'« incident » de Phnom-Penh

« C'est un petit incident. » Le porte-parole d'un groupe de dirigeants khmers rouges, réunis jeudi 28 novembre à Bangkok à minimiser en ces termes les événements survenus la veille, au cours desquels leur chef officiel, M. Khieu Samphan, avait été attaqué par des manifestants au siège de son organisation à Phnom-Penh. De même, selon son indic, que l'incident a été orchestré par « des personnalités influentes », non autrement désignées. La radio khmère rouge s'est prononcée pour une poursuite des efforts pour une stricte application des accords de Paris.

Cette modération permet de penser que les deux représentants khmers rouges au Conseil national

suprême (CNS) siègeront bien, comme l'a assuré jeudi le prince Sihanouk, à la prochaine réunion de cette instance. Convoquée pour le 3 décembre en Thaïlande, elle devrait en priorité s'occuper, précisément, de la sécurité, à l'avenir, de la partie khmère rouge à Phnom-Penh. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU seront présents à la réunion.

La Chine, principal soutien des Khmers rouges, a protesté, mais avec modération, contre les incidents du 27 novembre. Se déclarant « choquée », elle a rappelé que le gouvernement cambodgien « est responsable du fonctionnement normal du CNS ». — (AFP, AP, Reuters.)

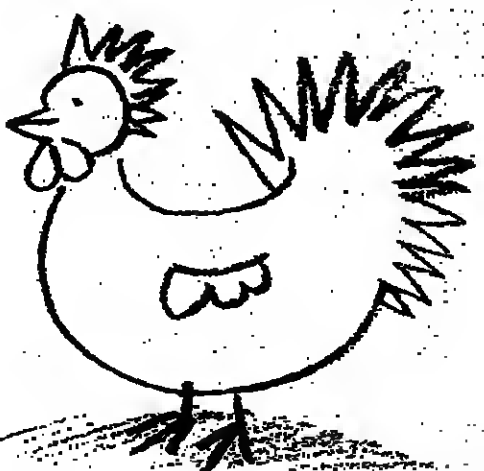
PAKISTAN

Arrestations massives de partisans de M^{re} Bhutto

La police a arrêté le mercredi 27 novembre des centaines de militants du Parti du peuple pakistanais (PPP), la formation d'opposition dont l'ancien premier ministre M^{re} Benazir Bhutto est le chef. L'opération, qui a touché de 500 à 700 personnes selon les autorités, et plus de 2 000 selon le PPP, a été centrée sur le Sindh (cette province du Sud est un fief de M^{re} Bhutto), et plus spécialement sur sa capitale, Karachi. Des journalistes figurent parmi les personnalités détenues, aux côtés de nombreux cadres, notamment étudiants, du PPP. Ces arresta-

tions sont survenues peu après des déclarations menaçantes du chef du gouvernement provincial, M. Jam Sadiq Ali, assurant que le PPP est un parti « terroriste ». De son côté, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a dénoncé des « éléments anti-étatiques » qui « complètent en vue de la désintégration du Pakistan ». M^{re} Bhutto a qualifié ces arrestations de « crime contre la démocratie ». Le chef du PPP, qui est âgé de trente-huit ans, avait été destitué le 6 août 1990 par le président Ghulam Ishaq Khan, après avoir dirigé le gouvernement pendant vingt mois. — (AFP.)

Est-ce le mot qui donne l'idée ?...



LA BICICLETTA GIALLA

La presse italienne raconte

ARRIVA SUL RICCO

comment le péril jaune

MERCATO IN QUANTITÀ

arrive à vélo.

IMPRESSIONNANTI.

En français, cette semaine, dans *Courrier International*.



Si vous ne le lisez pas dans *COURRIER INTERNATIONAL* vous ne le lirez jamais.

Les suites de l'affaire du « Rainbow Warrior »

La presse néo-zélandaise garde un ton modéré

L'ex-agent secret français Gérard Andrieu, impliqué dans l'attentat contre le *Rainbow Warrior* en 1985 et arrêté en Suisse (le *Monde* des 27 et 28 novembre), a reçu, jeudi 28 novembre, la visite du consul général de France à Bâle, où il est incarcéré. La veille, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, avait commenté le rappel de l'ambassadeur de France à Wellington : « C'est une procédure coutumière. Nous ne voulons pas croire que l'affaire en question puisse connaître de nouveaux rebondissements. Pour ce qui nous concerne, l'affaire est close. »

A Paris, quatre personnes de la télévision publique néo-zélandaise, dont le correspondant en France, Ian Borthwick, ont été interpellées jeudi 28 novembre devant le siège de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). L'équipe de télévision filmait devant les locaux de la DGSE malgré les panneaux d'interdiction. Une fois leur identité vérifiée et après confiscation de leur cassette vidéo, les quatre personnes ont été remises en liberté.

SYDNEY

(correspondance)

Selon un sondage express effectué par la chaîne de télévision One Network, 74 % des Néo-Zélandais souhaitent l'extradition de Gérard Andrieu. Les 20 % des personnes interrogées qui s'y opposent arguent des frais encourus et des conséquences sur les échanges commerciaux.

The *Evening Post*, journal du soir de Wellington, pense que la justice doit suivre son cours : « Cette fois, il ne doit pas y avoir de transaction. On ne peut tout simplement pas faire confiance aux Français », conclut l'éditorial après avoir rappelé qu'Alain Mafart et Dominique Prieur avaient été libérés avant terme. The *New Zealand Herald*, le journal le plus grand tirage, note l'embarras de Wellington face à « l'efficacité légendaire des Suisses ». Il écrit : « Le gouvernement souhaite probablement annuler les mandats d'arrêt, mais s'écarter de la justice pour prendre la décision. » The *Press*, le journal de

Christchurch, rapporte un propos de Sir Geoffrey Palmer (devenu premier ministre après avoir été vice-premier ministre sous David Lange, à l'époque de l'affaire) : « Cela a été un cauchemar terrible pendant longtemps et il n'est de l'intérêt de personne de le raviver. »

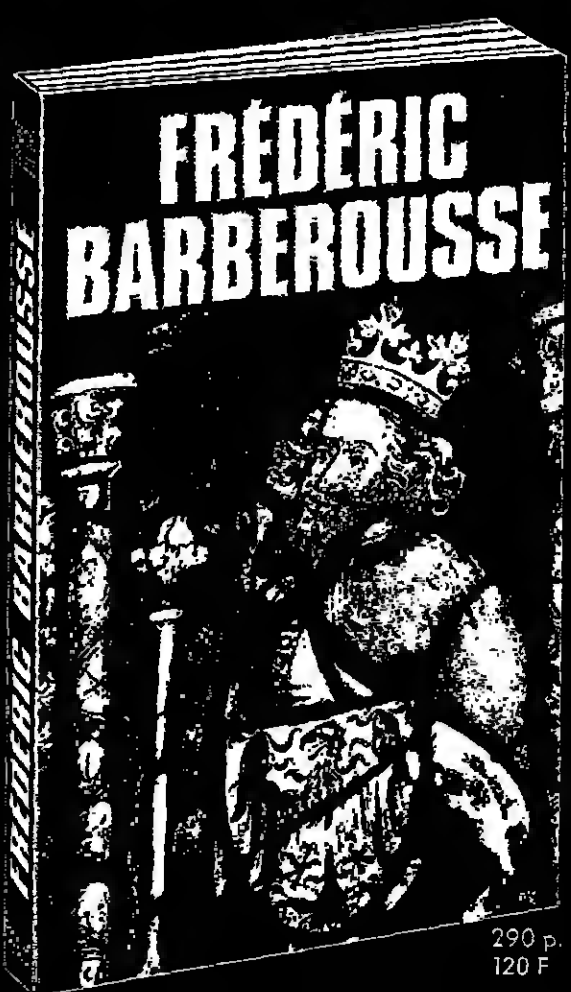
« La France »

a reconnu ses torts »

Enfin, The *Dominion*, journal de la capitale, très influent malgré un tirage moyen, tente d'apaiser les esprits : « La France a reconnu ses torts » et « s'est excusée et a payé des indemnités. La Nouvelle-Zélande a roté le coche lors de la visite de M. Record. Elle aurait pu retirer les mandats d'arrêt existants, clore l'affaire et s'attacher à améliorer ses relations avec la France ». Face aux excuses exprimées par la France, l'éditorial conseille au gouvernement de pardonner.

SYLVIE LEPAGE

LA PLUS HAUTE FIGURE DU MOYEN ÂGE ALLEMAND



Nouvelle édition augmentée

L'Histoire
chez
FAYARD

سنة ١٤١٢ هـ

DIPLOMATIE

Un entretien
avec le président
du Conseil européen

Suite de la première page

A Maastricht, nous ferons l'union monétaire et l'union politique. Ce sera un programme de travail comportant des clauses évolutives, la perspective que certains choisissent de représenter dans un certain nombre d'années. Nous verrons en marchant. L'exemple de 1993 est une preuve que nous réalisons nos buts.

— Concrètement, que signifie cette idée pour l'union politique ?

— L'union politique recouvre plusieurs éléments. En premier lieu, l'amélioration de la structure et l'extension des compétences de la Communauté. Ensuite, l'approfondissement de la démocratie, avec un renforcement du rôle du Parlement européen ; enfin, le développement des formes de concertation qui avaient jusqu'à présent un caractère intergouvernemental, telles la politique étrangère et de sécurité d'une part, et la coopération policière et judiciaire d'autre part. Comment cela va-t-il se traduire à Maastricht ?

— En ce qui concerne l'extension du champ d'action de la Communauté à la culture ou à la politique industrielle, par exemple, il faut appliquer le principe de la subsidiarité. Nous n'insisterons jamais assez sur ce principe. J'ai l'impression que notre volonté politique de donner forme à l'Europe nous conduit à oublier que la priorité doit aller au traitement des problèmes à un niveau aussi proche que possible des citoyens. C'est seulement en vertu d'arguments tangibles que leur traitement pourrait être abordé au niveau de l'Union.

— Il nous faut développer la subsidiarité. La méfiance de certains envers l'accroissement des compétences communautaires diminue ; la confiance augmentera et l'on pourra alors aller plus loin sur la voie des décisions prises à la majorité et du contrôle par le Parlement européen.

— Placez-vous les nouveaux domaines d'actions communes, telles la politique étrangère et de sécurité et la coopération policière et judiciaire, dans une perspective également évolutive ?

— Ces deux domaines touchent clairement à la souveraineté des États et à leur constitution. Pour le domaine justice-police, la procédure intergouvernementale n'est pas idéale, mais nous continuons pour l'instant dans cette voie, tout en nous fixant une échéance, sous la forme d'une clause de révision, pour examiner dans quelle mesure certains éléments de cette politique peuvent passer dans la sphère communautaire.

— En matière de sécurité, il nous

faut donner corps à l'idée fondamentale que nous avons besoin aussi bien de la perspective d'une politique de défense européenne avec ses instruments, que d'un pilier européen au sein de l'OTAN, ce que l'Alliance atlantique souhaite d'ailleurs elle-même. Cette question est en partie un objet de négociations et en partie un sujet de malentendu. Ici aussi, la confiance est un élément important.

Réexamen
en 1997

— La retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN faciliterait-il la discussion ?

— Cette question est de la responsabilité de la France. Mais il est clair que le besoin d'une Europe une constitue une stimulation à l'harmonisation. L'union politique fera, par exemple, peser une certaine pression sur l'Allemagne, qui devra être disponible pour participer à une éventuelle



force de maintien de la paix, ainsi que sur l'Irlande, qui devra se poser la question de la neutralité.

— C'est pourquoi le traité de Maastricht sera non seulement un texte, mais aussi un agenda. Nous y fixerons une direction et nous dirons que, dans un nombre X d'années, nous ferons le bilan, l'idée étant que le processus ainsi enclenché pousse lui-même à plus de convergences. Aujourd'hui, nous ne pouvons rien imposer à Paris, Bonn ou Dublin. Ce que nous pouvons faire, c'est créer les conditions d'une coopération plus étroite permettant une visibilité croissante de l'identité européenne ; l'appétit vient en mangeant.

— A quelle échéance les Douze devront-ils se remettre à table ?

— Je serai un peu ébaubi : je pense à la prochaine présidence néerlandaise dans douze semestres, en 1997 donc. Mais le plus important est d'inscrire dès maintenant des tâches précises dans le Traité.

— Vous avez employé à deux reprises le mot de confiance. Estimez-vous qu'elle n'est pas assez grande pour créer dès maintenant une union plus étroite ?

— En effet. Mais je ne vise pas les relations personnelles entre les responsables politiques. Je vise les rapports entre les peuples et les nations. Il nous faut trouver un nouvel équilibre, car la volonté politique ne peut pas tout résoudre ; d'autant que, si les citoyens admettent parfaitement qu'un certain nombre d'affaires soient traitées au niveau communautaire, ils demandent en même temps à leurs dirigeants de veiller à ne pas trop transférer à Bruxelles.

— L'Europe est un apprentissage. Nous avons déjà les mots pour le dire : convergence, cohésion, par exemple. Mais ne ce sont pas des faits qui sont ainsi désignés, ce sont des programmes, des objectifs, des efforts.

Vers la monnaie
commune

— L'Europe disposera-t-elle en l'an 2000 d'une monnaie commune ?

— Oui. Je ne peux pas le dire plus brièvement.

— Avec la Grande-Bretagne ?

— J'en suis moins sûr, mais je ne l'exclue pas et l'estime probable. Dès que cette monnaie commune existera, les citoyens et les entreprises des pays qui ne l'auront pas adoptée seront désavantagés et feront pression sur leurs responsables politiques. C'est pourquoi je ne me fais pas trop de souci à propos de la clause de non-coercition (permettant à un pays de ne pas adhérer à la troisième et dernière phase de l'union monétaire). Ce qui est important, c'est que nous nous engageons à franchir le pas.

— La clause de non-coercition sera-t-elle ouverte à tous les États membres et, si oui, cela ne risque-t-il pas d'affaiblir l'engagement des Douze à créer une banque centrale et une monnaie communes ?

— Il faut garder à l'esprit le système devant nous mener à la troisième phase de l'union monétaire. Dans le traité, nous pourrions écrire que les ministres des finances mesurent, à la lumière des critères établis, le degré de convergence atteint. Ils font rapport au Conseil des chefs d'État et de gouvernement qui juge alors avec une marge d'appréciation politique si le nombre de pays susceptibles de participer à la phase trois est suffisant. Le Conseil tire une conclusion unanime et indique une direction claire. Cette mécanique fonctionnera pourvu que les États soient prêts à approuver un système, même si, individuellement, ils ne sont pas prêts à y participer. C'est le cœur du débat, et nous verrons à Maastricht. Le but est clair et précis.

— M. Major pourra-t-il souscrire à un tel engagement ?

— Mon appréciation est que John Major pourra le faire à condition qu'il ne soit pas contraint d'accepter des maintenant les conséquences pratiques. La clause de non-coercition lui ménage cette marge. Faut-il la réserver au Royaume-Uni ? L'avantage serait de donner l'impression que le problème ne concerne que lui. Mais c'est aussi l'inconvénient. D'autres pays pourraient, en effet, vouloir en faire usage : le Danemark, par exemple ; et il se peut que des parlements désirent avoir la possibilité de se prononcer sur l'union économique et monétaire une nouvelle fois.

Mais l'essentiel n'est pas tant la formulation de la clause que l'unité au sein du Conseil européen. La décision d'ouvrir la troisième phase de l'union le 1^{er} janvier 1997 doit avoir une chance optimale d'être prise.

Propos recueillis par
CHRISTIAN CHARTIER

EUROPE

YOUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

M. Perez de Cuellar espère régler rapidement
les «détails techniques» du déploiement d'une force de paix

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, espère boucler d'ici quatre à six jours les «détails techniques» de la composition d'une force de paix en Yougoslavie. « Nous avons déjà des fonctionnaires qui sont sur place pour discuter des endroits où nous allons placer les forces des Nations unies. Nous devons discuter aussi de la composition de la force », a déclaré M. Perez de Cuellar, à l'issue d'un déjeuner avec le président Mitterrand.

« Une fois que j'aurai tous ces éléments, j'irai au Conseil de sécurité. J'espère que je pourrai le faire dans les quatre, cinq, six jours », a ajouté M. Perez de Cuellar, se déclarant « encouragé » par la résolution adoptée la veille par le Conseil de sécurité de l'ONU (le 29 novembre). Le conseiller diplomatique de l'Elysée, M. Pierre Morel, a déclaré de son côté que la France était « tout à fait disponible » pour participer à une telle force. Il a précisé que la formule utilisée pour son déploiement serait sans doute celle des « tâches d'ence », une « répartition qui ne correspond pas aux lignes de démarcation ».

A Zagreb, le président croate, M. Franjo Tudjman, a réaffirmé jeudi soir que la Croatie accepterait le déploiement des casques bleus, y compris « dans les régions de crise, où les combats se déroulent actuellement » et non plus seulement sur ses frontières historiques. Selon M. Tudjman, l'envoi de casques bleus dans les zones de combat, en territoire croate, est acceptable « jusqu'à l'élimination de tous les groupes rebelles et l'évacuation de l'armée yougoslave de tous les territoires croates ».

Cependant, de violents combats d'artillerie se sont poursuivis jeudi en Croatie entre l'armée serbo-croate et les forces croates. L'armée a maintenu sa pression sur Osijek (dans l'est de la Croatie), attaquée à l'artillerie et, pour la première fois, aux lance-roquettes multiples, selon la télévision croate. L'agence Tanjug (serbe), a pour sa part, fait état de combats sur le front de Nova-Gradska (140 km au sud-est de Zagreb) et cité des sources militaires selon lesquelles les combats de la veille à Lipik (20 km au nord de Nova-Gradska) avaient fait une trentaine de morts dans les rangs croates.

Combats
dans Vukovar en ruines

En outre, une attaque croate sur la ville de Glina (80 km au sud de Zagreb) a fait un mort dans les rangs serbes, selon la télévision de Belgrade, alors que Radio Zagreb a fait état d'une attaque de volontaires serbes sur le grand centre industriel de Sisak (60 km au sud de Zagreb). La télévision de Belgrade a également rapporté des affrontements sporadiques entre forces croates et unités yougoslaves dans la région de Dubrovnik, ville sur laquelle flotte le drapeau de l'UNESCO, après l'arrivée de deux émissaires du directeur-général, M. Federico Mayor, chargés d'évaluer les dommages causés à la cité historique placée sous la protection de l'UNESCO.

Des combattants croates continuent, d'autre part, à se battre dans Vukovar (dans l'extrême est de la Croatie), tombée la semaine dernière aux mains de l'armée de Belgrade après un siège de trois mois, a affirmé Tanjug, précisant que les troupes fédérales capturaient chaque jour une vingtaine de Croates cachés jusqu'à présent

dans la ville en ruine. Des observateurs européens ont pu s'entretenir avec la directrice de l'hôpital de Vukovar, le Dr Vesna Bosanac, arrêtée par l'armée lors de la prise de la ville et détenue à la prison de Sremska Mitrovica (en Serbie, à 50 km à l'ouest de Belgrade). De son côté, le vice-ministre croate de la défense, M. Stjepan Adanic, a assuré que « retenus » par l'armée fédérale, qui détient également selon lui 347 blessés et malades, 620 soldats croates et 156 membres du personnel de l'hôpital de Vukovar.

Sur le plan diplomatique, l'Europe a de nouveau laissé paraître, jeudi, ses divisions. D'une part, le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a annoncé, à l'issue d'un entretien avec le chancelier allemand Helmut Kohl, que son pays avait l'intention de se joindre à l'Allemagne pour reconnaître la Slovénie et la Croatie avant Noël (M. Kohl a récemment indiqué que Bonn prendrait cette initiative même s'il n'y avait pas unanimité dans la CEE). D'autre part, le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, arrivé jeudi à Belgrade, a émis un avis défavorable à la reconnaissance « unilatérale » de la Croatie et de la Slovénie, dans une conférence de presse tenue en commun avec le président serbe Slobodan Milosevic. « Je pense qu'il ne serait absolument pas utile en ce moment de parler de la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de ces Républiques », a-t-il dit.

Au chef de l'Eglise orthodoxe serbe, le patriarche Pavle, M. Mitsotakis a « promis l'aide de la Grèce au peuple serbe », soulignant qu'« en tant qu'orthodoxes les peuples grec et serbe sont très proches et se doivent assistance ». — (AFP, Reuters)

M. Genscher menacé
par des terroristes
serbes

Des terroristes serbes se sont infiltrés en Allemagne pour tenter d'assassiner plusieurs dirigeants, dont le chef de la diplomatie Hans-Dietrich Genscher, a indiqué jeudi la police judiciaire allemande (BKA). « Nous avons reçu des informations » sur la préparation de tels attentats, a souligné un porte-parole de la police, précisant que « deux Serbes » seraient déjà à pied d'œuvre en Allemagne. La BKA a déjà prévenu « il y a quelques jours » le gouvernement allemand de ces menaces, a ajouté le porte-parole. Selon lui, le président du Parti libéral (FDP) Otto Lambrecht et le fils du dernier empereur d'Autriche-Hongrie, Otto von Habsbourg, dont l'agence Belga a publié jeudi des extraits, il réclame maintenant l'amnistie.

BELGIQUE : les consultations politiques

Le roi Baudouin n'a pas accordé
d'audience à l'extrême droite

Le roi Baudouin a terminé sa série de consultations des principales formations politiques belges, après les élections législatives du 25 novembre, sans avoir reçu de délégation du Vlaams Blok, un parti flamand ultranationaliste et ouvertement xénophobe, qui a recueilli 6,6 % des suffrages (Le Monde du 26 novembre). Le souverain, qui joue un rôle politique non négligeable en Belgique, a toujours été intransigent sur le respect des principes de la démocratie et des droits de l'homme.

En 1936, le parti Rex de Léon Degrelle, qui développait les thèses nazies en Belgique, avait remporté 21 des 112 sièges de la Chambre. Le roi Léopold III, dont l'attitude

pendant la seconde guerre mondiale sera plus tard contestée, avait alors eu un comportement proche de celui de son fils Baudouin aujourd'hui : il avait, certes, reçu Léon Degrelle.

Mais il avait aussi sa montre en déclarant « l'audience est ouverte », avant de clore l'entretien vingt minutes plus tard, en lançant « l'audience est terminée », sans avoir prononcé un mot de plus. Léon Degrelle, réfugié en Espagne, fut condamné à mort en 1945 pour collaboration. Dans une lettre au roi Baudouin, dont l'agence Belga a publié jeudi des extraits, il réclame maintenant l'amnistie.

PROCHE-ORIENT

Se disant prêt à saisir la Cour internationale de justice

Le colonel Kadhafi refuse de livrer
les auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie

Le colonel Kadhafi a proposé, jeudi 28 novembre, de s'en remettre à l'arbitrage de l'ONU, après avoir été mis en accusation par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France à propos des attentats contre un Boeing de la PanAm et un DC-10 de l'UTA. Dans un entretien accordé au quotidien espagnol El País et à Télé Monte-Carlo (Italie), il a déclaré que « la loi libyenne, comme celle de tout autre pays, ne permet pas de livrer aux autorités des États-Unis ou de Grande-Bretagne — qui ont exigé l'extradition — les (deux) ressortissants libyens soupçonnés ».

Le colonel Kadhafi qui s'est entretenu, jeudi, près d'Alexandrie, avec le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a, d'autre part, jugé que l'administration américaine « est trompée par ses espions », que le président Bush avait une « personnalité très équilibrée » et que, pour la première fois, les États-Unis avaient, avec

M. Baker, « un secrétaire d'État raisonnable ». Dans un communiqué, le ministère libyen des affaires étrangères a, tout de même, promis « d'étudier de manière positive et avec un esprit constructif les actes d'accusation » délivrés par les instances judiciaires américaine, britannique et française.

Menace
de sanctions

« Si tout le monde démontre que la Libye est impliquée dans cet incident, alors la Libye assumera sa responsabilité et s'il s'agit d'une action individuelle, alors cette personne assumera sa responsabilité », a assuré le chef de l'Etat libyen pour qui la Cour internationale de justice est « le tribunal compétent » pour juger de cette affaire.

De passage à Paris, où il a rencontré M. Mitterrand, le secrétaire général de l'ONU a affirmé que « si les autorités libyennes veulent

aller à la Cour internationale de justice, celle-ci serait certainement prête à contribuer à une solution du problème ». Mais on souligne à l'Elysée qu'il s'agit d'une affaire criminelle pour laquelle une procédure judiciaire est en cours et non d'une affaire d'Etat à Etat.

La France a menacé de rompre ses relations diplomatiques avec la Libye et d'adopter des « sanctions » — sans en préciser la nature — si la responsabilité de Tripoli dans l'attentat du DC-10 de l'UTA était avérée. M. Roland Dumas en a informé, jeudi, une délégation d'associations de défense des victimes de l'attentat, qu'il a reçue au Quai d'Orsay. Dans un entretien qu'a publié, vendredi, le quotidien Libération, le principal accusé libyen dans cette affaire, M. Abdallah Elazragh, premier conseiller à l'ambassade de Libye au Congo au moment des faits, a clamé son innocence. — (AFP)

CROSS
SINCE 1848
INSTRUMENTS A ECRIRE
GARANTIE A VIE

Avant la fin de l'année
offrez-vous une bonne réputation.
Faites graver un Cross.

Il est encore temps de passer vos commandes pour vos cadeaux d'entreprise. Pour recevoir le catalogue de la gamme Cross et des possibilités de gravure, écrivez nous à : Cross France, 11 rue Laugier, 75017 Paris. Tél. : (1) 42 67 15 37.

Nom _____ Fonction _____
Société _____ Adresse _____
Ville _____
Code Postal _____ Tél. _____

La personnalisation en série ou à l'unité, nécessite un délai de 3 semaines

Allemagne : le retour du passé

Suite de la première page

Une amnistie des principaux responsables et des plus petits poisons qui se sont « contentés », pour obéir aux ordres ou éviter des désagréments, de « s'adapter ». Beaucoup d'Allemands de l'Ouest en étaient satisfaits. L'oubli leur était venu de s'interroger sur eux-mêmes, non seulement sur l'attitude des plus anciens pendant le III^e Reich, mais également, pour certains responsables, sur l'indulgence coupable manifestée à l'égard des dignitaires de la RDA.

Les Allemands de l'Est, ceux d'entre eux en tout cas qui avaient résisté, souvent au péril de leur vie, de leur carrière ou des études de leurs enfants, contre le système Ulbricht-Honecker, ne l'ont pas voulu. Ils ne pouvaient pas admettre que les victimes et les bourreaux soient finalement traités sur un pied d'égalité.

Mais qui juger ? Les lampistes, tels ces jeunes gardes-frontières qui sont actuellement devant un tribunal de Berlin pour avoir tué deux fuyards qui avaient le même âge qu'eux et qui tentaient de franchir le mur ? Pour leur défense, ils affirment avoir obéi aux ordres et avoir risqué leur peau s'ils ne l'avaient pas fait. A l'Ouest, certains leur reprochent de ne pas s'être conduits en héros, de n'avoir pas au moins tiré en l'air. Qui, pour-

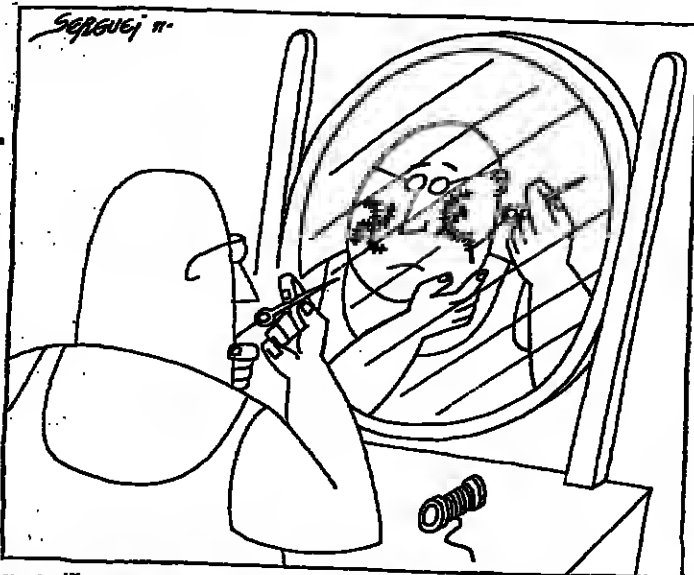
tant, peut affirmer après avoir vécu quarante ans dans la démocratie fédérale, qu'il ne se serait jamais plié aux injonctions d'un Etat policier ?

Faut-il alors juger les responsables politiques, Honecker par exemple, qui a donné l'ordre de tirer sur tous ceux qui cherchaient à passer clandestinement la frontière entre les deux Etats allemands ? C'est sans de la demande d'extradition présentée par Bonn à Mikhaïl Gorbatchev, mais on peut s'interroger sur la volonté allemande de juger l'ancien président de la RDA, qui fut reçu avec tous les honneurs dus à un homme d'Etat, en 1987, à Bonn. Personne - et Mikhaïl Gorbatchev moins - que quiconque - n'a sans doute intérêt à débarrasser que ne manquerait pas de provoquer un procès à grand spectacle.

Un ami
de Franz Josef Strauss

Où faut-il traîner devant les tribunaux les épigones d'Honecker, dont certains se font des fortunes en vendant leurs Mémoires ou en se lançant dans les shows télévisés ?

D'ailleurs, juger selon quel droit ? La question ne vaut pas seulement pour Honecker. Elle se pose avec plus d'acuité pour les espions est-allemands, qui n'ont pas de



mort d'homme sur la conscience mais qui faisaient passer à l'Est des renseignements sur le camp occidental. En attendant une décision du Tribunal constitutionnel, les juridictions allemandes apportent des réponses contradictoires. Pour les uns, ces agents « travaillaient » simplement pour leur pays ; pour les autres, leurs agissements étaient plus coupables que ceux des espions occidentaux, parce qu'ils étaient au service d'un Etat totalitaire dont leurs informations servaient la machine répressive.

Il n'est pas possible de juger selon le droit est-allemand illégitime et arbitraire, puisque la RDA n'était pas un Etat de droit ; mais peut-on juger selon le droit ouest-allemand, qui ne s'appliquait pas au moment des faits reprochés au territoire où ceux-ci étaient commis ? La question se complique encore dans la mesure où, jusqu'en 1972 au moins, la RFA prétendait représenter l'Allemagne tout entière et que pour elle, en tout cas, la RDA n'existait pas comme sujet de droit international.

Beau thème de dissertation pour les juristes, qui n'épuisent cependant pas une discussion avant tout politique. Un des plus beaux fleurons du régime communiste est-allemand passe actuellement devant une commission d'enquête du Parlement de Bonn : Alexandre Scholz-Gniewkowski, cinquantenaire, ancien chef de la « coordination commerciale » - un appendice du ministère du commerce extérieur de Berlin-Est - officieusement surnommé le « pont-riveur de devises » de la RDA, colonel de la sécurité d'Etat à ses heures, ce qui ne l'empêchait pas d'être un grand ami de feu Franz Josef Strauss, ténor de la droite bavaroise.

Les archives de la Stasi

Son rôle pendant des décennies a consisté à conclure avec des firmes occidentales de fructueuses affaires qui rapportaient à Berlin-Est des devises et accessoires techniques ou politiques. Ses fonctions officielles l'ont mis en relation avec toute la classe dirigeante ouest-allemande. On comprend, dans ces conditions, qu'il soit difficile de tirer au clair ses activités, de faire la part entre le « commerce mutuellement avantageux » entre deux pays à systèmes sociaux différents, comme disait en outre la langue de bois des années 80, et la pure et simple subversion. En attendant, « Scholz » coule des jours heureux au bord du Tegel.

Il y a aussi les obscurs et les sans-grade : ceux qui ont joué dans les partis-croupions - libéraux ou chrétiens-démocrates - les faux-voisirs des communistes et qui n'ont pas hésité à convoiter des postes de responsabilité après la réunification. Bon gré mal gré, car elle avait besoin de troupes pour gagner les élections, la démocratie chrétienne, qui avait accepté toutes les bonnes volontés, a été obligée de faire le ménage dans ses rangs. L'unification forcée des partis communistes

URSS : regain de tension au Caucase Etat d'urgence et mobilisation en Ossétie du Sud

Le Parlement d'Ossétie du Sud, en Géorgie, a proclamé, jeudi 28 novembre, l'état d'urgence et décrété la mobilisation générale, alors que les forces loyales du président géorgien, M. Zviad Gamsakhurdia, se massaient aux abords de la capitale régionale, Tchikvali. Au terme d'une réunion de plusieurs jours, le Conseil (assemblée) régional a également nommé M. Znanur Gassiev au poste de premier ministre et président du Parlement. Selon la télévision russe, près de dix-sept mille « combattants » géorgiens sont mobilisés aux frontières de l'Ossétie du Sud, ancienne région autonome au sein de la République de Géorgie. Mais lors de l'élection présidentielle dans cette République en novembre 1990, les Ossètes avaient exprimé leur refus de l'indépendance géorgienne. Ils demandent à être rattachés à l'Ossétie du Nord, République autonome de la Fédération de Russie.

D'après l'agence Interfax, citant les services de renseignements locaux, la concentration de troupes géorgiennes laisse prévoir une éventuelle attaque contre la capitale de l'Ossétie du Sud. Les dix-sept mille hommes, équipés de chars et de véhicules blindés, encerclent la ville alors que la population locale ne disposerait que d'armes légères, selon la même source. Dès la semaine dernière, des informations avaient fait état de la volonté de la direction géorgienne de lancer une attaque massive sur la capitale ossète, mais elles avaient été démenties par Tbilissi.

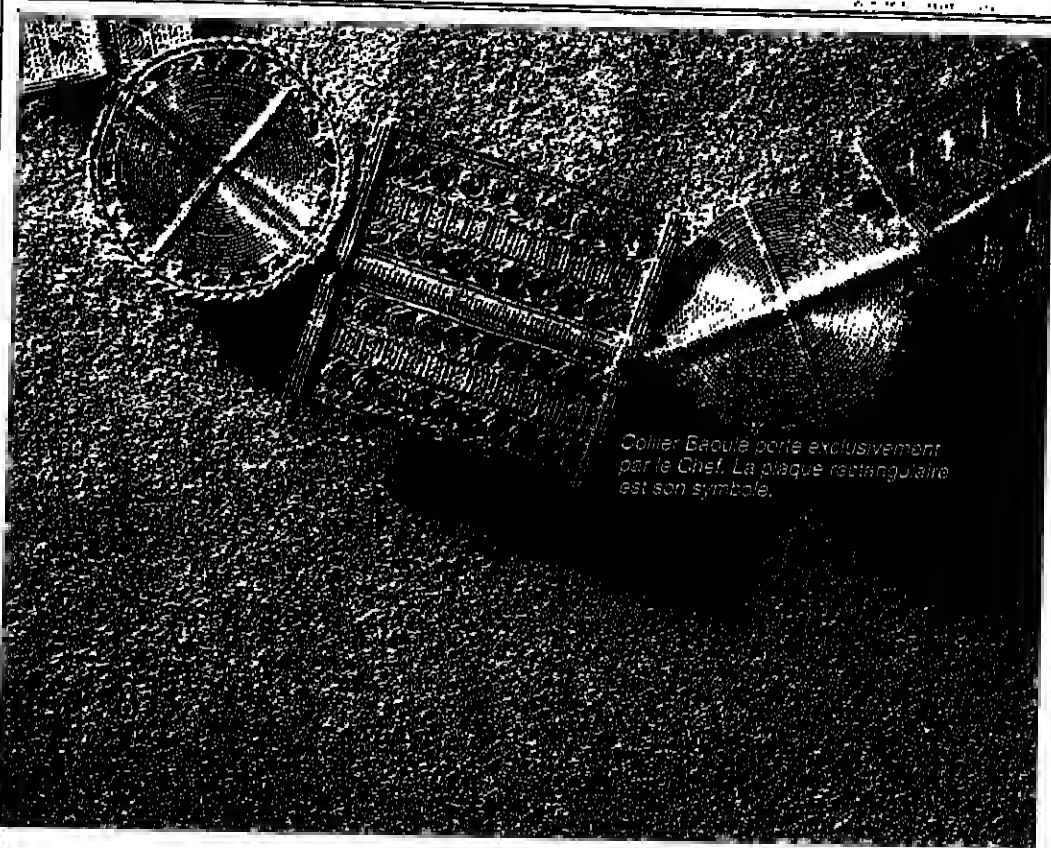
Blocus économique

Peu après son élection en décembre 1990, le président géorgien, opposé aux visées séparatistes des Ossètes du Sud, a aboli le statut d'autonomie de cette région et imposé l'état d'urgence. L'Ossétie du Sud avait alors déclaré son indépendance, une décision qu'elle a officiellement réaffirmée jeudi. Depuis un an, des formations armées ossètes et géorgiennes s'affrontent dans une guérilla qui a fait des centaines de morts et des dizaines de milliers de réfugiés. Les combattants géorgiens imposent en outre depuis plusieurs mois un blocus économique à Tchikvali. - (AFP, Reuters.)

Nouvelle loi sur la citoyenneté russe

Le Parlement russe a adopté, jeudi 28 novembre, une loi qui donne la citoyenneté russe à tous les Soviétiques de nationalité russe débarrassés de leur statut de citoyens soviétiques, a annoncé l'agence RIA. Cette décision ennuie notamment les 175 écrivains et artistes réfugiés à l'étranger et les 400 000 juifs russes qui ont émigré en Israël. La loi précise que les Russes vivant dans des Républiques souveraines dont ils ne souhaitent pas obtenir la citoyenneté sont également considérés comme des citoyens russes. Jusqu'à présent, les citoyens soviétiques qui choisissaient de s'expatrier, étaient systématiquement déchus de leur citoyenneté. - (AFP.)

DANIEL VERNET.



Collier Beaulieu porte exclusivement par le Chef. La plaque rectangulaire est son symbole.

L'Afrique a toujours réservé
à ses personnages importants des marques de reconnaissance.

Air Afrique crée aujourd'hui,
le Club Préférence.

Vous voyagez souvent
pour vos affaires.

Pour vous Air Afrique a créé le Club Préférence afin que vos nombreux voyages soient plus agréables et plus privilégiés.

Membre du Club Préférence, vous êtes prioritaire.

Vous bénéficiez pour vos réservations d'une réelle priorité et d'une garantie de places à bord. Vous avez aussi à votre disposition une ligne directe et personnelle de réservation.



Membre du Club Préférence, votre fidélité est récompensée.

Vous obtenez des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages en voyageant régulièrement sur nos lignes.

Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence.

Vous êtes enregistré au comptoir supérieur, vous avez accès aux salons Affaires au Premier, et vous bénéficiez d'une assurance bagages. Vous êtes enfin informé personnellement de l'actualité d'Air Afrique.

Le Club Préférence, une marque de reconnaissance.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

...Ou l'idée
qui donne le mot?...



20^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE
VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE
(12 h à 18 h) (10 h à 18 h)
DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
(10 heures)
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BIJOUX
PIERRES PRÉCIEUSES
HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES
17, bd Saint-Jacques, 75014 PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

شركة من الجزائر

هذا من اجل

POINT/L'UKRAINE

Un vote pour l'indépendance

Dimanche 1^{er} décembre, les 52 millions d'habitants de l'Ukraine doivent, à la fois, se prononcer pour ou contre l'indépendance de cette République et élire un président. Le favori est Leonid Kravtchouk, ex-chef du Parti communiste ukrainien et actuel numéro un en tant que président du Parlement. Il affirme dans ses meetings qu'il faut « au moins 80 % » de voix en faveur de l'indépendance pour que l'Ukraine, avec son territoire grand comme la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie réunies, « finisse par devenir le troisième pays d'Europe après l'Allemagne et la France ».

Il exclut ainsi la Russie de l'Europe. Mais c'est précisément cette conviction, désormais enracinée en Ukraine, que, pour son salut, elle doit se détacher de tout ce qui se décompose à l'est de ses frontières, qui fait le succès de

l'idée indépendantiste. Même une majorité de ses 12 millions de Russes seraient aussi devenus favorables à cette indépendance, qui leur réserverait, espèrent-ils, un moins mauvais niveau de vie que la Russie.

Les dernières décisions de la Russie, décidant de faire cavalier seul dans ses réformes et s'adjugeant les vieux ministères fédéraux de Moscou, n'ont pu que précipiter la détermination en Ukraine à voter pour l'indépendance et peut-être aussi donner plus de voix au principal rival de M. Kravtchouk, le dirigeant de Lvov, Viatcheslav Tchornomyr. Mais cet ex-dissident, qui a passé quinze ans dans les camps soviétiques, reconnaît lui-même que M. Kravtchouk s'est peu à peu approprié son propre programme indépendantiste et reste pour cela le favori. Tous deux sont d'accord d'ailleurs sur l'étape suivante : appel à la

reconnaissance de l'Occident, à son aide et à ses investissements pour introduire l'économie de marché avec une monnaie ukrainienne.

Personne n'ose dire que ce sera facile. M. Eltsine, qui, encore après le putsch d'août, menaçait de réclamer à l'Ukraine les régions à majorité russe de l'Est et du littoral sud, peut refuser de livrer à l'Ukraine le pétrole et le gaz dont elle dépend fortement.

Les Ukrainiens peuvent refuser de livrer leur blé - ce qu'ils font déjà en grande partie, - voire couper les exportations de la Russie qui transitent chez eux. Actuellement, l'Ukraine se flatte, non sans raison, d'avoir su apaiser chez elle les animosités inter-ethniques, même si des juifs continuent à partir. Ni Kiev ni Moscou ne veulent non plus d'une guerre économique qui pourrait dégrader et les priver du soutien de l'Occident.

Entre Pologne et Russie

Une aspiration constante à la liberté

Voltaire le disait : « L'Ukraine aspire toujours à être libre ». Mais peu le disent avec lui. Si le poids géopolitique de l'Ukraine est maintenant reconnu comme pouvant justifier une existence indépendante, la légitimité historique de celle-ci reste beaucoup plus floue, avant tout pour les Russes. Quand M. Gorbatchev dit qu'il ne peut imaginer l'Union sans l'Ukraine, il ne fait qu'exprimer une idée constante de ses compatriotes de tout bord : Lénine affirmait que, « si l'URSS perd l'Ukraine, elle perd sa tête ». Soljenitsyne aussi défendait, en septembre 1990, le maintien d'une « Union slave » formée de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine.

Cette idée d'une triade « russe » inséparable révolte les Ukrainiens : ces Slaves ne se veulent pas plus Russes que sont les Polonais ou les Tchèques. Russes, Biélorusses et Ukrainiens auraient bien pour ancêtres communs les Slaves orientaux, ces « rouss », rassemblés avant et après l'an 1000, sous l'autorité des princes de Kiev quand Moscou n'existait pas encore. Mais si la Russie moscovite puis impériale a fini par s'imposer et russifier ses cousins, les Ukrainiens n'en contestent qu'avec plus de vigueur une Histoire écrite à Moscou, une capitale qu'ils voient comme les Grecs anciens voyaient Rome. Les différences entre Ukrainiens, Biélorusses et Russes ne viendront qu'avec les invasions, à partir du treizième siècle des Mongols, puis des Lituo-Polonais qui se partageront longtemps l'Ukraine avec les Tartares du Khamat de Crimée.

La russification

Puis les Russes entament leur lente mais constante progression vers le sud, vers cette « ukraina », mot qui veut dire « confins » ou « marches » en russe. Les cosaques Zaporogues, les Slaves semi-nomades parlant ukrainien se taillent alors un domaine dans la boucle du Dniepr, entre Russes, Polonais et Tartares, s'alliant tantôt avec les uns, tantôt avec les autres pour tenter de sauvegarder leurs « libertés ». Un de leurs chefs élus, le hetman Bogdan Khmelnitsski, à la tête d'une révolte paysanne contre les Polonais, choisit, en 1654, de se placer sous la suzeraineté du tsar. Celui-ci devint alors « tsar de toutes les Rus-

sies » : la grande, la petite (Ukraine) et la blanche Biélorussie. La statue de Khmelnitsski à Kiev est pour Moscou celle du patriote et de l'unificateur. Mais pour les Ukrainiens, c'est celui qui a ouvert la voie à l'impérialisme moscovite. Le dernier hetman cosaque qui cherche à s'émanciper, le Mazeppa des Romantiques, est battu en 1709 à Poltava.

De faux atouts économiques

En quittant l'Union soviétique, l'Ukraine la privera de 18 % de sa population, mais de 25 % de son PNB, dont 23 % de sa production agricole (53 % du sucre et 56 % du maïs) ; mais aussi de 46 % de son fer, de 34 % de son acier et de 24 % de son charbon.

Les mines du Dombess, exploitées depuis le dix-neuvième siècle, sont cependant dans un état sinistré et coûtent des milliards en subventions. De même que l'industrie, perçue par les Ukrainiens comme un des piliers de leur indépendance, alors qu'elle est à 25 % au moins militaire et nécessite des investissements énormes pour survivre dans une économie libérale.

Cette industrie lourde est donc moins un atout qu'une future source de besoins financiers auxquels l'Ukraine, à défaut de matières premières exportables, pourra difficilement répondre : sa part de dettes soviétiques, qu'elle vait rembourser seule, la place au niveau des pays « sévèrement endormés » définis par la Banque mondiale et cotés plus bas que la Russie.

Sous Catherine II, une grande partie de l'Ukraine fut incluse dans l'empire russe. D'abord Potemkine y bat les Turcs et devient gouverneur, faisant de la « nouvelle Russie » le grenier à blé de l'empire. Le

port d'Odessa est fondé. Et des populations effluent, allemandes, grecques et juives. Au dix-neuvième siècle, la boucle du Dniepr et le voisin font aussi de l'Ukraine orientale le berceau de l'industrie lourde de l'empire. La russification accompagne cette colonisation : l'ukrainien, dont la force littéraire issue du slavo-n a été fortement polonisée, est tout simplement interdit.

C'est alors dans la Galicie - l'Ukraine occidentale passée à l'Autriche après le premier partage de la Pologne en 1772 - que sont imprimés des ouvrages en ukrainien moderne, œuvres de pionniers qui ont pénétré dans les dialectes. Quand les troupes russes s'emparèrent de cette région en 1914, la répression toucha aussi ce refuge de l'Ukraine et de l'Eglise uniate (grecque-catholique). Mais une nouvelle occupation polonaise entre les deux guerres permit à la Galicie, quand elle devint à son tour se soumettre au pouvoir soviétique en 1939, d'être le ferment jamais éteint du nationalisme ukrainien.

L'ère soviétique

Un nationalisme qui se manifesta en Ukraine orientale, dès la chute du tsarisme, avec la proclamation en novembre 1917 d'une République démocratique d'Ukraine avec le social-démocrate Petlioura comme ministre de la guerre. Elle signa en février 1918, un traité à Brest-Litovsk avec les puissances centrales, qui reconnaissait l'indépendance de l'Ukraine. Le gouvernement bolchévique est contraint de faire de même un mois plus tard. Mais l'Allemagne occupe toute l'Ukraine quand elle se replie, des combats, accompagnés de pillages, massacres et pogroms, ravagèrent la nouvelle République. Les acteurs en sont pêle-mêle les bolchéviques de Petlioura, les anarchistes de Makhno, les cosaques, les armées blanches, celles des alliés ou des Polonais.

Entre 1917 et 1920, Kiev eut changé neuf fois de mains, avant que s'installe la République soviétique d'Ukraine, qui devient, le 30 décembre 1922, membre fondateur de l'URSS. Les années 20, avec le répit de la NEP, connaissent une certaine renaissance avec une offi-



cialisation du bilinguisme, l'enseignement obligatoire de l'ukrainien et une liberté culturelle pour les minorités, notamment juives.

Mais la collectivisation soviétique a ouvert le pays et en Ukraine elle tourne à la guerre civile. Les campagnes sont alors punies par l'effroyable famine des années 1932-1933. Des correspondants étrangers décrivent des scènes de cannibalisme, et les historiens ukrainiens parlent de sept millions de morts. Ce génocide, qui s'accompagne d'une persécution de l'élite intellectuelle, et remplit les goulags ukrainiens, ne sera jamais reconnu en tant que tel par Staline, bien sûr, mais en Occident non plus. Il est peu étonnant, dès lors, que l'invasion de l'Ukraine par Hitler en 1941 ait laissé à aussi les populations plutôt passives. Mais les massacres des juifs achevés, les Ukrainiens sont transférés en mars dans les camps de travail en Allemagne - certains aussi dans des camps d'extermination alors que d'autres Ukrainiens assurent la garde de tels camps. Et un mouvement de résis-

tance armée, à la fois contre les Allemands et les Soviétiques, se développe. Son chef, Bandera, est interné par les Allemands. Mais ses hommes poursuivront après 1945 le combat clandestin contre Staline. Au cours de leur repli d'Ukraine, les troupes allemandes feront des destructions massives - la moitié des pertes matérielles subies par l'URSS, - et six millions d'Ukrainiens auront encore péri durant cette guerre. L'Ukraine d'après 1945 n'aura jamais été aussi vaste mais plus pauvre, malgré son siège à l'ONU. Après les transferts de population et une nouvelle famine en 1946, toute contestation est réprimée comme « bandériste ». L'Ukrainien Khrouchtchev desserre un peu la chape et donne en 1954 la Crimée à l'Ukraine. Mais les purges qui frappent ensuite le Parti communiste ukrainien se font pour « déviation nationaliste », une menace dont a joué vis-à-vis de Moscou - sur le thème : « cet moi ou l'explosion nationale » - le conservateur Chitchevitski, qui se maintiendra à Kiev jusqu'en 1989.

La catastrophe de Tchernobyl, à l'ombre de la perestroïka, n'avait pas suffi, en effet, à déstabiliser les communistes d'Ukraine où la répression se poursuivait à l'égard des médias. Même si en Galicie les unités commencent à sortir de clandestinité, impulsant l'idée nationale, il aura fallu attendre l'exemple baïte et la démocratisation à Moscou pour que les Ukrainiens s'y rallient. Mais ils ont vite rattrapé le temps perdu : le « roukbo » ou « Mouvement démocratique d'Ukraine » rassemble presque tous les partis d'opposition, et ses dirigeants parviennent à y limiter l'influence des groupes purement nationalistes. Les communistes eux-mêmes se sont scindés en « impériaux » (fidèles à Moscou mais défaits après le putsch raté du mois d'août dernier) et « souverainistes » qui, derrière Leonid Kravtchouk, se sont découverts, la désintégration de l'URSS aidant, nationalistes, eux aussi, de l'indépendance de l'Ukraine.

SOPHIE SHIHAB

La deuxième puissance nucléaire d'Europe

L'indépendance de l'Ukraine n'est pas prise à la légère par les stratégies occidentales. Cette République abrite en effet sur son territoire tant d'armes nucléaires stratégiques et tactiques (entre un cinquième et un sixième des 27 000 charges nucléaires dont est crédité l'ex-URSS), qu'elle pourrait revendiquer le titre de deuxième puissance nucléaire européenne, derrière la Russie mais bien devant la France et la Grande-Bretagne réunies.

La situation est d'autant plus inquiétante que la présence de milliers d'armes nucléaires soviétiques - théoriquement contrôlées par le « centre », pour ce qui est des armes stratégiques, mais dépendant d'une chaîne de commandement beaucoup plus élastique, dans le cas de certaines armes tactiques - a parfois été évoquée par des dirigeants ultranationalistes comme l'objet d'un éventuel marchandage avec Moscou. Une mise en garde solennelle de l'OTAN et plusieurs démarches discrètes de Washington semblaient avoir mis un terme à cette surenchère dangereuse. Il n'en reste pas moins qu'à la veille de l'élection du 1^{er} décembre tous les

candidats nationalistes à la présidence - y compris Leonid Kravtchouk - étaient opposés au transfert en Russie des milliers de têtes nucléaires stationnées en Ukraine, pour ne pas renforcer l'impérialisme russe.

Que faire de ces armes, le Parlement ukrainien s'étant également prononcé en faveur d'un statut non nucléaire de la République et de la ratification du traité de non-prolifération nucléaire et des accords sur la réduction des armements déjà signés par l'URSS ? La destruction de plus de cent trente armes stratégiques stationnées en Ukraine est prévue par les accords START. Toute une catégorie d'armes tactiques devraient aussi être liquidées dans le cadre des réductions unilatérales annoncées par M. Bush et Gorbatchev au lendemain de l'échec du putsch de Moscou. De telles destructions posent cependant de délicats problèmes : elles nécessitent des installations dont l'Ukraine ne dispose pas et elles exigent plusieurs années. A l'issue du processus se posera d'ailleurs le problème des matières fissiles récupérées. Qu'en faire ? Ou

les stocker, étant entendu qu'elles pourraient être facilement réutilisées à des fins militaires ? Sous des formes à peine différenciées, les mêmes questions se posent à propos des armes chimiques.

Une solution consisterait, pour les Occidentaux, notamment les Américains, à se charger de ces destructions. L'idée progresse à Washington, où le Sénat vient de voter des crédits de 500 millions de dollars destinés à financer la mise au rancart d'armes nucléaires soviétiques. La France, de son côté, est prête à coopérer à l'opération. Même si elles sont mises en œuvre, ces solutions exigent beaucoup de temps - de l'ordre de plusieurs années - et ne « couvrent » pas toutes les armes basées en Ukraine. Le danger d'un chantage nucléaire demeure donc et de nouveaux accords de réduction de la panoplie nucléaire soviétique - sans doute unilatéraux - seront nécessaires pour qu'on puisse « briser » la totalité des armes. Les assurances que donneront les dirigeants ukrainiens seront en tout cas examinées à la loupe par Washington et seront déterminantes pour ce qui

est de la rapidité de la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine, même si la Meïson Blanche a fait savoir au début de la semaine, au grand dam de M. Gorbatchev, qu'elle ne voyait aucune raison de principe de s'opposer à la naissance d'un nouvel Etat.

Une armée de 450 000 hommes ?

Si l'Ukraine est prête à adopter un statut non nucléaire (le traumatisme engendré par la catastrophe de Tchernobyl est loin d'avoir disparu), elle n'en veut pas moins se doter d'une importante armée républicaine en « nationalisme » une partie des troupes soviétiques déjà sur son territoire. C'est ainsi que le Parlement de Kiev a décidé il y a quelques semaines la création d'une armée de quatre cent cinquante mille hommes - mais M. Kravtchouk ne parle que de cent à cent cinquante mille hommes - et d'une garde nationale de trente à cinquante mille membres. L'armée rouge compte actuellement environ un million et demi d'hommes en Ukraine, répartis en quatre com-

mandements (trois régions militaires plus la flotte de la mer Noire). Les décisions du Parlement ont créé, semble-t-il, une grande confusion, certaines unités de l'armée étant d'ores et déjà placées sous le commandement du ministère de la défense ukrainien ; il en est de même pour certaines unités dépendant du ministère de l'intérieur soviétique, qui formeraient le noyau de la garde nationale tandis que les gardes-frontières (qui dépendaient du KGB) seraient placés sous les ordres du gouvernement républicain.

Un fort lobby militariste agit la République, qui fournit plus de 40 % de ses officiers de l'armée rouge. Il entend que l'Ukraine « nationalise » également la flotte de la mer Noire, basée à Sébastopol, en Crimée. Tout en affirmant vouloir se doter d'une marine, les dirigeants de Kiev n'ont pas repris cette exigence à leur compte, elle constituerait en effet un casus belli avec Moscou, car elle réduirait pratiquement la Russie à l'état de puissance asiatique. Elle entraînerait aussi un conflit potentiel à propos de la

Crimée. Peuplée en majorité de Russes après avoir été « débanianisée » des Tatars par Staline, la péninsule a été « donnée » à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954, mais M. Boris Eltsine a menacé, au mois d'août, d'en reprendre le contrôle en cas d'indépendance. C'est pourquoi les résultats du référendum pour la Crimée seront examinés de près.

Jusqu'à présent et contrairement à leurs congénères des pays baltes et de Moldavie, les Russes d'Ukraine - auxquels le citoyen ukrainien a été promis - n'ont pas fait ouvertement campagne contre l'indépendance.

Autre problème territorial possible : la Bucovine du Nord et le Bujac, deux régions moldaves, accordées à l'Ukraine par Staline au lendemain de la guerre. Jeudi 28 novembre, le Parlement de Bucarest a déclaré « nul et non avenue » les résultats des consultations organisées dans ces deux territoires « roumains ».

JACQUES AMALRIC

AMÉRIQUES

HAÏTI : l'embargo contre Port-au-Prince pourrait être assoupli

Washington veut limiter l'exode de la population

Un pétrolier battant pavillon libérien a pu accoster à Port-au-Prince, jeudi 28 novembre, après que les garde-côtes américains l'ont inspecté à la limite des eaux internationales. A Washington, M. Augusto Ramirez Ocampo, le représentant de l'Organisation des Etats américains (OEA) chargé du dossier haïtien, a estimé que l'embargo décrété contre Port-au-Prince «devrait être assoupli au fur et à mesure des progrès de négociations» devant aboutir à la désignation d'un nouveau premier ministre accepté par toutes les parties.

WASHINGTON

de notre correspondant

«Nous avons à nouveau des boat-people», a lancé le présentateur du journal télévisé. Sur l'écran, chaque jour depuis deux semaines, on peut voir des images de malheureux

Haïtiens en ballons gonflés sur des embarcations de fortune, ballottés sur une mer houleuse, épuisés et déshydratés, qui cherchent à atteindre les rives de la Floride. Amorcé fin octobre, le flux n'a cessé de s'accroître. Ils sont aujourd'hui un peu plus de 5 300 à avoir été repêchés, souvent en catastrophe, par les garde-côtes américains, qui ont été démunis de leur tâche habituelle : la chasse aux trafiquants de drogue. L'administration a dû se résoudre à dresser un camp de tulle sur la base des marines de Guantanamo, cette partie de l'île de Cuba sous contrôle des Etats-Unis. Le camp, qui peut accueillir quelque dix mille personnes, pourrait se trouver rapidement saturé.

La vague de réfugiés a pris forme un mois après le coup d'Etat militaire du 30 septembre qui a renversé le président élu Jean-Bertrand Aristide. Elle a commencé lorsqu'il est apparu que le président Aristide avait peu de chance de regagner rapidement Port-au-Prince et au moment où les sanctions économiques décidées par

l'OEA à l'encontre de la junte au pouvoir se sont fait sentir. L'administration a d'abord eu un réflexe de rejet. Ces réfugiés furent une situation économique catastrophique, non les persécution politiques du régime, ont dit les responsables américains; ils prirent la décision de n'attribuer le statut de réfugié politique qu'à quelques dizaines d'entre eux et de rapatrier de force les autres - ce fut, courant novembre, le sort de plus de 500 personnes.

Guantanamo : un camp «provisoire»

La presse et le Congrès ont tempêté et fait valoir que bien des boat-people cubains, pourtant accueillis sans discussion aux Etats-Unis, sont en fait dans une situation très similaire : victimes tout à la fois de la misère et d'un régime tyrannique. Il a été rappelé au gouvernement qu'il pouvait difficilement dénoncer les rapatriements forcés de boat-people vietnamiens par les autorités de Hongkong - ce que les Etats-Unis ont fait en

termes outragés - et ordonner le renvoi manu militari des réfugiés haïtiens. La justice a tranché, provisoirement : il y a deux semaines, un juge de Miami a ordonné l'arrêt des rapatriements forcés, le temps d'examiner la situation des boat-people haïtiens.

Tous les témoignages recueillis par la télévision et la presse américaines vont dans le même sens : les Haïtiens fuient la misère, certes, mais surtout la terreur que fait régner la soldatesque au pouvoir à Port-au-Prince. (Le Monde du 29 novembre). Le gouvernement américain insiste sur le fait que l'installation de Guantanamo ne saurait être que provisoire. Il a sollicité, mais sans grand succès, la collaboration des autres pays de l'OEA pour qu'ils hébergent aussi les Haïtiens. Le gouvernement a peur de provoquer un véritable exode de dizaines de milliers de Haïtiens s'il donne l'impression que les portes des Etats-Unis sont grand ouvertes.

ALAIN FRACHON

GUYANA

Proclamation de l'état d'urgence et report des élections

Le président Desmond Hoyte, a proclamé, jeudi 28 novembre, l'état d'urgence au Guyana, et a reporté les élections présidentielle et législatives, prévues pour le 16 décembre, à une date indéterminée. M. Hoyte, dont le parti est au pouvoir depuis 1984, a déclaré qu'il allait, en vertu de l'état d'urgence, demander une réunion en session extraordinaire du Parlement, sous le 28 septembre dernier, pour procéder à des modifications des listes électorales.

L'ancien président américain

Jimmy Carter avait menacé de ne pas superviser, comme prévu, le scrutin du 16 décembre si ces listes, entachées d'irrégularités, n'étaient pas modifiées, de manière à permettre aux 340 000 électeurs du pays d'exercer leur droit de vote. Il avait proposé le report des élections à février ou mars. Le gouvernement s'est doté de pouvoirs spéciaux pour le maintien de l'ordre en vertu de l'état d'urgence, mais aucune mesure n'a été prise pour limiter la liberté d'expression. - (Reuters, AFP)

ÉTATS-UNIS

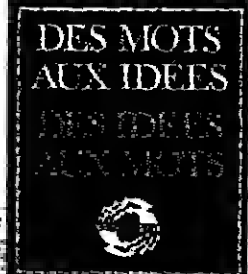
M. George Bush appelle le Congrès à la coopération en matière économique

Le président George Bush a demandé jeudi 28 novembre, au Congrès de ne pas lancer la campagne pour l'élection présidentielle de 1992 tant qu'un programme de relance économique n'aura pas été adopté. «Quand je prononcerai mon discours sur l'état de l'Union en janvier, je demanderai au Congrès de laisser de côté la politique électorale suffisamment longtemps pour adopter une série de mesures de bon sens (destinées à favoriser) la croissance économique», a déclaré M. Bush, au cours de son discours de Thanksgiving.

«Nous avons maintenant devant nous quelques semaines pendant lesquelles les élus peuvent se calmer et écouter les gens qu'ils représentent», a poursuivi le président qui reproche au Congrès, à majorité démocrate, son inaction en matière économique. Rappelé avoir demandé au début de l'année au Congrès «d'adopter une série importante d'initiatives pour stimuler notre économie», M. Bush a de nouveau regretté que les législateurs «ne (l'a)ient pas envoyé un programme détaillé de mesures de croissance économique». - (AFP)

... Réponse :

THESAURUS Larousse



Un trésor inépuisable de mots et d'idées pour ne jamais en manquer*.

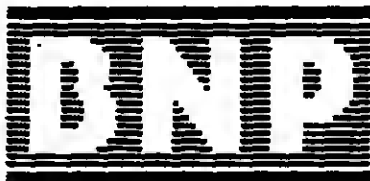
* INCONTOURNABLE : Le nouvel outil original d'expression et de création indispensable pour rédiger et faciliter la conceptualisation et l'association d'idées.

La France compte sur ses PME/PMI, les PME/PMI peuvent compter sur la BNP.

La France sait qu'elle peut compter sur ses PME/PMI. Elles constituent un des atouts maîtres de l'économie française. Les PME/PMI savent qu'elles peuvent compter sur la BNP. Depuis toujours nous sommes là, avec elles, dès leur création, et à toutes les phases de leur développement pour financer leurs investisse-

ments et leurs activités en France comme à l'étranger.

Les chefs d'entreprise l'ont bien compris : aujourd'hui 32 % des PME/PMI sont clientes de la BNP, alors qu'elles étaient déjà 28 % en 1988 (source SOFRES). Cette progression confirme la BNP comme la 1^{re} banque des PME/PMI.



BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

بنك بى ان بى

Le projet de réforme de l'administration territoriale à l'Assemblée nationale

Le gouvernement à la recherche d'une majorité pour instituer une dotation de développement rural

Les députés ont commencé, jeudi 28 novembre, l'examen en deuxième lecture du projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République, présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Ce texte n'avait été adopté, en première lecture le 9 avril dernier, qu'à une voix de majorité: il rencontre toujours, en dépit de profondes modifications - en particulier l'institution d'une dotation de développement rural - l'opposition conjuguée du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du PC.

Dans sa nouvelle mouture, le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République apporte trois dispositions supplémentaires. Les nouvelles formes de regroupement des collectivités locales proposées par le gouvernement, les «communautés de villes et de communes», devront désormais compter, dans leur champ de compétences obligatoires, le développement économique et l'aménagement de l'espace. D'autre part, sur proposition de M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), président du conseil régional du Limousin, la solidarité inter-régionale sera fondée sur un prélèvement opéré sur les recettes fiscales des régions les plus riches au profit des régions les plus pauvres. Le potentiel fiscal par habitant varie en effet de 500 F en Ile-de-France à 300 F en Midi-Pyrénées. Cinq régions devraient donc voir leurs recettes fiscales amputées, dans la limite de 5 % au bout de trois ans - Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Alsace et Haute-Normandie - au bénéfice de sept autres régions de métropole, parmi les plus défavorisées, et des quatre régions d'outre-mer.

C'est toutefois l'institution d'une dotation de développement rural qui, paradoxalement, est suscep-

ble de concentrer le plus grand nombre d'oppositions. Cette mesure vise à apporter un soutien financier aux communes de moins de 10 000 habitants qui jouent un rôle dans leur environnement économique, ainsi qu'aux communautés ou groupements de communes dont la population serait inférieure à 20 000 habitants. Les fonds, prélevés sur l'accroissement de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, s'élèveraient à 300 millions de francs en 1992, 500 millions de francs en 1993 et 1 milliard de francs en 1994. Dans l'état actuel des critères retenus et des simulations établies au ministère de l'Intérieur, cette nouvelle dotation pourrait être attribuée à quelque deux mille communes rurales.

«Une opération publicitaire»

Pour l'opposition, cette nouvelle mesure souffre d'un défaut de concertation. Elle est considérée comme un «cavalier budgétaire», ou, si l'on préfère, comme une pièce rapportée dans un projet de loi qui traite de tout autre chose. Bien que fort mesuré dans ses critiques, M. Robert Poujade (RPR, Côte-d'Or) a ainsi estimé qu'«on multiplie les péréquations improvisées». Pour M. André Rossini (UDF, Meurthe-et-Moselle), il ne s'agit là que d'une «opération publicitaire». D'autres encore ne voient dans ces dispositions qu'un moyen pour le gouvernement de séduire quelques députés afin de mieux les convaincre de voter l'ensemble du texte. «Le débouchage de quelques voix de l'opposition ne pourrait qu'ajouter au désordre du Parlement», a prévenu M. Jean-Jacques Hystel (UDC, Seine-et-Marne).

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, on a tôt fait de relever que la dotation de développement rural devrait être attribuée aux communes des départements d'outre-mer «sans que soient exigées les conditions de potentiel et d'effort fiscal» prévues pour les communes de la métropole, et même que «les

communes de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon bénéficieraient de plein droit de la dotation». C'est dire qu'en l'absence de majorité absolue, le vote des députés des départements et territoires d'outre-mer demeure, une nouvelle fois, très attendu.

Lors de la première soirée réservée à l'examen de ce texte, on a vu un député de l'opposition, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), prélever ostensiblement quelques clés sur les bancs de députés socialistes absents pour protester contre la présence, dans les travaux de la droite, de M. Bernard Derosier (PS, Nord), qui, une feuille à la main, tentait au même moment de refaire un pointage des votes, sur la base des consignes écrites laissées sur les pupitres par quelques députés centristes ou non-inscrits.

Comme au printemps dernier, pour la première lecture, le vote final de cette réforme risque donc bien de se jouer, samedi 30 novembre, à l'arraché. Le gouvernement, qui affirme avoir renoncé à l'usage de la procédure contrainte de l'article 49-3 de la Constitution, souhaite en effet placer l'opposition devant ses responsabilités. «Je préfère gagner. Mais il ne serait pas d'honneur de perdre sur des thèmes tels que l'intercommunalité ou la solidarité rurale, nous a confié le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Sueur. Il reviendrait alors à la droite de s'expliquer sur son refus». Toutefois, le ministère de l'Intérieur ne s'est pas engagé dans cette nouvelle aventure parlementaire sans un certain nombre d'assurances. Déjà, le résultat des premiers scrutins publics, intervenus sur des questions de procédure, indique qu'une ou deux voix près, ce sont aussi d'anciens députés du RPR, tel M. Michel Noir (Rhône), ou de l'UDC, comme M. Jean-Jacques Jegou (Val-de-Marne), qui, en renfort du groupe socialiste, feront ou non adopter cette réforme.

JEAN-LOUIS SAUX

Devant le corps préfectoral

M. Mitterrand souligne la nécessité de corriger «les erreurs de parcours» des lois de décentralisation

La construction européenne et la réforme des institutions de la V^e République ne sont pas les seuls «chantiers» qui préoccupent aujourd'hui M. François Mitterrand. Si l'on en juge par les propos que le président de la République a tenus, mercredi après-midi 27 novembre, à l'occasion de la réception annuelle du corps préfectoral à l'Elysée, il en existe un troisième: l'actualisation des lois de décentralisation entrées en vigueur au début de son premier septennat.

Expérience faite, le temps est venu, selon M. Mitterrand, de retoucher tout ce qui ne va pas dans la nouvelle répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales. «Comme toutes les réformes qui sont projetées, il faut le temps de s'y habituer, a-t-il déclaré. Il faut corriger les erreurs d'appréciation ou les erreurs de parcours, car il ne se crée pas que de bonnes habitudes, il s'en crée aussi de mauvaises».

Première orientation: «La décentralisation n'a pas de sens si elle n'est pas accompagnée de la déconcentration. Je crois devoir insister sur ce point, car nous ne sommes pas ou très peu de notre action en ce qui concerne la décon-

centration», a souligné le chef de l'Etat. Cette observation s'adresse aux administrations ministérielles et donc aux ministères qui sont activement associés à l'action que le premier ministre et moi-même menons, et qui y prennent part de toute leur volonté et de tout leur cœur. Mais il faut beaucoup d'opportunité pour obtenir que, puis-qu'il y a décentralisation, les pouvoirs soient aussi sur place».

M. Mitterrand a demandé aux préfets et à tous les fonctionnaires d'y veiller en améliorant d'abord l'organisation des services décentralisés: «La tendance à la concentration est là: à tout moment, elle est la tentation naturelle dans un État centralisé. Cette tendance à la concentration doit être freinée. Il ne faut pas revenir sur ce qui a été fait dans les années 81-82 et donc dans les services extérieurs de l'Etat d'une véritable compétence propre et d'une structure commune, organisée autour des préfets de région et des préfets de département». Il convient, en particulier, de «regrouper les moyens», ne serait-ce que pour mettre fin aux «gaspillages» consécutifs à l'éparpillement et au cloisonnement des services.

«La pente naturelle des inégalités»

Seconde directive présidentielle: il faut corriger le tir dans la pratique des pouvoirs octroyés aux collectivités locales. «Il y a fallu, constatant certaines déficiences, réviser, simplifier les mécanismes d'association des collectivités territoriales», a indiqué M. Mitterrand aux préfets. Vous donnez, aux élus locaux les garanties et les facilités qui leur permettent de se consacrer à leurs tâches. Tout cela doit être entouré, soutenu, encadré (...). Les représentants de l'Etat dans les régions, dans les départements, ont besoin de pouvoir faire jouer normalement le contrôle juridictionnel sur les actes des autorités décentralisées quand c'est nécessaire. Il faut

examiner les conditions dans lesquelles sont inscrites et jugées les décisions des préfets: renforcer parfois, quand c'est nécessaire - mais c'est à la loi de l'examiner - les contrôles sur les conditions de passation des marchés publics afin d'éradiquer les pratiques condamnables dont on sait qu'elles se sont exagérées répandues et que rien ne les justifie».

Troisième impératif: les hauts fonctionnaires doivent plus que jamais se comporter en garants de la protection du tissu social sans bésiter, en ce domaine, à faire preuve d'imaginaire. «L'ensemble de votre action, de votre action, doit avoir pour objectif de maintenir, d'accroître, parfois même de créer, d'inventer, car elle n'existe pas toujours et partout, la cohésion sociale de la nation», a ajouté M. Mitterrand. D'où la lutte contre les exclusions, le difficile combat pour corriger la pente naturelle des inégalités qui sont le fruit d'un certain système à la mode aujourd'hui dans le monde. Il comporte ses avantages, mais, en les poussant trop loin, réinstalle en quelque sorte des relations de hiérarchie et de pouvoir entre le plus fort et le plus faible, ce qui va contre l'esprit républicain et ce qui doit mobiliser à tous les échelons ceux qui prennent part à la gestion de l'Etat ou plutôt de la République. Il s'agit, en toute circonstance, de rééquilibrer la France au gré des nécessités modernes, de la législation nouvelle et des besoins qui s'affirment».

Ces déclarations renvoyaient naturellement aux deux projets de loi déposés par le gouvernement, l'un pour améliorer le statut des élus locaux, d'autre part pour réorganiser l'administration territoriale. Mais l'insistance mise ainsi par M. Mitterrand sur la mission du corps préfectoral a donné l'impression qu'il s'agissait là, dans son esprit, du complément indispensable, sur le terrain administratif, de ses autres projets institutionnels.

A. R.

La discussion budgétaire

Le plan d'adaptation de l'agriculture a été bien accueilli par les sénateurs

Le débat des crédits du ministère de l'Agriculture, jeudi 28 novembre, a fourni l'occasion à M. Louis Mermaz de donner au Sénat la primeur du plan d'adaptation qui venait d'être adopté par le Comité interministériel d'aménagement du territoire (le Monde du 29 novembre).

Ce plan comporte quatre mesures jugées «structurantes» par le ministre. Il prévoit notamment un dispositif de préretraite applicable à partir du 1^{er} janvier 1992 pour les agriculteurs âgés de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans qui ont au moins quinze ans d'activité. «La pré-retraite comprendra une partie fixe de 35 000 francs et une partie variable de 500 francs par hectare libéré entre dix et cinquante hectares. Son montant annuel sera ainsi compris entre 35 000 et 55 000 francs», a indiqué M. Mermaz. Cette disposition sera inscrite dans le projet de loi sur la réforme des cotisations sociales des agriculteurs qui sera examiné avant la fin de l'actuelle session. Les agriculteurs intéressés bénéficieront d'une protection maladie et continueront d'acquiescer des droits à retraite jusqu'à soixante ans.

Le plan contient aussi des mesures pour faciliter la transmission des biens ruraux loués par bail, qu'ils soient cédés à titre gratuit ou à titre onéreux, ainsi que des aides à l'investissement des agriculteurs, qu'il s'agisse du crédit d'impôt recherche ou de l'augmentation de la déduction fiscale pour autofinancement.

M. Mermaz a enfin annoncé une exonération totale pour 1992 de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) pour les carburants verts, le diester et l'éthanol, et une aide exceptionnelle à l'investissement de 10 000 francs pour les jeunes éleveurs installés depuis moins de trois ans.

Ces mesures ont été bien accueillies par les sénateurs. M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, et M. Roland du Luart (Rég. et Ind., Sarthe), rapporteur spécial du budget de l'Agriculture, ont estimé que le plan «va dans le bon sens». Mais cela n'a pas suffi à vaincre les fortes réserves de la majorité sénatoriale, qui a rejeté les crédits de l'agriculture au terme d'un débat fleuve de plus de douze heures.

Grandeur et décadence d'un lobby

«C'est un endroit de rêve», assure-t-on ici. «On y travaille dans de meilleures conditions, se félicite-t-on là. A l'évidence, des dames du lobby vert raffolent du Sénat, qui le leur rend bien. Les attachés parlementaires des principales organisations agricoles, qu'elles soient syndicales ou consulaires, se trouvent au Sénat - où, compte tenu de la surreprésentation des élus ruraux qui découle du mode d'élection des sénateurs, la profession d'agriculteur se porte encore à la boutonnière - sur un terrain de prédilection.

tant il est visible et codifié. Les principales organisations, telles la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ou l'Assemblée permanente des chambres d'agriculteurs (APCA), se manifestent surtout à l'occasion du budget (la FNSEA réunit à son siège pour l'occasion tous les parlementaires), toutes tendances confondues, pour leur exposer ses revendications ou de textes relatifs à l'agriculture, en fournissant aux élus des informations et des amendements prêts à l'emploi. «Pour être efficaces, il faut l'impérative-

ment contestée. «Eux, au moins, ils ne sont pas aussi pénibles que ceux qui interviennent une fois tous les dix ans et qui agissent et menacent presque pour des broutilles», affirme M. François. Mais leur efficacité semble beaucoup plus problématique.

«Leur rôle se réduit, tout comme se réduit la place des sujets agricoles dans les débats, souligne-on à la commission des affaires économiques. Les parlementaires peuvent se comporter de plus en plus vis-à-vis d'eux comme avec un self-service, ils sont bien plus indépendants qu'on ne le dit. «Pour ce qui est de l'efficacité, de nombreuses professions leur en témoignent», ajoute-t-on en évoquant le cas de certaines professions libérales. M. Jean-Dominique Giuliani, dans un livre consacré aux groupes de pression en France, montre justement comment le lobby des médecins l'a emporté sur toute la ligne sur celui de l'alcool lors des débats à propos de la publicité du tabac et de l'alcool, il y a tout juste un an (1).

Du côté des groupes politiques, les critiques sont encore plus sévères. Les lobbies sont jugés «gentils et dévots», «organisés mais conservateurs». Les organisations agricoles, en continuant trop longtemps la situation par le système de la cogestion de la politique agricole, auraient en fait empêché «l'émergence au Parlement d'un homme ayant une vision forte de l'agriculture». «Les organisations professionnelles ont une grande part de responsabilité dans les choix de décentralisation qui s'imposent. Il y a encore peu de temps», précise un fonctionnaire. La toute-puissance du lobby au Parlement pendant des décennies n'a pu qu'accentuer les effets de ce monopole.

Les grandes organisations agricoles battent également leur coulpe. «Nous nous sommes sclérosés, nous avons cédé à l'immobilisme», avoue-t-on à l'APCA, pourtant présentée comme moins conservatrice que certains syndicats. Déçus par les groupements par produit, chapeautés en théorie par la FNSEA, et déjà très présents à Bruxelles, le nouvel Eldorado des groupes de pression, les lobbies des sénateurs, quand le sénateur Blondelle, président de la FNSEA, brisait les reines de René Mayer, président du conseil, qui avait voulu porter atteinte à la sacro-sainte terreur. Les lobbies versent alors dans le pessimisme le plus sombre. «Peut-être allons-nous, nous aussi, bientôt disparaître?»

GILLES PARIS

(1) Marchands d'influence, les lobbies en France, de Jean-Dominique Giuliani, Seuil, 1991.

□ M. Arthuis (CDS) critique la mission d'information du Sénat sur la transfusion sanguine. - M. Jean Arthuis (Union cent., Mayenne) a refusé, jeudi 28 novembre, de participer à la mission d'information sur la gestion de la transfusion sanguine créée le 15 novembre par le Sénat. «La gravité des faits appelle d'autres moyens d'investigation que seule peut garantir une commission d'enquête», estime M. Arthuis, qui avait déposé une proposition en ce sens. La mission sénatoriale est présidée par M. Jacques Sourdis (RPR, Ardennes). Elle a comme rapporteur M. Claude Huriet (Union cent., Meurthe-et-Moselle).



L'hypocrisie française à l'égard des groupes de pression, presque aussi anciens que le Parlement lui-même, atteint des sommets lorsqu'il s'agit d'agriculture. Même si les règlements ne leur reconnaissent aucune existence officielle, il n'est pas rare de voir certains représentants du lobby agricole camper dans les trévas de l'hémicycle pour suivre attentivement les débats, bien que le lobbying parlementaire soit moins rentable que celui qui s'exerce en amont, lors de l'élaboration des projets de loi consacrés au secteur agricole.

Au Sénat, comme à l'Assemblée nationale, la marge d'action est réduite. Les «pompes de service», comme ils se désignent eux-mêmes, interviennent que pour «rectifier le tir». Le lobbying «officiel» que représentent les auditions des responsables agricoles par les rapporteurs et par les administrateurs de la commission des affaires économiques s'accompagne d'un lobbying de couloirs, qu'on a quelque peine à qualifier d'«officieux».

A vrai dire, la concurrence est sévère. Les débats agricoles sont la hantise des fonctionnaires, qui veulent s'enfuir à cette occasion le nombre des thuriféraires du monde paysan (trente-cinq intervenants étaient prévus pour le débat de jeudi). «Ils nous demandent des notes techniques, mais on va parfois jusqu'à leur écrire leurs discours», disent les lobbies.

Dans chaque groupe, y compris au PS, pourtant «pas très agricole», au dire de ces spécialistes, les lobbies disposent d'élus dévoués. M. Marcel Daunay (Union cent., Ile-et-Vilaine) est souvent présenté comme l'archétype du relais parlementaire. «Que l'on soit trop proche des organisations professionnelles n'est pas toujours un avantage, ça vous discrédite parfois auprès de vos collègues», remarque un observateur.

Aux côtés du sénateur breton, à droite, MM. Philippe François pour le RPR, Roland du Luart pour les Républicains et indépendants et Raymond Soucarret pour le Rassemblement démocratique et européen occupent également des rôles de pivots au sein de leur groupe. A gauche, MM. Louis Minetti pour le PC et Fernand Tardy pour le PS remplissent les mêmes fonctions.

Un modèle du genre

La grande homogénéité de la corporation («C'est le milieu libéral le plus syndicalisé», constate un fonctionnaire du Sénat) et la finesse de ses ramifications sur le terrain font du lobby vert, sur le papier, un modèle du genre. Au Sénat, les jugements sont pourtant critiques. Certes, la parfaite connaissance des mécanismes et des façons parlementaires n'est



POLITIQUE

Une initiative d'une vingtaine de « députés de base »

Les nouveaux rénovateurs de l'UDF

Avec pour seul mot de ralliement « convictions », une vingtaine de députés de l'UDF se sont engagés dans une entreprise de rénovation de la politique, menée bien loin des caméras, mais qui, elle, aura déjà duré plus d'un printemps. Cette entreprise vient de fêter son premier anniversaire. L'homme qui pose sa première pierre est M. Michel Meylan, député PR de Haute-Savoie, maire de Bonnevillaz. Ancien barboteur, aujourd'hui fidèle de M. Charles Millon, cet ancien assureur de cinquante-deux ans n'a pas manqué d'obstination pour convaincre ses amis, « députés de base » comme lui et fiers de l'être, de relever la tête.

VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

de notre envoyé spécial

C'est au départ d'un rassemblement d'hommes en colère. Pour la plupart étiquetés PR, ils supportaient mal, à l'époque, l'emprise des libéraux sur le groupe UDF de l'Assemblée nationale. Ils vivaient mal, aussi, ces réunions de groupes passées « à écouter les chefs et les petits chefs ».

Leur patience eut ses limites, enfin, quand MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, en novembre 1990, de toute leur mauvaise volonté pour faire capoter la grande fête unioniste de l'UDF du Zénith, ils publièrent alors à leur intention une lettre ouverte, acte de naissance officiel de leur aventure : « Réagissez tant qu'il en est encore temps. Aujourd'hui, nous vous le demandons, il faut écouter le message de millions de Français qui attendent que vous joigniez le geste à la parole. Il faut décentraliser le pouvoir politique vers nos

concitoyens et instaurer le dialogue. » L'essentiel était dit. Depuis, ce petit groupe de députés tranquilles a travaillé dans l'ombre. Réunions tous les quinze jours, séminaires sur des thèmes précis avec des spécialistes, ces députés, « fuyant des petites phrases et des petits calculs », ont mis en commun leur expérience sur le terrain, pris le temps de s'informer sur les grandes questions et appris à s'estimer.

Chacun de ces rénovateurs de base a va aujourd'hui de son témoignage. M. Georges Colombier, député PR de l'Isère : « Entre nous, c'est l'amitié et la confiance. Il n'y a personne pour suspecter l'autre de vouloir lui faire un croc-en-jambe. » M. René Beaumont, député PR de Saône-et-Loire, président du conseil général de ce département : « Entre les vrais leaders, les moyens leaders et ceux qui veulent l'être, les hommes de terrain comme nous sont étouffés. Nous ne serons jamais à l'Assemblée nationale les cannibales du micro. Plutôt que notre notoriété, nous voulons simplement faire avancer les problèmes. »

« On veut marcher la tête haute »

Ces parlementaires ont commencé, cette semaine, un tour de France pour expliquer à ceux qui voudront les entendre ce qu'ils sont, ce qu'ils font et ce qu'ils veulent. « Beaucoup de nos collègues n'osent même plus sortir, explique M. Meylan. Nous, nous voulons renouer le contact avec la population. Ras le bol d'être pris pour des guignols ou des gangsters. On veut marcher la tête haute. »

Mardi 26 novembre, six d'entre eux étaient dans le fief de leur ami Francisque Perrut, député PR

du Rhône, à Villefranche-sur-Saône. D'autres iront bientôt dans le Puy-de-Dôme et le Maine-et-Loire. Durant deux heures, ils se sont livrés, sans effets de manche, aux questions des deux cents personnes présentes.

Longtemps, ils se sont attardés sur la crise du politique, nourrie, selon eux, par la loi d'amnistie, le socialisme « épais de Jean Jaurès à Bernard Tapie », les difficultés de la droite à défendre « un libéralisme pluraliste et social », la puissance des médias et des sondages.

On leur a demandé de s'expliquer sur le Front national, les ratés de l'union de l'opposition, le cumul des mandats, leurs indemnités et leurs absences, l'inflation annoncée du nombre de députés. « Donnez-nous des échelles de valeur et vous aurez des échelles de base », leur a lancé pour finir « un militant de rien du tout ». Mais c'était encore, sans doute,

trop leur demander. Pour travailler à l'alternance, ces députés se sont promis d'édicter une charte comprenant dix mesures très concrètes qui sera leur façon de rappeler à tous leurs collègues de l'opposition qu'« on ne peut plus foire et promettre n'importe quoi ».

Dans quelque temps, ils accepteront probablement d'élargir leur groupe à certains de leurs collègues du RPR ou du groupe centriste pour conforter davantage l'union de l'opposition. Ils s'y étaient par souci de confidentialité, refusés jusqu'alors.

Mais certains parmi eux, au risque de tomber dans les travers qu'ils dénoncent, ont déjà une autre idée derrière la tête : se servir de ce groupe pour aider la stratégie présidentielle de M. Millon... en 2002. On ne pense jamais assez tôt à l'avenir.

DANIEL CARTON

La préparation des élections régionales

M. Carignon renonce à conduire une liste dans l'Isère

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Alain Carignon, maire de Grenoble (en congé du RPR), ne conduira pas la liste RPR, UDF et non-inscrits de l'Isère pour les élections régionales. Il avait annoncé, le 19 octobre, son intention de briguer, à l'issue de ce scrutin, la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, qu'occupe M. Charles Millon (UDF-PR) et de former une nouvelle majorité au sein de cette assemblée. Celle-ci aura notamment associé, outre les élus de la droite traditionnelle, ceux de la Nouvelle Gauche, emmenés par M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs dans le gouvernement Fabius.

M. Carignon estimait en effet que l'UDF, le RPR et les non-inscrits ne seraient pas en mesure de constituer une majorité après les élections de mars 1992 et que la tentation serait alors forte de s'allier avec les élus du Front national. Un projet qu'il ne pouvait accep-

ter. Sa « déclaration de guerre » contre M. Charles Millon fut très mal ressentie par les élus UDF, mais aussi RPR, de son département.

Judi 28 novembre, MM. Alain Carignon et Charles Millon ont réuni une conférence de presse commune. M. Carignon a justifié son retrait en expliquant que désormais « la question des alliances est claire et les engagements de Charles Millon sont ombreux ». « Parce que Charles Millon et moi-même n'acceptons plus le trop long combat personnel de chefs solitaires, nous avons décidé de donner l'exemple de l'union, a-t-il précisé. Ce contrat d'union n'est ni calculé ni provisoire. »

Le maire de Grenoble prendra, sans doute, la délicate place d'un liste qui sera conduite par un représentant de la « société civile », mais proche du RPR, M. Max Miedoud, professeur agrégé de médecine.

C. F.

Les « refondateurs » souhaitent que le PCF aille « plus loin et plus vite » dans ses changements internes

Au cours d'une conférence de presse qu'ils ont tenue, mercredi 27 novembre, à Paris, au nom des communistes « refondateurs », pour présenter leur nouveau manifeste (le Monde du 28 novembre), MM. Charles Fiterman, ancien ministre, et Guy Hermer, député des Bouches-du-Rhône, ont notamment estimé que la réforme du PCF devrait être menée « beaucoup plus loin et beaucoup plus vite ». « Sans doute les professions de foi sur le « parti qui change » peuvent-elles afficher une intention, ont-ils souligné, mais elles peuvent aussi - l'histoire du mouvement communiste est là pour l'attester - cultiver le faux-sem-

blant. C'est le plus court chemin vers des drames réels (...). Sans perdre de vue les évolutions de la démarche, à laquelle nous entendons bien poursuivre notre contribution, nous disons : attention aux autojustifications hâtives, aux ombillonnages, aux illusions vives renouées. Ne comptons pas sur de « drames surprises ».

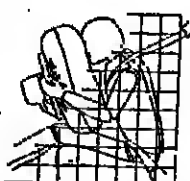
Ils ont également souhaité que le PCF « redevienne le parti de tous les communistes, ceux qui y sont comme ceux qui l'ont quitté ». M. Hermer a particulièrement insisté sur la nécessité de « porter la contradiction au capital sur son propre terrain, celui de la gestion de la société, celui de

l'efficacité » en privilégiant une « croissance humaine ». L'Humanité du 28 novembre a rendu compte de cette conférence de presse.

D'autre part, invité de Radio Sham, M. Pierre Zarka, membre du bureau politique, s'est déclaré, mercredi, hostile à un éventuel remplacement de M. Georges Marchais au secrétariat général du PCF : « Je constate qu'au sein des autres formations politiques le problème inverse est posé, a-t-il notamment déclaré. Du gouvernement au PS en passant par les partis de droite, les hommes changent la façade. Le PC ou le courage et la franchise de ne pas tricher (...) »

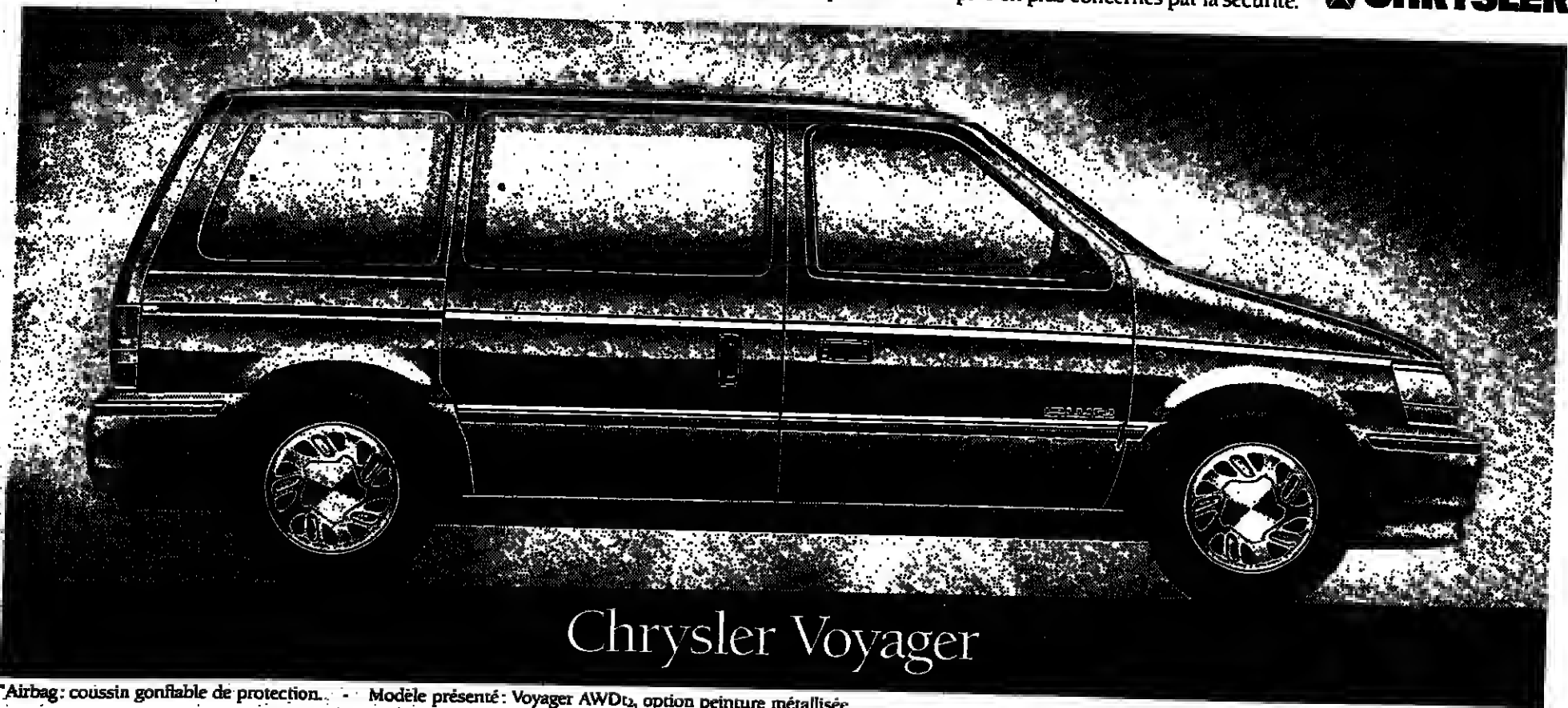
Une précision de l'IFOP. - En réponse à M. Bernard Tapie, qui avait protesté contre un sondage de l'IFOP sur les intentions de vote aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur ne tenant pas compte, selon lui, de l'ouverture de ses listes à la « société civile » et « posant des questions qui ne correspondent pas aux choix qui seront proposés aux électeurs » (le Monde du 27 novembre), l'IFOP tient à apporter deux précisions. D'une part, souligne l'institut, si M. Tapie affirme ne pas conduire une liste du PS ni même une liste Majorité présidentielle, il a déclaré à l'AFP que le PS l'a chargé de mettre sur pied une liste Majorité présidentielle élargie. D'autre part, « le fait que les listes de liste ne soient pas encore toutes désignées n'empêche aucun institut de sondages de réaliser des enquêtes mesurant l'état d'esprit des rapports de forces politiques ».

L'une des raisons pour laquelle l'Europe devient plus sûre.



Depuis toujours, l'engagement de CHRYSLER est de concevoir et de construire des véhicules les plus sûrs possible. Et, parmi les véhicules produits par CHRYSLER, le meilleur exemple en est le Voyager t2 dont toutes les versions sont équipées en série d'un Airbag* côté conducteur. Pour une sécurité accrue, un système de freinage ABS est également monté en série sur les versions LE t2, AWD t2, et Limited t2. Dans la gamme des Voyager t2, la version AWD (4x4) dispose en outre d'une transmission intégrale ; lorsque les conditions d'adhérence sont mauvaises, sous la pluie ou sur la neige, une répartition automatique de la puissance entre les roues avant et arrière assure une meilleure motricité. Votre concessionnaire CHRYSLER se tient à votre disposition pour vous présenter en détail toutes les caractéristiques du Voyager. Vous découvrirez pourquoi le Voyager est le monospace le plus répandu dans le monde, avec plus de 2,5 millions d'exemplaires vendus à ce jour. Aujourd'hui, les Européens sont de plus en plus concernés par la sécurité.

CHRYSLER



Chrysler Voyager

*Airbag : coussin gonflable de protection. - Modèle présenté : Voyager AWD t2, option peinture métallisée.

هنا من الخط

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Sida et transfusion sanguine

L'opposition critique vivement le projet de loi d'indemnisation des personnes contaminées

Le projet de loi d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus du sida, présenté sous la forme d'une lettre rectificative au projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, devrait être examiné le 9 décembre par les députés.

Ce texte suscite toujours de vives réactions, surtout de la part des principaux responsables de l'opposition. Au nom de l'intergroupe UDF-RPR-UDC, M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, demande au premier ministre, M. Edith Cresson, l'inscription « sans délai » à l'ordre du jour de l'Assemblée d'un projet

de loi « exclusivement consacré à ce problème tragique ». « Ce débat, écrit-il, ne doit pas se limiter à la seule volonté d'indemniser, tant l'exigence de vérité et de justice est au cœur de chacun d'entre nous ».

Pour sa part, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré que « l'Etat devait s'abstenir de pressurer à nouveau le contribuable et l'assuré et se serrer un peu la ceinture » pour financer ces indemnités. « Nous sommes très attachés à ce que les poursuites judiciaires continuent, a poursuivi M. Juppé, il faut que toutes les responsabilités, quel que soit le niveau que l'on puisse

atteindre, soient sanctionnées ». Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a quant à lui dénoncé « l'attitude scandaleuse » de l'Etat qui « s'exonère de ses responsabilités et de sa culpabilité en affectant un nouveau pré-lèvement à travers les assurances ». Même attitude de la part de M. Gérard Longuet, président du PR, qui juge « parfaitement immoral » le projet de gouvernement, ajoutant que « c'est à l'Etat et à lui seul d'assumer sur son propre patrimoine la juste indemnisation des victimes ».

A la cour d'appel de Paris

La responsabilité d'un médecin prescripteur est écartée

La première chambre de la cour d'appel de Paris a partiellement infirmé, jeudi 28 novembre, un jugement du 1^{er} juillet de la première chambre civile de Paris qui avait retenu la responsabilité d'un médecin dans la contamination par le virus du sida d'une jeune femme ayant subi, le 16 mai 1984, une transfusion sanguine à la suite d'un accouchement par césarienne (le Monde du 3 juillet). Si la cour a confirmé que le centre départemental de transfusion sanguine de l'Essonne et les cliniques de l'Essonne devaient conjointement verser 1,5 million de francs à la jeune femme, la responsabilité du médecin a été écartée.

Dans son arrêt, la première chambre de la cour d'appel de

Paris, présidée par M^{me} Geneviève Gie, constate que selon l'expert judiciaire, le docteur Blaise Fougereon avait prescrit une transfusion « tout à fait normale en 1984 » dans le cadre de soins « attentifs, diligents, et conformes aux données acquises de la science médicale de l'époque ».

Aussi, après avoir rappelé que « le médecin n'est tenu que d'une obligation de moyens et non de résultats », les magistrats soulignent « qu'il importe donc peu, alors que la bonne exécution des obligations du médecin s'apprécie eu égard aux données actuelles de la science, qu'en raison de l'évolution des connaissances médicales, un consensus se soit à la suite établi dans le milieu médical pour diminuer les transfusions (...) ».

Cette appréciation est conforme aux réquisitions de l'avocat général, Georgette Bénas, qui avait soutenu à l'audience du 30 octobre que seule la responsabilité du centre départemental de transfu-

sion sanguine devait être retenue. Mais les magistrats déclarent à propos de la clinique : « la nature du contrat qu'elle conclut avec le malade implique, en raison de la confiance que cette dernière doit nécessairement lui faire, l'obligation de fournir des produits sanguins non viciés ».

Concernant le centre départemental de transfusion sanguine de l'Essonne, la cour déclare : « En sa qualité de professionnel, le CDS doit livrer un sang exempt de virus ; sa responsabilité en cas d'infraction de son obligation de résultats de livrer du sang non vicié ne peut être écartée que par la preuve d'une cause étrangère, telle que la force majeure, qui ne peut lui être imputée ».

Pour cette raison, le CDS avait plaidé qu'aucun test de dépistage du virus n'était possible à l'époque et que, tenu à l'obligation de livrer du sang, il se trouvait dans un état de nécessité assimilable à la force majeure.

Mais les juges remarquent : « Le vice interne du sang, même indétectable, ne constitue pas, pour l'organisme fournisseur, une cause qui lui est étrangère, et les obligations des centres de transfusion quant à la conservation du sang et à sa délivrance dont ils ont le monopole ne les dispensent pas de réparer les conséquences dommageables dues à la fourniture d'un sang nocif ».

MAURICE PEYROT

RELIGIONS

L'ouverture du synode des évêques à Rome

Le pape et le cardinal Lustiger s'inquiètent des nouvelles tensions en Europe

La papa a ouvert, jeudi 28 novembre, à la basilique Saint-Pierre de Rome, un synode réunissant pour la première fois près de deux cents évêques catholiques et délégués d'autres Eglises chrétiennes de tous les pays de l'est et de l'ouest de l'Europe (le Monde du 28 novembre).

CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Annoucié par Jean-Paul II à Viterbe, haut lieu du christianisme en Toscane, le 22 avril 1990, dans l'euphorie qui avait suivi la chute de mur et le retour de la démocratie à l'est, le synode des évêques européens devait être une sorte de fête de la parole pour les anciennes « Eglises du silence ». En fait, les troubles actuels en Europe, la guerre en Yougoslavie, les tensions nationalistes, puis la boucherie des Eglises orthodoxes de Serbie, de Russie et de Roumanie, qui ont décliné l'invitation du pape à se rendre à Rome, ont gâché l'atmosphère de ces retrouvailles Est-Ouest.

Le discours d'ouverture de Jean-Paul II était lui-même empreint de gravité, insistant sur « la fin de siècle dramatique » et l'urgence d'une réconciliation, fondée sur le « pardon » réciproque. Répondant à ceux qui reprochent à l'Eglise catholique son allége à l'autocratie, le pape a eu cette formule, immédiatement commentée : « Nous devons toujours pardonner ».

nous souvenant que nous avons besoin nous aussi de pardon. Nous en avons besoin beaucoup plus souvent que nous n'avons nous-mêmes à pardonner ».

Président délégué de ce synode, le cardinal français Jean-Marie Lustiger a, lui aussi, déploré la situation des « peuples de l'Europe qui souffrent encore des divisions et des séparations légues par leur histoire. Certains se déchirent en des conflits meurtriers ». Pour l'archevêque de Paris, ce premier sommet d'Eglises de l'Europe communisme doit être un témoignage d'unité pour toute l'Europe : « Conscients de nos faiblesses, a-t-il dit, nous devons accomplir en cette assemblée la réconciliation que tous les peuples d'Europe désirent, sans la trouver ».

Quant au rapporteur général du synode, le cardinal Camillo Ruini, président de l'épiscopat italien, il s'est employé surtout à apaiser les craintes nées du projet de « nouvelle évangélisation » de l'Europe, qui est au centre de ce synode : « Cette nouvelle évangélisation ne signifie ni nostalgie pour le passé, ni volonté de conquête ».

Pour lui, le fait de voir ressortir des tensions entre les Eglises rend urgente la tâche d'explorer tous les chemins afin de libérer le dialogue œcuménique des préjugés historiques et des conditionnements politiques. Élargissant son propos, le synode a lancé un appel à la coopération des chrétiens avec les juifs et les musulmans en Europe.

HENRI TINCOU

ENVIRONNEMENT

Les remous du port de Trébeurden

Après l'inculpation du maire, le tribunal a ordonné l'arrêt des travaux du port de plaisance

TRÉBEURDEN

de notre envoyé spécial

Après l'inculpation de M. Alain Guennec, maire (apparenté PS) de Trébeurden (Côtes-d'Armor), accusé d'avoir été intéressé à la construction d'un port qui se communique (le Monde du 23 novembre), le tribunal administratif de Rennes a prononcé, jeudi 28 novembre, un nouveau sursis à l'exécution des travaux du port. Contreirement au souhait du ministre de l'environnement, les travaux avaient en effet repris en septembre.

Devant l'église du bourg, des ouvriers s'affairaient. Ils érigent une fontaine monumentale sur un rond-point qui doit faciliter l'accès des futurs visiteurs. Le chantier est particulièrement bruyant. Il fait paraître presque secondaire celui du port, aux trois quarts achevé maintenant. Les 50 mètres de digue qui forment le « plan d'eau abrité » barrent l'ancienne plage de Trozou, aujourd'hui comblée. Les algues vertes ont déjà colonisé les bords de la digue, et la hauteur du murage « environ sept mètres sur une hauteur totale de 12 mètres ».

A marée basse, pelleteuses et dumpers se dépêchent de creuser le fond de l'anse et entassent les sables de dragage le long du mur de béton qui ferme le port, côté ville. Beaucoup de Trébeurdenais assistent au spectacle et y vont de leur commentaire. Curieusement, personne ne souffle mot du maire (PS), Alain Guennec, alors que le ministre de l'environnement, qu'ils ont vu à la télévision, est la cible de toutes les attaques. « Ce Lalande est dingé, dit un pêcheur. Vouloir démolir un ouvrage pareil ! Un bistrotier lance : « Si les Allemands avaient construit le port en 1940, on l'aurait, et il n'y aurait plus de discussion. Un port en béton ! Un officier de marine marchande en retraite, Maurice Nedelec, explique : « Je suis à fond pour le port. Pourquoi, j'ai mon bateau à l'extérieur et je n'ai pas demandé de place. Mais c'est pour l'avenir de Trébeurden. Le rêve : accéder avec son bateau en tout temps et envoyer les gosses à la plage d'à côté. Quel port peut offrir ça ? »

Mais, dans le lot des badauds, des voix hostiles s'élèvent. Le propre frère aîné, Daniel, Daniel Nedelec, secrétaire de l'association des pêcheurs-plaisanciers de Trébeurden, explose contre le chantier : « Tout est raté ici. Il faut arrêter le massacre. On n'a qu'à

charger les blocs de la digue dans des barges et expédier le tout à Roscoff pour l'agrandissement du port ! » Des noms d'oiseaux s'échangent entre les groupes. C'est presque la guerre, sous l'œil navré d'Aristide Briand, hôte illustre de la station, dont le monument au bout du quai proclame ironiquement : « Il voulait pour nous la paix ».

« Incertitude absolue »

Ainsi, la paisible station balnéaire de Trébeurden, qui vieillissait doucement sur son littoral enchanteur — la moyenne d'âge est de soixante ans —, se trouve jetée dans une tourmente où un vieux loup de mer ne retrouverait pas sa couchette. Qu'on imagine : un projet de port de 45 millions de francs pour un budget communal de 9 millions. Un maire anciennement communiste qui « vend » le domaine public à un promoteur privé pour relancer l'activité économique. Et enfin, tout lui notant, un maire écroulé pour détournement de fonds alors qu'une partie de la population manifeste dans la rue pour soutenir ses projets et qu'un membre du gouvernement, Brice Lalonde, annonce qu'il faut démolir la digue. « Nous sommes complètement déboussolés », avoue un partisan du port.

A la mairie, l'adjoint aux affaires maritimes, Pierre Ropars, fait front. « Nous avons un bon cahier des charges pour le port », dit-il en caressant son dossier. Mais il reconnaît que ses collègues ne sont pas des spécialistes du droit administratif, ce qui explique les aléas de la procédure. « Nous nous sommes fiés aux directives de

l'Etat, dit-il. Ce n'est pas notre faute si les administrations ne s'accordent pas entre elles ! » Découragé par l'imbroglio juridique, il avoue : « Nous sommes dans l'incertitude absolue ».

Parmi ceux qui ont décidé de contre-attaquer, on trouve le député socialiste de la circonscription, Yvon Troadec. Il avait déjà pris la tête de la manifestation de soutien du 23 novembre. Il peine aujourd'hui une stratégie pour arracher une décision favorable. « Nous avons atteint le point de non-retour, dit-il. Il faut en finir. C'est donc l'union sacrée avec la droite favorable au projet, menée par Madeleine Alaniou, vice-présidente de l'association L'avenir de Trébeurden, c'est son port. Tous deux se concertent pour déboucher la situation. « Je suis prêt à rencontrer Brice Lalonde pour lui dire ma façon de penser ! », lance M^{me} Alaniou, qui se souvient d'avoir fréquenté Sciences-Po et ne craint pas les bureaux parisiens.

Mais ces rodododantes cachent une profonde inquiétude. Plus personne à Trébeurden ne parle aujourd'hui sur l'avenir du port, pas même le groupe Campenon-Bernard, qui poursuit les travaux. Exécédée par les contretemps et sans doute échaudée aussi par la révélation des anneaux du port voisin de Saint-Quay-Portrieux, la société du port a demandé en septembre la dissolution de sa concession — ce que la commune a refusé tout net. Alors que le port devait être inauguré en mai dernier, le chantier se poursuit cabin-cabin, constamment interrompu par les marées, les longues nuits d'hiver et les contretemps de l'administration. Et personne ne sait ce qu'il adviendra de la ZAC censée financer le port de plaisance.

ROGER CANS

Les transfuseurs de Toulouse sont condamnés à indemniser trois hémophiles

Le tribunal de grande instance de Toulouse a condamné solidairement, jeudi 28 novembre, la FNTS (Fondation nationale de transfusion sanguine) et la CRTS (Centre régional de la transfusion sanguine) à dédommager, pour des sommes bien supérieures à celles du projet de loi, trois jeunes hommes de dix-huit, vingt et trente-quatre ans, hémophiles, contaminés en 1985 par le virus du sida, à la suite de transfusions sanguines.

TOULOUSE

de notre correspondant

Nicolas a aujourd'hui dix-huit ans. En 1985, sa mère lui administre en toute confiance le sang empoisonné. Pierre est soigné par sa femme, infirmière ; elle est aujourd'hui contaminée comme son mari. Alain, enfin, fait, en janvier 1985, une hémorragie consécutive à une intervention chirurgicale bénigne. Transfusé, il est contaminé à son tour.

Le tribunal de Toulouse vient

d'accorder à ce dernier 2,3 millions de francs. Deux millions pour le préjudice moral subi : « Il convient de tenir compte de l'existence de la peur qui sont dévorantes les compagnes journalières de cet homme », explique dans ses attendus le président Foulong, et 300 000 francs pour « une vie sexuelle fortement perturbée ». C'est la compagnie Azur qui devra payer la note. La FNTS et la CRTS devront verser aux deux autres une provision de deux millions en attendant une expertise pour déterminer l'ampleur du préjudice.

Ainsi, la cour de Toulouse valide bien au-delà des promesses d'indemnisation faites ces jours-ci par les pouvoirs publics. Le tribunal a aussi tranché au fond la question de savoir si la distribution de sang est ou non un acte de commerce. Dans ses attendus, le président distingue nettement entre le don d'organes y compris le don de sang — nécessairement gratuit selon les dispositions du code de la santé, et l'acte de transfusion puisque « les produits sanguins vendus, même si le prix est qualifié de

défraiment, lesdits produits étant d'ailleurs issus d'un processus de conservation et de fabrication qui les distinguent nettement de la matière d'origine ».

S'appuyant sur les conclusions du rapport du Pr Manigault en date du 2 octobre 1990, le tribunal a, par ailleurs, retenu que « les CTS connaissent, en janvier 1985, les moyens scientifiques pour pasteuriser les produits de fractionnement » (le sang pour hémophiles). En revanche, il n'a pas donné suite aux prétentions de la FNTS qui cherchait à impliquer le Pr Bierné, chef de service au CHU de Toulouse.

GÉRARD VALLÉS

NOMINATIONS

M. Nestor nouveau directeur du cabinet de M. Nallet

M. Jean Nestor, ancien directeur-adjoint du cabinet de garde des sceaux, M. Henri Nallet, a été nommé directeur du cabinet de M. Nallet, mercredi 27 novembre. M. Nestor, qui succède à M. Jean-Pierre Distillat, nommé directeur général de la gendarmerie nationale (le Monde du 28 novembre), sera remplacé à son poste de directeur adjoint par M. Daniel Ludet.

Né le 22 mars 1943, M. Jean Nestor, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, en diplôme d'Institut national agronomique, de l'Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques et agro-alimentaires et licencié en sciences économiques. Après sept ans de coopération technique au Cote d'Ivoire, de 1966 à 1973, M. Nestor a été nommé chargé de mission au service agricole du commissariat au Plan en 1974, puis attaché agricole à l'ambassade de France à Rome en 1979. En 1982, il est entré au service des relations internationales à la direction de la production et des échanges du ministère de l'Agriculture, dont il est devenu le chef en 1983. De mai 1988 à octobre 1990, M. Nestor a assumé les fonctions de directeur du cabinet du ministre de l'Agriculture et de la forêt, M. Henri Nallet. En octobre 1990, lors de la nomination de celui-ci comme garde des sceaux, M. Nestor était devenu directeur adjoint du cabinet du ministre de la justice.

Les réactions dans la presse régionale

« Sida : on va tous payer ! » A l'instar du Provençal, la plupart des quotidiens régionaux consacraient, jeudi 28 novembre, leur première page au projet de loi d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus du sida. Pour le Méridional, il s'agit d'un « scandale-his », l'éditorialiste du quotidien marseillais soulignant que l'attitude du gouvernement évoque « celle de ces chauffards qui, venant de provoquer un accident mortel, diraient froidement : « mon assurance paiera ».

« Seuls les assurés paieront » titre Nice Matin, où M. Roger Bouzinac écrit : « Nous paierons et sans doute avec le profond sentiment du devoir accompli, mais les responsables qui se déclarent non coupables, mais les coupables qui affirment qu'ils ne sont pas responsables, devraient à leur tour payer devant la justice, et

très vite, le prix de leur incurie, de leurs fautes, de leur incompétence, et à la limite même, de leur crime ».

« Pour indemniser les hémophiles contaminés, cinquante-sept millions de donateurs », résume dans son titre le Dauphiné Libéré. Pour les Dernières Nouvelles d'Alsace, « si la réparation aux transfusés est nécessaire, elle crée un sentiment de gêne comme s'il y avait d'un côté les sidiens innocents et de l'autre ceux qui l'ont bien cherché. Rien n'est plus pervers que ce genre de raisonnement ».

« Que dire du prochain ? » s'interroge Pierre Taribo dans l'Est Républicain. Qu'il est conforme aux mauvaises habitudes d'un Etat qui refuse de rendre des comptes à la Nation mais n'hésite pas à lui faire supporter les conséquences de son inqualifiable légèreté.

CROIRE, C'EST QUOI ? (DES 9 ANS)

ils croient tous. Ils ont chacun leur religion. Le monde peuplé de 16 milliards d'habitants, juifs, bouddhistes, musulmans, chrétiens, hindous...

UN DOSSIER SPÉCIAL MIKADO

"RELIGIONS: MIEUX LES CONNAÎTRE"

LEUR HISTOIRE, LEURS PRATIQUES, LEURS INFLUENCES

UN DOSSIER COMPRENDRE ET REFLECTER ENSEMBLE

Mikado, 19 rue de la République, 92000 Nanterre

سكزا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au tribunal de Nanterre

Philip Morris attaque la campagne de publicité anti-tabac

Le tribunal de grande instance de Nanterre a examiné mercredi 27 novembre l'affaire opposant la société Philip Morris au Comité français d'éducation pour la santé (CFES), à la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM), au ministère des affaires sociales et de l'intégration et au ministère de la santé, à propos de la dernière campagne de prévention du tabagisme des pouvoirs publics.

Le cow-boy non fumeur de la dernière campagne gouvernementale anti-tabac n'avait pas plus tôt disparu des écrans que s'ouvrait, mercredi 27 novembre, devant la première chambre du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine), son procès. D'un côté, la société Philip Morris, qui exploite la marque Marlboro, est venue, accompagnée de trois films publicitaires, bien décidée à défendre «son» cow-boy, l'ambassadeur du paquet rouge et blanc. De l'autre, le CFES, la CNAM, le ministère des affaires sociales et de l'intégration et le ministère de la santé qui assument la campagne litigieuse : un cavalier au visage buriné qui affirme «Fumer, c'est pas ma nature».

«Un débat de fond s'impose», avait conclu, mardi 5 novembre, le juge des référés en interdisant les affichettes et les cassettes du CFES, mais en autorisant la diffusion du spot (le Monde du 8 novembre). Ce jugement en demi-

teinte n'avait fait qu'accentuer le flou autour des campagnes anti-tabac. Quelles sont les limites que fixe le droit en matière de lutte contre le tabagisme ? Les décisions de justice concernant les affiches dites de Quimper n'avaient pas permis de répondre à cette question. Portées quatre fois devant les tribunaux selon la procédure d'urgence, les contre-publicités réalisées par des lycéens de Quimper avaient en effet abouti à des décisions contradictoires (1).

La cour-boy non fumeur des pouvoirs publics ne respecte-t-il pas le droit ? Pour Philip Morris, la réponse est claire : «Le film diffusé n'est que la reprise sans autorisation des caractéristiques d'œuvres précédentes, dans les droits d'auteurs appartenant à mon client», indique M. Dominique Voillemot. Pour appuyer ses affirmations, il diffuse au tribunal trois films réalisés en 1988 et en 1989 par l'agence de publicité de Philip Morris, Leo Burnett Company. Les avocats et le public se mesurent autour d'un minuscule écran de télévision posé devant le président du tribunal, M. Germain Le Foyer de Coët. S'agissant du dérogement et à la discrimination subie par la société qu'il défend, M. Voillemot cite alors un sondage Ipsos réalisé à la sortie de séances de cinéma : 82 % des personnes interrogées indiquent que le film ouit à la marque.

Et revanche, pour les pouvoirs publics, il n'y a ni contre-indication, ni discrimination, ni dérogement. Pour prouver que Philip Morris n'a pas le monopole du Far-West, M. Pierre

Cyman avait testé sa sacoché d'extrait de western, des *Sept Mercenaires* à *Il était une fois dans l'Ouest*. Le petit écran du tribunal apporte une nouvelle fois son concours à la justice. «Finalement, indique le défenseur du CFES, Leo Burnett a tout simplement copié les westerns, à moins que l'ensemble des images qu'il a assemblées ne soit banal. C'est-à-dire exploitable par tous.» De la même façon, pour le CFES, il ne peut y avoir ni dérogement ni discrimination lorsqu'on souhaite simplement récupérer un certain nombre de valeurs comme la liberté, les grands espaces et l'aventure. Enfin, M. Cyman s'est intéressé sur l'existence d'un droit à la santé, supérieur aux droits de la propriété, comme il existe un droit d'ingratitude, qui s'impose désormais aux droits nationaux.

Pour rétablir son image, Philip Morris réclame 17 millions de francs de dommages et intérêts, «le coût de la campagne des pouvoirs publics». La société s'est engagée à les verser à une association charitable, puisqu'elle a l'interdiction de diffuser des films publicitaires vantant les mérites des cigarets.

Jugement le 15 janvier.
MICHÈLE AULAGNON

(1) Le 29 avril, le tribunal de grande instance de Quimper ordonne de retirer les affiches. Le 18 septembre, saisi selon la procédure de tierce opposition par le CNCT, il annule le référé. Le 24 octobre, un jugement du tribunal de Paris interdit l'utilisation des affiches de Quimper. Le 31 octobre, il annule une exposition les présentant à la Bibliothèque nationale.

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris

Une audience de Normands

Au second jour du procès des fausses factures du Sud-Est, la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris a entendu, jeudi 28 novembre, les dirigeants et les cadres de la SAE, société présumée «corruptrice».

Ces hommes du bâtiment ont la mémoire floue. A moins qu'ils ne souhaitent pas trop se souvenir. Ce fut, en tout cas, une jolie audience de Normands. Le bureau d'études Urba, messieurs du bâtiment, qui prélevait avec constance son pourcentage sur vos contrats avec les élus socialistes, vous facturait-il aussi des services effectifs ? Pût-il ben qu'on. A leur juste prix. Pût-il ben qu'on. Ces sommes ne correspondaient-elles pas plutôt au financement du PS ? Pût-il ben qu'on. Dans ces conditions, êtes-vous vraiment obligés de payer ? Plus ben qu'on. Aux questions des expérimentés généraux de la présidente Jacqueline Chevalier, répondirent ainsi, pendant quatre heures d'horloge, des variations sur le thème du tout-est-relatif.

Le coût facturé par Urba aux entreprises était «légèrement majoré», avance par exemple aujourd'hui Paul Peltier, l'homme par qui le scandale arriva. M. Chevalier s'insurge : «Lors de l'instruction, vous étiez beaucoup plus net : vous avez dit que le contrat conclu avec Urba ne correspondait à rien.» «Mes paroles ont peut-être dépassé ma pensée. Peut-être trouvez-je la chose un peu chère, mais ils nous apportaient quand même une assistance ou

niveau du démarchage commercial». Et de donner l'exemple de la construction de HLM à Bédarieux (Hérault), dans lesquelles «on a travaillé avec Urba sur un procédé qui nous a permis d'être moins chers que le devis initial».

Si l'on voulait avoir une chance d'emporter les marchés lancés par les collectivités locales socialistes, il valait mieux avoir Urba dans sa poche. Appuyés sur cette vérité minimale, MM. Paul Peltier et Claude Popis, directeurs de la SORMAE, et leur patron M. Pierre Bentata, directeur général de la maison mère, la SAE, vinrent successivement tenter d'expliquer au tribunal leurs relations avec Urba. «Cela s'apparentait à un droit de douane», dit M. Popis. «Il s'agissait de s'intégrer dans le contexte local», explique M. Peltier. Et, comme une totale évidence : «Il était difficile de rencontrer les élus sans jamais songer à financer leurs formations politiques».

Faute de cerner dans toute leur complexité les rapports entre les constructeurs et leurs intermédiaires, on aura eu un aperçu des ressources sémantiques des hommes de la SAE. Ainsi, le mot de racket, prononcé par le substitut Jean-Claude Marin, fit-il sursauter M. Bentata. «Je ne partage pas du tout ce point de vue. Je n'ai jamais entendu dire qu'il suffisait de passer un contrat avec Urba pour emporter le marché. Simplement, cela ne défavorisait pas.»

Entrepreneurs et intermédiaires, d'une même voix, tentèrent ainsi de mettre l'accent sur la réalité du service rendu. Non sans quelque peine. «Où commence-t-il, où commence-t-il peu de chose?», s'interrogea grave-

ment M. Peltier. «C'était pour nous l'assurance d'être sur la ligne de départ avec les autres entrepreneurs», résuma M. Claude Popis.

Que se serait-il passé si les entrepreneurs avaient refusé d'acquiescer cette dîme ? En quels termes étaient-ils apparus, que leur promettaient-ils exactement, et avec quelle proportion de réussite ? De quoi les menaçait-on en cas de refus ? On ne le saura pas, les questions n'ayant jamais été posées, et la situation ne s'étant vraisemblablement jamais présentée, tant Urba faisait partie du paysage.

Pratiques bananières

Car au-delà de ces subtilités dérivées, le plus frappant pour le profane fut l'aperçu vertigineux de la capacité d'intégration mentale, par ces hommes de l'art, de ce qu'il faut bien appeler des pratiques bananières. Voici des sujets brillants, anciens élèves des grandes écoles, l'élite, en quelque sorte, d'un grand pays démocratique et développé. Et ce racket au petit pied leur paraît une fatalité aussi inéluctable que les nuages de sauterelles au paysan d'Afrique ou les raz de marée au villageois du Bangladesh !

Ni rancune, ni révolte morale, ni désir de revanche dans leur bouche, sur leur visage. Urba n'était rien d'autre, en somme, qu'un poste comme un autre dans leur compte d'exploitation, un budget implicite de relations publiques. Police et justice, finalement, n'ont rien fait d'autre que s'immerger dans d'aimables relations de voisinage.

Et il est vrai que l'incitation venait de haut. On donna lecture d'une note de M. Pierre Bentata, dans laquelle le directeur général encourageait les directeurs de ses filiales à entretenir de bons rapports avec les élus locaux, afin qu'ils «se mouillent pour nous». «Pour moi, se mouiller, cela veut dire prendre parti pour quelqu'un, expliquer à l'audience M. Bentata. Si vous vous mouillez dans une situation de compétition, vous devez avoir des amis qui vont se mouiller pour vous. Cela ne veut pas dire se compromettre. Si à chaque fois qu'on prend position, on se compromet...»

Et de conclure : «Avec la nouvelle législation, nous allons d'ailleurs continuer à financer les partis par le biais d'associations. La seule différence, c'est qu'elles seront légales.»

Verdict vendredi 29 novembre.
MAURICE PEYROT

DANIEL SCHNEIDERMAN

DÉFENSE

Nommé inspecteur général de l'armée de l'air

Le général Claude Lartigau reçoit sa cinquième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 27 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes.

• Air. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne, le général de corps aérien Claude Lartigau, nommé inspecteur général de l'armée de l'air en remplacement du général d'armée aérienne Vincent Lantini, qui prend les fonctions de chef d'état-major de l'armée de l'air le 2 décembre prochain (le Monde du 4 octobre).

Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Roger Mathieu.

Sont nommés : commandant de la défense aérienne et du commandement «air» des forces de défense aérienne, le général de

corps aérien François Vallat, commandant la Force aérienne tactique (FATAC), le général de corps aérien Bernard Moineau, major général de l'armée de l'air, le général de division aérienne Alain Dumas, sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Michel Courtet, commandant en second les Forces aériennes stratégiques (FAS), le général de brigade aérienne Guy Pouliquen, général adjoint opérations au général commandant la région aérienne Nord-Est et commandant la zone aérienne de défense Nord, le général de brigade aérienne Gérard Le Breton, chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Michel Beaudoux.

• Terre. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Raymond Manicacci, Jean Pons et Michel de Courgeux.

Est promu général de brigade, le colonel Jean Vialle.

Sont nommés : inspecteur de l'artillerie, le général de division Michel Briand, chargé de mission auprès du chef d'état-major des armées, le général de brigade Maurice Le Page, commandant les forces françaises stationnées à Berlin, le général de brigade Roger Gosset, adjoint au général commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de brigade André Cousin.

• Armement. — Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de première classe Georges Verdier.

Devant la cour d'assises spéciale de Paris

L'espionnage selon M. Rolf Dobbertin

Après douze ans de procédure, M. Rolf Dobbertin, cinquante-sept ans, citoyen allemand chargé de recherches au CNRS, comparait depuis le 27 novembre devant la cour d'assises de Paris, spécialisée composée de magistrats, pour répondre de l'accusation. On lui reproche d'avoir, depuis son installation en France, en 1959, jusqu'à son arrestation en 1979, transmis des renseignements scientifiques à ce qu'il était alors la République démocratique allemande.

Comment reconnaît-on un espion ? A son attitude ou à la nature des documents qu'il donne à l'étranger ? Si le comportement est le seul critère retenu, M. Dobbertin ressemble à un espion. Il recevait ses instructions par messages radio qu'il décodait, utilisait pour répondre du carbone blanc ou des microfilms et, quand ses «contacts» venaient chercher des messages, il lui arrivait de les placer dans des croûtes de choco en pâte à modeler. Si tout cela ressemble à de l'espionnage, ce n'est pas de l'espionnage selon M. Dobbertin.

Venu en France pour préparer un doctorat en sciences, il affirme avoir seulement voulu faire bénéficier ses collègues allemands d'une culture scientifique. M. Dobbertin est convaincu que s'il avait été envoyé par la poste des documents scientifiques, ils auraient été saisis par la censure. C'est donc pour cela qu'il utilisait des méthodes «guignolesques», selon son propre mot, pour correspondre avec le ministère de la sécurité d'Etat (MFS). La DST ne l'entend pas de cette oreille : «C'est un vrai espion», affirme M. Raymond Narz, sous-directeur de service,

pour qui «M. Dobbertin est venu à l'espionnage par la science», comme d'autres le pratiquent pour de l'argent ou par conviction politique.

Si, pour caractériser l'espionnage, on regarde les documents remis à l'étranger sans se préoccuper de la méthode, M. Dobbertin plaide non coupable. Il est d'ailleurs établi qu'il n'a transmis aucun renseignement faisant l'objet d'une quelconque restriction de diffusion. Il s'agissait dans la majorité des cas de «preprints», c'est-à-dire d'exposés théoriques concernant la recherche fondamentale, publiés dans le monde scientifique international afin de provoquer les critiques qui permettraient ensuite d'envisager une publication dans une revue spécialisée. Plusieurs pays de l'Est étaient d'ailleurs normalement destinataires de ces «preprints» adressés très officiellement par des laboratoires français ou allemands. Les collègues du CNRS de M. Dobbertin sont venus le confirmer à l'audience.

Le cour d'assises devra donc trancher : les «Intelligences avec les agents d'une puissance étrangère» semblent établies par «la clandestinité» des procédés de transmission. Mais sont-elles «de nature à nuire aux intérêts économiques essentiels de la France» ? D'autres éléments présideront à la décision : M. Dobbertin n'est pas un accusé comme les autres. Son instruction est terminée depuis... dix ans.

La procédure d'empara du dossier par les services de la chambre d'accusation en chambre d'accusation, dont les décisions étaient systématiquement cassées. Il était cependant condamné le 15 juin 1990 à douze ans de réclusion criminelle. Une décision qui fut cassée le 6 mars 1991, car la cour d'assises n'avait pas justifié légalement son refus d'écarter la comparaison de Werner Stiller, transfuge des

services spéciaux ex-allemands, dont les déclarations constituent la base de l'accusation.

Depuis, la DST a fait savoir que M. Stiller avait subi une opération de chirurgie plastique destinée à le rendre méconnaissable et qu'il se trouvait sous la protection de l'Etat allemand. Le principal témoin à charge ne viendra pas.

Verdict vendredi 29 novembre.
MAURICE PEYROT

EUROPE ECHECS

Au sommaire du numéro de décembre :

- dossier
- Comment choisir un ordinateur d'échecs
- 20 modèles au banc d'essai
- Xie Jun, la surprenante Chinoise championne du monde
- Tout sur le Trophée Inmopar
- Tilburg : toutes les parties du plus fort tournoi de tous les temps

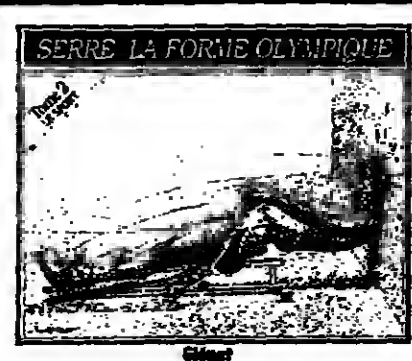
En vente partout : 32 F

"La Forme Olympique" Un livre dopant !*

* à consommer sans modération

serre

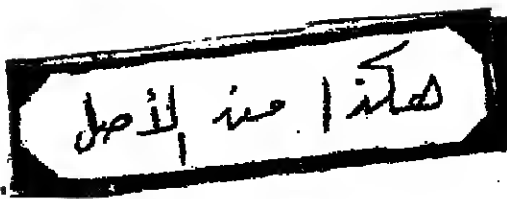
vient de paraître



Les secrets d'un grand sportif : **Claude Serre**, champion du monde de saut en largeur.

glénat

72 pages 62 F



AGENDA

VENDREDI 29 NOVEMBRE

THÉÂTRES

AKTÉON-THÉÂTRE (43-39-74-62). Les Lettres de la marquée : 19 h. Une fête sort du logis : 22 h.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Remontano : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Puta : 20 h 45.

ATELIER (46-06-49-24). L'Amchambre : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVE (47-42-57-27). Salla Louis-Jouve : Timon d'Athènes : 20 h 30.

AUX BOUCHONS (42-32-28-73). Femme de jour, femme de nuit : 18 h 45.

BASTILLE (43-57-42-14). Dico grand-maman : 19 h 30. Chant de l'homme : 21 h.

BATEAU THÉÂTRE (42-32-28-73). Maltagliati (45-51-54-53). Le Berc : 19 h. Exercices de style : 20 h 30. Diabologramme vicié : 20 h 30.

BEAUMONT-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Credo : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). L'Ascenseur : 20 h 30.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE PARIS (GALERIE COLBERT). Manifi : 20 h 30.

BOBINO (43-27-75-75). Cinéma : one-man-show d'une tête à claps : 19 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-86-60-24). Omnia : 20 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX (42-38-35-53). Mademoiselle d'Artois : 20 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé à la menthe ou T'se chère : 20 h 15. Les Couloirs de la Gare : 22 h.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DU CHAU-DRON (43-28-37-04). Farfouillage : 20 h 30.

CARTOUCHERIE-ÉPÉE-DÉ-BOIS (43-08-39-74). La vie est un songe : 20 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE LA TEMPE (43-28-36-36). Combis de nègre et de chiens : 20 h 30. Les Clés : 21 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE OU COLEIN (43-24-08). Iphigénie à Aulis : 19 h 30.

CASINO DE PARIS (49-35-99-59). Peter Pan : 20 h.

CAYEVAL DE LA RÉPUBLIQUE (42-74-44-55). Y a-t-il un commémorial dans la salle ? : 21 h.

CENTRE CULTUREL DE LA CLIF (43-31-49-27). Les Troyennes : 21 h.

CHAPITEAU (CARRÉ SÉVIGNES) (43-31-80-65). Cinq heures d'été sans parole : 20 h 30.

CHATELAIN-THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-25-26-01). West Side Story : 20 h 30.

CINO DIAMANTS (42-80-51-31). Dens sur la balance : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-69-33-52). Translucence : 20 h 30.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). L'Amour et la nuit de nocce : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Filles de Mme Anon : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-91-00-11). Voltaire's Folies : 19 h. Grand Pneu et Maître du lit Reich : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-37-27-31). La Nuit de Voltaire : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Arlequin et Colombine au Carnaval de Venise : 20 h. L'Épave du prince : 21 h.

DAUNOU (42-61-34-44). Cécile et le Grand Orchestre de l'Opéra : 20 h 45.

DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Blaise comme Candide : 21 h.

DÉJAZET (TLD) (42-74-20-50). Font & Val : 20 h 30.

DEUX ANES (45-66-10-26). Cresson qui s'en dédit : 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). La Chevauchée sur le lac de Carstence : 20 h 30.

EDGAR (43-20-55-11). Les Deux Jumeaux : 20 h 15. Les Deux Jumeaux : 22 h.

EDOUARD-VII-SACHA-GUITRY (47-42-58-92). Océan : 19 h 45.

ELDORADO (42-32-50-27). Nos mères étaient des fées : 21 h.

ESPACE ACTEUR (42-32-35-00). Les Richesses naturelles : 20 h 30.

ESPACE MARAIS (48-00-91-55). Le Mariage de Figaro : 19 h. La Mésaventure : 20 h.

ESSAION DE PARIS (42-72-59-42). Salla T. Jusqu'à la prochaine nuit : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Chien des vœux : 20 h 45.

GITÉ-MONTPARNAISE (43-22-16-18). Voltaire-Rousseau : 20 h 45.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-09). Mère Family : 20 h 15.

GUICHET MONTPARNAISE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 18 h 45.

LIBERTINE 20 h 30. Ou : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Lucar : 20 h 30.

HALLE SAINT-PIERRE (42-52-74-74). Les Dignes de l'homme : 19 h.

HÉBERTOT (43-67-23-23). Le Corne-besse : 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-95). La Centaine chavre : 19 h 30. La Lecer : 20 h 30. L'océan : 20 h 30.

LA FUMAILLE THÉÂTRE-RESTAU-RANT (42-23-68-83). L'Apocalypse, version pauvre : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (48-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45.

LA NUIT et le Moment : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Mademoiselle Béa : 20 h. Ondie Vane : 21 h 30.

MAOËLEINE (42-66-07-09). N'écoutez pas, mesdemoiselles : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Enfer et illuminations : 20 h 30.

MARAI (42-78-03-53). Jugement : 18 h 30. Pet et Sarah : 21 h.

MARIE STUART (45-06-17-60). Pour en finir avec le harem saur : 20 h 30.

MARIGNY (42-59-04-11). Le Drame de chez Maxim : 20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Magic Palace : 20 h 30.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Chapeau : 20 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE SALON D'ENCHANTEMENT) (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Darling Chérie : 21 h 15.

MICHOËDIÈRE (47-42-85-23). Plains Fées : 20 h 30.

MOGADOR (48-73-04-04). Les Misérables : 20 h 30.

MONTPARNAISE (43-22-77-74). Cécile : 20 h 45.

MONTPARNAISE (PETIT) (43-22-77-74). Les Pénitents : 21 h.

MUSÉE COGNAC-JAY (40-27-07-21). La Fausse Suavité : 20 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFETARD (43-31-11-59). La Misanthropie : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 20 h 30.

UVRE (48-74-42-52). Le Météore : 20 h 45.

PAIS DES GLACES (PETIT PAIS) (48-03-11-36). Chantal Lade-sou : 20 h 30. Le Syndrome de Stockholm : 22 h.

PAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Jean-Marie Bigard : 20 h 30.

PAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Jésus d'Art son nom : 20 h 30.

PAIS-BOYAL (42-97-59-81). Valérie Lemeroy : 20 h 30.

PARC DE LA VILLETTE (scus chapiteau transluide) (40-63-39-03). Vellera Domestica : dernier chant avant l'été : 20 h 30.

PARC-DE-MONTPARNAISE (45-48-92-87). Salla I. Chambre 108 : 21 h.

Salle II. Abraham et Samuel : 21 h.

FORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Volpéc : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). Le Bouffon et la Reine : 21 h.

RENAISSANCE (42-06-16-50). Chantal Galliz : 21 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Le Menteur : 14 h. L'Étrange Duviage des deux : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-53-47). Enfant seule : 20 h 45.

SALLE ORAZIA (GALERIE BRASILI-INTER ART) (40-07-20-17). Rimbaud à la scène lachée : 20 h 30 et 22 h 30.

SALLE VALLUSSETT (45-04-26-55). Les Femmes enroulées : 20 h 30.

SEITNER C&S HALLES (42-33-67-27). Je m'aplatisse : Paul Adam : 20 h 30.

SPIRITID SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Un sergent au Splendide : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-22-55-10). Les Jours se triment, les nuits aussi : 20 h 30.

THÉÂTRE 12 (45-33-62-22). Une envie de tuer sur le bout de la langue : 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-48-77). Calligula : 20 h 30.

THÉÂTRE CLAVEL (42-36-22-58). Amour, zappé : 21 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-50-20-01). Chacun pleure son Garabed : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-OR-MAI (43-05-57-53). Les carmains entre les dents : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Haut-de-Ferme, Sak-Sak : 20 h 30.

THÉÂTRE DE MENILMONTANT (47-46-15-30). L'Offrande : 20 h.

THÉÂTRE DES NÉSLES (48-24-61-04). Baudelaire : 14 h 30. Misère : 19 h.

Nod Hardy : 22 h.

THÉÂTRE DE PARIS (48-78-22-00). Sign : 21 h.

THÉÂTRE DU SPINIX (42-78-39-28). 20 h 30. Le fou : 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Sand-Musée : 19 h 45.

THÉÂTRE DU TEMPE (43-55-10-88). Terc et Hénaut. Théâtre, un art de vivre : 20 h 30.

THÉÂTRE EN ACTES (43-57-35-13). Trois drames : 21 h.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-34-47). Anna Karenine : 20 h 30.

THÉÂTRE MARIE-RIEVAL (43-70-32-02). L'Affaire Soltes : 20 h.

THÉÂTRE MODERNE (45-74-10-75). De Woman's Land : 20 h 45.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-51-13). Salla Garnier. Y a pas que les chiens qui s'aiment : 21 h.

Salle Jean-Vilar. Manly Montreuil : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-56-43-60). Un man : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). Le Temps et la Chambre (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'Enfer des mendiants : 18 h 30.

THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-48). Les Guernées : 21 h.

THÉÂTRE PARIS-PLAINE (40-43-07-51). Cécile et l'océan : 20 h 30.

THÉÂTRE RENAUD-GARRAULT (42-58-60-70). Grande saie. Une des der-nières scènes de comédie : 20 h 30.

TOURTOUR (48-67-32-48). Candide : 19 h. Je ne me souviens plus de rien : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (48-22-08-40). Les Méduses : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-82). Trois parous : 20 h 30.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Nyinsky l'Arge de papier : 19 h. Davos existe, je l'ai : 20 h 30. I'm just a Gilles Gault : 22 h.

BLAÏCS-MANTEAUX (48-37-15-84). En attendant Pedro : 22 h 30. Salla I. Salade de nuit : 20 h 15. Cher et Cher : 21 h 30. Salla II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Finissez les melons je vais chercher le rôu : 21 h 30. Costa-Vagnon : 22 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Failla dans son premier fatman-show : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça teche : 20 h 30. 22 h et 24 h.

LE GRENIER (43-80-68-01). Son ex-cel-lence... la majordome : 22 h.

MOVIES (42-74-14-22). Tranche de qua : 18 h 30. Y a-t-il une vie après le mariage ? : 20 h 30.

PETIT CASINO (42-78-36-50). Ou'est-ce que je trinque ! : 21 h. Ils nous prennent pour des bouffes, fates passer : 22 h 30.

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Victor Bienco au Plateau 26 : 20 h 30. Gende-lerie nationale : 21 h 15. Max de Bley... en herbe : 22 h 15.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Gusta-vo Parking : 20 h. Eric Thomas : 21 h 15. Ça passe ou ça casse : 22 h 30.

SUNSET (40-26-48-60). Karim Seghal : one-man-show comique : 20 h 30.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN-ÉMIER) (46-66-02-74). Madame l'abbé de Chosey : 21 h.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h 30.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Petite saie. Des scènes de paix : Tournoi pour acteurs, artistes et musiciens : 20 h 30.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE) (48-03-60-44). Le Café : 20 h 30.

CERGY-PONTOISE (THÉÂTRE 95) (35-38-11-99). Les Chapons : les Chapons : 21 h.

CHATENAY-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). Le Bouc : 20 h 30.

CHEVILLY-LA-RUE. CENTRE CULTU-REL ANDRÉ-MALRAUX (46-66-48-48). Fables de La Fontaine : 20 h 30.

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (48-80-18-88). Cœur d'ardent : 20 h 30. Les Guerres pictoriques : 20 h 30.

FONTENAY-LE-FLEURY (THÉÂTRE) (34-60-20-69). Raymond Ovos : 21 h.

GENNEVILLIERS (THÉÂTRE) (47-93-25-30). Cinq millions qui tombent : 20 h 30. Peines d'amour perdus : 20 h 30.

LE PERREUX (CC DES BORDS-DE-MARNE) (43-24-54-28). Les Cinq Dits des chiens au prince : 20 h 30.

NANTERRE (THÉÂTRE OES AMAN-DIERS) (48-14-70-00). L'Empire : l'océan : 21 h. Grande saie. Fantasio : 20 h 30.

NANTERRE (THÉÂTRE PAR-LE-BAS) (47-76-70-88). Joséphine la cantatrice ou le Peuple des souris : 20 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83). Scènes de ménage : 20 h 30.

PUTEAUX (THÉÂTRE DES HAUTES-DE-SEINE) (47-72-09-59). Sacré Gladys : 20 h 30.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE) (42-43-00-59). Salla J.-M. Serreau. Bête de style : 20 h.

VERSAILLES (THÉÂTRE MONTAN-SIER) (39-50-71-18). George et Margariet : 21 h.

VILLEPREUX (THÉÂTRE DE VILLE-PREUX) (30-56-05-64). Welcome-Mor-Chaplin : 20 h 30.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-GO-RANO) (48-08-60-83). Ains soit ils : 21 h.

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). Assignation Paris (1982, v.o. s.t.). de Robert Parrish, 18 h. La Flamme pourpre (1954, v.o.), de Robert Parrish, 19 h. Les Brutes dans la ville (1971, v.o. s.t.), de Robert Parrish, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24). Fanny et Alexandra (1962, v.o. s.t.), d'Ingmar Bergman, 18 h : dix ans de Pardonnera Tosca (1918), de D. Antonio, 20 h. Chantier et Don Pedro de Cordova (1911), de Gerolamo Lo Savio : la Comtesse Sarah (1919), de Roberto Ribero, 18 h 30. Un sogno di Kri Kri (1913), d'Artagnan (1918), de Charles Swickard : The Vagabond Prince (1916), de Charles Glynn, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28). Hommage à la Warner Bros. Yakuzé (1978, v.o. s.t.), de Sydney Pollack, 14 h 30 : le Roman de Madrid Pierce (1945, v.o. s.t.), de Michael Curtiz, 17 h 30 : Full Metal Jacket (1986-1987, v.o. s.t.), de Stanley Kubrick, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30). L'Empire des médias : Histoire de la radio : la Guerre des ondes (1978), de Jean-Claude La Saul, les Radios libres (1982), d'Olivier Landeau, 14 h 30 : Rétrospective de magazines d'Actualités : 18 h 30. Histoire de la presse : Actualités Gaumont, les Dents longues (1952), de Daniel Gelin, 18 h 30. Histoire de la radio : Actualités Gaumont, Radio-Cité et quarante ans (1973), d'Igor Gouine, Actualités Gaumont, Michèle Corta, PDG de Radio-France (1982), de Fernand Moszkowicz, Actualités Gaumont, Paris m'écrit (1970), RTL non stop (1971), 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRY (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Biarritz Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Dèpre, 8 (47-42-56-31).

Alice (A. v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-62).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Dèpre, 2 (47-42-80-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Faureta, 13 (47-07-65-68) ; Gaumont Aléa, 14 (43-21-84-50) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

L'AMOUR AVEC DES GANTS (Il. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (47-42-68-00).

AN ANGEL AT MY TABLE (Info-zélandais, v.o.) : Images d'ailleurs, 8 (45-87-18-48) ; Lucania, 8 (45-44-67-34).

ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRAPHIE (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucania, 8 (45-44-67-34).

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-28) ; Ref. Logos II, 5 (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salla G. de Beuregard, 6 (42-22-87-23).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind. v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-62).

LE CERCLE DES POÈTES OISPARIS (A. v.o.) : Dèpre, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERIKA, TERRA INCOGNITA. Film néerlandais de Oogje Reijnders, v.o. : Latina, 4 (42-76-47-88).

L'AMOUR NÉCESSAIRE. Film italien de Fabio Carli : Elysées Lincoln, 8 (45-59-36-14) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

ANGELS. Film suisse-espagnol-français de Jacob Berger, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-87-77).

BERNARD ET SIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS. Film néerlandais d'Henk Hulst et Mike Gabriel, v.o. : UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Forum Horizon, 1 (46-08-57-38) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-18) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-81-94-94) ; Miramar, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Biarritz, 17 (46-68-00-18) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

PARIS S'ÉVEILLE. Film français d'Olivier Assayas : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-50) ; Le Paradis, 7 (47-05-12-19) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (47-07-65-68) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LE PARTY. Film canadien de Pierre Falardeau : Trianon, 18 (46-06-63-69).

TA MÈRE OU MOI. Film américain de Chris Columbus, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Escorial, 13 (47-07-65-68) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

THE ADJUSTER. Film canadien d'Atom Egoyan, v.o. : UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-57) ; George V, 8 (45-82-41-48).

LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48).

HALFAQUINE (Fr.-Tur., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'HALLUCINÉ (A. v.o.) : Action Ecoles, 5 (43-25-72-07) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HARLEY OVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAG (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-38) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Dèpre, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (43-21-41-01).

HOT SHOTS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-38) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-81-94-94) ; Miramar, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Biarritz, 17 (46-68-00-18) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A. v.o.) : Cinoches, 8 (46-33-10-62).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.) : Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-59-82-82) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Biarritz, 17 (46-68-00-18) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.) : Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-59-82-82) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Biarritz, 17 (46-68-00-18) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Esp., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

NIKITA (Fr.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

OPÉRATION CONDOR (Hongkong, v.f.). Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

PENSÉES MORTUELLES (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Biarritz, 17 (46-68-00-18) ; Pathé Wapler,

MUSIQUES

Les malheurs d'Alceste

Surmenage de Jean-Claude Malgoire et de ses musiciens ?

A quoi bon les exécutions sur instruments d'époque des œuvres romantiques si ce n'est pour leur insuffler un style, une articulation, un rythme : une nouvelle jeunesse, en résumé ? A cheval entre le drame romantique et la copie d'antique romaine, le compositeur de Wagner (absent de la soirée) et de Beethoven (présent) offre sa vie pour sauver celle de son épouse, Alceste de Gluck est par excellence le grand opéra de transition qui supporte plusieurs options d'interprétation, pour peu qu'elles soient cohérentes.

Resserrée, et de facture plus moderne que l'original en italien, la version en français du petit frère d'Orphée et Eurydice n'a pas tant pâti d'être servie, avant la mode baroque, par de grands orchestres modernes et par des stars tout terrain d'opéra international. Ainsi, Jessye Norman, Nicolai Gedda et autres Tom Krause dans l'enregistrement de la Radio bavaroise dirigé par Serge Baudo (Orfeo).

Tant qu'à céder l'acier pour le boyau, et le 440 pour le diapason ancien, il faut faire au moins

aussi bien que les sprints de l'« inauthenticité ». L'exécution d'Alceste en concert, inadi 25 novembre, au Théâtre des Champs-Élysées était navrante, orchestralement, par son imprécision rythmique ; indéfendable vocalement par l'impossibilité de marier dans une même distribution Claire Primrose (Alceste), vaillante soprano de mélo, et Donald Litaler (Admète), stylisé manqué aux aigus coïncés et sophistiqués.

Cet Alceste était, si l'on peut dire, le vingt-cinquième anniversaire de la Grande Écurie et la Chambre du Roi et n'aurait dû susciter que des coups de chapeau à Jean-Claude Malgoire, chef fondateur de la phalange française. Mais trop, c'est trop : les mêmes musiciens se trouvent en ce moment au plus fort des répétitions de l'Alceste de Lully, que l'on verra en décembre dans le même théâtre, et à Versailles, dans une mise en scène de Jean-Louis Martinoty. Pas de chance pour l'Ensemble vocal Acadie Nova : le chœur de Jean Sourisse avait, lui, décidé de servir Gluck comme il le méritait.

ANNE REY

THÉÂTRE

La conscience de la terre

Quand les bêtes et les humains partagent tout en famille

DES SIÈCLES DE PAIX à Aubervilliers

Le théâtre à ses obscur, ses stars, ses pauvres, ses nababs, ses faussaires, ses phénomènes. Olivier Perrier est un phénomène. Tout jeune homme, dans les années 60, il est à l'Académie, « aux premières lignes » si l'on peut dire, là où s'aventurent des hommes d'un esprit et d'un raffinement d'exception, les Villégier, Jourdain, Bozonnet, Novarina. Puis il persévère à aller de l'avant en « compagnie » des inventeurs émérites de choc, Vincent-Jourdain, Gatti, les pétroleurs de l'Aquarium, Philippe Adrien.

Phénomène, pourquoi ? Parce que, au plus fort de ces exploits de pointe, Olivier Perrier, éboueur matinal, chaque soir que Dieu fait, reste l'homme qu'il est né : un culte. Le plus croquant des croquants, puisqu'il est de l'une des cambrouses, plus cambrouse que nature : les fermes du canton de Hérisson, sous la forêt de Tronçais, à l'ouest de Bourbon-l'Archambault.

A partir de 1976, Olivier Perrier, tout en continuant de « débiter », avec Brook ou Lassalle, de cinéma tographique avec René Allio ou



Georges Blond, Simone Le Gourrierec et Florence Limoges.

Michel Soutter, crée ses propres œuvres dramatiques, le théâtre de son village, ce Hérisson : *Histoires de croquant*, - avec vache et cheval de trait ; *Monte à l'humanité*, - avec truite ; *Les Trois Chaleurs*, - texte de John Berger avec moutons et cheval ; et d'autres. Aujourd'hui, il présente à Aubervilliers *Des siècles de paix* -

avec truite et cheval de trait (le titre est à contre-pied, car Perrier fait voir, entre autres choses, à quel point les guerres, napoléoniennes, coloniales et celles de 1870, 1914, 1939, ont appauvri le peuple, la terre).

Des siècles de paix est interprété non par des comédiens de profession, mais par des habitants et habitants de Hérisson et, de même que les autres œuvres de Perrier, par deux bestiaux (de Hérisson aussi), Bibi, une majestueuse truite rose clair, et Hironde, un ébène cheval noir, modèle percheron. La compagnie des bêtes, dans le théâtre d'Olivier Perrier, a le caractère d'une profession de foi. Perrier rappelle, en forme de manifeste, que la terre ne survit que par une compréhension intime des animaux et des humains. Les « acquisitions nouvelles », l'élevage en batterie, l'agro-alimentaire, ont marqué la mort et l'enfer d'une certaine campagne.

La lumière des plus grands

Le cheval, la vache, le porc, la poule ou la pintade, tous les animaux, demandaient aux fermiers, aux métayers, des soins et un temps infinis, et en échange ils étaient là, attentifs, pas seulement dans les champs, les prairies, et à l'étable ou dans le colombier, mais dans la cour autour de la lessiveuse, dans l'étable près de la meule, dans le chai, devant le four à pain, et même ils entraient carrement dans l'habitation, montaient les marches de pierre du seuil. Ils comprenaient tout et faisaient tout comprendre. Et, déjà, dès la fin des années 50, lorsque certains nouveaux jeunes fermiers achetaient - et on les comprend - des automobiles, ce qui leur permettait d'aller le dimanche à la ville, ce fut le début de la fin des campagnes, parce que les bêtes ne comprennent pas que les humains les laissent seuls des dimanches entiers. Le cœur n'y était plus, la tristesse s'y installa. C'est là que l'on se mit à vendre les étables.

Olivier Perrier trouve encore, à Hérisson, des animaux de famille qui, sur scène, manifestent clairement la présence d'esprit. Le tout pour nous autres auditeurs, est de ne pas « focaliser » sur ces interprètes d'exception. C'est l'ensemble du théâtre d'Olivier Perrier, humains et objets et lumière et bruits compris,

qui est d'une splendeur, d'une poésie, d'une responsabilité civique rare.

Certes, il est clair que les instruments de la culture et de l'élevage et que les faits et gestes qui accompagnent ces instruments constituent un concert de signes de toute beauté, de toute beauté, quand bien même ils fussent les signes d'une servitude désespérante - et ces signes formaient à eux seuls, forment chez Perrier, un théâtre d'une évidence superbe.

Ce n'est donc pas seulement que l'art d'Olivier Perrier et de ses parents et amis de Hérisson, et de Bibi et Hironde, suscite devant nous la mémoire vivante, frémissante, opiniâtre ou blessée d'un peuple qui a été à la fois le nôtre et la part maudite du nôtre. C'est encore que ce théâtre, ces fauconniers que l'on aigus, ces visages de mères fermées sur une souffrance, ces truites insoumises qui sautent sur la nappe, ces amputés de Verdun ou de Bastogne qui se rongent de ne pas faire les fous ou ce prisonnier allemand qui ne comprend pas où est le clasp d'avance, et cette vache qui est revenue seule du pré du moulin, et qui passe la tête par la fenêtre pour exprimer quelque chose, et cette paille de l'étable qu'il faut changer chaque jour, oui, tout cela, sous la patte sensible et si avertie d'Olivier Perrier, est devenu une fable, une vision, une conscience, une magie, qui par des sentiers ombreux, rejoint la lumière des plus grands, celle des Atrides, des Nuits des Rois.

Des siècles de paix mérite en exergue la phrase de René Char : « Je n'ai pas vu d'oiseau s'illuminer au front de ceux qui allaient mourir, mais le dessin d'une perle en son ventre, permettant d'entrevoir un ordre d'objets déchirants ou résignés, dans un vaste local où des servantes heureuses circulaient. »

Les noms des huit habitants de Hérisson, qui ont quitté pour quelques semaines leur village, et qui attendent votre venue, sont : Abdallah Badis, Georges Blond, Frédéric Kunze, Simone Le Gourrierec, Florence Limoges, Olivier Matbiaux, Stéphane Sadria, Dominique Triquet. Olivier Perrier, chapeau noir, blouse grise, va et vient lui aussi dans le décor, un peu comme l'arbitre sur le stade municipal.

MICHEL CURNOUT

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 h. Jusqu'au 15 décembre. Tél. : 48-34-67-67.

► M. Dominique Lefèvre nommé directeur du cabinet de M. Jack Lang. M. Lefèvre a été nommé directeur du cabinet du ministre de la culture le jeudi 28 novembre. Il remplace M. Francis Beck qui, selon un communiqué du ministère, sera « appelé ultérieurement à d'autres fonctions ». D'autre part, M. Bernard Latarget, qui était jusqu'à directeur général de la Fondation de France rejoint le cabinet de M. Lang en qualité de conseiller spécial.

[Né en 1956, ancien élève de l'ENA, Dominique Lefèvre a été auditeur à la Cour des comptes de juin 1986 à mai 1988 avant d'être conseiller technique au cabinet de M. Claude Evin (mai 1988-octobre 1989), au ministère de la santé, puis au cabinet de M. Michel Rocard à Matignon (octobre 1989-mars 1991).]

CINÉMA

Le CNC veut rester à Paris

Le Centre national du cinéma veut rester à Paris, parce que Paris est le centre du cinéma. C'est d'une logique implacable. Le CNC s'étant retrouvé sur la liste de la centaine d'établissements publics « soumis à expertise pour éventuelle délocalisation », les réactions ont été rapides et vives. Il faut dire que le CNC associe étroitement « les professionnels de la profession » à son fonctionnement, les nombreuses commissions d'aides, d'avances sur recettes, d'agrément ne pouvant se tenir, par exemple, qu'avec les intéressés basés dans la capitale.

Quatre cent trente personnes travaillent au CNC, dont 83 sont basées aux archives du film de Bois-d'Arcy. Le jeudi 28 novembre, une grève massivement suivie et qui a pris la forme d'une « journée portes ouvertes » a marqué l'indignation du personnel. De nombreux organismes apportent leur soutien à cette « grève d'information », dont l'USPA (Union syndicale des producteurs audiovisuels), l'ARP (Association des réalisateurs producteurs), le Syndicat des techniciens, et la Fédération nationale des distributeurs, ainsi que des réalisateurs et producteurs : Jacques Rivette, Bertrand Tavernier, Robert Hossein, MK2, UGC, Canal Plus, Progi, Warner et les films du Losange, notamment.

S'il était déplacé, où irait le CNC ? Selon une rumeur, née dans la presse, paraît-il à Lyon. Hommage, certes, aux frères Lumière... Mais Dominique Wallon, directeur général du CNC, affirme n'avoir eu notification d'aucune... localisation. Jack Lang, son ministre de tutelle, lui a demandé un rapport argumenté sur les inconvénients majeurs qu'entraînerait un déménagement en province du CNC. Ce rapport, qui doit être rendu au début du mois de décembre, n'a pas encore été transmis officiellement, mais il semble toutefois qu'une issue positive se profile. Le directeur général du Centre estime, en effet, que les premiers éléments d'expertise portés à la connaissance des autorités ministérielles, et qui seront prochainement complétés, devraient conduire au maintien du CNC à Paris.

D. H.

La ronde de l'absurde

D'étranges personnages pris dans un habile jeu de fantasmes et de faux-semblants

THE ADJUSTER d'Atom Egoyan

« Je ne sais jamais si je dois te réveiller au milieu d'un cauchemar » est la première phrase du film. Elle en annonce la tonalité, sombre et onirique, et l'incertitude, entre rêve et réalité. L'homme qui l'a prononcée est, donc, « ajusteur ». Il ne travaille pas le métal, mais les sentiments humains : il s'occupe, pour le compte d'une compagnie d'assurance, des victimes de sinistres, en attendant que les dommages aient été évalués, les primes chiffrées, les sans-âti relégués.

Drôle d'oiseau-que ce séducteur sous ses apparences ordinares, manipulateur malgré ses airs d'employé modèle et compassant. Son épouse n'est pas moins dévouante, femme « comme il faut » qui visionne pour la commission de

censure des films pornos ou d'horreur. Films qu'elle enregistre clandestinement pour les montrer à sa sœur réchappée de quelque charnière moyen-orientale. Laquelle habite avec le couple et leur fils dans une maison-témoin isolée au milieu d'un quartier inachevé de la banlieue de Toronto. Mais qui attire Bubba, inquietant hétéro obsédé, riche ex-vedette du sport reconverti dans l'immobilier et les perversions maso-cannalesques.

Atom Egoyan dévide avec une évidente maestrie ce marabout-hout de ficelle de l'absurde chargé de métaphores. Entre humour et érotisme, il dessine ce filigrane l'impossibilité de mesurer la valeur des choses, valeurs pécuniaires et affectives, valeurs matérielles et esthétiques des films visionnés, commission de censure, valeur des sentiments avec lesquels joue Bubba, valeur des images de son

passé tragique que détruit la sœur rescapée, valeur d'une religion distribuée en room service dans le motel où les sinistres sont hébergés.

Sans doute le réalisateur, déjà remarqué avec *Family Viewing*, possède un « regard », et un sens du montage elliptique et ludique, très efficace pour faire rebondir sans cesse son intrigue touffue, sans qu'on en perde le fil. Son arsenal de fantasmes et le brio avec lequel il le met à feu en ferait un cousin canado-américain de Fellini, si tant d'habileté n'était comme figée par l'absence d'émotion, par l'impression de mécanique bico réglée, trop bien pensée, qui émane du film. Ainsi l'affectation intellectuelle détourne la main de l'archer zen qui sert d'emblème au film, et lui fait manquer sa cible.

JEAN-MICHEL FRODON

La dernière virée

HANGIN' WITH THE HOMEBODIES de Joseph B. Vazquez

L'adolescence prolongée, le passage à l'âge adulte avec ses déchirements et ses remises en cause et les virées d'enfer qui marquent le frontière entre deux états de vie sont des sujets bateaux.

Ils peuvent donner lieu à un chef-d'œuvre - voir *Husbands of Cessavette* - ou à un film sympla, comme ce *Hangin' with the homeboys*, premier long métrage de Joseph B. Vazquez, dédié à ses potes qu'il n'a plus jamais revus.

Quatre copains, quatre gars du Bronx en sont les héros. Des stéréotypes : deux Noirs, la feignasse et gaffeur qui se protège derrière une parano raciale, et le beau garçon, légèrement vaniteux, futur comédien. Plus deux Porto-Ricains : le romantique timide et révolté,

et le « chien de guerre », cavalier forcé qui veut absolument se faire passer pour italien.

Le film, c'est cette virée, leur dernière ensemble, celle où tombent les masques, où la frime se défait, où la vérité de soi-même et la réalité des autres se font jour, eussent-ils inexorablement qu'une dent percant la genève à la place d'une dent de lait.

Là, Joseph Vazquez réussit quelques scènes justes et sensibiles, dans lesquelles les comédiens abandonnent leur « jeu faillite », deviennent graves, émoivants.

Il réussit également quelques situations burlesques. Si bien que le film, en dépit de sa médiocrité, ne s'enlise pas totalement dans la convention, et fait passer un agréable moment.

COLETTE GODARD

théâtre 13 45 88 62 22
METRO GLACIERE
une envie de tuer...
sur le bout de la langue
de
Navier
Durringer
mise en scène de l'auteur
DU 26 NOVEMBRE
AU 29 DECEMBRE

A L'OLYMPIA
CHanson Plus
Biflaorée
Le 02.12.91
20h30 - Loc. 47 42 25 49
CD, K7, LIVE, MEDIA 2

PETIT MONTPARNASSE
JACQUES
AUDIBERTI
Les Patients
mise en scène
GEORGES VITALY
"Une allégresse tonifiante"
LE FIGARO
LOC. 43 22 77 74

FESTIVAL D'AUTOMNE
A PARIS

<p>LE TEMPS ET LA CHAMBRE BOTH STRAUSS PATRICE CHEREAU JUSQU'AU 14 DECEMBRE ODEON - THEATRE DE L'EUROPE</p> <p>CHANT DU BOUC FRANCOIS TANGUY JUSQU'AU 7 DECEMBRE THEATRE DE LA BASTILLE</p> <p>AMPHITRYON HERMICH VON KLEIST KLAUS MICHAEL GRUBER 18, 19, 20 DECEMBRE ODEON - THEATRE DE L'EUROPE</p> <p>DOMINIQUE BAGOUE DU 3 AU 7 DECEMBRE THEATRE DE LA VILLE</p> <p>TRISHA BROWN DU 10 AU 14 DECEMBRE THEATRE DE LA VILLE</p>	<p>BRUNO MADERNA STUDIO 49 HEINZ HOLLIGER BRUNO MADERNA HELMUT LACHENMANN AMPHITHEATRE 26 h 30 29 NOVEMBRE OPERA DE PARIS BASTILLE</p> <p>HOMMAGE A MARLENE DIETRICH CINEMA ACTION ECOLES INTEGRAL JACQUES RIVETTE CINEMA LES TROIS BALZAC RETROSPECTIVE SATYAH RAY CINEMA MONTMARTRE</p> <p>ROBERT WILSON MR. BOJANGLES' MEMORY OG SON OF FIRE JUSQU'AU 27 JANVIER 1992 CENTRE GEORGES POMPIDOU GALERIE DU CCI</p>
---	---

مكتبة من الكتب

CULTURE

PATRIMOINE

Musées africains : « Tuer le modèle occidental »

Un colloque a réuni à Lomé, capitale du Togo — à la veille du coup d'Etat — des conservateurs venus de quarante pays

LOMÉ

de notre envoyé spécial

Quels musées pour l'Afrique ? La question peut sembler oiseuse à l'heure où le continent stagne dans un marasme économique sans précédent, où la démocratisation se heurte à la résistance de potentats en place, où l'explosion des villes est moins contrôlée que jamais. Pourtant, le colloque qui, sur ce thème, s'est tenu à Lomé (1), capitale du Togo à la veille d'un nouveau coup d'Etat, réunissait un échantillon significatif de conservateurs venus de quarante pays d'Afrique mais aussi d'Europe et d'Amérique, à vif débouché sur un constat : l'avenir du continent africain passe par la redéfinition de son modèle culturel. Et la crise de ses musées est un symptôme exemplaire.

Héritage de la période coloniale, plaquée artificiellement sur la société africaine, l'institution muséale africaine est en crise. Mal équipés et pauvres en collections, ces établissements sont vides de visiteurs, hormis quelques touristes. Celui de Lomé pousse cette situation jusqu'à la caricature. Logé dans l'immeuble du Rassemblement du peuple togolais, l'an-

cient parti unique, il se compose d'un espace exigu où est exposé, dans des vitrines basses, un assemblage hétéroclite d'objets censés témoigner de la culture traditionnelle du pays : outils agricoles, armes, pièces de vêtements, poteries. Une évocation allusive de la traite des esclaves — cette région en fut l'un des centres — les portraits des anciens gouverneurs de la colonie et trois ou quatre sculptures contemporaines fort médiocres complètent cet ensemble. « Nous n'avons pas d'argent pour collecter les pièces », constate l'un des responsables du musée. Cette raison n'explique pas tout.

Dans des pays autrement plus riches, les collections s'autodétruisent faute de soins, les inventaires sont systématiquement incomplets (dans les 36 musées recensés au sud du Sahara, 30 % des collections font l'objet d'un inventaire), les vols sont plus que fréquents et les officiels n'hésitent pas à puiser dans les réserves pour offrir un cadeau à telle personnalité en visite. Ne parlons pas des budgets de fonctionnement, toujours éti-

qués : le Musée d'Abidjan vit avec 60 000 F par an. Ni de l'extrême rareté des visiteurs. La greffe occidentale ne prend pas en Afrique. Qui dit musée, en Europe, pense d'abord œuvres d'art, et les établissements implantés par le colonisateur hésitent entre l'ethnologie et l'esthétique. Une démarche que récusent aujourd'hui les conservateurs africains. « Je refuse cette problématique », explique Yaya Savané, responsable du Musée d'Abidjan. Ce que la plupart des Occidentaux considèrent comme œuvres d'art appartient au sacré et ce sont les ambassadeurs de notre mémoire. Leur esthétique n'est pas négligeable, mais somme toute secondaire. Leur charge éducative nous importe davantage. Notre travail est d'amener des lieux où les Africains retrouveront la conscience de leur passé.

« Un mouvoir ou un lieu vivant »

Oumar Konaré, président de l'ICOM (The International Council of Museums, un organisme qui dépend de l'UNESCO), l'initiateur de ces rencontres, va plus loin encore : « Il faut tuer le modèle occidental pour que s'épanouissent de nouveaux modes de conservation et de promotion du patrimoine. » Les seuls endroits où ce patrimoine est perçu avec intérêt par les popu-

lations locales sont des lieux privés, gérés par des confréries, des chefferies traditionnelles (nombrées au Ghana, au Cameroun ou au Bénin), voire des familles, comme celle des De Souza, énorme clan afro-brésilien issu d'esclaves déportés en Amérique latine et revenus, après l'exil, en terre africaine (2).

Le musée est-il donc condamné au sud du Sahara ? « Un musée, c'est un instrument », répond Yaya Savané. On peut en faire ce que l'on veut. Un musée, c'est un lieu vivant. Un musée, c'est un lieu d'échange public. Si l'on veut déplacer le public, il faut lui présenter des expositions qui l'intéressent. Les thèmes peuvent aller des bidonvilles de Grand-Bassam aux sculptures en ciment du Nigeria. Mais les objets sont ceux qui depuis la période coloniale sont enfermés dans des vitrines ne les concernant pas. Un musée, c'est aussi une fenêtre ouverte sur le monde extérieur. Pourquoi ne pas organiser des expositions sur les costumes bretons ou sur les conditions de vie en Sibérie. Un musée, c'est un lieu qui doit parler aux gens. Celui dont nous avons hérité est muet.

L'héritage de Jean-Aimé Rakotoarisoa, conservateur à Madagascar,

est des plus modestes. L'établissement qu'il gère avec encore moins de moyens que ses confrères est un quasi-fantôme. Pourtant, explique-t-il, « pour s'en sortir, les gens ont besoin de miroir. Pour se regarder en face et se demander : qui suis-je ? Le miroir, c'est l'enseignement et la culture, l'école et le musée. Le musée, c'est un lieu de sensibilisation, d'acculturation. A Madagascar, les organismes internationaux versent, ainsi, des sommes très importantes pour la création de parcs nationaux destinés à préserver la faune et la flore. Si, aux abords de ces zones, on ne crée pas des espaces pour expliquer cette action, comment leurs habitants ne trouveront-ils pas scandaleux de dépenser autant d'argent pour protéger les lémmings alors qu'eux-mêmes crèvent de faim ? »

Ce n'est donc pas l'institution muséale qui est en cause, mais son modèle. Pour le tuer, insiste Oumar Konaré, les incantations ne suffisent pas. Il faut rompre « avec le réseau de dépendances et d'obligations tissé autour de nous ». Et cette rupture sera impossible « tant que les champs de l'éducation et de la culture continueront à être distincts, tant que les populations, surtout rurales, seront maintenues dans un état de marginalisation, voire d'exclusion ». C'est donc la totalité du système culturel que le président de l'ICOM conteste, les vieilles structures coloniales sur lesquelles tous les dirigeants africains, depuis l'indépendance, se sont appuyés. L'enseignement et la centralisation, par exemple.

L'école, fabrique de fonctionnaires

« L'école coloniale française avait pour but de former les fonctionnaires dont avait besoin l'administration », note Oumar Konaré. L'indépendance n'a rien changé. L'école post-coloniale fabrique toujours des fonctionnaires, c'est-à-dire « aujourd'hui des chômeurs. Un enseignement efficace doit s'appuyer sur la culture locale. La base, c'est l'apprentissage de la langue maternelle. Pour qu'il soit possible, on doit associer à l'enseignement général les détenteurs de ce savoir. Mais, pour appliquer ce programme, on

est obligé d'en passer par une réelle décentralisation. Et elle ne pourra être mise sur pied que par une réelle redistribution démocratique du pouvoir politique. Vous voyez que la réflexion sur l'avenir du musée en Afrique peut nous entraîner très loin (3) ».

Le rapport de synthèse présenté à l'issue du colloque de Lomé est bien sûr beaucoup moins radical — cependant ses propositions ont suffisamment dérangé les dinosaures qui prospèrent à l'intérieur des institutions muséales africaines pour qu'ils déclenchent une vigoureuse bataille de procédure visant à le vider de toute signification.

Quatre thèmes s'en dégagent. Autonomie qui doit permettre une meilleure gestion, une plus grande souplesse d'adaptation et un financement différencié. Collaboration régionale grâce à des activités communes, ce qui implique la création d'un véritable réseau des musées africains. Nécessité d'une formation spécialisée pour les techniciens, les conservateurs et les éducateurs — la formation dispensée par les centres de Niamey (Niger) et de Jos (Nigeria) étant plus que médiocre. L'ICOM (est incité à transférer son cours PREMA (Préservation dans les musées africains) d'Italie en Afrique. Les orientations pour l'avenir sont plus floues : plurilinguisme, développement national et démocratique sont évoqués avec prudence. Pour le président de l'ICOM, il s'agit là d'un premier pas. Mais on est loin du programme dont il rêve. Peut-être pourra-t-il l'appliquer dans son pays, le Mali, puisqu'on lui prête volontiers, après les élections du printemps prochain, un destin national.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le colloque s'est tenu du 18 au 23 novembre dans trois villes, Accra (Ghana), Abomey (Bénin) et Lomé (Togo).

(2) L'influence afro-brésilienne est perceptible dans l'architecture populaire de Lomé, voir l'édifice caché du vieux Lomé, d'Yves Marguerat et Lucien Roux, ORSTOM.

(3) Voir également l'intervention donnée par Oumar Konaré à Jean-Loup Pivin dans la Revue noire n° 2, septembre 1991.

EXPOSITIONS

Dieu en son Livre

La Bible relie deux expositions, « D'une main forte » et « Dieu en son Royaume », présentées à la Bibliothèque nationale

A travers un double itinéraire, historique et géographique pour la première, français et chronologique pour la seconde, deux expositions donnent tout son sens et son étendue à l'expression « religion du Livre ». Expression dans laquelle il faut également entendre le passage et l'échange constant, conflictuel, violent, hégémonique souvent, mais aussi d'une extraordinaire fécondité, entre le judaïsme et le christianisme, avec toujours la Bible pour guide unique.

De la foi que le Livre des livres contient et rassemble, les manuscrits hébreux des collections françaises rassemblés par Michel Garrel, témoignent magnifiquement. « D'une main forte », comme il est écrit dans l'Exode, Dieu libère son peuple. Le cantique de victoire qu'entonne celui-ci — « Je droite, Yahvé, s'illustre par sa force (...) par l'excès de sa majesté, tu renverses les adversaires » — après le passage de la mer Rouge par exemple, trouve dans un parchemin espagnol du treizième siècle une étonnante traduction graphique à la fois figurative et symbolique.

Entrelacs géométriques et enluminures

L'invention des copistes, leur sens du beau, et la dignité très haute de leur tâche, aboutissent à une esthétique d'une surprenante liberté. Elle se retrouve aussi bien dans les entrelacs géométriques de tel parchemin allemand du quatorzième siècle que dans la copie provençale d'un livre de Maimonide ou dans un psautier anglais en hébreu datant de 1180 avec en marge des gloses latines ou anglo-normandes. D'une manière étonnante, elle ne quitte pas ces copies de textes liturgiques ou législatifs juifs ratés par les censeurs de

l'Eglise d'une main plus lourde que forte.

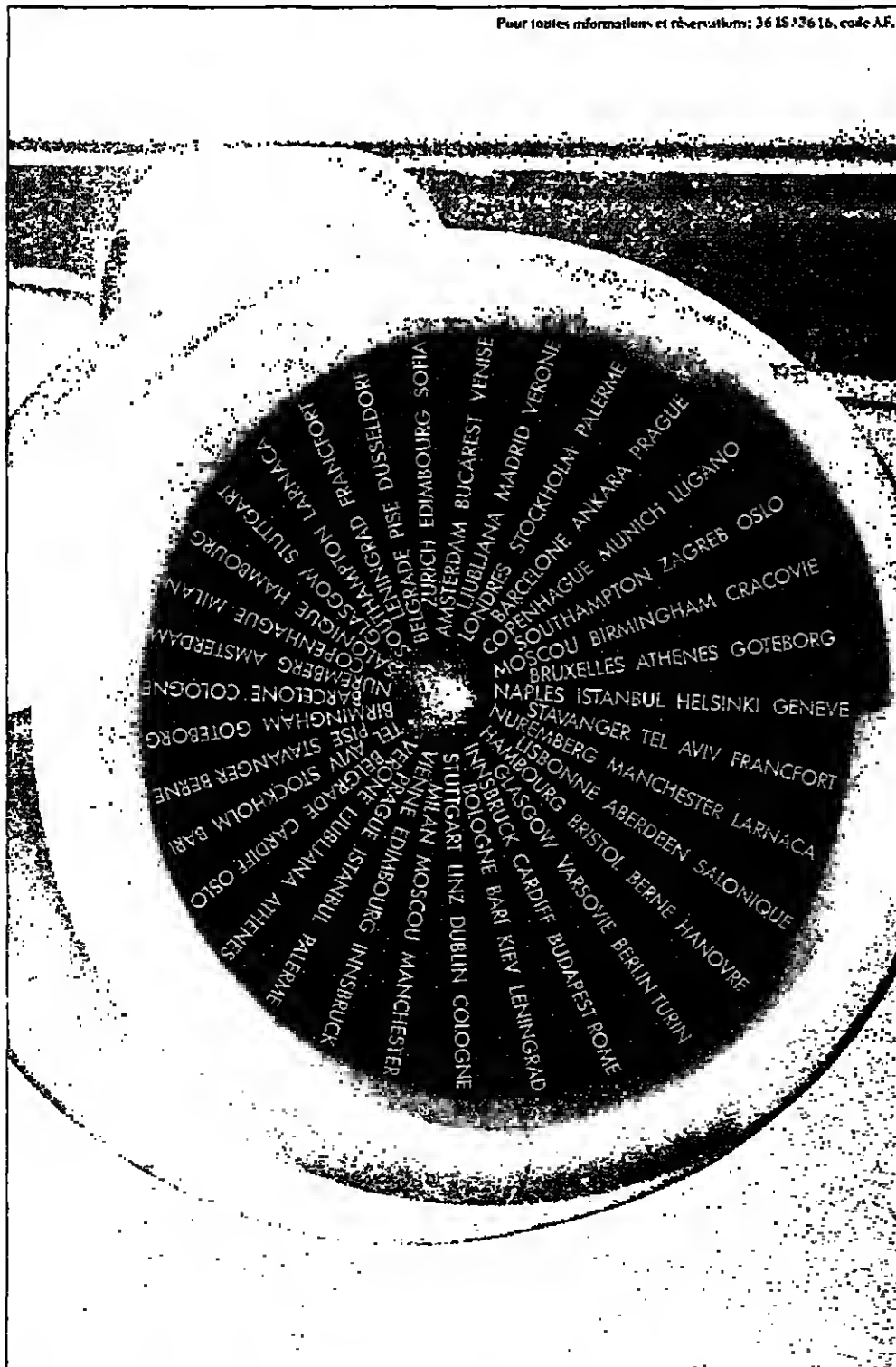
La seconde exposition, organisée par François Dupuygnet, Desroussilles (1), présente, dans une mise en espace inusitée, grandiloquente (pourquoi faire simple, etc.), un ensemble très riche de bibles françaises du treizième au dix-huitième siècle. La place et l'usage du livre sacré ne sont plus les mêmes. Il quitte quelque peu la foi intime et domestique du fidèle, et surtout du peuple, pour trôner, superbe, rehaussé d'enluminures, aux côtés du roi, comme une chartre témoignait de son pouvoir divin. « Dieu en son Royaume », comme le dit justement le titre de l'exposition... L'inventivité prend d'autres chemins. Ceux par exemple qu'emprunteront les poètes de la Renaissance ou du Grand Siècle, tirant des psaumes la matière première de leurs œuvres.

Dédiées au Livre, les deux expositions de la Bibliothèque nationale sont une belle occasion de traverser deux ponts : celui qui conduit de l'objet matériel à l'objet spirituel et celui, plus incertain et tremblant, qui relie le judaïsme et le christianisme.

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) Auteur également d'un catalogue des Bibles imprimées avant 1800 et conservées à Paris, qu'il vient d'achever.

« D'une main forte », « Dieu en son Royaume », Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu 75002. Ces deux expositions, ouvertes tous les jours y compris les dimanches et les jours de fête de 10 h à 20 heures (20 F l'entrée, 28 F les deux), ont donné lieu à la publication de deux beaux livres-catalogues : « D'une main forte », de Michel Garrel, Soufflet, 208 p., 395 F. « Dieu en son Royaume », de François Dupuygnet, Desroussilles, Cerf-BN, 174 p., 295 F.

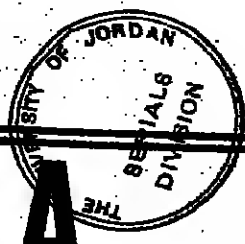


Un des moteurs de l'Economie Européenne.

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL
DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

AIR FRANCE

modèle occidental



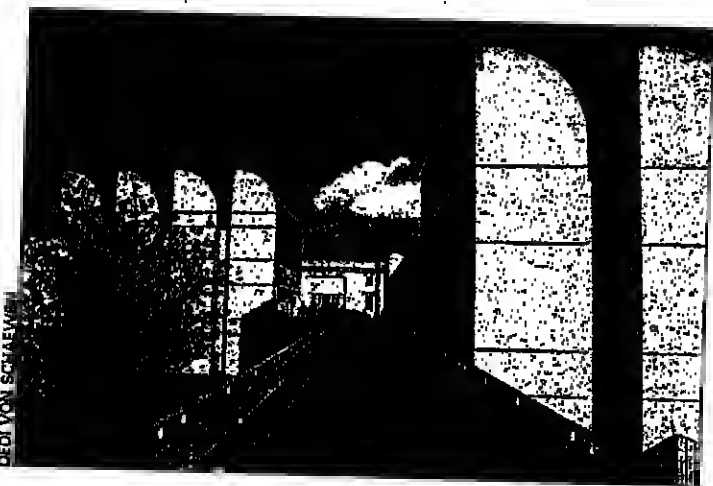
S A N S V I S A

Bauhaus trois, dernière !

Le vingtième siècle doit beaucoup au Bauhaus : avant d'être un style de graphisme, de design ou d'architecture, ce fut un centre de création dont témoignent un musée à Berlin et, dans l'Allemagne réunifiée, plusieurs bâtiments à Dessau et à Weimar, où commença cette aventure, en 1919. Trois lieux, une même pensée.

De Vancouver et de Turin, de New-York, de Paris et de Santiago-de-Chili, un jour ordinaire, voilà d'où viennent les visiteurs d'une des saintes chapelles de la modernité : le musée, du design et des archives du Bauhaus, à Berlin. Etrange et discret dans sa blancheur, l'édifice, auquel on accède par une passerelle-promenade, est logé entre un vague carrefour et le Landswehrkanal, dans une de ces zones que le « mur » avait recouvertes muettes et auxquelles sa démolition redonne une centralité convoitée. Il a été dessiné par Walter Gropius, mais achevé seulement en 1979, dix ans après la mort à Boston du fondateur du Bauhaus ; il contient des collections constituées à partir de 1960, mais dont l'essentiel a été donné par Gropius lui-même, « qui gardait copie de tout », nous dit son directeur actuel, le professeur Peter Hahn.

En ce dimanche matin de fin d'automne, les Berlinois, eux, se pressent, à no autre carrefour, pour découvrir l'œuvre complète d'Otto Dix, l'un de ces peintres de l'expressionnisme que le nazisme qualifia d'« art dégénéré » et dont il pourchassa les adeptes : c'est une exposition qui vient d'ouvrir à la Nationalgalerie, le grand musée moderne de Berlin-Ouest, sous l'immense auvent d'acier noir et derrière les glaces onues du monument coquille dans les années 60 par Ludwig Mies van der Rohe depuis Chicago, où



s'était installé en 1937 celui qui, dernier directeur du Bauhaus jusqu'à la fermeture autoritaire en 1933 de la célèbre école, avait dû, comme la plupart des intellectuels et des artistes, quitter le pays pour échapper à la dictature.

1919-1933, Weimar-Dessau-Berlin. La communauté de maîtres et d'élèves qui travaillaient à réconcilier l'art et l'industrie, les artisans et les artistes, pour modeler un environnement « contemporain », des maisons aux autos, des chaises aux cafetières, et réinventer à neuf l'univers des formes, avait vécu le temps d'une République brève et fragile, la République de Weimar. Entre la défaite de 1918 et la montée de l'inflation, dans une Allemagne soumise à des tensions extrêmes. Tandis que Paris dansait au rythme des « années folles », Berlin était en proie à des démeures plus sombres, dont témoigne aussi la violence du débat culturel de l'époque.

La fermeture brutale par les nazis, assure, estime l'historien Frank Whitford (1), une notoriété accrue à l'établissement qui, chassé de Dessau six mois plus tôt, venait de se réinstaller à Berlin, et la dispersion de par le monde de ses membres les plus éminents facilitait l'exportation de l'idée. Accueillis par les Américains « comme des dieux blancs », ironisait l'écrivain new-yorkais Tom Wolfe (2), les pères fondateurs, Walter Gropius, devenu professeur à Harvard, et Mies van der Rohe, à Chicago, ont fasciné plusieurs générations d'architectes. Le grand débat a été ouvert depuis : slogans et tabous, préceptes et expériences, ont été jugés à l'aune des résultats obtenus par les imitateurs et les suivants. L'architecture, « l'art ultime de toute création artistique » selon le Gropius des débuts, a été l'expression la plus universelle – le

« style international » – et aussi la plus controversée des dogmes esthétiques conçus dans ces années-là.

L'Amérique, cette deuxième patrie de l'acier, n'attendait qu'eux pour donner une forme au rêve industriel : on était à l'ère de la machine, de la standardisation, de la série, des surfaces planes et du décor minimaliste... « Seule une idée à la force de se propager aussi loin », avait dit Mies van der Rohe avec son sens des formules implacables. Il dira aussi : « Dieu est dans les détails », mais, à part lui et quelques autres, les architectes oublieront trop souvent ce deuxième commandement.

L'architecture, l'art ultime, c'était aussi, dans l'esprit du Bauhaus, l'architecture des objets de la vie quotidienne. Le client a mis un certain temps à devenir « moderne », il a fait son choix et, plus de deux décennies après qu'ils ont été dessinés, il s'assied volontiers aujourd'hui sur les sièges en tube chromé de Marcel Breuer (Dessau, 1926) ; dans les quartiers généraux des grandes sociétés, la chaise en cuir et en métal de Mies van der Rohe (dessinée pour le pavillon allemand de l'exposition de Barcelone en 1929) est devenue un classique.

Des chaises, ou plutôt des « machines à s'asseoir », comme disait, pensant à la « machine à habiter » de Le Corbusier, le Berlinois Julius Posener, critique et malicieux. Ils avaient défini la position correcte du corps humain, choisi la toile, le cuir, matériaux francs, banni le « capitonné, ce nid à poussière », et ils invitaient leurs semblables à mener une vie saine, entre des murs blancs et plutôt lisses, derrière de grandes verrières. Sorte de règle monastique, définie par des puritains de la forme, qui n'était pas du goût de tous : M. Wassily Kandinsky racontera

plus tard comment le peintre d'aimait pas être vu à travers la porte vitrée de sa maison (qu'il baptisa de blanc) et qu'aimant vivre dans la couleur ils avaient peint la salle à manger sans respecter la consigne.

Cosmopolite et ouvert aux courants d'époque, le Bauhaus recrutait les meilleurs. Quand Van de Velde avait fait appel à Gropius, l'architecte était déjà connu pour avoir signé et réalisé, à vingt-huit ans, le premier mur-rideau, une façade en verre et en métal pour une usine de chaussures. Le directeur du Bauhaus, lié aux milieux les plus avant-gardistes (époux d'Alma Mahler, qui le quittera, lui et Weimar, pour Vienne et l'écrivain Franz Werfel), recrutait lui aussi des hommes de talent, et ce n'est pas un hasard si les noms de ceux qui y ont étudié ou enseigné sont célèbres. Mais ni Paul Klee, le Bernois, ni Wassily Kandinsky, le Russe, n'enseignaient la peinture : ils étaient là pour la « couleur » et pour la « forme ». Le bleu, le rouge, le jaune, couleurs primaires, le cercle, le carré et le triangle, géométries de base, devenus symboles de cette recherche, mais aussi toutes leurs associations imaginables.

Le graphisme contemporain, l'imprimerie, l'art de la mise en page et de la maquette, ont des sources dans ces années fertiles où l'on rêvait de manier toutes les techniques. En dessinant son kiosque à journaux (en parallèle avec un comptoir pour marchand de tabac surmonté d'une grande cigarette allumée), l'Autrichien Herbert Bayer, élève au Bauhaus qui deviendra célèbre aux Etats-Unis, pratiquait à la fois une géométrie constructiviste, le collage et la dévotion dadaïste et annonçait les audaces et les jeux visuels dont le commerce et la publicité allaient s'emparer un peu plus tard.

Leur enthousiasme pour la



photographie, qu'ils pratiquaient à tout propos, recherche graphique ou témoignage sur la vie, les fêtes et le travail, est significatif, comme en témoignait la grande exposition présentée à Paris au début de cette année (3).

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 24

- (1) Le Bauhaus, Thames and Hudson, 1983.
- (2) H court, il court, le Bauhaus, Ed. Mazarian, 1981.
- (3) Le Monde du 21 et du 25 février.

A gauche, le Musée de Berlin. A droite, projet de kiosque à journaux (1924) par Herbert Bayer, élève du Bauhaus à Weimar, puis « maître » à Dessau, où il dirigea l'atelier d'imprimerie. Graphiste, peintre, photographe et typographe, Bayer émigre à New-York en 1933.

AU SOMMAIRE



Dubrovnik, plaidoyer pour le patrimoine	p. 24
Le marché d'Aligre, une médina à Paris	p. 19
Le Train bleu, dernier restaurant de gare	p. 18
Livres, avant et après le voyage	p. 20
Escapes (p. 18)	Télex (p. 18)
Jour (p. 22)	Table (p. 23)

NOEL AU PAYS DU PERE NOEL

3 VOYAGES D'EXCEPTION EN LAPONIE FINLANDAISE

Trois programmes de Noël (pages 11 à 13) et de multiples activités : ski, traîneau à renne, luge, motoneige, traîneau à chiens

Le Père Noël, son traîneau, son renne et ses cadeaux

Un guide-accompagnateur Paris/Paris

SCANDITOURS

Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS 91/92 dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 36 rue Tronchet 75009 Paris Tél (1) 47 42 38 65

سنة ١٤١٢ هـ

سكنا في الحاح

Le Train bleu reste en gare

COMMENT ne pas ressentir cette impression d'un monde ancien, un peu oublié? L'idée de découverte, de redécouverte presque archéologique, à l'occasion de vastes chantiers? Le Train bleu, le buffet de la gare de Lyon, témoin d'un autre temps, brasserie-musée, héritier de la Belle Époque, paraît retrouver la lumière, à mesure que l'Est parisien abat son terne décor pour dresser son architecture du siècle à venir.

Il était déjà un peu à l'écart, trop loin de Saint-Germain pour les dîneurs du centre-ville. Il paraît anachronique, au milieu des tours de verre et d'acier, voisin de Bercy, bientôt de la Grande Bibliothèque et des projets de bord de Seine. Autour de lui, on creuse avec frénésie, comme pour l'éviter, ne pas froisser son classement aux Monuments historiques. Déjà, durant les années 60, on avait laissé à la gare de Lyon sa façade de pierre et sa tour d'horloge, beaucoup pour ne pas toucher à ses ors. Sous ses planchers, pas moins de cinq niveaux pour le passage des transports modernes, les trains, les TGV, les métros, les RER, en attendant la construction du réseau Météor.

C'est peu dire que le Train bleu paraît incongru dans son environnement de troisième millénaire. L'an 2000, lui, il le prépare en astiquant ses cuivres et ses moulures, en surveillant ses fresques murales patinées par les fumées des cigares et les fumets de sa cuisine « à la française ». Chaque après-midi, des solitaires, surtout étrangers, viennent reprendre des songes commencés la veille, dans les fauteuils pro-

fonds de son bar américain. Un autre temps...

Pour célébrer à sa façon l'Exposition universelle, la compagnie Paris-Lyon-Marseille, le célèbre PLM, avait tenu à décorer le buffet de sa toute jeune gare. C'était le tout début d'un siècle, celui-ci, qui s'achève. A la hâte, on avait commandé des œuvres à des artistes régionaux. Le PLM offrait aux Nordistes fortunés, des images du Sud qu'ils s'approprièrent à traverser à soixante-dix kilomètres à l'heure, une sorte de grande campagne de publicité de plafond, d'album en hauteur de scènes allégoriques. Orange, Marseille et Menton, Le mont Blanc et les coteaux de Bourgogne. La cueillette et les vendanges, des noces et des banquets, des bateaux descendant lentement les fleuves, des cieux azur, comme les aimait le PLM ou les Wagons-lits Cook.

UN pays harmonieux, une vie simple et tranquille. Pour les dîneurs d'aujourd'hui, un arrêt au Train bleu, c'est l'assurance, en levant le nez, de s'égarer du côté d'une vieille idée du bonheur hexagonal, de s'échapper vers une certitude ancienne, collective, celle qui, en 1900, résumait picturalement toutes les autres, Renaissance, classique, baroque ou pompier, avant que le siècle ne s'offre aux risques, quelques années plus tard, du Modern Style.



Vers 1900, la France s'étendait au-delà des mers, et le buffet de la gare proposait donc aussi sa vision d'Alger, et des médinas. L'humour était naturaliste, et les deux grandes salles, comme les salons regorgent de feuilles et de grappes, d'animaux et de monstres sur dorures. Vers 1900, le déplacement était encore toute une affaire, et les voyageurs passaient sous les lambris de longues

heures de repos à quelques pas des convives parisiens d'un notable ou d'un homme politique en partance pour son département. Le buffet était voué au confort à terre, ou à quai, du Train bleu, le vrai, le train pour Vintimille, qui ne partait qu'à 20 h 55, et vous menait tout au bout de la Côte d'Azur en 17 heures et quelques minutes. Le restaurant n'empruntait son nom au train que lors-

que le convoi légendaire fut mis hors service, au début des années 60.

Pour le buffet, les mauvaises années avaient déjà commencé. Les Allemands, dans Paris, avaient fait du salon doré, une halte de repos pour leurs officiers en partance; du salon voisin, une salle de garde pour corps de troupe. Et puis, lorsque revint la liberté, l'époque rejeta les fastes ferroviaires pour l'automobile. Albert Chazal, le directeur du Train bleu, raconte que, de son bureau du premier étage donnant sur les quais et les verrières de la gare, il ne vit plus que des voyageurs pressés, des trains qui, sans élégance, partaient à l'heure des repas, ou trop tôt, ou trop tard. On passa longtemps, sous les voûtes, sans les voir, sans curiosité pour le double escalier, et les lustres de verre et de bronze qui n'éclairaient plus qu'un musée. L'établissement et son directeur (inrent bon, malgré les temps. Le buffet fut classé, après qu'on eut malencontreusement détruit le Dolmen, à Montparnasse, la Flèche d'or, à la gare du Nord, et Relais Est, à la gare de l'Est, et beaucoup d'autres haltes gastronomiques, tout au long de la ligne.

Le Train bleu vécut un peu moins dans les fastes, avec sa clientèle d'habités, ses hommes politiques, qui délaissèrent leurs cantines pour déjeuner discrètement en compagnie d'un adversaire à la Chambre. Avec Salva-

dor Dali ou Roger Vailland, Sartre, parfois, qui changeait de rive au bras d'une jeune fille, et toujours les Anglais, nostalgiques des symboles de luxe qu'ils s'étaient réservés ici, comme dans le monde entier. Grâce aux Japonais et à une réputation plus internationale que parisienne, le décor refit, ces dernières années, le plein de ses cuivres et de ses rêves. Grâce au TGV, aussi, qui, curieusement, mêle, semble-t-il, le besoin de vitesse à un renouveau du confort.

L'ÉTABLISSEMENT aura donc duré au moins un siècle. Son environnement futuriste, les fracas de la ville, tout autour, qui brasse ses affaires incertaines, ses messages de gare, ses allers-retours par le rail, ses exils, ses immigrations, bref, le siècle à venir, déjà présent, qui s'échinc sous ses voûtes, en font un acteur privilégié, un lexique de valeurs et d'histoires, autant que d'œuvres. Conteur d'une France trop heureuse pour avoir vraiment existé, le décor du Train bleu déroule aussi, de ses plafonds à ses banquettes de moleskine, le trompe-l'œil de drames bientôt centenaires. Les Balkans, 14-18, la guerre d'Espagne, la guerre mondiale, la guerre des blocs : le restaurant fut de toutes ces conversations. De ces repas inquiets, lourds de secrets, avant la fuite par le Sud. Combien d'émigrants, de résistants, d'agents, combien d'orphelins, de sans-papiers, combien de salauds et de braves gens s'assirent-ils là, comme dans une église? Combien le fréquenteront-ils encore?

Philippe Boggio

ESCALES

Traditions tyroliennes

Innsbruck prend ses quartiers d'hiver. La capitale du Tyrol ressort, avec ses bobes, ses skis et ses patins, ses coutumes. Le Marché de Noël, du 29 novembre au 22 décembre, présente, dans la vieille ville, décorations traditionnelles, spécialités tyroliennes et douceurs : pommes d'api, amandes grillées, miel turc. Le 5 décembre, cortège de la Saint-Nicolas et du Père Fouettard escortés par une nuée d'enfants. Le 14, chants de l'Avent au Palais des congrès. Les artistes sont des groupes folkloriques et familiaux (places de 45 à 85 F). Le Musée d'art populaire d'Innsbruck est connu par-delà les frontières autrichiennes car il est le seul à présenter une exposition permanente sur l'histoire et l'évolution de la crèche. Soixante nativités, les plus remarquables étant une crèche baroque aux personnages habillés, une autre en papier et en bois et une troisième sculptée. Tandis que la France ne connaît presque plus que le trop commercial Père Noël, l'Autriche a gardé le souvenir de l'Enfant-Jésus. Le 23 décembre, enfants et grandes personnes habillés en bergers et en anges entourent la Sainte-Famille et traversent la ville avant de chanter en chœur des cantiques. Les 23, 24, 25 et 26 décembre, spectaculaire concert de cuivres : trombones, trompettes et cymbales sonnent du haut du beffroi. A 5 kilomètres au-dessus d'Innsbruck, mais intégré à la ville depuis 1942, le village d'Igls a conservé son atmosphère tyrolienne. Enneigement excellent, 100 km de descentes, 28 pistes et 33 remontées mécaniques, navettes gratuites vers les cinq domaines, 200 km de ski de fond : la neige, dans ces conditions, est un plaisir. Le forfait remontées dans les cinq domaines coûte 785 F environ pour les adultes, 430 F pour les enfants, cela pour 5 jours. Passer trois nuits à la gratuité des navettes et à un tarif réduit dans les musées. Innsbruck est desservi par le train (une nuit)



La cantatrice Zeng Ziru, de l'Opéra de Pékin.

et, conjointement, par Air France et les Tyrolean Airways (9 vols par semaine, aller-retour à partir de 1 420 F). Renseignements auprès de l'Office autrichien du tourisme (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57).

Une Maison pour la Chine

Pour trois raisons principales et une subsidiaire, la Maison de la Chine séduit : nouveau voyageur, elle s'intéresse avant à ceux qui restent qu'à ceux qui partent; étend ses compétences au voyage, assurément, mais aussi à ce qui le précède et le suit; n'assume pas en vain l'appellation de « centre culturel ». Elle s'est donnée la forme, enfin, d'une maison de thé. Cet espace de clarté, blanc, dépouillé, avec ses tables rouges vives de Chengdu, ses chaises de bambou, sa bibliothèque aux livres habillés de beige, son coin boutique où l'on peut choisir ses thés de Chine, pourrait bien devenir une adresse : 36, rue des Bourdonnais, à Paris-1^{er}, tél. : 40-26-21-95.

La Maison de la Chine a ses mardis, ses mercredis, ses jeudis et ses samedis. Le mardi, conférence, à 19 heures : promenades architecturales le 3 décembre, l'âge d'or du cinéma

chinois le 10, art et archéologie le 17. Ainsi jusqu'au 30 juin 1992. Le mercredi, film, à la même heure : *Le Palatin des larmes* le 8 janvier 1992; *Le Dernier Empereur* le 15. Le jeudi, à 18 heures, préparation au voyage : In Chine, seul, itinéraires et budgets, le 5 décembre; clés pour réussir son voyage, le 23 janvier 1992. Le samedi, animation culturelle à 16 heures : extraits de l'Opéra de Pékin par une jeune cantatrice spécialiste des rôles de vieille femme, le 30 novembre; rites du thé, le 4 janvier 1992; violon chinois, le 11; marionnettes le 18. Cela sans préjudice des expositions. Actuellement et jusqu'au 10 février prochain : « Sur les pas du mandarin blanc », la Chine de 1896 à 1904, des photos d'Auguste François, alors consul de France à Yunnan Fou. Lui succédera une exposition de calligraphie moderne. Mention spéciale pour le colloque annuel. Celui de cette année réunira, le 14 décembre, sur le double thème « Culture et communisme : force et faiblesses du régime », MM. Alain Peyrefitte, de l'Académie française, Jean-Luc Domenach, directeur du CERL, Francis Deroon, correspondant du *Monde* à Pékin, Jean-Pierre Cabestan et Yves Chevrier, du CNRS (participation : 100 F). Une face culturelle impressionnante. Le

tour-opérateur présente, pour sa part, un catalogue d'une dizaine de voyages dont quelques offres qualifiées d'exceptionnelles (dates de départ précises) : 7 jours à Pékin, 5 900 F (vols, chambre et petits déjeuners, excursion à la Grande Muraille et visite de la Cité interdite); 11 jours en Chine, 11 500 F ou encore 13 jours, 13 900 F. Les voyages seuls ou en groupe, de découverte ou d'approfondissement, sont construits sur mesure par les collaborateurs, qui parlent tous le chinois. A l'origine de cette maison, Patricia Tartour, sinologue passionnée et expérimentée. Elle va plusieurs fois par an en Chine depuis 1974, une époque où, se souvient-elle, on applaudissait les étrangers enfin revenus dans les rues de Pékin.

Un trois-mâts aux Caraïbes

Le Jules-Verne-Phénix est français et servi par un équipage français, chose assez rare pour être signalée d'emblée. Construit en 1987, ce navire, équipé de deux moteurs de 400 ch, est un trois-mâts à coque d'acier dont le gréement « à l'ancienne » (670 mètres carrés de voilure) offre à ses passagers le charme de la navigation à voile

traditionnelle. Véritable petit paquebot 47 mètres, il héberge confortablement 64 passagers dans des cabines de 2, 3 ou 4 lits, toutes avec salle de bains. Un vaste salon-salle à manger accueille, outre les repas, diverses activités conviviales, à commencer par le « pot » du capitaine. Les adeptes du bronzage et du farniente disposent de 250 mètres carrés de ponts en teck. Quant à ceux qui souhaitent suivre les ébats des dauphins, devant l'étrave du navire, ils peuvent s'installer dans le vaste filet de beaupré. La goélette, elle, fait du cabotage d'Ile en Ile, de baie en petit port, sans abuser des parcours maritimes et en privilégiant l'accès à des rivages préservés, le mouillage dans les sites les plus pittoresques, la visite des lieux touristiques et la pratique des loisirs nautiques : pêche, plongée, planche à voile et baignade. L'été autour de la Corse, le Jules-Verne-Phénix navigue, de décembre à mars, dans les Caraïbes avec, en alternance, de Pointe-à-Pitre à Pointe-à-Pitre, des croisières d'une semaine dans les îles du nord (Guadeloupe, Antigua, Saint-Barthélemy, Îles Vierges, Nevis et les Saintes) ou celles du sud (la Dominique, Sainte-Lucie, Grenadines, Tobago, Cayes, Martinique), croisières que l'on peut échanger l'une à l'autre. La semaine tout compris oscille entre 4 980 F et 7 550 F par personne (réduction de 25 % pour les moins de 12 ans) selon la cabine choisie, prix auquel il faut ajouter le vol A/R Paris-Pointe-à-Pitre avec Air France, Air Outre-Mer, Minerve, Corse Air ou Air Martinique/Air Guadeloupe. Une bonne piste : le forfait avion, transfert + 2 nuits d'hôtel de l'agence JV (tél. : (1) 43-25-15-15 à Paris ou 78-43-69-70 à Lyon) à partir de 3 150 F. Renseignements pour la croisière : SERMER, 1, quai de la République, 34200 Sète, tél. : 67-74-23-80.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

TÉLEX

« 1 + 1 = 3 » chez Air France, qui, jusqu'au 5 janvier, offre, au départ de Paris et de la province, sur tous ses vols directs et ceux d'Air Inter, à destination de quatre-vingt-six villes d'Europe, le transport gratuit, à l'aller et au retour, à tout enfant de moins de douze ans accompagné de ses parents ou de deux adultes voyageant au plein tarif adulte. Une promotion proposée également sur les Antilles, la Guyane et la Réunion, jusqu'au 15 décembre 1991.

Offensive d'Air France vers les Antilles : tarifs en baisse (aller simple à partir de 2 190 F, aller et retour à partir de 3 490 F, baisse de 13,5 % en période « verte »), vols « vacances » notamment, vols plus nombreux (vingt-cinq par semaine au départ de Paris, neuf au départ de la province), sans escale pour la plupart et permettant des correspondances faciles vers les Caraïbes, acheminements plus rapides en Boeing 747, voyage gratuit pour tout enfant accompagné de deux adultes de sa famille. Un ensemble de mesures qui résulte du regroupement d'Air France, Air Inter et UTA et de leurs filiales Air Charter et Aéro-maritime.

Le golf des gentils membres, c'est le golf du Club Meri avec, pour 1992, dans sa brochure « Golf en liberté », des circuits en Asie (26 décembre-12 janvier, huit parcsours en Chine, Thaïlande, Taiwan et Hongkong, 31 300 F), Afrique du Sud, Autriche, Canada, Indonésie, Irlande du Nord et du Sud, Kenya, Malaisie, Maroc, Portugal et Thaïlande. Également au programme une dizaine de tournois. Renseignements au (1) 42-61-85-00.

34^e Salon des santonniers d'Arles. Expression populaire d'un concept religieux et spirituel dont les premières manifestations remontent, pense-t-on, à saint François d'Assise, les crèches sont avant tout des créations de maîtres santonniers provençaux. Cette année, pourtant, une trentaine de Nativités anglaises seront présentées. Du 30 novembre 1991 au 12 janvier 1992, dans les salles romanes du cloître Saint-Trophime. Renseignements : 90-96-29-35.

en gare

Menthe fraîche et coriandre, bronzage de dialectes, couleurs et marchandage; on se presse, on se bouscule, on soûle, on brade en plein Paris, le marché d'Aligre.



La médina d'Aligre

ON dirait que la médina de Fès, plus précisément le quartier Rsi, s'est déversée dans la rue d'Aligre. Ce pourrait être aussi le Khan-Khalil du Caire ou la vieille ville marchande de Kairouan en Tunisie. Le marché d'Aligre - il porte le nom d'une petite rue, pas très large, allant de la rue de Charanton à la rue du Faubourg-Saint-Antoine - est un lieu magique. Le lundi, jour de fermeture, le lieu est méconnaissable tant il est désert, tant il est triste. Il n'y a même pas d'enfants pour y jouer. Les autres jours de la semaine, surtout le samedi et le dimanche, c'est presque la fête. La vie se frappe de couleurs vives, se fait parfums et cris, presse la foule qui ne déteste pas être prise dans quelque bousculade. Le marché d'Aligre est ainsi, fidèle à sa réputation de cœur des miracles.

En fait de miracle il faut chercher du côté de la scène, là où Paris se présente, avec ses identités multiples, avec un visage de toutes les couleurs et de tous les songes. Là, il n'y a pas vraiment de règle. On dirait que tout le monde a le droit d'être présent et de faire son petit commerce. Tout y est : du marchand de tapis - l'éternelle image du Maghrébin - à l'artisan qui vend des bijoux, en passant par le boucher musulman qui a une façon musulmane de découper la viande, en passant par le fromager français qui doit se sentir bien seul dans cette foule bigarrée. Il y a aussi le marchand d'œuvres qui tend la main et fait appel à la charité de ses compatriotes bons musulmans comme s'il était sur la place Jamaa-el-Fna à Marrakech. Peut-être même qu'il se croit au Maroc.

Après tout, si on fermait les yeux et on tendait l'oreille, qui pourrait nous faire croire qu'on est en plein centre de Paris? On entend parler arabe - les trois dialectes maghrébins plus l'égyptien, - berbère et un français approximatif avec accent. Ce mélange n'est pas là par hasard. Il sait que le Maghrébin se trouve aussi du côté d'Aligre. Il fait partie du paysage tout naturellement. Qui le lui reprocherait ou qui l'empêcherait de perpétuer ainsi le pays d'origine à travers ses psalmodies à tonalité islamique? Non seulement on parle plusieurs langues mais on invente des mots : on vend le melon «à la gôlète» (on propose une tranche de melon pour goûter et apprécier) et la pastèque «à la coupe».

Ce marché est réputé être le moins cher de Paris. Certes, si on le compare à celui du faubourg Saint-Honoré ou à celui de la rue de Buci, il

reste, avec Barbès, le lieu où on pratique des prix défiant toute concurrence. Cela est dû à deux facteurs : en général ici les fruits et légumes ne correspondent pas aux calibres exigés par le consommateur français; parfois le calibre y est mais pas la fraîcheur ni la qualité. Ici on vend en vrac. On soûle. On brade. On propose la quantité sans trop d'attention à la qualité. On crie «extra!» sans trop y croire. Personne n'est dupe. Les prix varient selon l'emplacement. Il y a les prix des supermarchés (ils sont au nombre de trois), il y a ceux des étalages pauvres se situant du côté de la rue de Charanton et puis il y a ceux du marché couvert Beauvau. Là, les choses sont à leur place puisqu'il s'agit de l'épicerie fine, des spécialités italiennes, d'un fromager exceptionnel, d'un boucher qui propose du gibier sachant entretenir la fidélité de sa clientèle. Il y a aussi une triperie et une bonne cave à vins. Se trouvant à droite, sur la place d'Aligre, juste en face de l'horloge Henry-Lepaute, ce marché est non seulement couvert mais tient ses distances à l'égard d'un environnement où l'image d'un tiers-monde incongru mais heureux s'étale généreusement.

En tout cas le marché d'Aligre n'est pas le lieu idéal pour les militants du Front national. Ils s'aventurent rarement par là. La place est tenue par les amis d'Arlette Laguiller. A ceux qui ont parlé, à propos de l'immigration, d'«odeurs», d'«invasion», d'«occupation» et même d'«inondation», le marché d'Aligre donne six jours sur sept l'image non pas de la France de demain, mais bien de la France d'aujourd'hui avec non seulement une parfaite coexistence entre les uns et les autres, mais aussi avec humour et joie. Car faire le marché, surtout en fin de semaine, est un plaisir. On est bousculé, on a du mal à avancer, la queue est impossible à respecter, mais on est heureux parce que, à la longue, on prend des habitudes, on crée des liens. Comme au

Maghreb, le marchand de disques et de cassettes diffuse de la musique raï du kabyle par haut-parleur. Le boucher musulman joute la boucherie juive écoute et fait écouter la musique arabe de Radio-Orient. Le Jardin créole ne chante pas mais expose ses fruits et légumes exotiques. La fleuriste Rolande vante ses bouquets. Elle a moins de succès que les Marocains qui vendent la menthe fraîche de Meknès ainsi que le persil et la coriandre importés du pays.

Sur la place-même on n'est plus dans le tiers-monde mais dans le territoire de la pauvreté : ici fripiers et brocanteurs étalent ce qu'ils peuvent étaler, c'est-à-dire n'importe quoi, des vieilleries qui ne servent plus à rien, des vêtements de tous les surpluses, des milliers de boutons, de bobines de fil, des cadres, des cuillères, des couteaux, des nappes mitées, des bouquins, du tissu, de vieilles chaussures et de temps en temps un étalage de chemises neuves et des tonnes de jeans lavés-délavés-dégriffés... Sur le côté gauche de la place un couple d'antiquaires-brocanteurs vient de tout liquider avant de prendre sa retraite. Il aurait pu raconter le marché d'Aligre comme un conte ou une page de la mémoire du peuple de Paris.

Il paraît que les gens viennent d'autres quartiers pour faire leur marché dans ce lieu si riche et si varié. Car le marché déborde et dépasse la rue d'Aligre. Il se poursuit notamment le long de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, jusqu'à l'hôpital. Il y a les fameux épiciers maghrébins qui restent ouverts tard dans la soirée et qui majorent leurs prix à partir de vingt-deux heures. Il y a aussi une bonne librairie ouverte le dimanche et un petit café original, Le Choua, avec plusieurs variétés de café et de thé. On est un peu loin du marché proprement dit, mais c'est ici que commencent l'âme et le cœur du onzième arrondissement, un des quartiers de Paris qui restent encore

Ce que l'on peut dire, c'est que cet endroit n'est pas le lieu idéal pour les militants du Front national.



Tahar Ben Jelloun

Peter Scarpesant Travel

DECOUVREZ LE PACIFIQUE

Vois A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAII - Oahu	9 jours/7 nuits	8 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :

- Fidji • Papouasie/Nouvelle-Guinée • Nouvelle-Calédonie •
- Vanuatu • Polynésie Française •

*Prix à partir de, par personne et valable jusqu'au 31 mars 1992.

POLYFOUR RESERVATION TEL: (0) 49 23 26 37

سكنا في الحظ

هذا هو ليل

Livres en bourlingue

L'Ouest en clichés

Cela commence par un défi. Celui d'Yves Berger avec, en guise de préface, un texte sur la nature américaine, texte qui entend démontrer que l'écriture est capable de représenter la beauté absolue. En l'occurrence celle de l'Ouest américain, baptisé, dans l'album qui lui est consacré, *L'Ouest sauvage*. Avec, en vedette, un face-à-face où, bouche bée, l'homme regarde, en cinémascope, une nature qui, note le préfacier, décline à satiété le mot-clé de cette région du monde : merveille.

Ainsi projeté au pays des merveilles, Yves Berger n'utilise ce mot de passe que cinq fois là où, écrit-il, « il eût pu surgir cinquante fois ». Avenu de faiblesse de l'écrivain qui rejoint celui du photographe, l'art, contrairement à la nature, supportant mal la répétition. Qui, par exemple, se lasserait du spectacle d'un coucher de soleil alors que la guimauve sirupeuse qui le restitue souvent sur papier glacé suscite rapidement l'indigestion ainsi qu'en témoignent la dizaine de photos où Olivier Grunewald s'est risqué sur ce registre glissant.

Reste, heureusement, la lumière et ses jeux multiples et variés (sur la chaîne du Mackinley, par exemple, ou dans les Rocheuses canadiennes), les brumes de la côte pacifique, les traces du vent sur le sable, les somptueux sites pétris par l'érosion, les troncs noués et polis, les racines torturées, les roches sculptées, le grain et la couleur de la pierre ciselée par les éléments, l'eau cotonneuse des cascades et des chutes, la minéralité, figée dans les terrasses de Mammoth Hot Spring, au nord de Yellowstone. Reste, malheureusement, la force, la dimension et le talent de lieux tels que Monument Valley, le Grand Canyon du Colorado, Bryce Canyon, la vallée de la Mort, Canyonland, Arches National Park, véritables archétypes de l'espace américain qui condamnent, souvent, les plus doués des photographes à des « clichés » plus ou moins inspirés.

De quoi donner des ailes à la plume d'Yves Berger qui, en célébrant les épousailles de la terre et de la mer, le long du Pacifique, de l'Alaska à la Californie (ce « pays



Monument Valley, par Olivier Grunewald.

de l'humide et du ruissellement), en évoquant « la brève flamme rouge » du saut des saumons à l'époque du frai, en passant des montagnes (« l'énorme, le dantesque, le déchiqueté ») aux déserts (« sur la plus grande scène du monde, la représentation de la plus belle pièce du monde »), en décrivant « la splendeur d'un Nouveau Monde qui, chaque matin en Amérique, est un monde nouveau », a plutôt bien relevé l'ambitieux défi qu'il s'était lancé à lui-même.

Un hymne à la beauté qui s'achève par un texte pertinent de la géographe Bernadette Gilbertas, sur la notion américaine de nature, la création des parcs nationaux et le rôle qui leur est assigné.

P. Fr.

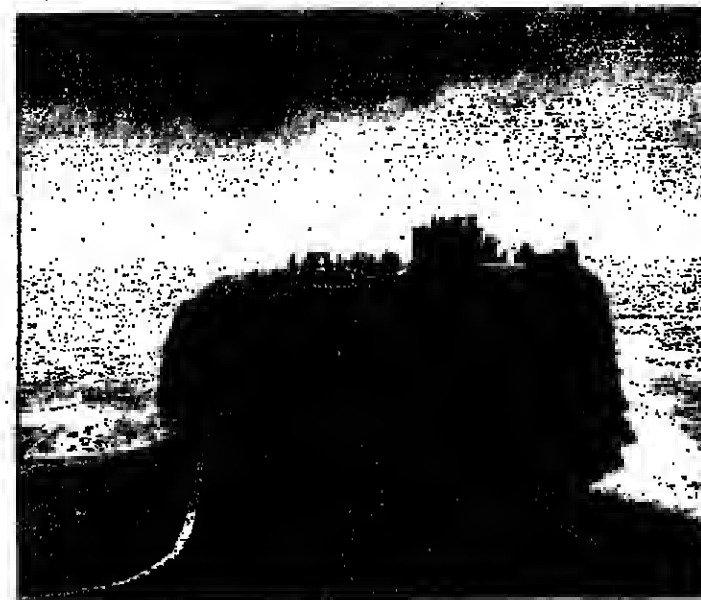
► *L'Ouest sauvage*, d'Olivier Grunewald et Bernadette Gilbertas, présentation par Yves Berger. Denoël, 208 p., 650 F.

L'Ecosse de Gilson

Les photos sentent le froid, l'humidité, le vent, l'érosion qui mange le relief, les racines détruites par le sel, mais aussi la lumière qui perce sans mal en travers quelques nuages noirs. On ne rigole pas à la vue des photos en noir et blanc que Jean-Pierre Gilson a ramenées en arpentant le paysage écossais et les courts textes du poète et mathématicien Jacques Roubaud, en introduction du livre, accentuent la solennelle rigueur qui se dégage de l'ensemble : « Il était on ne sait quel moment du jour. Le soleil se levait, la pente abrupte et vague, brumeuse ; il y avait de l'incertitude sur la terre. La terre toute grise. Les sons isolés dans le long silence. »

Michel Guerrin

► *Scotland*, photographies de Jean-Pierre Gilson, texte de Jacques Roubaud. Créaphis, 198 p., 350 F.



Château de Dunnotar, par Jean-Pierre Gilson.

Turkestan, oasis de la Chine

Isolé du reste du monde par une conjonction de formidables barrières naturelles – hautes montagnes (Altai, Pamir, Mustagh Ata, Karakorum, Kunlun) et déserts absolus (Gobi, Taklamakan) – le Turkestan est l'une des régions les plus « inhospitalières » de la planète.

Une femme, Kevin Kling, y est allée à plusieurs reprises, rapportant de ces terres lointaines des images éblouissantes. Les textes qui s'inscrivent dans les séquences photographiques sont impeccables, la maquette d'ensemble rend justice à la stature de l'auteur : géographe autant que photographe, chercheuse à la Société

royale de géographie à Londres, et membre de la Société des femmes géographes à Washington. Une chronologie et des références bibliographiques complètent l'ensemble.

Il faut souligner l'intérêt du texte, à la fois précis et littéraire. Dans une langue classique, cette Américaine de Paris trouve le mot juste pour démythifier les routes de la soie, expliquer en quelques lignes ce qui, ailleurs, est souvent obscur. Ainsi de la propagation du bouddhisme : « cette foi bienveillante », et des différentes formes artistiques auxquelles il a donné naissance : l'art du Gandhara, appelé aussi art gréco-bouddhique, qui admet par la suite des éléments chinois avant de revenir à une plus grande sobriété sous l'influence du bouddhisme tibétain.



Chasseur kazakh et son aigle, par Kevin Kling.

La mer des chansons

A l'abri des montagnes de la Chine méridionale, le territoire silencieux des Dongs subsiste hors du temps. Membres d'un peuple sans écriture, « Ceux qui parlent en chantant » vivent en autarcie depuis treize siècles, à l'écart du monde. Et n'avaient jusqu'à présent qu'une tradition orale pour retracer leur origine. Brisant leur isolement légendaire, durant un an et demi, au cours de quatre voyages, effectués à différentes saisons, Jean Layman (photographe) et Simon Pradinas (vidéaste sinologue) ont partagé leur vie de tous les jours, enregistrant les travaux des champs, les fêtes millénaires du canon fleuri, le jour du Buffe-roi, les représentations d'opéras ambulants. Mais aussi l'architecture de bois et les signes multiples qui, de la cueillette au tissage, constituent leur identité.

P. R.

► *La Mer des chansons : le pays des Dongs*, photos de Jean Layman, texte de Simon Pradinas. Nathan-Image, 160 p., 360 F.

Amazonie

Dans les forêts pluviales d'Amazonie, les Indiens Kampas, Marubas et Yanomamis vivent nus et peints, sans contact avec le monde civilisé. Mirella Ricciardi pénètre au cœur de ces régions réputées inaccessibles sur lesquelles le chanteur Sting a récemment attiré l'attention. Documentant la vie au quotidien

(chasse, cueillette, maquillage, boucantage de la viande), elle en tire un portrait sobre et très humain, aux antipodes de tout exotisme.

P. R.

► *Amazonie, derniers rivières*, de Mirella Ricciardi, texte de Marc Cotehester. Arthaud, 240 p., 350 F.

Les possédés du Ladakh

Photos étranges d'un livre étrange comme son sujet : les possédés du Ladakh, haute terre himalayenne de tradition bouddhiste. Thème mystérieux, inquiétant pour des consciences occidentales rationalistes à l'excès, à la limite de l'humain parce qu'il fait appel aux forces surnaturelles.

Dans les villages du Ladakh, les possédés ont une mission sociale. Ils gèrent le mal, en trouvent la cause et l'expulsent. Ils entrent en transe et prédisent l'avenir. Un phénomène violent, des rites obscurs vus de l'extérieur. Jean-Baptiste Rabouan les donne à voir. Sept ans de reportage. Patrick Kaplanian, qui dirige Peuples du monde et les éditions du même nom, raconte, commente. Dix-sept ans d'enquête. Une polémique les opposa un temps. Elle est close. Le lecteur appréciera ou non les commentaires. La force des photos s'impose.

D. T.

► *Ladakh, de la transe à l'extase*, de Jean-Baptiste Rabouan, texte

de Patrick Kaplanian et Gaurie Raed. Peuples du monde, 208 p., 350 F.

Tauromachies

Sa nourrice étant mère de torero, le photographe Lucien Clergue prétend en avoir reçu le lait et non le sang. Cet Arlésien célèbre, fondateur du plus important festival de photo au monde, baigne depuis toujours dans la tauromachie dont il présente tous les aspects, dans un ouvrage minutieux où se marient fort bien documents historiques, photos descriptives, voire pédagogiques, et recherches aux couleurs flamboyantes. L'ensemble, rythmé par un texte fort instructif de Jean-Marie Magnan, un des grands spécialistes de la corrida et complice de toujours de Lucien Clergue. L'impression est irréprochable.

M. G.

► *Tauromachies*, de Lucien Clergue et Jean-Marie Magnan. Marval, 168 p., 270 photos couleurs, 750 F.

Cajuns

Exilé à Baton-Rouge où il tient une galerie, Fonville est un octogénaire autodidacte totalement inconnu. Le vieux Sud déglotté, le climat tropical, le Mississippi, les forêts marécageuses, la végétation, les autochtones, pêcheurs indigènes et autres scènes typiques des années 30 constituent le sujet de ces documents bien présentés mais desservis par un texte

bavard. Chez le même éditeur, sous le voile pudique et romantique d'un pictorialisme moderne, Joséphine Seacab évoque, dans une atmosphère diffuse, enténébrée, la figure ancestrale de la maternité.

P. R.

► *Cajun, Louisiane des années 30*, photographes de Fonville, texte de San Forkner. Marval, 160 p., 110 photos, 350 F. Jusqu'au 1^{er} janvier.

► *Joséphine Seacab, une femme habitée*, Marval, 46 photos en deux tons, 390 F.

Clochards de la foi

Roland et Sabrina Michaud ont délibérément choisi d'ignorer le partage des Indes et de livrer le portrait aux derviches et autres cheiks ou gourous d'islam et d'hindouisme. L'identité commune de ces « clochards de la foi » saute aux yeux par-delà baines et particularités dues aux rivalités religieuses, aux oppositions politiques. Pour adoucir encore le tableau, un semis de citations mystiques orientales qui, comme les photos, ne sont explicitées qu'à la fin de l'ouvrage, procédé à vrai dire irritant pour le lecteur.

J.-P.-P. H.

► *Derviches du Hind et du Sind, de Roland et Sabrina Michaud*, présentation par Anne-Marie Schimmel, préface de Jacques Lecarrière. Phébus, 155 p., 480 F.

La France avec le moral

D'abord toute la famille est là, pour une fois sans exclusion : Péguy, Céline, Simone de Beauvoir, de Gaulle, Camus, Chardonne, Barthes, Vian, Perec, Fernand Raynaud, Edith Piaf, Jean Cau, Cocteau, Green, Vercors, Louis Malle, Aragon, Bernanos, etc. Chacun à son beau mot à dire sur la France, l'épaisseur, la densité, la profondeur de ce pays qui aujourd'hui doute de lui. Les textes réunis par Claire Julliard et, à chaque page, les photos inédites choisies par Nicolas Tournière ont un effet requinquant immédiat. Le moral remonte en flèche grâce à la littérature et à l'image. De la belle et salutaire ouvrage.

J.-P.-P. H.

► *Mémoires de France, anthologie littéraire et photographique*, Nathan, 185 p., 298 F.

Maginot sur mer

Qui n'a pas été fasciné, un jour ou l'autre, par ces fortifications que les occupants allemands ont laissées sur nos côtes ? Mastodontes solitaires perchés sur les dunes, coquilles monstrueuses basculées par les marées, chapelets de béton ancrés au cœur des stations balnéaires, qui sont devenus des terrains de jeux idéaux pour les enfants, des refuges pour les amoureux, semés de graffitis, ou des latrines publiques. Parfois ils ont gardé leur destination

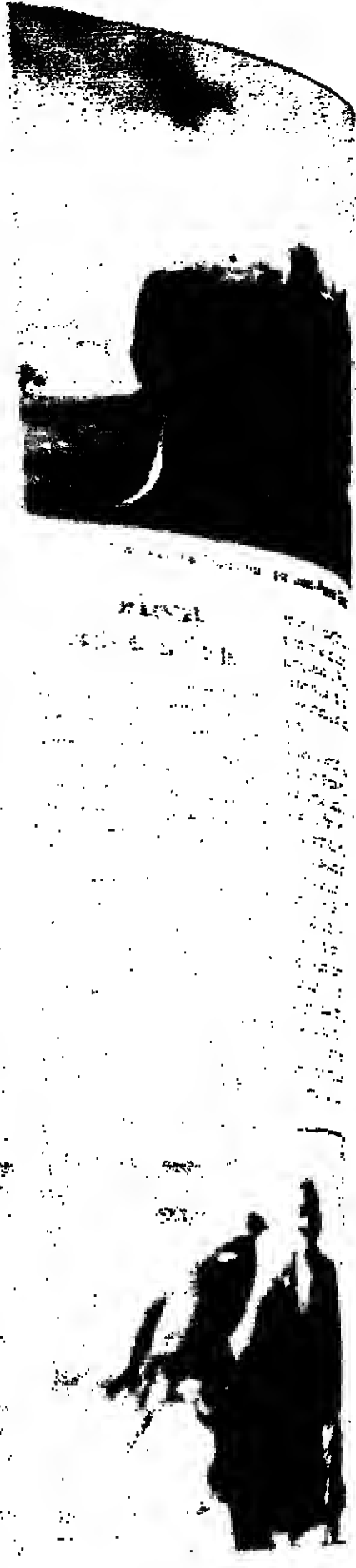
première. A Brest ou à Lorient, ils abritaient encore des bases sous-marines géantes. Leurs carcasses de béton, couronnées de cénacles, pissant la rouille, leurs gueules béantes ouvertes sur l'océan, ont une faiblesse inquiétante et tragique.

Paul Virilio a dressé l'inventaire minutieux des vestiges de ce Mur de l'Atlantique qui devait mettre le III^e Reich à l'abri des invasions. L'ouvrage est complet : typologie des bâtiments, chronologie de la construction, cartographie de l'époque, extraits des « inventaires » du programme (Frig, Todt et Albert Speer), directives de guerre. Il est surtout accompagné d'admirables documents photographiques, qui illustrent la technique des bâtisseurs et dressent la classification de ces ouvrages défensifs (observatoires, batteries, postes de commandement). Ils permettent surtout de définir une sorte d'esthétique du désastre, grâce à leur composition rigoureuse, à leur géométrie acrobate : ciel bas, végétation rase, grève déserte, ombre sèche, carcasse grumeleuse. « Abandonné sur le sable du littoral comme la mue d'une espèce disparue, nous dit Paul Virilio, le bunker est le dernier geste théâtral d'une fin de partie de l'histoire militaire occidentale. »

E. de R.

► *Bunker archéologie*, texte et photos de Paul Virilio. Éditions du Demi-Cercle, collection « Merveilles choisis », 216 p., 250 F.

SANS VISA
VOYAGE



Même rigueur, même aisance pour trier les différentes hypothèses relatives à l'introduction de l'islam. Quand se lève l'étoile de Gengis Khan et de sa horde d'or, Kevin Kling distingue ce que l'on confond souvent, à savoir les Mongols des Mandchous, « guerriers d'ascendance mongole ayant adopté la langue turque et la religion musulmane », puis les khans, souverains héréditaires, des khodjas, chefs religieux.

Chinois et musulmans se livrent une guerre sans pitié jusqu'à la prise de Kachgar, en 1878. En 1884, le Turkestan devient le Sinkiang (les « Nouveaux Territoires »), la dix-neuvième province chinoise. Ce qui n'empêche pas les orientalistes occidentaux de rivaliser dans la chasse aux manuscrits et aux fresques incastées à Benksik et Dunhuang notamment.

Kevin Kling conclut en quelques chiffres : l'invasion des « colonies » chinoises communistes (6 % en 1949, 83 % aujourd'hui) face aux six « minorités » ethniques : Ouzbeks, Kazakhs (« Cosaques » pour les Occidentaux), Kirghiz, Ouzbeks, Tadjiks et Tatars, nomades ou sédentaires. Ce sont eux les vrais habitants du Turkestan. Ces hommes et ces femmes gèlent sur leurs chevaux de vent donnent vie et couleur à ces terres brûlantes ou glacées. Ils animent aussi les pages de cet album.

Danielle Trunard

► *Turkestan, oasis de la Chine, de Kevin Kling, Chêne, 192 p., 348 F.*

Khajuraho, sanctuaire de l'amour

Khajuraho, lieu sacré et magique, célèbre pour les nombreuses sculptures érotiques qui ornent les façades d'une vingtaine de temples, vestiges d'une ville glorieuse, symbole d'un hindouisme alors triomphant. Un ensemble érigé entre le neuvième et le douzième siècle et considéré, par les spécialistes, comme l'un des sommets de l'art sculptural indien. Aujourd'hui, au cœur de l'Inde, ni site hier déserté et envahi par la jungle, aujourd'hui attraction touristique majeure. Mais autre chose aussi, illustrée par cet album œuvre d'un photographe indien, donc indien jusqu'au bout des ongles par sa couleur et son atmosphère.

D'abord, et c'est la première partie de l'ouvrage, un petit village, longtemps oublié, écrasé sous le soleil, avec ses paysans, ses troupeaux de vaches et de chèvres, ses échoppes, ses artisans et sa foule bariolée. Ensuite, un véritable poème de chair et de pierre, un hymne à la

beauté de la femme qu'un chapitre du livre, celui consacré aux sculptures, met admirablement en valeur. Volupté des corps, plénitude des formes, élégance des lignes, délicatesse des gestes mais aussi tendresse et coquetterie. Un mélange de stylisation et de réalisme, de pudeur et d'audace où, relève Alain Daniélou dans sa préface, on réalise que, « dans la conception hindoue, l'extase érotique est l'image de l'union mystique ». Un lieu où, jour après jour, cohabitent, dans un présent éternel, maisons et temples, hommes et dieux.

P. Fr.

► *Khajuraho, sanctuaire de l'amour en Inde, par Louis Frédéric, photos de Raghu Rai et préface d'Alain Daniélou, Bords, 160 p., 320 F.*



Saigon. La visite dominicale chez la grand-mère, par Jean-Claude Labbé.

Le Vietnam d'un reporter

« Jean-Claude Labbé, journaliste de l'image ». La carte de visite est délicate, façon « Tintin reporter », et en dit long, au-delà de la simple identité, sur un des rares spécialistes français du Vietnam, pays dont il parle parfaitement la langue et qu'il parcourt depuis plus de vingt ans, le délaissant parfois pour se retrancher dans son pavillon de Bourg-la-Reine. Par exemple pour faire ce livre, enfant dans la douleur, après quatre ans de travail et l'autorisation de parcourir librement le pays de la frontière chinoise (Lang-Son) à l'extrême sud (Ca-Man).

« Journaliste de l'image », c'est-à-dire journaliste avant tout. Depuis ses premiers articles en 1972, en passant par les années de guerre

entre Vietcong et zones « américaines », jusqu'à ce livre consacré à la vie quotidienne au Vietnam, Jean-Claude Labbé a toujours privilégié les photos « informatives » à celles aux couleurs fêlées et chromo. Son Vietnam prend ainsi à contre-pied tout ce qui se fait dans le genre. Avec ses ciels blancs, fonds flous, couleurs ternes, ses cadrages dépourvus et parfois « ébourrés », Labbé répertorie avec subtilité les indices d'un mode de vie, que seul un parfait connaisseur du pays pouvait trouver.

Les photos foisonnent, enrichies par des légendes précises et au ton juste, des photos d'un brouillard qui aime avant tout les gens, et qu'il a dénichés en mangeant la vie comme le plus tourmenté des reporters sait si bien le faire, incapable de tenir en place ou de laisser parler le silence, burlant surtout au point de donner la migraine au moindre visiteur.

Ses photos ? Un chauffeur de taxi en caleçon avec « sa belle 203 », le domicile d'une famille transformé en atelier de décoration, la boutique surréaliste d'un cordonnier, l'incroyable vue d'un vélo mangé par la boue — « La terre glaise qu'il lance sur sa bicyclette est destinée à la fabrication des briques », — la première course de chevaux depuis la chute de Saigon, des bambins hauts comme trois pommes qui jouent au babyfoot, cinq minutes maladroitement maquillées pour un concours de beauté, les réveillons de la jeunesse dorée de Saigon lors de la fête du Têt, les portraits de M^{re} Récamier, Stendhal et Lénine réunis dans un atelier de reproduction de peintures célèbres, à Da-Nang.

C'est délibérément que j'ai choisi de ne pas évoquer la guerre et la politique à travers mes images. Suffisamment de livres et de reportages ont été publiés sur le conflit vietnamien depuis des décennies. Jean-Claude Labbé évoque ainsi la délicate question politique, préférant porter son objectif sur « l'ouverture » d'un pays encore totalitaire. L'homme est lucide, il sait combien l'image est capable de transformer le pire des régimes en sympathique République banoïrière. Mais il affirme haut et fort sa foi dans l'homme de la campagne ou de la rue, comme ce « cycloporteur » promenant deux petites filles qui jouent aux grandes dames.

M. G.

► *Vietnam, intimité, émotions, sensations. Hatier, 192 p., 140 photos en couleur, 375 F.*



Pêcheur moken, vivant entre la Birmanie et la Thaïlande, par Pierre Perrin.

Le crépuscule des nomades

Ils sont ceux qui passent. Les passagers de la terre. Les nomades. Héros de *Nomades*, l'album que leur consacrent Pierre Perrin, reporter-photographe, et Jean-Christophe Grangé, journaliste, témoins fascinés par ces populations dont le mode de vie et l'économie sont, partout, menacés. Six peuples parmi d'autres. Les Moksens, gitans de la mer d'Andaman, qui naviguent entre les îles de l'archipel des Mergui, à la frontière de la Thaïlande et de la Birmanie. Les Esquimaux du Cuivre (jadis, ils façonnaient leurs armes dans le cuivre brut), sur Holman-Island, dans l'Arctique, aux confins des Territoires du Nord-Ouest. Les Pygmées Akas, dont le royaume vert, noyé sous les pluies neuf mois sur douze, s'étend sur la frontière de la République centrafricaine et du Congo. En Mongolie, au cœur de la tige peuplée d'ours et de lynx, les Tsatans, descendants d'Attila, chevauchent les rennes qu'ils élèvent. Dans les sables du Sahara, les Touaregs, ces hommes bleus, princes des nomades. Enfin, dans les Balkans, les tziganes, symboles du mépris, mêlé de crainte, que suscitent généralement ces peuples itinérants qui font peur et rêver à la fois.

Certains voyagent sur des bateaux au toit de palmes, creusés à l'intérieur d'un tronc d'arbre, mouillent dans des criques désertes, bivouaquent sur des îles luxuriantes, vivent de cueillette et de pêche, chassent les chauves-souris et les tortues, ce qui, désormais, est interdit. Ils croient aux esprits du bois, du miel et de la forêt. D'autres, au cœur de la forêt équatoriale, chassent le singe à l'arbalète et aux flèches empoisonnées, l'autruche au filet, le phacochère ou le gorille à la sagaie. Ils savent,

dit-on, parler aux animaux. Pour d'autres, le renne reste la seule raison d'être, un partenaire, un ami, un complice : ils boivent son lait, mangent sa viande, travaillent sa peau et font commerce de ses bois. Il y a aussi ces « stars de l'éthnologie », aujourd'hui assistés et sédentaires, qui attendent l'été pour atteler les chiens, charger les traîneaux et partir sur la banquise retrouver, l'espace d'un instant, leur ancien mode de vie. D'autres, enfin, arrêtent encore, sur la place des villages, leurs roulottes de monteurs d'ours.

Autant de communautés fières et soudées (ainsi qu'en témoignent les superbes photos de famille qui ouvrent l'album) mais dont l'identité est minée de toutes parts. Pour les Moksens, par l'alcool, les touristes, les pirates et l'armée birmane. Pour les Pygmées, par les chantiers forestiers et la disparition du gibier. Pour les Inuits, par les grandes villes et la cloacardisation. Pour les Tsatans, par le socialisme qui combat le chamanisme et collectivise le bétail. Pour les tribus touaregs, par la guerre qui, depuis des années, s'oppose aux armées nigériennes et maliennes. Pour les tziganes, par le racisme, la ségrégation et les persécutions quotidiennes.

Un album à deux faces. Grandeur et décadence. Eloge de la différence et de la liberté. D'un bonheur insoupçonné mais aussi de sa mort lente. Le texte est militant. Quant aux photos, elles témoignent plus qu'elles n'enjoignent. Un vrai reportage. Affectueux et poignant. Sur la fin d'un monde.

Patrick Francès

► *Nomades, les passagers de la terre, Pierre Perrin, Jean-Christophe Grangé, Denoël, 191 p., 450 F.*

Les glaces de Föllmi

Olivier Föllmi est hanté par la beauté des terres difficiles d'accès, où l'homme doit lutter pour survivre. Un défi quotidien qu'il relève en Asie centrale et au Zanskar. Son dernier album sort sur un très beau papier qui reflète pour ainsi dire la lumière de l'eau, des glaces, de l'enfer vert et de la terre brune des déserts du Chili. L'homme gravit, mince silhouette encadrée à d'autres hommes, les pentes blanches du mont Saint-Valentin, le plus haut sommet (4 058 mètres) de la Patagonie. Marche lente pour un cheminement intérieur.

D. T.

► *Terre de sel, terre de gel, des déserts du Chili à la Patagonie, d'Olivier Föllmi, SDE/Olizzano, 104 p., 340 F.*

Vertige

Les mots lui manquent. Pour exprimer les émotions que lui procure l'escalade à main nue des parois les plus abruptes et des montagnes les plus hautes, Catherine Destivelle s'accroche à ses topos, aux spits, aux grattons, aux vives, aux moindres aspérités de la roche. Désespérément. Son texte ne déçoit pas, comme collé à l'ordinaire de la gestuelle, emporté dans les décalages horaires, enghèné par les bons sentiments. On ne lit donc pas le texte du dernier album que l'éditeur publie, *Roc Nature*. On se contente de regarder les images.

Et on ferme les yeux pour ne pas tomber.

Ce livre donne le vertige. On voit Catherine Destivelle, minuscule, légère, fragile, s'écorcher les doigts sur la granité, se pendre à des bambous, s'écarter entre deux fissures. La photographie restitue les sensations, excite l'imagination. Elle grimpe, on entend le sifflement de l'effort, on sent l'aisance de la transpiration, on soupçonne la jubilation. Elle se hisse, on craint la chute, on pressent le pire. Catherine Destivelle a foulé le sommet des pics et des falaises, elle a trompé la mort et la gloire. On la découvre ainsi plus qu'elle ne se découvre au travers de l'objectif de Gérard Kosoczi.

A. G.

► *Roc Nature, de Catherine Destivelle, photos de Gérard Kosoczi, Denoël, 128 p., 92 photos couleurs, 350 F.*

Voyages insolites

Les quarante coups de cœur d'un journaliste qui entend « voyager autrement, loin des vacances charismatiques, des itinéraires programmés, en privilégiant, au contraire, « le vif, le quotidien, les émotions, les vibrations, dans des lieux oubliés, exclus du grand show touristique ». En n'hésitant pas, pour cela, à « faire un détour, à parler à son voisin et en

acceptant, si nécessaire, l'inconfort et la différence ».

Un livre qui ouvre des pistes. Du carnaval hyper-torride d'Antigua au carnaval des diables d'Oruro, en Bolivie ; des femmes-girafes de Birmanie à une longue marche des guerriers, au Swaziland ; des caravansiers d'Éthiopie, en Turquie, à l'île aux ours au Spitzberg ; de l'ascension du Mont Taishan en Chine (six mille trois cents marches) à Soukkin, ville morte du Soudan, en passant par les bars de Cuba, les palais secrets du Caire, un village de médiums en Floride, la Kumbha-Mela d'Allahabad en Inde, un combat de cavaliers en Indonésie, des tatoueurs de la mafia au Japon, la secte des mennonites au Mexique. Mais aussi, plus près de nous, le pèlerinage andalou d'El Rocío, en Espagne, des locations insolites en Grande-Bretagne, le carnaval des hommes-chèvres à Skyrros en Grèce, les flagellants de Nocera Terinese en Italie et une chasse aux trésors à travers les braderies sauvages de l'île-de-France.

Pour chacune de ces destinations, un guide pratique sur les modes d'accès, les formalités, l'équipement, les contacts locaux et les astuces pour faciliter le voyage. Sans oublier cartes et photos.

P. Fr.

► *Voyages insolites, bouts du monde et fêtes secrètes, Elle Imbardis, Guides Hechette, 256 p., 280 F.*

A travers la forêt

Voici trois « beaux livres » qui sont une invitation au voyage à travers la forêt. Les *Forêts tropicales* nous emmènent dans la jungle, à la rencontre de sa faune, de sa flore et de ses indigènes superbement photographiés ou dessinés. Un itinéraire pédagogique, jalonné de cartes et de croquis. Une mine d'informations souvent inédites, rassemblées par un fin connaisseur, Mark Collins, qui a passé dix ans de sa vie dans les forêts tropicales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique.

L'*Atlas de la forêt française* se limite donc à l'Hexagone mais suit les mêmes sentiers en sous-bois, avec sa flore et sa faune toujours mystérieuses, presque aussi exotiques. Le parcours, guidé par des forestiers de terrain, sillonne à travers tous les massifs et nous initie aux secrets de l'exploitation, depuis la germination jusqu'à la scierie.

Le *Cerf* nous montre le roi de la forêt tempérée, saisi par les meilleurs photographes animaliers, et toujours dans son milieu naturel. Un hommage au plus noble animal sauvage de nos bois.

R. C.

► *Les Forêts tropicales*, éditions Soler, 200 p., 185 F.
► *L'Atlas de la forêt française*, éditions Jean-Pierre de Monza, 240 p., 330 F.
► *Le Cerf*, éditions Hatier, 264 p., 280 F.

Berghotel SCHÄTZALP

Enchantement et féerie d'un hiver enneigé pour jeunes et moins jeunes.

Sur la face ensoleillée du domaine skiable, au pied des pistes.

Hôtel Belle Époque alliant le charme rétro au confort le plus moderne.

CH-7270 Davos Platz
Tél. 194181/44 13 31 - Fax 43 13 44

Des prix à vous faire partir !

THAÏLANDE

prix à partir de **8760 F**

Transport A/R Europe
Tous les jours non ouvrés

Mini-circuit
« Routes de l'Indochine » 4 nuits
Séjour Pattaya, 3 nuits Orchid Lodge

Départ on vous conseille :
Tél. : 40 53 07 11
181, bd Pasteur, 75017 PARIS

SWISSE LA BONNE ADRESSE

Tasch (alt. 1 450 m.) à 5 km de Zermatt. Liaison ferroviaire avec la région de ski de Zermatt en seulement 11 min. (navette)

Tasch, le centre du ski de fond de la vallée de Zermatt. Hôtels, appartements de vacances, chambres tout confort et prix avantageux. Informations : Office du tourisme, CH-3923 Tasch. Fax 1941/28/67 21 16

Victoria-Lauberhorn Wengen Berner Oberland

Au cœur de Wengen, hôtel de famille de 11 chambres. Séjour agréable, grand confort assuré, restaurants, bar et café accueillants. Chambres avec bain, douche/w.c., sèche-cheveux, téléphone direct, radio, coffre-fort, TV. Demi-pension avec buffet riche de petits-déjeuners, menus de choix SF. 58.-/140.- selon saison, séjour et saison, ainsi que div. buffets aux chaudières.

Arrangements de ski avantageux : pour 7 jours demi-pension, bain, douche/w.c., menus de choix, incl. abonnement de ski (valable pour 45 remontées mécaniques) à partir de SF 897.- au lieu de SF 1 052.- pour 14 jours. Arrangements forfaitaires en été.

Familie S. + H. Comolli
Hôtel Victoria-Lauberhorn, CH-3923 Wengen, tél. : 1941/30/56 61 51, tél. 923 232, fax 1941/30/56 33 77

سنة ١٤١٢ هـ

Scrabble

Le bœuf « Légendus »

TOUS les gourmets qui ont été en Japon ont chanté les louanges du bœuf de Kobe. L'animal est, lui, soigné comme une vedette, l'appétit aiguillé par trois litres de bière quotidiens et massé de cette même bière, ce qui, faisant pénétrer les chairs de la graisse de surface, donne une viande sublimement parfumée mais dépayssante.

La France serait-elle en train de donner aux gourmets de la-bas une leçon ? C'est ce que l'on pourrait assurer grâce au bœuf « Légendus » qui vient de naître. Il est né à Coutance, domaine du Périgord vert, grâce à un éleveur nommé Dufray et un passionné de la viande du Béarn, M. Goussier. En bref, il s'agit d'un animal de race timonnière, ou blonde d'Aquitaine, rigoureusement sélectionné, nour-

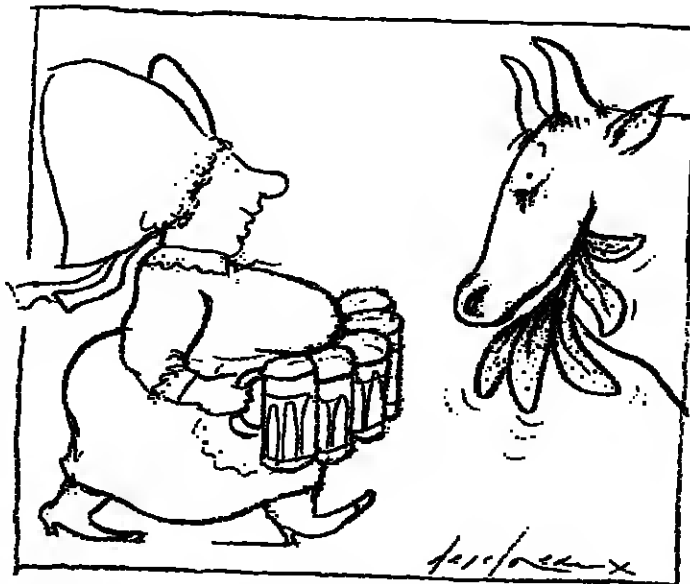
ri d'aliments naturels mais aussi de bière, et soumis à un système de massage automatique permettant leur brossage quotidien. La bière a pour effet d'accroître l'appétit de l'animal, de favoriser le « persillé » de sa chair. Le brossage permet la diffusion de la graisse en même temps qu'elle relaxe l'animal, élevé en box individuel confortable et dont les qualités organoleptiques atteignent ainsi le maximum entre quatre et cinq ans.

Il est évident que la production est encore extrêmement réduite et, à Paris, seuls quelques bouchers vendent le « bœuf de Coutance », baptisé par ses créateurs « Légendus », avec aussi deux vendeurs en province et Fauchon qui sera distributeur d'un coffret contenant une côte de bœuf et un petit sachet de-

sel de Guérande accompagnateur. Mais vous pourrez aussi en découvrir les charmes, les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, à la Taverne Kronenbourg.

On connaît cette glorieuse maison du Boulevard, animée par Jean-François Blanc, dont le « papa » fut un boucher renommé qui, lui-même, apprit le métier et qui, laissant le parisianisme du Grand Café Capucines et du Pied de Cochon, l'historique du Procopée et l'air méditerranéen de Charlot, Roi des Coquillages, à ses frères, a voulu que la Taverne Kronenbourg soit la plus élégante, la plus accueillante, la plus traditionnelle et moderne à la fois des brasseries.

Des fruits de mer à la gratinée, des choucroutes au pied de cochon grillé, du merveilleux munster (qu'il



fait « arroser » d'un gewurztraminer grand cru 1988) c'est ici la tradition (avec le soir, un orchestre digne des Caf' Conc' d'autrefois !). Mais vous pourrez donc, ces deux mercredis du mois, découvrir le bœuf « Légendus » qui rendrait

jaloux ceux de Kobe. L'assiette (copieuse et d'une viande dont le goût et tendreté sont incomparables, avec croquette de purée de pommes de terre et foud d'artichaut) est certes à 200 francs. Mais elle constitue un repas à elle seule.

Ajoutez-y le munster où le sorbet alsacien (à la mirabelle et eau de vie de mirabelle) et vous aurez invité Lucullus chez Lucullus.

Une idée m'est venue, en me régalant ainsi. Je songeais à ce plat belge que Raoul Morleghem, cuisinier bruxellois apôtre de Gambirinus, m'avait fait tester il y a quelques lustres : la queue de bœuf à la queue lumbic. Eh bien, pourquoi ne pas essayer de cette pièce de bœuf venue de Coutance garnie d'un grain d'endives, par exemple, et arrosée d'une « blonde » de la Taverne ?

La Reynière

► Taverne Kronenbourg, 24, boulevard des Italiens (9^e). Tél. : 47-70-16-64. T3. Parking : Paramount-Opéra. Salons. A.E.-D.B.

ENTRE-METS

Noix

« La noix, ces deux minuscules, cette moitié de grosse noix, dit Jules Renard (1). Le noyer est un arbre solidement raciné. Il prend son temps, comme la tortue. Il est long à venir. Il donne des fruits à huit ans, puis son maximum productif de treize à cinquante ans. C'est la durée de deux générations. L'enfant voit la plantation et le bouturage ; devenu vieillard, il casse, à la veillée, ces noix qu'il a vu planter. Relativité du temps qui passe, comme on le lit dans *Angéline* (2) : au pays des Alpes, on plante pour les enfants. Car c'est un placement profitable. Noix et bois sont prisés. Le noyer, c'est le bel arbre de l'automne, clair et doré, avec au pied le fruit enveloppé de l'écale - ou brou - comme pour un jeu de croquet. Les noix tombent mûres, naturellement. On peut aussi les y aider mécaniquement. Il convient alors de les ramasser promptement. C'est la tâche des enfants, des chemineaux, ou gens du trépas.

Isolé, c'est un arbre majestueux. La noyeriaie de culture intensive couvre la campagne d'un grand espace vert, telle celle du château de Doissac, ancienne résidence de Godefroy de Vivant, à Doissac en Dordogne, qui ne compte pas moins de 53 hectares. On doit nettoyer son aire pour préserver la santé des racines autant que pour faire tomber le fruit sur le sol propre où il ne pourrit pas. On a traité modérément l'arbre avec une classique bouillie bordelaise. On lavera le fruit à l'eau. C'est une culture non polluante. On stocke la noix, on l'engrange, on la conserve. Selon le cours et la demande, elle figure sur le marché de qualité, ou bien à l'épicerie fine. C'est la compagnie honorable du cépe et de la truffe.

En Dordogne, le Juglans regia peut atteindre 10 mètres de haut. Il craint la proximité ; la noyeriaie demande un bel espace. Ses racines sont fragiles et abondantes. Trop d'eau les dégrade, il aime donc les terrains de relative sécheresse. Dans la plantation, on introduit des variétés fécondantes, à fleurs tardives, qui apportent le pollen. C'est le Juglans nigra, le noyer noir d'Amérique, qui est aussi arbre d'ornement. Le noyer est un arbre de paradis, originaire des confins de la Perse et du Caucase. Il vint, importé par les « invasions » asiatiques, on par la route de la soie. On le trouve en Gaule gallo-romaine. On en fait des vergers au dix-neuvième siècle, et l'on exporte vers l'Algérie la noix du Périgord. Cet arbre faisait partie de la vie rurale traditionnelle. L'huile pour la table et la lampe ; avec

les pommes, les noix étaient le fruit de tout l'hiver à Saint-Basile, en Ardèche, au début de ce siècle. C'était le temps des sabots, des copeaux et de leurs cliquetis sur les chemins gélés. En Périgord, aujourd'hui, dominent les variétés « corne » et « marbot », venues d'arbres dispersés. Les vergers donnent la « franquette », la région de production de Grenoble est plus dense encore. Elle jouit d'une appellation contrôlée. Avec la « franquette », c'est la « mayette » et la « parisienne », qui constituent son trésor. Grenoble assure 40 % de la production nationale ; et la France est la deuxième productrice de noix après la Californie. Le noyer subit les attaques du « ver de la noix ». Comme pour la vigne, une équipe permanente, armée d'instruments modernes, doit veiller à la bonne santé de la noyeriaie.

La noix est riche en lipides. Elle fournit une huile savoureuse et les acides gras insaturés bénéfiques à la santé. Mais on ne peut guère être assuré de sa fabrication. Vient-elle de parfaits cerneaux, dépourvus de moisissures et d'insectes, ou bien de morceaux écorchés et de brisures ? On ne sait. Le cerneau pressé était-il « extra » ou « Ardequin clair », lorsque le jaune pâle se marie au brun foncé ? Nul ne le dira. Cette huile de noix était le « bon gras » d'hiver en Dauphiné et en Isère, gardant veines et artères.

C'était aussi la providence des lampes de ce pays pauvre qui envoyait les petits ramoneurs vers Paris, faute d'emplois. L'huile de noix est sujette au rancissement. Le bois de noyer est magnifique. Il sert encore à faire des meubles précieux, extraits de billes supérieures à 2 mètres, provenant d'hybrides. L'huile de noix, en attendant, enrichit de belles salades agréables de cerneaux entiers. Fredy Girardet accommode une escalope de foie gras poêlée en chaud-froid, nappée d'une fine gelée au vieux madère et farcie de raisins secs et de noix concassées. Une nouvelle trouvaille de cet étonnant créateur. La « tête de veau » que prépare pour Daniel Hallé le jeune chef de l'Œnothèque (20, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. 46-78-08-76) ne vise pas le même registre de saveurs, mais l'huile de noix de Chavignol utilisée pour son assaisonnement - typée sans excès - donne à ce plat un peu canaille, une tout autre dimension.

Tout comme le « Pigeon aux noix » et sa galette de servais du 7^e Art à Boulogne - qui sera bientôt la cantine de TF1 si le chef confie sur cette lancée - qui évoque les saveurs de la cuisine du Maroc (7^e Art, 37, place

René-Claire, 92100 Boulogne. Tél. 49-10-49-14, à midi seulement pour l'instant). La tradition orientale est rapportée par Odile Godard dans deux admirables petits ouvrages publiés chez Actes Sud : *Les Soupes de Schéhérazade* et *La Cuisine d'Amour*. Dans le premier, les salades aux noix accompagnent les bouchées aux fruits à pâte molle ; dans le second, le pain aux noix est justement recommandé pour accompagner le roquefort. Mais surtout, à l'intérêt des recettes commentées par Odile Godard, s'ajoute le plaisir d'une réelle découverte littéraire, assez rare de nos jours, dans les anthologies gourmandes (3).

Bernard Lohse, lui, n'a que le talent de conclure un menu destiné à honorer l'huile d'olive par un sablé aux pommes caramélisées. Mais quel talent ! On connaît aussi le vin de noix, souvenir d'enfance. Moins l'eau de noix, qui est une macération ancienne de noix vertes, broyées et fermentées dans un tonneau. On suture le jus, et on laisse reposer un an. L'on se procure l'eau de noix de Brive-la-Gaillarde chez Denoit, père et fils, bien sûr, liquoristes depuis 1839. On se méfie des noix fraîches, contenant au moins 20 % d'humidité. Elles se conservent mal et prennent très vite une saveur acide. « En Basse-Bourgogne autrefois », nous raconte Colette (4), un fromage frais, taillé en triangle... La-dessus, une salade de pissenlits baignée d'huile de noix, un coup de vin... du vin de Treigny. Et l'auteur de *Solo d'ajouter* : « Si j'avais un fils à marier, je lui dirais : « Méfie-toi de la jeune fille qui n'aime ni le vin, ni la truffe, ni le fromage ; ni la musique. » Et a fortiori, le goût recherché de la noix sacrée de Puisse !

Jean-Claude Ribaut

- (1) Jules Renard, *Journal*, 13 avril 1896.
 - (2) Cbental Arnaud, *Angelina*, Ed. Cérès, 63340 Nouette.
 - (3) Odile Godard, *La Cuisine d'Amour* (1985) Actes Sud, et Alain Barthélemy, *Les Soupes de Schéhérazade* (1990), Actes Sud, 119 F.
 - (4) Colette, *Paysages et portraits* (p. 405), Flammarion éd.
- Quelques moulines :
- Rhône-Alpes : Jean Lablanc, 71340 Igurande. (Tél. 85-54-07-39).
 - Auvergne : Jean Ramada, av. Paul-Laurens, 26110 Nyons. (Tél. 75-26-08-18).
 - Dordogne : « Debord » Rochevideau, 24530 Champagnac-de-Belair. (Tél. 53-54-81-42).
 - Haute-Garonne : Huilerie du Moulin de la Tour Sainte-Nathalène, 24200 Sarlat-la-Canéda. (Tél. 53-59-22-08).

Semaine gourmande

Restaurant de la Tour

C'était l'Auberge de la Tour, une agréable petite maison. Laisant à ses fils, l'un cuisinier, l'autre pâtissier, la Table d'Amour qu'il avait créée, Roger Conticini vient d'en faire un restaurant. Deux options : « Autour d'un plat » pour 98 F : choix d'une entrée et d'un plat ou d'un plat et d'un dessert. Un menu-carte à 158 F (grand choix d'entrées, plats et desserts) et la carte (compter 250 F), riche elle aussi en sélections gourmandes. Un duo de terrines en bon din, pâtes fraîches aux coques et calamars, blanquette à l'ancienne ou noisettes d'agneau aux sautés. Beaux desserts. Bouteilles du mois. Une belle halte à redécouvrir !

► Restaurant de la Tour, 6, rue Desaix (15^e). Tél. : 43-06-04-24. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

Relais des Gardes à Mendon

Un rappel, car cette belle maison proche de Paris est une halte-repos dépayssante et gourmande de qualité. Un très beau menu-carte (deux plats, fromages et dessert) à 190 F, des plats saisonniers (en ce moment le turbot aux cépes, la grouse d'Écosse rôtie, le croûtilant de roquet au foie gras et le fameux babo Stanislas !). Superbe cave. A la carte compter 350-450 F.

► Relais des Gardes, 42, avenue Gallieni, à Meudon (92190). Tél. : 45-34-11-79. Fermé samedi et dimanche soir. AE, DC, CB.

Le prix La Mazille à Robert Courtine

Le prix La Mazille 1991 a été attribué à Robert Courtine pour ses chroniques gastronomiques, publiées dans le *Monde* sous le nom de La Reynière, et l'ensemble de ses livres, dont le dernier en date, la *Cuisine des terroirs*, est paru aux éditions de La Manufacture. Ce prix lui a été remis le 14 novembre dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris par M. Yves Guéna, maire de Périgueux, et Jacques Chirac, le maire de la capitale, qui, à cette occasion, l'a décoré de la médaille de vermeil de la Ville de Paris.

La Mazille est le pseudonyme de M^{me} Mallet-Maze, qui a publié, en 1929, la *Bonne Cuisine du Périgord*, dans lequel elle a sauvé de l'oubli les grandes recettes de sa région. Son nom a été donné au prix créé par la ville de Périgueux pour « mettre à l'honneur un écrivain, un journaliste ou un chef qui a illustré la gastronomie ». Ce prix est décerné tous les deux ans, en alternance avec le Salon européen du livre gourmand, dont la première édition a été organisée à Périgueux en 1990.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51530 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
tarifs sur demande consultez-nous pour vos cadeaux d'entreprise
Tél. : 26-54-79-48
Fax : 26-55-37-12

Pour les fêtes
Pâtes de fruits de l'Abbaye
aux arômes naturels de fruits
préparées par
les sœurs bénédictines.
Tél. : (16) 33-95-01-41
8, rue des Capucins
50700 VALOGNES

* l'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

HOTEL DE CHIBERTA
ET DU GOLF***
(3 km de Biarritz)
« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et au calme de la forêt de pins »
Séjours en chambres-studios
équipés tout confort
(téléphone direct, TV Canal +)

Prix par personne : 770 F la semaine en occup. double.
valable du 1-11-91 au 28-03-92

Période du 21-12-91 au 04-01-92 :
Tarif moyenne saison

Prix par personne : 1 085 F la semaine en occup. double

Service de petits déj. et repas du soir sur demande

Forfaits golf et cure thermes marins, en option

Navette aéroport

104, boulevard des Plages, ANGLET
Tél. réserv. : 59-52-15-16.
Tél. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

Montagne

74380 BONNE - HAUTE-SAVOIE
Hôtel** au pied des stations et à 10 mn des premières pistes, dans village de caractère.

Vos vacances de Noël et d'hiver en pension et 1/2 pension.

Ambiance familiale et savoyarde. Tous rems. (16) 50-39-20-19. Fax : 50-36-27-80.

RENN MOULINS-EN-QUEYRAS
HTS-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran

HÔTEL LE CHAMOIS***
LEON DE FRANCE
Soleil, calme, ski de fond, piste
Pension, demi-pension
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58

SIXT-FER-A-CHEVAL

Haute-Savoie

Hôtel 2** sur les pistes de ski alpin et de fond et à 10 mn du Grand Massif par avenue stiers.

7 jours pension de 1 765 F à 2 095 F. Baby club le matin. Animation. Possibilité de forfait tout compris.

Rent. Le Petit Teras : 50-34-42-51
Fax : 50-34-13-02.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-50

Tél. : 21 1838. Fax : 43-61-72-37
Chambres insonorisées (300 F à 350 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. T3. direct, minibar.

Italie

VENISE

San Marco N. 1936
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***

à son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856 Fax 5237866.

TOURISME

SKI DE FOND

Haute-Jura 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVIII^e, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bns, w.c.

Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. maxi., tables d'hôte. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss. rand. pédestres, patin à glace, tennis, VTT. Pension complète + vin

+ matériel de ski + accompagnement 2 400 F à 2 950 F pers/semaine.

Renseignements et réservations (16) 01-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU La Longeville - 25650 MONTBENOÎT.

دولة الكويت

هذا من اصل

L'esprit de Dubrovnik

par Michel Parent

DANS le conflit qui ensanglante le territoire dit des Slaves du Sud européen, c'est d'abord vers ses innocentes victimes, chaque jour plus nombreuses, que va notre compassion. Nos Etats sont, en outre, légitimement préoccupés par les dangers auxquels la paix en Europe est exposée par les répercussions d'un tel drame. Celui-ci affectant inséparablement les gens et les biens culturels, ce n'est pas du tout être indifférent ou fataliste à l'égard du destin des populations que de s'alarmer aussi du sort d'un patrimoine artistique d'une qualité, d'une diversité et d'une densité qui contribuent à embellir la vie et à motiver de légitimes fiertés.

De tels biens ne concernent pas seulement les droits et les devoirs des communautés en cause, mais, tant juridiquement que culturellement, l'ensemble de la communauté humaine. Faut-il rappeler que chaque Etat est garant des biens culturels d'autrui comme des siens propres et s'est engagé à les protéger en respectant les stipulations des conventions auxquelles il a librement souscrit : en particulier la convention de La Haye relative à « la protection des biens culturels en cas de conflit armé » qui interdit l'utilisation de ces biens à des fins stratégiques (1954) et celle de Paris sur « le patrimoine mondial de l'UNESCO » (1972). Cette organisation n'a d'ailleurs cessé depuis l'origine du conflit de tenter de faire respecter ces stipulations. De plus, de nombreux biens, aujourd'hui menacés, relèvent de vastes mouvements créateurs qui se sont croisés dans cette région de l'Europe sans avoir jamais été enclavés par des frontières d'Etat. Et ce sont, précisément, les croisements féconds de ces cultures différentes qui ont fait ainsi la réussite de ce qui est devenu le plus spécifique. Il est sûr que, lorsqu'un monument de Dalmatie est détruit ou endommagé, à Zadar, Trogir, Split ou Dubrovnik, c'est la mémoire de toute l'Europe qui est atteinte, et quant à celle de l'ensemble des territoires yougoslaves, elle inclut tout aussi bien des apports de l'Orient que de l'Occident.

Mais si la ville de Dubrovnik s'impose finalement comme une des plus rares réussites architectu-

rales et urbaines qui soient au monde, il s'y ajoute encore, au regard des droits de l'homme, ce que représente l'histoire singulière de cette ville, dont la tradition existentielle de convivialité est, par anticipation, une réponse aux événements qui font aujourd'hui son malheur. La solution qui doit mettre fin à ce conflit intercommunautaire pourrait en effet utilement s'inspirer de l'esprit de Dubrovnik qui, depuis les origines, est caractérisé par le sens du respect de la culture de l'autre, de la nécessaire coopération entre ceux qui sont appelés à vivre ensemble, ce qui a été pendant mille ans la condition de sa prospérité, de son rayonnement et de sa liberté. L'histoire universelle connaît partout des pages douloureuses et parfois honteuses. Il importe d'en garder le souvenir, afin qu'elles n'en inspirent pas de semblables. Et pour les exorciser, c'est un devoir de relire et d'exalter les pages exemplaires au lieu de les occulter.

Est-il nécessaire de rappeler d'abord que l'Illyrie a constitué,

dès l'Antiquité, cet indispensable pont d'échanges culturels entre l'Orient et l'Occident ? C'est dans l'espoir d'en perpétuer le rôle unitaire que Dioclétien construisit, à égale distance d'Athènes ou de Byzance et de Rome, cet immense et admirable palais-ville capitale qui est devenu Spalato puis Split, la grande voisine de Dubrovnik.

Au septième siècle, les Slaves atteignant l'Adriatique, les Illyriens hellénisés et romanisés du petit port d'Epidaure (au nom significatif) s'installèrent sur l'îlot voisin de Raguse. En face de l'îlot, les Slaves donèrent à leur établissement littoral un nom déterminé par son site : Dubrovna ou la forêt de chênes. Mais, au lieu de se combattre, ces deux communautés constituèrent un Etat unique et joignirent leurs capacités complémentaires : celles de marins et de terriens. Ainsi naquit cette République libre de Raguse-Dubrovnik dont le commerce maritime, mais aussi terrestre, associa à nouveau l'Orient et l'Occident.

Et elle sut, pendant un millénaire, maintenir son autonomie face aux puissances qui submergèrent tout le reste du territoire yougoslave et que certaines, durablement, se partageaient.

Associée à l'empire vénitien, Raguse-Dubrovnik sut en tirer finalement de tels avantages économiques mais aussi politiques, qu'après avoir connu un premier âge d'or au Moyen Age, au deuxième à la Renaissance, elle en vécut un troisième lors du déclin de la cité des Doges. A la faveur de sa diversité, non seulement originale, mais riche des apports culturels que sa vocation marchande ne cessait d'accumuler, son statut, préservant simultanément la liberté de ses citoyens et l'unité de son territoire, s'était précisée. Concrètement, dès le douzième siècle, le comblement du bras de mer séparant l'îlot du cotoieot en fut le signe, aboutissant à l'aménagement de la plus belle artère de la ville, la Placa, qui la traverse de part en part. Quant à ses fortifications, joyau d'architecture ajusté sur un site

naturel superbe mais fort exposé, elles n'ont cessé de symboliser le souci vigilant de la sécurité de la République, souvent assiégée, mais en général sans succès : Dubrovnik devant surtout son invulnérabilité à sa diplomatie et à des mérites qui en firent moins un enjeu entre les puissances que le lieu propice à nouer entre eux dialogues et trêves et à y acquiescer les produits qui leur manquaient.

Dubrovnik ne connut, en fait, qu'un désastre majeur : la secousse tellurique qui la ravagea en 1667, mais dont elle effaça les effets par une restauration parfaite de ses édifices anciens, agrémentés, ici et là, des charmes nouveaux de l'art baroque. Il faut savoir d'ailleurs que la rigueur du contrôle des constructions y eut un caractère statutaire et, sans cela, Dubrovnik n'aurait pas présenté jusqu'à nous son exceptionnelle beauté.

D'une façon plus générale, les institutions de cette République se fondèrent largement sur le bien collectif, compensant tout privilège par d'exigents devoirs.

Mais, au terme d'une lente évolution, c'est au début du dix-neuvième siècle que se rompit simultanément l'équilibre interne des pouvoirs et l'équilibre externe des puissances étrangères. Napoléon mit fin à l'indépendance de Raguse-Dubrovnik en 1808, tout en la libérant de taxes arbitraires et en l'intégrant à ses Provinces illyriennes, sans doute éphémères, et bientôt annexées par l'Autriche, mais dont la référence aux origines inspira l'illyrisme : ce premier mouvement qui motiva chez les Slaves du Sud une volonté de retrouver leur indépendance à la faveur de leur unité.

Une unité vécue tout au long du vingtième siècle et jalonnée de drames. Une unité qui a pris figure aujourd'hui d'inaccessible utopie.

Pour autant, il n'est pas juste que l'appel à témoins de l'Histoire ne serve qu'à diaboliser collectivement les voisins innocents ou les frères abusés. Les institutions internationales qui tentent d'apaiser le conflit et qu'il est injuste d'accuser d'impuissance lorsque ses représentants s'exposent à partager les épreuves supportées par les populations civiles seraient fondées à invoquer auprès des forces impliquées cet esprit de Dubrovnik dont l'émergence fut un honneur de cette région du monde.

P. S. : Réunie, l'assemblée générale le 12 novembre 1991 et approuvant les conclusions de ce texte, la section française du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) émet le vœu que la Communauté européenne, le Conseil de l'Europe, les Nations unies, l'UNESCO et bien entendu l'ICOMOS lui-même en appellent à l'exemplarité de l'histoire de Dubrovnik comme symbole de la paix à reconstruire. Elle a demandé aux principales autorités françaises de sauvegarde ainsi qu'à Europa nostra de soutenir ce vœu.

► Michel Parent est ancien président du Patrimoine mondial (UNESCO) et du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS).

Dubrovnik. 12 novembre 1991.

PARCOURS

Bauhaus trois, dernière !

Suite de la page 17

Lancé à Weimar sous la bannière d'une gravure expressionniste évoquant la cathédrale gothique, avec des ateliers de tissage et de céramique, le Bauhaus travaillait à Dessau, le métal et le verre, et s'empara de la photographie. De la philosophie mazzénienne et des costumes en lin d'un végétarien au crâne rasé, Johannes Itten, responsable du cours de première année, les élèves, garçons et filles (une centaine chaque année, 1 250 en tout) allaient être livrés à un créatif infatigable et plutôt « constructiviste » qui « savait tout faire, sauf parler correctement l'allemand ». Le Hongrois László Moholy-Nagy, que l'on appelait parfois *holy mahogany*, (« sacré acajou ») et qui portait, lui une combinaison inspirée du bleu de travail, mais... rouge.

Beaucoup de sport, beaucoup de fêtes, des spectacles de théâtre et de ballets avec les marionnettes vivantes dessinées par Oskar

Schlemmer... Le hut n'était pas de vivre comme une « île des originaux » mais aussi de nouer des liens avec l'industrie (le Bauhaus de Dessau crée une SARL et produit des objets, des lampes notamment) et d'exercer une influence sur le monde réel. En passant au-dessus de l'école chaque jour pour leurs essais, les avions Junkers fabriqués dans une usine proche, rappelaient aussi les dures réalités de ce monde-là. Les oppositions politiques à l'intérieur de l'école (sous la direction d'Hannes Meyer, après le départ de Gropius en 1928, notamment) et l'hostilité des partis d'extrême droite qui, ayant gagné les élections municipales en 1932, lui couperont les vivres, l'obligeront à fuir encore, à Berlin cette fois, et pour quelques mois seulement. Condamnée par les nazis pour cosmopolitisme (les toits plats, sous ces latitudes, ça faisait oriental, donc un peu juif) et pour « bolchevisme », le Bauhaus sera très mal vu par les orthodoxes de RDA, après 1945,

qui lui reprocheront d'avoir prôné des idées internationalistes et de s'être arrangé du système capitaliste. Révisio du procès à la fin des années 60, réhabilitation soignée des bâtiments, de la grande façade de verre, rénovation des intérieurs... La scrupuleuse parvreté (tube de métal et toile bise pour les sièges de la salle de conférences) des moyens mis en œuvre dans une économie de pénurie souligne pour le visiteur occidental l'effet d'authenticité, accentué par le kitsch qui guette au coin de la rue : une salle de bal style années 30, qui a mis le mot Bauhaus dans son enseignement.

Mythique, le Bauhaus ? Oui, mais pas seulement : les lieux où l'idée a pris forme existent et la réunification allemande les place désormais sur un itinéraire aisé : les pèlerins qui viennent à Berlin voir les tapisseries des premiers élèves du Bauhaus de Weimar, les costumes de scène du ballet triadique d'Oskar Schlemmer, qui fut donné à Dessau, l'ancêtre indémodable de la lampe de bureau ou les maquettes des projets d'architecture communistes, aux deux sites « historiques », situés dans les Länder de l'Est : Weimar et Dessau.

Weimar, où les étudiants des beaux-arts travaillaient dans les locaux construits par l'architecte Henry Van der Velde, dans un style plus proche de l'Art nouveau



Le fondateur du Bauhaus, Walter Gropius, en 1920.

et où seules trois peintures murales (détruites par les nazis, reconstituées depuis), dans l'escalier, signalent les recherches formelles de ce qui devint le Bauhaus : tout simplement « la maison de la construction » (Bau) mais peut-être, note Frank Whitford, avec une allusion au fait que « *bebauen* » veut dire aussi « cultiver la terre », donc semer, faire germer.

Dessau, ville d'accueil à partir de 1925, quand un changement de

majorité au Land de Thuringe avait fait tarir les subventions et obligé les dirigeants du Bauhaus à déménager. Dessau, cité industrielle au paysage urbain désolé, au cœur d'une région écologiquement dévastée par la pollution chimique, dont le nom, Bitterfeld, est devenu un synonyme de l'enfer. Dessau, où le Bauhaus connaît sa période la plus fertile, la plus novatrice, où il construit, selon les plans de Gropius, ses propres locaux pour l'enseignement, les ateliers et les logements des élèves, bâtiments où, actuellement, des chercheurs, architectes, designers, essaient de relever les nouveaux défis de l'époque, ceux de l'environnement dont leur région donne un si affligeant exemple.

De même que le petit musée de Berlin, les bâtiments de Dessau figurent aujourd'hui, comme les œuvres d'Aalto en Finlande, les réalisations de Scarpa en Italie ou la villa Savoye de Le Corbusier à Poissy, sur l'itinéraire du Grand Tour que se doivent les amateurs d'architecture moderne qui veulent en connaître de visu les sources pour mieux les comprendre.

L'Allemagne se réunifie mais les archives, celles de Weimar, celles de Dessau, celles de Berlin, restent séparées. « Nous ne sommes pas un pays centralisé comme la France », répond Peter Hahn, qui

continue d'enrichir la collection berlinoise, et anime une équipe de chercheurs. L'exposition, organisée en 1989 par les Berliners à Dessau, dès le début de l'ouverture, donc, avait été un véritable événement. « Les gens faisaient la queue comme jamais cela n'arrive ici ». Son projet : agrandir le musée « dont la façade principale est malencontreusement tournée vers le sud » (ah ! le fonctionnalisme...) et « supprimer la passerelle » qui oblige à un détour selon lui inutile, mais que les modernes entendaient comme une « promenade architecturale » pour mieux voir un édifice.

Mais là, même avec l'appui de l'un des derniers élèves du Bauhaus encore en vie, Max Bill, fondateur de l'école de design d'Ulme après la guerre, il a affaire à ceux qui n'admettent pas qu'on touche au bâtiment de Gropius tel qu'il est. Entrée dans le patrimoine et dans l'histoire, la modernité a ses grands prétextes, et ses dévôts.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

► Bauhaus Archiv, Museum für Gestaltung (Musée du design), tous les jours, sauf mardi, 11 h à 17 h (le vendredi jusqu'à 20 h). Blücherstr. 52, Berlin 10535. Téléphone : 30 46 40 020.

La position des porteurs minoritaires dans les offres publiques d'achat

Les deux tiers

Il aura fallu à peine plus de deux ans pour que l'apparent consensus sur la réglementation des offres publiques d'achat (OPA) vole en éclat. Depuis le début de l'année, chaque rachat est contesté par des actionnaires minoritaires s'estimant lésés. Leur argumentation a touché des autorités boursières, comme la Commission des opérations de Bourse (COB), et le débat est remonté jusqu'au ministère de l'économie. M. Pierre Bérégovoy s'est dit « préoccupé » et favorable à une modification de la règle des OPA sur les deux tiers du capital si elle fait l'unanimité des intéressés.

En mars 1989, soucieux de moraliser les marchés financiers, les pouvoirs publics décidèrent de réglementer les OPA, un règlement étant plus facile à modifier qu'une loi. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) institua le déclenchement automatique d'une offre d'achat dès qu'une entreprise détenait plus de 33 % du capital d'une autre. L'obligation est alors d'acquiescer à « au moins les deux tiers des titres ». Soumise à la COB, puis à la Banque de France, cette règle fut approuvée par M. Bérégovoy.

Après deux ans de fonctionnement, cette mesure montre ses limites. Rares sont les entreprises qui envisagent d'acquiescer à l'intégralité d'une société : elles n'y sont pas obligées, et cela leur coûterait beaucoup plus cher. À l'inverse, cette mesure favorise les gros actionnaires au détriment des minoritaires. En effet, lorsqu'une OPA est déclenchée sur 66 % du capital, tous les titres apportés ne sont acceptés que dans la limite des besoins. L'égalité de traitement n'existe pas entre le porteur vendeur de son bloc d'actions et le minoritaire qui ne vend pas tous ses titres. Faut-il, dans ces conditions, imposer l'OPA sur 100 % du capital comme l'envisageait un moment un projet de directive européenne, au risque de voir la cote se vider ? L'extension de l'offre à l'intégralité du capital ne risque-t-elle pas de laisser le champ libre aux radeurs étrangers généralement plus fortunés que leurs homologues français ? Dans le cas du Printemps, repris selon la règle des deux tiers par Finat, ce serait précisément le grand risque. Le CBV, qui se réunira le 4 décembre pour étudier les dossiers Printemps et Agnelli-Exor, devrait aborder la question. Mais comment modifier la règle du jeu en cours de partie sans aggraver le sentiment d'injustice ressenti par les minoritaires lors des opérations précédentes ?

DOMINIQUE GALLOIS

Avec un prix de l'action de 1 320 F

Le contrôle d'Exor coûtera 3,7 milliards de francs au groupe Agnelli

L'IFINT, le holding luxembourgeois du groupe Agnelli, a présenté, jeudi 28 novembre dans la matinée, les modalités exactes de son offre publique d'achat (OPA) sur Exor.

La proposition porte sur les deux tiers du capital et le prix retenu est de 1 320 F par action pour un cours ayant oscillé entre 1 520 F et 1 024 F depuis le début de l'année.

L'IFINT, qui a déjà acquis 1,47 million de titres auprès de la famille Menzlopoulos (soit 34,7 % du capital), se propose d'en acheter 1,36 million supplémentaire pour atteindre la barre des 66 %. « Si le nombre de titres présentés est supérieur, l'IFINT se réserve la faculté d'acquiescer toutes les actions proposées ou de réduire le nombre de titres présentés », pour atteindre les deux tiers du capital.

M. Bérégovoy relance le débat sur la réglementation des OPA

Dans son discours de clôture prononcé jeudi 28 novembre, à l'issue des premiers entretiens de la Commission des opérations de Bourse (COB) consacrés à « l'information et l'épargne », M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a fait part de sa « préoccupation » sur la réglementation des offres publiques d'achat (OPA).

« Nous avons défini le droit des OPA en 1989, mais il n'y a pas de réglementation parfaite. (...) C'est, nous veillons toujours à ce que la compétition soit possible, qu'il y ait égalité entre la surenchère et la défense, (et à) éviter les changements de contrôle occultes. Les points de vue à l'époque étaient différents : fallait-il un seuil de déclenchement obligatoire à 33 %, ou moins d'obligations ? La prise de contrôle minimale devait-elle être de 51 %, 66 % ou 100 % pour garantir les minoritaires ? »

« Si l'on change le règlement, nous le changerons, mais avant tout

il faut un consensus entre les sociétés cotées et le Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Tant que l'unanimité sur l'obligation de lancer une OPA sur les 100 % du capital ne sera pas établie, nous ne modifierons pas le règlement », a poursuivi le ministre, rappelant aussi que la COB a son mot à dire.

D'autre part, M. Bérégovoy a souligné que les entreprises soient « aussi sincères que possible en matière de communication, tant sur leurs résultats que sur leur activité », de façon à ce que l'actionnaire puisse disposer d'une information réelle. Au-delà de ce problème, il a de nouveau plaidé pour un marché des actions dynamique et a déploré qu'un « bon résultat en ce qui concerne le commerce extérieur soit masqué par une mauvaise tenue de Wall Street ». Et de conclure : la reprise là, elle sera amplifiée au cours des prochaines semaines.

F. B.

Un entretien avec le vice-ministre russe de l'économie

Les prix de certains produits devraient être multipliés par cinq en Russie, en décembre nous déclare M. Andreï A. Nechaev

Le gouvernement de la Fédération de Russie a ratifié jeudi 28 novembre les décrets économiques signés il y a quelques jours par le président Boris Eltsine. Éléments clés de la réforme, la libéralisation des prix de détail se traduira par la multiplication par trois, quatre ou cinq de certains prix, a expliqué au Monde le vice-ministre de l'économie et des finances de Russie, M. Andreï A. Nechaev.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Chargé de mettre en application les décrets économiques de M. Eltsine, M. Andreï A. Nechaev reçoit,

seul et sans protocole, dans les anciens locaux, massifs, du Gosplan (l'administration centrale du plan d'État) sur l'ex-place Marx. Ce jeune économiste proche du vice-premier ministre M. Egor Gaidar, définit la première étape des réformes dans « la libéralisation rapide de la vie économique au sens large ». Il retient trois domaines d'actions immédiates.

Premier champ, le plus important : la libéralisation des prix. Déjà annoncée par M. Eltsine, elle devrait entrer en application au mois de décembre. Tous les prix seront complètement libérés, sauf ceux de certains produits, pour lesquels le gouvernement russe fixera des prix plafonds. Il en sera ainsi pour les produits énergétiques, comme le pétrole, les produits

pétroliers, le gaz naturel et l'électricité. Le prix de ces produits sera multiplié par cinq. Il en sera de même pour l'essence, dont le litre est actuellement vendu 42 kopeks (environ 5 centimes au cours touristique du rouble). « Les prix de ces produits devront être rapprochés des niveaux du marché mondial, mais cela ne peut se faire que petit à petit », explique M. Nechaev.

Une liberté partielle des prix sera également accordée à une seconde catégorie de produits, ceux relevant de monopoles naturels (or, argent, transports, moyens de communication) et ceux des biens de consommation considérés comme de première nécessité (pain, médicaments, lait et produits laitiers, loyers, sucre, sel, vodka...). Des prix-plafonds seront fixés par l'État pour ces produits, trois à quatre fois supérieurs aux prix actuels.

Réduire l'impact social

Ces fortes augmentations ne constituent, a ajouté M. Nechaev, qu'une première étape, une seconde étant déjà envisagée pour la fin du premier trimestre 1992. Pour réduire l'impact social de ces hausses de prix brutales, des mesures seront prises en faveur de certaines couches de la population. « Nous ne voulons pas subvenir aux producteurs », explique le ministre, mais aider concrètement certains groupes sociaux très démunis, en l'occurrence les retraités, les étudiants, les enfants et ceux qui dépendent directement du budget. Le nouveau gouvernement réfléchit à des formes diverses d'aides - en nature notamment - en faveur de ces catégories défavorisées. Libérés, les salaires dans le secteur de la production ou devraient pas augmenter aussi vite que les prix.

Second domaine de la libéralisation prévue : celle du commerce extérieur. Contrairement aux déclarations de M. Eltsine, qui avait annoncé pour très prochainement un taux unique du rouble, deux taux distincts devraient subsister : un taux commercial et un taux de marché. L'un et l'autre traduiraient une forte dévaluation du rouble. Pour le taux commercial, le dollar, qui vaut actuellement 1,7 rouble, devrait passer à 5 roubles environ.

Enfin, troisième domaine de la réforme, la réduction du déficit budgétaire. Il représente actuellement environ 20 % du PNB. « Nous cherchons à agir sur les dépenses comme sur les recettes », explique M. Nechaev. Il prévoit la réduction des investissements centralisés et des programmes militaires et sociaux. Il ajoute : « Nous allons aussi procéder à une réforme du système fiscal, avec l'introduction d'une sorte de TVA. » Il s'agit d'une taxe sur les ventes à un taux qui pourrait être de 28 %.

Les autres Républiques de l'Union vont-elles accepter ces fortes augmentations de prix ? Les décisions du gouvernement russe risquent de provoquer de vives réactions, en Ukraine notamment. Certains pourraient refuser ces hausses et décider immédiatement l'instauration de barrières douanières entre elles et la Russie ou accélérer la création de monnaies nationales. « A titre de protection, nous sommes prêts à introduire une monnaie russe dans notre République, si d'autres Républiques décident de créer leurs propres monnaies », affirme avec vigueur M. Nechaev.

ÉRIK IZRAELEVICZ

La visite de M^{me} Edwige Avice à Brazzaville

La France apportera de nouveaux concours financiers au Congo en 1992

Au cours d'un voyage officiel à Brazzaville, du 24 au 26 novembre, le ministre français de la coopération, M^{me} Edwige Avice, a assuré les autorités congolaises du soutien de la France. Paria devrait apporter de nouveaux concours financiers au Congo en 1992.

BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial

Tout va mal pour l'économie congolaise, mais tout va mieux entre Paris et Brazzaville. Destinée à remercier les autorités du Congo pour leur soutien dans l'évacuation des ressortissants français lors des récents troubles au Zaïre, la visite de M^{me} Edwige Avice, ministre de la coopération, a permis aux deux pays de reprendre un dialogue qui s'était brisé au cours des mois précédents. En juillet, le nouveau premier ministre, M. André Milongo, juste élu par la Conférence nationale souveraine, s'était précipité à Paris pour demander à la France un appui financier substantiel, espérant ainsi obtenir la « prime à la démocratie » que justifiait, à ses yeux, l'application à la lettre du discours de La Baule, prononcé en juin 1990 par M. François Mitterrand.

Mesures impopulaires

Mais Paris refusa de signer un chèque en blanc aux nouveaux dirigeants du Congo, en dépit de leur bonne volonté démocratique. Il s'agissait, à l'appui de leur demande, un plan de restructuration économique précis. M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, s'engagea seulement sur

un montant de 50 millions de francs et M. Milongo rentra mari à Brazzaville, déclarant qu'il « manquait un zéro » à l'aide française. L'idée se répandit au bord du fleuve que Paris se montrerait moins enclin au temps de régime de M. Sassou Nguesso et le malentendu risquait de s'installer dans ce pays francophone où le général de Gaulle, entre 1941 et 1944, installa la capitale de la France libre.

Avec tact et brio - mais non sans fermeté - M^{me} Avice a, cette fois, assuré le Congo d'un appui économique, à condition que le programme d'action financier du gouvernement, jugé acceptable en son état actuel par le ministre de la coopération, soit légitimé et mis en œuvre par les institutions congolaises. M^{me} Avice a ainsi annoncé que les 50 millions de francs déjà promis en juin seraient bientôt effectivement décaissés pour la réhabilitation du chemin de fer « Congo Océan ». Paris prévoit surtout pour 1992 l'apport de « nouveaux concours financiers » plus importants, si le gouvernement poursuit dans la voie choisie de l'assainissement. Aucun chiffre n'a toutefois été communiqué. Une prudence de bon aloi : les partenaires veulent progresser pas à pas dans un processus encore fragile, où le politique (la démocratisation et les prochaines élections) interfère sans cesse avec les impératifs économiques immédiats.

Les nouveaux dirigeants de Brazzaville savent qu'il faut rapidement prendre des mesures impopulaires pour soulager un budget exsangue, pompé par une fonction publique démesurée. Pendant les trois mois de la Conférence nationale, achevée en juin, douze mille fonctionnaires supplémentaires ont été embauchés,

la masse salariale annuelle gonflant de 80 à 130 milliards de francs CFA (1 franc CFA = 0,02 franc). Pays de 2,2 millions d'habitants, le Congo compte 160 000 employés, dont plus de la moitié sont des agents de l'État. Le déficit courant mensuel atteint quelque 6 milliards de francs CFA et les fonctionnaires sont payés tous les deux mois. « Nous avons inventé le mois à saumon », ironise un observateur.

Des aides à la création d'entreprises

L'argent ne rentre pas dans les caisses. La dette du Congo dépasse 5 milliards de dollars, et toutes les institutions multilatérales (FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque européenne d'investissement, Caisse centrale) ont suspendu leurs prêts. Finalement par ses arrières, Brazzaville se devrait peut-être de concours financiers du FMI et de la Banque mondiale avant tout ou quatre ans. Au cours de la prochaine décennie, il faudrait licencier trente mille, voire quarante mille fonctionnaires.

Ces chiffres donnent des cauchemars aux dirigeants congolais, même si la France et la CEE envisagent un plan social qui permettrait aux agents « ajustés » de percevoir des indemnités pour leur propre entreprise. A moyen terme, Paris veut encourager des projets en faveur de l'industrie privée, de certaines filières (la chaîne du froid), des activités de service (commerce, transit) en plus de l'enseignement technique et de la santé.

Mais, comme le ote le secrétaire d'État au budget, M. Jean-Luc Malécot, il faut sortir au plus vite le Congo d'une crise économique

« sans précédent ». Le secteur productif, dominé par le pétrole (90 % des recettes d'exportation), a été sinistré par la baisse des cours du brut depuis cinq ans. Les Congolais reprochent aussi à Elf, principal opérateur pétrolier avec l'italien Agip, de ne pas restituer au pays suffisamment de bénéfices. D'où la pression feutrée exercée par Brazzaville quant à l'attribution des concessions du futur gisement de Yambio, jugé très prometteur.

Des firmes américaines, dont Amoco, sont sur les rangs. On grince un peu côté français : « Le Congo n'a pas intérêt à jouer aux cow-boys avec de vrais cow-boys ». Le gouvernement a cependant promis de tenir ses engagements passés vis-à-vis d'Elf, dont l'activité fait l'objet d'un audit. Sur les neuf millions de tonnes de brut produites chaque année, la société française en extrait environ sept millions.

« Les entreprises publiques sont un gouffre à sous », ajoute encore M. Malécot, affichant un désir de désengagement de l'État. Parmi les firmes à privatiser figurent l'ATC (Agence congolaise de communication), la compagnie pétrolière Hydrocongo, la Société nationale d'électricité, celle de distribution des eaux, celle aussi des postes et télécommunications. Enfin, le gouvernement espère obtenir de différents bailleurs de fonds 2,5 milliards de francs CFA pour préparer les élections, effectuer le recensement, constituer les listes. Des étapes que la France est prête à accompagner (avec le Canada et la Belgique, entre autres), si pareilles tâches n'entraînent pas une recrudescence de fonctionnaires ad hoc.

ÉRIC FOTTORINO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

C.G.I. INFORMATIQUE: RESULTATS DE L'ANNEE 1991
CHIFFRE D'AFFAIRES : + 17,3% RESULTAT NET : + 10,3%

Le Conseil d'Administration de la COMPAGNIE GENERALE D'INFORMATIQUE a arrêté les comptes de la société, et annoncé les résultats du groupe au 31 août 1991:

- le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1 780 millions de Francs, soit une progression de 17,3%.
- le résultat net consolidé a atteint 167,6 millions de Francs, soit une croissance de 10,3%.
- le chiffre d'affaires à l'étranger est de 600 millions de Francs, soit 33,7% du chiffre d'affaires total et une progression de 23%.

L'Assemblée Générale Ordinaire sera convoquée le 6 février 1992. Le Conseil d'Administration lui proposera la mise en règlement, le 13 mars 1992, d'un dividende de 4,20 Francs (soit 6,30 Francs, avoir fiscal inclus).



CGI INFORMATIQUE

LE SERVICE INFORMATIQUE

مكتبة محمد السادس

Les françaises ont peu profité de la reconstruction au Japon

ECONOMIE

ÉTRANGER

Pour la première fois depuis soixante ans

L'industrie chimique allemande va procéder à d'importantes réductions d'effectifs

L'industrie chimique allemande est malade. Ses profits ne cessent de s'effondrer et, depuis le début de l'année, ils ont en moyenne baissé de 22 %. La situation est aussi mauvaise qu'en 1982 et - pis - il n'y a pas de perspective d'amélioration prochaine. Tous les chefs d'entreprise prennent de sévères mesures d'économie. La plupart débauchent ou s'apprêtent à le faire, ce qui ne s'était jamais vu depuis plus de soixante ans.

Va sa puissance, la chimie allemande passait pour invulnérable. Globalement, elle compte pour un bon tiers dans la chimie européenne (la première du monde), tant pour son chiffre d'affaires (680 milliards de francs en 1990) que pour ses profits (23 milliards de francs) et ses effectifs (595 000 personnes). Ses excédents commerciaux sont colossaux (plus de 110 milliards de francs en 1990 et sa trésorerie fait plus d'un milliard de francs). Or, tout à coup, ses trois « stars » (Hoechst, BASF, et Bayer), dont le poids est considérable (les deux tiers de l'ensemble), viennent d'annoncer des résultats décevants, dont, par euphémisme, l'un peut dire qu'ils ne sont pas bons.

A tout seigneur, tout honneur. Leader mondial incontesté de la spécialité, Hoechst n'a pas réussi pour les neuf premiers mois à dépasser plus de 1,9 milliard de francs de bénéfices avant impôts, un gain inférieur de 22,1 % à celui réalisé pour la même période en 1990. Et ce, malgré un chiffre d'affaires accru de 4,8 %, dont, il est vrai, de 1,1 % par effet de prix, de 1,8 % par augmentation des volumes et pour le reste par consolidation de la filiale Colnase Mexicana.

BASF, qui s'était mieux tiré d'affaires pour les six premiers mois (-10,6 % seulement), n'est pas plus satisfait avec 16 % de profits en moins (1,96 milliard de deutschmarks).

Après un troisième trimestre exécrable (-32 %), surtout avec un chiffre d'affaires à peu près stagnant (+1,2 %).

Bayer est parvenu à limiter les dégâts avec un résultat de 2,64 milliards de deutschmarks, ce qui diminue seulement de 4 %. Mais ce moins mauvais score masque de fortes disparités. Le groupe de Leverkusen a été sauvé par sa diversification, en particulier par sa pharmacie et son agrochimie, dont les performances ont été très améliorées. En revanche, il a subi de lourdes pertes dans les fibres synthétiques et les produits pour diagnostics.

En outre, les trois anciennes usines de l'ex IG-Farben accusent la mauvaise conjoncture, surtout dans les matières plastiques, les fibres et, phénomène nouveau, dans la chimie fine. Elles se plaignent aussi de l'absence de toute reprise aux États-Unis et du ralentissement de la demande en Allemagne. La pression des prix a eu des effets nocifs, notamment chez BASF, qui a fort à faire avec sa division « supports magnétiques » très concurrencée par les produits du Sud-Est asiatique.

Mais c'est la hausse des coûts qui est partout désignée comme la principale responsable de la chute des bénéfices. Ce n'est pas nouveau : très riche jusqu'ici, la chimie allemande paie bien ses salariés. En juin, le puissant syndicat de la chimie avait obtenu une augmentation de 7 % des rémunérations. Résultat de cette générosité : pour les dix années écoulées, la productivité a été de 15,8 % dans la chimie allemande, alors que, dans le même temps, elle grimpait de 92,2 % en Grande-Bretagne, de 65,1 % au Japon, de 50,3 % en France et de 41,5 % aux États-Unis.

Obligés maintenant de compter leurs plumes, les chimistes allemands cherchent à faire des économies. Car à moins d'un miracle, aucune amélioration n'est attendue d'ici à la fin de l'année. Les directions des trois grands sont catégoriques. Pour renforcer sa conviction,

à Francfort, le professeur Wolfgang Hilger, président de Hoechst, souligne que le mois d'octobre, habituellement « doré », a été décevant. Déjà, des rumeurs circulent que les trois géants pourraient réduire leurs dividendes pour 1991. Mots et bouche cousue chez les intéressés.

La fin du temps des sureffectifs

Il est clair que le temps des sureffectifs est révolu. Le célèbre conseil d'administration Mac Kinsey recommande à Hoechst de réduire ses effectifs (180 000 personnes) de 15 %, soit 27 000 postes à supprimer. Le directeur de la firme n'a pas fait connaître sa position. Mais son siège on murmure que des coupes élargies sont inévitables. BASF a pris le taureau par les cornes et a annoncé 5 000 licenciements, dont 4 000 en Allemagne. Chez Bayer, le président, M. Hermann Strenger, a prévenu : les compressions d'effectifs, commencées il y a un an et qui se sont déjà soldées par le départ de 5 100 personnes vont se poursuivre. Mais il se refuse encore à chiffrer le nouveau coût social.

Et puis, quand les temps sont difficiles, la règle est de se retrancher sur ses métiers de base. Contrairement à Hoechst et Bayer, BASF, incapable d'amoindrir le choc avec une division pharmaceutique illégitime, envisage de se débarrasser de ses activités dans le pétrole et le gaz en Amérique du Nord, car sa filiale Wintershall (énergétique), très rentable jusqu'ici, souffre aujourd'hui avec la chute des cours du gaz. Bayer, lui, va tailler dans ses investissements (-10 % à 3 milliards de deutschmarks). Jamais depuis sa reconstruction après la deuxième guerre mondiale, la chimie allemande n'avait consenti à faire tant de sacrifices pour préserver sa trésorerie, quand même opulente.

ANDRÉ DESSOT

CONJONCTURE

Les prix de détail augmentent actuellement à un rythme de 3,2 % l'an

Les prix de détail ont augmenté en octobre de 0,4 %, l'indice calculé par l'INSEE s'étant inscrit pour le mois dernier à 191,4, contre 190,6 en septembre sur la base 100 en 1980. Par rapport à octobre 1990, la hausse des prix est de 2,5 %. Mais cette progression annuelle sous-estime le rythme réel de l'inflation en France, dans la mesure où la flambée momentanée des prix du pétrole à l'automne 1990 avait fait grimper l'indice des prix. La hausse sur un an en est automatiquement réduite. La progression annuelle sera plus forte à partir de décembre, à la même époque, l'année dernière, les prix de détail avaient en effet baissé lorsque les tensions étaient retombées sur les prix pétroliers. En réalité, sur les trois derniers mois, le rythme annuel de l'inflation est de 3,2 %.

Les prix alimentaires ont augmenté de 0,3 % en octobre (+2,6 % en un an), les prix des produits manufacturés de 0,3 % également (+1,2 % en un an), du fait du relèvement des prix du tabac, les prix des services de 0,6 % (+4,2 % en un an), du fait notamment de la hausse des loyers (+1,5 % en un mois, +5,2 % en un an).

INFLATION : poussée en octobre au Japon. Les prix à la consommation au Japon ont augmenté en octobre de 1,1 % par rapport à septembre - la hausse la plus importante en un an - et de 2,7 % par rapport à octobre 1990. Cette poussée d'inflation (après 0,2 % en septembre) est due essentiellement à une flambée des prix des fruits et légumes, après le passage répété sur l'archipel de typhons et de pluies diluviennes en septembre qui ont dévasté de nombreux vergers et serres.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AGRICULTURE

Après le comité interministériel d'aménagement du territoire

Les syndicats agricoles jugent plutôt positives les mesures du gouvernement

Après les décisions prises au comité interministériel d'aménagement du territoire, jeudi 28 novembre, en faveur de l'agriculture (préférences, facilités pour la transmission des biens, crédit d'impôt-recherche, augmentation de la déduction fiscale pour autofinancement, détaxation des « carburants verts », le tout pour environ 1 milliard de francs), les réactions des organisations professionnelles agricoles sont en général positives.

Dans un communiqué commun, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) estiment que « les dispositions prises s'inspirent des demandes formulées par eux-mêmes et que ces éléments de réponse concrètes sont enfin apportés ». Les deux organisations ontent que l'instauration d'un dispositif de préférence et l'allégement des transmissions constituent « des avancées importantes » en faveur d'une restructuration « dynamique et cohérente » de l'agriculture.

En revanche, la FNSEA et le CNJA estiment que, pour ce qui concerne la fiscalité des exploitations, « beaucoup reste encore à faire avant que la parité entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux soit atteinte ».

Pour sa part, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture déclare que les décisions gouvernementales « vont dans le sens de l'intérêt des agriculteurs », bien que les dispositifs sur la fiscalité « restent trop timides ».

Lire aussi en page 10

EN BREF

Le constructeur néerlandais DAF va supprimer 1 600 emplois en deux ans. - Le constructeur néerlandais de véhicules utilitaires DAF a annoncé, jeudi 28 novembre, la suppression de 1 600 emplois - sur un total de 14 700 - au cours des deux prochaines années. La mesure frappera principalement les Pays-Bas (400 emplois supprimés) ainsi que la Belgique et la Grande-Bretagne. DAF cède certaines de ses activités, un accord de principe ayant déjà été conclu avec Philips pour lui vendre des activités de réseaux de communication et de traitement de données électroniques. DAF a accusé une perte nette de 228 millions de florins (690 millions de francs environ) en 1990.

L'usine Schumacher de Guebwiller paralysée par une grève. - Trois jours après le début d'un conflit, les salariés de l'établissement Schumacher de Guebwiller (Haut-Rhin) occupaient toujours, vendredi 29 novembre, le transformateur central de l'usine, paralysant la production de cette usine de machines textiles. Les grévistes protestent contre le plan de restructuration de l'établissement, qui prévoit la suppression de 127 des 1 050 emplois.

Le CEE membre de la FAO. - Par 98 voix pour, 6 contre et 3 abstentions, le conseil de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, dont le siège est à Rome) a accepté que le CEE devienne membre en tant que telle de l'organisation. C'est la première fois qu'une structure économique régionale intégrée adhère à une agence spécialisée des Nations unies.

Précision sur le comité présidé par M. Gandois. - Un comité de dirigeants d'entreprise, convaincus de la nécessité de créer une dynamique pour changer le travail, a bien été constitué le 28 novembre. Il est présidé par M. Jean Gandois, PDG de Pechiney. Mais, contrairement à ce que nous avons écrit (le Monde du 29 novembre), M. Martine Aubry, ministre du travail n'a pas constitué ce groupe ni procédé à cette nomination.

A Paris
Ouverture de l'Espace IGN

L'institut géographique national (IGN) a ouvert, après trois mois de travaux, son magasin de vente du 107, rue La Boétie, complètement transformé et désormais baptisé « Espace IGN ». Là, sur 650 mètres carrés et deux niveaux, l'IGN propose ses propres productions (cartes à diverses échelles et photos aériennes), bien sûr, mais aussi des livres sur de nombreux pays, des globes terrestres, des atlas, des cartes anciennes, des images prises de l'espace par le satellite Spot, des vidéos, guides, des posters.

Ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures, le samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30. Pour ne rien ignorer ou acheter par correspondance, téléphonez au 01 42-25-87-90, ou interrogez le minitel au 3615 IGN, ou écrivez à IGN-DRD, 107, rue La Boétie, 75008 Paris.

COMMUNICATION

Le Monde • Samedi 30 novembre 1991 27

Affirmant son intérêt actuel pour le cinéma

M. Francis Bouygues dément vouloir racheter « le Figaro »

M. Francis Bouygues, administrateur du groupe Bouygues et président du comité stratégique de TF1, a démenti, jeudi 28 novembre à France-Inter, vouloir racheter « l'essentiel du groupe de presse de M. Robert Hersant », dont le Figaro, au prix de 6,5 milliards de francs, comme l'hebdomadaire le Canard enchaîné l'indiquait dans sa livraison du 27 novembre. Le journal esquivait l'état de confidences faites par M. Bouygues « à un gros industriel de la place, en lui suggérant de participer à l'opération » de rachat. « J'ai appris par le Canard enchaîné que nous étions acheteurs de l'empire Hersant. C'est tout à fait faux », a rétorqué M. Bouygues.

Interrogé, M. Philippe Villin, vice-PDG du Figaro, se refusait à tout commentaire, tandis qu'un membre de la direction du Crédit lyonnais, l'un des principaux bogoques du groupe Hersant, confiait « tomber des nues et ne pas avoir connaissance d'une telle opération ».

M. Francis Bouygues, pour autant, admet s'intéresser à la presse écrite. Au printemps, il avait déjà engagé des négociations visant au rachat du Quotidien de Paris, mais elles n'avaient pas abouti (le Monde du 20 mars). L'une des filiales du

groupe de BTP, Bouygues Communication, étudie les possibilités d'investissement dans le secteur des journaux, et M. Michel Tardieu, qui a récemment quitté son poste de directeur de la rédaction du Nouvel Economiste (le Monde du 5 octobre), a été chargé à la mi-novembre d'une étude en la matière.

A propos d'une hypothétique proposition de rachat du groupe Hersant, M. Bouygues a indiqué : « Oui, peut-être le réfléchirais. C'est quand même quelque chose de très, très intéressant parce que la presse de Robert Hersant est une presse absolument formidable dans laquelle on trouve beaucoup de choses, beaucoup de talents ». « La France a besoin d'avoir des moyens de communication développés », a conclu l'industriel, en précisant que « le cinéma était actuellement un domaine privilégié » pour lui. Sa société CDBY 2000 a investi quelque 825 millions de francs dans la production d'une dizaine de longs métrages. Mais l'actionnaire principal de TF1 a indiqué que sa chaîne ne pouvait s'associer qu'à hauteur de 10 % dans la coproduction de films, les activités cinéma et télévision étant différentes du fait de la nature de leurs productions.

Nommé à la CNCL en 1986

M. Bertrand Labrusse quitte le CSA

Nommé président de chambre à la Cour des comptes (le Monde du 29 novembre), M. Bertrand Labrusse rejoint son corps d'origine (où il était entré en 1959 à sa sortie de l'ENA) après une très longue parenthèse dans l'audiovisuel.

Nommé PDG de la Société française de production en 1978 pour quelques mois, il retrouvait ce poste de 1981 à 1986, battant ainsi une sorte de record de longévité pour l'audiovisuel public. M. Labrusse va laisser à M. Daisy de Galarand un autre record de longévité, puisque tous deux firent partie de l'ex-Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) à partir de 1986 avant de rejoindre le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en janvier 1989.

M. Labrusse ne cachait guère depuis quelque temps une certaine lassitude devant les dossiers de l'instance de régulation de l'audiovisuel.

C'est M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, qui avait nommé M. Labrusse pour six ans et qui devra désigner prochainement son successeur au CSA.

PHILATÉLIE

« O Tableau noir ! »



Matta, est imprimé en héliogravure.

P. J.

► Vente anticipée à Amiens (Somme), les 30 novembre et 1^{er} décembre, de 9 heures à 16 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au 11, mail Albert-le-Grand, le 30 novembre, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste d'Amiens-RP (boîte aux lettres spéciale).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris Tél. : (1) 46-65-29-27 Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres

En filigrane

► Vente aux enchères Médecins sans Frontières. Médecins sans Frontières organise une vente aux enchères par le ministère de M. Renaud, commissaire-priseur à Paris, mardi 10 décembre à 15 heures, au siège de l'association, 6, rue Saint-Sabin, 75011 Paris (Sédro - Bastille). Pour mener à bien cette opération, le docteur Rimondo, à l'origine de cette initiative, a fait assurer le concours de l'expert Jean-François Brun, qui a pu constituer une centaine de lots : timbres de France (dont Atlantique sud, bloc Straebourg...), Monaco (n° 33), année 1984 UPU (un don des Nations unies) : cartes postales et vases non triés pour amateurs... Les lots seront visibles le matin de la vente, de 10 à 12 heures. Liste sur demande auprès de l'expert, contre enveloppe timbrée (Jean-François Brun, 64-85, Galerie Beaujolais, 75001 Paris). Tél. : (1) 42-61-48-88.

organise ses deux premières ventes sur offres, closes les 2 et 16 décembre. Au catalogue, plus de trois mille lots comprenant de nombreuses marques postales ainsi que des épreuves de luxe et d'artistes, essais, de modernes et semi-modernes de France.

Vente sur offres Lahitte (39, rue Sainte-Hélène, 93002 Lyon), close le 7 décembre. Plus de trois mille lots, dont bloc de quatre perforés CPA n° 6c, coin daté du 18-9-1930 (prix de départ 7 500 F), n° 16, IF carmin Napoléon (départ 14 000 F). Intéressante rubrique bibliophilique philatélique.

Vente à prix nets Patrick Codron (Lignas, 13540 Puyricard). Près de deux mille lots au catalogue dont classiques de France, timbres types, perforés, Algérie, aviation, posta maritime ou guerres de 14-19 et 39-45.

► Peugeot au Portugal. - Le Portugal a émis une série de quatre timbres et un bloc-feuillet, le 15 novembre, pour célébrer le centenaire de la marque Peugeot.

hérer le Musée de l'automobile de Caramulo, créé en 1953, qui compte une soixantaine de modèles, parmi lesquels les timbres : Rolls-Royce, Mercedes-Benz, Bugatti, Ferrari, Hispano-Suiza... et Peugeot (type 19 de 1939). Le Portugal fait donc mieux que le France qui n'a jamais honoré son industrie automobile.

شركة الميناء

MARCHÉS FINANCIERS

Confirmant ses bonnes performances à l'étranger

Alcatel signe un contrat de 1 milliard de francs au Pakistan

Le groupe français Alcatel-Alsthom a annoncé, jeudi 28 novembre, la signature d'un nouvel accord avec l'opérateur pakistanais des télécommunications, Pakistan Telecom Corporation. Ce contrat, évalué à 1 milliard de francs, prévoit l'installation d'un nouveau réseau de télécommunications «clés en main» destiné à desservir, outre Karachi, les villes de Quetta et Hyderabad, pour une capacité totale de 183 000 lignes numériques et près de 200 kilomètres de liaison en fibre optique.

Répondant à un appel d'offres international lancé en janvier 1991, le groupe Alcatel a finalement été retenu — face à des concurrents comme Siemens et Ericsson, — «grâce à ses capacités d'offre globale de réseau», précise-on au groupe. D'ici au premier semestre 1993, le projet sera en effet réalisé sous la direction de la principale filiale de télécommunications du groupe, Alcatel CIT, associée à Alcatel Cable et Alcatel Sietie (division d'Alcatel Italia).

La vente de douze nouveaux centraux de commutation Alcatel 1000 E10, comprise dans l'accord, permet au groupe français de devenir

le principal fournisseur de commutation numérique du Pakistan. Complétant les installations déjà réalisées par Alcatel sur le réseau du pays depuis 1983, ce contrat porte en effet à 352 000 le nombre de lignes numériques de la firme française, soit plus d'un tiers du réseau pakistanais existant. En outre, «ce n'est qu'un début pour Alcatel», déclare-t-on au groupe, misant sur l'énorme potentiel de 1,5 million d'installations prévues dans le plan quinquennal adopté par le Pakistan pour la période 1989-1994.

Ce nouveau contrat intervient à la suite d'une forte augmentation des activités à l'étranger d'Alcatel. Ainsi, environ 992 000 lignes numériques ont été installées dans le monde par le groupe depuis le début de l'année, soit une hausse de 50 % par rapport à 1990. Ces bons résultats sont à ajouter à l'important contrat signé par Alcatel dans les câbles sous-marins (le *Alcatel* du 12 octobre), ainsi qu'à l'installation d'un vaste système de radiotéléphonie en Australie, accord que le groupe devait officialiser avant la fin de l'année.

O. P.

En apportant 1,25 milliard de francs

La BNP détient 8,8 % du capital d'Air France au plus tard en 2000

L'accord entre la Banque nationale de Paris et Air France sur l'augmentation de capital de celle-ci, en discussion depuis juillet (le *Monde* du 18 juillet), est formel et définitif depuis le conseil d'administration de la compagnie nationale du 28 novembre: la BNP apportera, à la mi-décembre, 1,25 milliard de francs — soit 25 % de plus que prévu — sous forme d'obligations remboursables en actions (ORA). Actuellement, Air France est possédée à 99,8 % par l'Etat.

Ces obligations sont considérées comme des fonds propres et ne peuvent être remboursées qu'en actions. Le 1^{er} janvier de l'an 2000 au plus tard, la BNP recevra donc 8,8 % du capital d'Air France, dont la valeur n'est évaluée à 10 milliards de francs par la compagnie financière Edmond de Rothschild. En attendant cette échéance, la BNP percevra un intérêt annuel de 6,5 %, qui lui évitera de faire les frais des déficits actuels d'Air France (1,1 milliard de francs au premier semestre 1991).

Avec l'entrée de la BNP dans son tour de table, M. Bernard Attali, président de la compagnie, met le point final au montage financier qui lui permettra de faire face à l'ambitieux programme d'investissements qu'il

prévoit, par exemple, de dépenser d'ici à 1993, 39,1 milliards de francs pour acquérir soixante-six avions. Les deux autres étapes du montage sont l'augmentation du capital en provenance de l'Etat, pour deux milliards de francs, acceptée la semaine dernière par Bruxelles, et l'émission de deux autres milliards de francs de titres supplémentaires.

L'entrée d'une banque, fût-elle nationalisée, dans le tour de table devrait aider le président d'Air France à persuader le personnel que le temps où la compagnie se posait en une espèce d'administration aérienne est révolu et qu'il est temps, pour elle, de faire les bénéfices nécessaires à son développement.

A. F.

Un succès de la Treuhandaanstalt

La chaîne est-allemande Interhotel vendue 7,5 milliards de francs

Deux promoteurs berlinois, MM. Klaus Groenke et Axel Guilmann, soutenus par la Deutsche Bank, ont obtenu de la Treuhandaanstalt les vingt-neuf hôtels de la chaîne est-allemande Interhotel, le 22 novembre, pour 2,2 milliards de deutschemarks (17,5 milliards de francs). Ils veulent consacrer encore 680 millions de deutschemarks à réover les hôtels et 350 millions à reconstruire l'un d'eux, ce qui portera le prix de la chaîne à 3 000 000 DM. Mais ils comptent revendre 50 % de la chaîne lorsque l'exploitation sera redevenue bénéficiaire, pour investir 1,2 milliard de deutschemarks dans la construction de douze autres hôtels dans l'ex-RDA.

Le record a cependant été atteint

par un des quatre établissements d'Interhotel vendus à part, le Dom Hotel de Berlin, acquis par Ladbroke, le propriétaire de la chaîne Hilton, pour 305 millions de deutschemarks, soit 600 000 DM la chambre. Ces ventes constituent le premier grand succès de la Treuhandaanstalt, qui avait reçu deux cents offres pour la chaîne, en dépit de cent cinquante réclamations sur la propriété des hôtels, notamment de la part d'anciens propriétaires expropriés du temps de la RDA.

Sony, Apple et Motorola s'attaquent ensemble aux ordinateurs multimédias

Le japonais Sony et l'américain Apple ont trouvé un second terrain de coopération. En association avec Motorola le fournisseur de toujours d'Apple pour les micro-processeurs, les deux partenaires vont plancher sur la nouvelle génération d'ordinateurs personnels, les «multimédias», capables de transmettre images, son et données. Cette nouvelle coopération — pas encore officielle, mais dont on savait qu'elle était en préparation — a été précisée, jeudi 28 novembre, par la presse japonaise qui cite des sources industrielles.

Sony et Motorola ont ainsi acquis chacun environ 5 % d'une filiale d'Apple, connue sous le nom de General Magic, qui sera chargée de développer ces nouveaux produits. Sony fournira la technologie audiovisuelle et son savoir-faire dans les produits grand public, Motorola ses compétences en matière de télécommunications. Apple coopère déjà avec Sony sur les «Macintosh Powerbook» (le *Monde* du 22 octobre).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 28 novembre 1991 :

DES DÉCRETS :
— N° 91-1195 du 27 novembre 1991 portant dispositions statutaires applicables au corps des médecins de l'éducation nationale et à l'emploi de médecin de l'éducation nationale — conseiller technique.

Du 27 novembre 1991 relatif à la prise de participation de l'Etat au capital de la société Distribution Monnaie de Paris internationale.

— N° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat.

UN ARRÊTÉ :
— Du 25 novembre 1991 relatif aux péages autoroutiers.

NEW-YORK, Cios

Les marchés commerciaux et financiers d'aujourd'hui ont été fermés à l'Etat-Uni jeudi 28 novembre pour la célébration du «Thanksgiving Day».

Création d'un organe de surveillance des maisons de titres au Japon

Le ministère japonais des finances et le Parti libéral démocratique ont décidé de créer un organe de surveillance des maisons de titres. La création de cet organisme, prévue pour débuter en 1992, fait suite à la série de scandales sur le marché des titres (le *Monde* du 25 juin).

Des compagnies prestigieuses, parmi lesquelles on retrouvait les quatre grands du courtage japonais — Nomura, Daiwa, Nikko et Yamatchi — ont été accusées d'avoir illégalement offert à leurs meilleurs clients des compensations financières pour pertes encourues sur ce marché. Dans le sillage d'événements similaires déplorables, le ministère des finances a déjà révisé en octobre la loi régissant les marchés de titres, prévoyant notamment des sanctions plus graves en cas d'infraction.

TOKYO, 29 novembre

Nouveau repli

Pour la troisième journée consécutive, le Kabuto-cho s'est replié vendredi 28 novembre. Le marché nippon, qui avait ouvert en hausse, a toutefois réussi à terminer son parcours au-dessus de ses plus bas niveaux de la séance. En clôture, l'indice Nikkei s'inscrivait à la cote 22 887,35, soit à 83,01 point (— 0,4 %), en dessous de son niveau précédent.

Comme à Paris, des rumeurs ont circulé sur un nouveau coup d'Etat en ex-URSS, qui avaient stoppé net la reprise (+ 150 points) initiée par des acheteurs d'urgence. Derrière, une certaine morosité a envahi le marché. «Il n'y a aucune raison de conserver des titres maintenant et les investisseurs vont à l'appel de la liquidation des futures (de la fin-décembre), comme ils le font depuis trois semaines», assure un boursier.

VALEURS	Cours du 28 nov.	Cours du 29 nov.
Alcatel	880	878
Alcatel CIT	1 250	1 240
Alcatel Sietie	1 250	1 240
Alcatel Cable	1 250	1 240
Alcatel Sietie	1 250	1 240
Alcatel Cable	1 250	1 240
Alcatel Sietie	1 250	1 240
Alcatel Cable	1 250	1 240
Alcatel Sietie	1 250	1 240
Alcatel Cable	1 250	1 240

PARIS, 29 novembre

Poursuite de la baisse

Les valeurs françaises ont poursuivi leur mouvement descendant vendredi à la Bourse de Paris. Après une ouverture en baisse (+ 0,46 %), la tendance n'a cessé de se dégrader par la suite. En fin de matinée, l'indice CAC 40 enregistrait une perte de 0,84 %, qui s'aggravait à 0,9 % aux alentours de 13 heures. Plus tard dans la journée, l'indice du CAC 40 a atteint son plus bas niveau de la veille.

Selon les opérateurs, cette dégradation de tendance s'est effectuée dans un climat de pessimisme généralisé, les investisseurs étant particulièrement sensibles aux annonces de la Banque d'Etat soviétique, selon laquelle l'Etat n'aurait que trois jours de trésorerie devant lui. A la mi-journée, Londres perdait 0,77 % et Francfort en clôture abandonnait 1,06 %. La fermeture de Wall Street, la veille, ne faisait pas l'affaire des intervenants, les privant un peu plus d'orientation.

Du côté des valeurs, peu de titres se distinguent. A l'exception de Total, qui à la mi-séance gagnait 2 % pour 94 000 titres échangés. Un contre-poids de Total a été exercé par la baisse de la hausse du titre de la mi-séance, la CAC 40 en clôture a perdu 0,84 %. Un analyste confirme que les gérants de SICAV indicielles (SICAV qui répliquent en totalité ou en partie l'indice du CAC 40 en occurrence — achètent toujours avant ce type d'introduction. DMC était aussi très en retard et a fait l'objet de plusieurs spéculations. Le titre pour 2000 titres, du côté des valeurs, portait subitement quelques prises de bénéfices, perdant 3,2 % pour 13 000 titres.

LONDRES, 28 novembre

Tassement

La Fomine a clôturé en baisse de 0,7 % jeudi à Londres, à 2 428,8 points. Malgré un bon départ, le journalet fut morose, dominé par des prévisions négatives sur l'économie de la Fomine et de mauvaises perspectives pour les dévaluations malgré l'approche des fêtes. Le volume d'activité a augmenté à 556,3 millions de titres contre 546,5 la veille.

La force de la pesante espagnole, qui diminue l'espace vital de fluctuation à la baisse de la livre au sein du SUE, a renforcé les inquiétudes sur les taux d'intérêts britanniques qui ne seront vraisemblablement pas abaissés avant le fin de l'année. Le titre Maxwell Communication Corporation (MCC) a terminé en recul, après l'annonce du report de la constitution du conseil d'administration au 1^{er} janvier 1992. A l'inverse, Mirror Group Newspapers (MGN), qui pourait être vendu pour absorber les dettes de Maxwell, s'est apprécié.

FAITS ET RÉSULTATS

«Straf-Facem» : coup de vent. — Les résultats du groupe se contractent très sensiblement en 1991, a déclaré le président de la compagnie, M. Henri Lachmann. Cette année-là, le groupe a subi une conjoncture difficile. Mais son développement est sûr, sur des marchés non menacés, et nous sommes convaincus qu'il y aura une dégradation sensible de la situation en 1992. En attendant, le bénéfice net du groupe revendra, vraisemblablement, à 380 à environ 300 millions de francs. Cette chute est due en grande partie à des facteurs non récurrents, notamment une perte de 100 millions de francs dans la filiale britannique récemment acquise, Gordon Russell, à certains frais de restructuration affectant la filiale de mobilier de bureau Straf-Facem, dont les effets ont été ramenés de 6 700 à 5 540 personnes. Dans l'ensemble du groupe, les pertes sont de 100 millions de francs, soit 20 % de l'ensemble des bénéfices de 1991. En 1992, les investissements réalisés en 1991 (1,25 milliard de francs) devraient produire leur plein effet, si la conjoncture s'y prête.

«Philip Morris restructure ses activités alimentaires». — Le groupe américain Philip Morris (tabacs, agro-alimentaire) a annoncé un vaste plan de restructuration de ses activités alimentaires et un programme de rachat de ses propres actions. La restructuration des activités alimentaires (Kraft General Foods) vise à réaliser 750 millions de dollars (+ 1,1 milliard de francs) d'économies au cours des cinq prochaines années. Les coûts de ce plan de restructuration se situent entre 275 millions de dollars (1,3 milliard de francs) au quatrième trimestre 1991. Philip Morris a aussi affirmé que son conseil d'administration avait approuvé un programme de rachat de ses propres actions pour un montant allant jusqu'à 2 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. Les activités alimentaires représentent environ la moitié du chiffre d'affaires de Philip Morris, le reste étant constitué par les activités tabac.

«Phillips : action en justice de deux associations d'actionnaires». — Deux importantes associations d'actionnaires néerlandaises et allemandes ont engagé, jeudi 25 novembre, une action en justice contre le géant électronique néerlandais Philips qu'elles accusent d'avoir fourni des informations incorrectes sur la marche du groupe d'octobre 1989 à mai 1990, selon un communiqué diffusé par une des deux associations à La Haye. Le *Vereniging van Effectenbezitters (VEB)* néerlandais et sa consœur allemande Deutsche

Schutzvereinigung für Wertpapierbesitzer estiment simplement avoir été trompés par la direction sur les perspectives de bénéfice du groupe. Les faits reprochés sont produits avant l'arrivée du PDG actuel, Philips, M. Jan Timmer, initiateur de l'opération Centor, qui doit permettre au groupe de réduire ses coûts de production et de pouvoir croquer plus efficacement la concurrence japonaise.

«CCP-Royal Bank Scotland-Banco Santander : connexion des systèmes informatiques». — Le Crédit commercial de France (CCF), la Royal Bank of Scotland (RBS) et le Banco Santander (BS) ont parvenu jeudi 28 novembre à un accord pour développer en commun un système de communication en temps réel entre les ordinateurs des trois banques. Le système IBOS (Inter-Bank One Line System) permettra aux clients des banques de gérer leurs comptes et d'effectuer leurs transactions, au-delà des frontières nationales, dans des conditions de sécurité et de qualité de service semblables à celles dont ils bénéficient à l'intérieur de chaque pays, et ce dès 1992. L'accord prévoit que de nouvelles services seront développés entre les trois partenaires «grâce à un programme de travail de cinq ans», et que le réseau s'étendra par l'intermédiaire d'une banque importante de chaque pays européen.

«L'OPA d'Arjo Wiggins Appleton (AWA) sur Kangaroo». — Premier pupier de la Communauté économique européenne, Arjo Wiggins Appleton (AWA) a décidé de «poursuivre ses négociations» avec le distributeur espagnol de papier Kangaroo. Ce dernier a rejeté l'offre publique d'achat lancée par AWA en octobre, jugant «insuffisante» le prix proposé de 2 700 pesetas l'action, soit 145,80 F (le *Monde* du 23 octobre). Un bureau d'analyse financière a estimé pour sa part cette offre «largement sous-évaluée», estimant que le prix de l'OPA devrait être fixé entre 3 400 et 4 200 pesetas.

«Nabesane de Regional Airlines». — Quatre compagnies régionales françaises, Air Vendée, Air Exel, Airtec et Air Transport Pyrénées ont mis en commun leurs lignes régulières. La nouvelle société, dont le siège est à Nantes, s'appelle Regional Airlines. Son capital est détenu à 60 % par Air Vendée, dont le PDG, M. Jean-Paul Dubreuil, devient le patron du nouvel ensemble. Regional Airlines dessert vingt-deux villes, dont cinq hors de France, avec treize appareils. Les quatre compagnies mères poursuivent séparément leurs activités dans la maintenance, les avions-taxis et les hélicoptères.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780
Alcatel Citée	3828	3841	Immob. Habitat	780	780

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 novembre 1991
Nombre de contrats : 113 783

COURS		ÉCHÉANCES		
		Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier		105,98	105,98	106,30
Précédent		105,76	105,86	106,34

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
106	0,01	1,48	0,23	1,04

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 10 918

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 754	1 769	1 781
Précédent	1 757	1 773	1 790

CAC 40 A TERME

Volume : 10 918 (MATIF)

COURS	Novembre	Décembre	Janvier
Dernier	1 754	1 769	1 781
Précédent	1 757	1 773	1 790

CHANGES

Dollar : 5,577 F ↑

Au lendemain de la fête de Thanksgiving aux Etats-Unis, le dollar poursuivait son mouvement de hausse amorcé en milieu de semaine. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait en nette hausse à 5,577 F au fixing contre 5,5140 F la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT	28 nov.	29 nov.
Dollar (en DM)	1,637	1,638
TOKYO	28 nov.	29 nov.
Dollar (en yen)	138,87	138,87

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (29 novembre) : 9,916 / 9,1176 %

New-York (28 novembre) : Cte

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

27 nov. 28 nov.

Valeurs Françaises : 115,30 115

Valeurs Étrangères : 118 109,50

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC : 481,59 480,22

(SBF, base 1 000 : 31-12-97)

Indice CAC 40 : 1 751,86 1 754,88

NEW-YORK (indice Dow Jones)

27 nov. 28 nov.

Industrielles : 2 990,94 Cte

LONDRES (indice Financial Times)

27 nov. 28 nov.

100 valeurs : 2 447,50 2 426,40

30 valeurs : 1 867,98 1 856,40

Mines d'or : 176,50 177,20

Fonds d'Etat : 85,76 85,76

FRANCFORT

27 nov. 28 nov.

Dex : 1 586,16 1 588,16

TOKYO

28 nov. 29 nov.

Nikkei Dow Jones : 22 780,22 22 887,35

Indice général : 1 754,16 1 751,38

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.U.	5,5776	5,5610	5,5717
\$ can.	4,9715	4,9813	4,9717
Yen (100)	127,33	127,77	128,13
DM	3,4139	3,4169	3,4169
Florin	3,6297	3,6313	3,6313
FB (100)	16,5810	16,5930	16,5930
RS	5,664	5,6685	5,6685
L (1 000)	4,5310	4,5340	4,5340
F	9,7931	9,8013	9,8013

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	4 13/16	4 15/16	5 1/16	5 3/16	4 7/8	9	4 13/16	4 15/16
Yen	6 3/16	6 1/4	6 5/16	6 7/16	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4
DM	9 1/4	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2
Florin	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2
FB (100)	12 3/8	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 3/8	12 1/2	12 3/8	12 1/2
L (1 000)	19 1/2	19 1/4	19 1/8	19 1/2	19 1/4	19 1/2	19 1/4	19 1/2
F	9 5/8	9 3/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 29 novembre :
Michel Ferrebout,
PDG de Digital Equipment.

Lundi 2 décembre :
Bernard Gard,
PDG de Repas Services.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 NOVEMBRE

Règlement mensuel										Règlement mensuel									
Chap.	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Congestion	Chap.	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Congestion	Chap.	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Congestion		
4541	C.N.E. 36	4180	4180	+0.24		172	G.N. Motors	172	174.80	+0.08		172	G.N. Motors	172	174.80	+0.08			
4542	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4543	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4544	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4545	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4546	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4547	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4548	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4549	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4550	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4551	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4552	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4553	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4554	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4555	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4556	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4557	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4558	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4559	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4560	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4561	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4562	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4563	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4564	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4565	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4566	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4567	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4568	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4569	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4570	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4571	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4572	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4573	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4574	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4575	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4576	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4577	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4578	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4579	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4580	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4581	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4582	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4583	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4584	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4585	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4586	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4587	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4588	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4589	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4590	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4591	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4592	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4593	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4594	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4595	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4596	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4597	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4598	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4599	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4600	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4601	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4602	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4603	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4604	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4605	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4606	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4607	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4608	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4609	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4610	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4611	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4612	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4613	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4614	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4615	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4616	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4617	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4618	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4619	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4620	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4621	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83		320	G.N. Motors	315	312.50	-0.83			
4622	R.A.P. 7.2	906	906	-0.59		320	G.N. Motors												

COMPTANT (sélection)**SICAV**

{sélection}

28/11

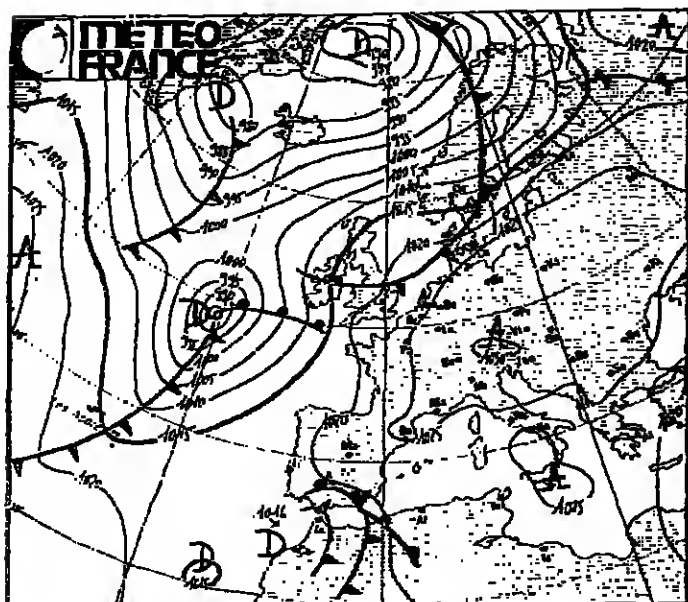
VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	Rechant net	VALEURS	Emission	Franchise	Rechant net	VALEURS	Emission	Franchise	Rechant net
Obligations																							
C.I.T. (R.M. 477)	432.84	4.78	C.I.T. (R.M. 477)	1160	1140	Midi (Départ.)	590	590	A.A.A.	1010 57	985 82	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
Emp. État 4.88/72	100 25	3.74	Emp. État 4.88/72	100 25	3.74	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
10.00/73/84	102 05	5.83	10.00/73/84	102 05	5.83	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
Emp. État 13.88/83	102 05	12.58	Emp. État 13.88/83	102 05	12.58	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
Emp. État 12.25/84	102 20	1.73	Emp. État 12.25/84	102 20	1.73	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
Emp. État 11.85/85	106 60	8.46	Emp. État 11.85/85	106 60	8.46	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
10.20/85 sans	106 50	7.34	10.20/85 sans	106 50	7.34	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
OAT 10.5/85	103 50	5.06	OAT 10.5/85	103 50	5.06	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
OAT 5.95/82 12/87	103 90	9.12	OAT 5.95/82 12/87	103 90	9.12	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
OAT 5.95/81 1/89/91	102 30	8.13	OAT 5.95/81 1/89/91	102 30	8.13	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
OAT 10.5/85 1985	1002		OAT 10.5/85 1985	1002		Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
PTT 11.25/85	104 86	0.11	PTT 11.25/85	104 86	0.11	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
CFR 10.20/85	102	7.94	CFR 10.20/85	102	7.94	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
CFR 10.20/85 1985	105 60	6.25	CFR 10.20/85 1985	105 60	6.25	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78
CFR 10.5/85	107 40	7.87	CFR 10.5/85	107 40	7.87	Midi (Départ.)	590	590	Alco H. Sec.	730	375	France (Général)	256 08		231 82	France (Général)	2002 56		20781 78	France (Général)	2002 56		20781 78

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

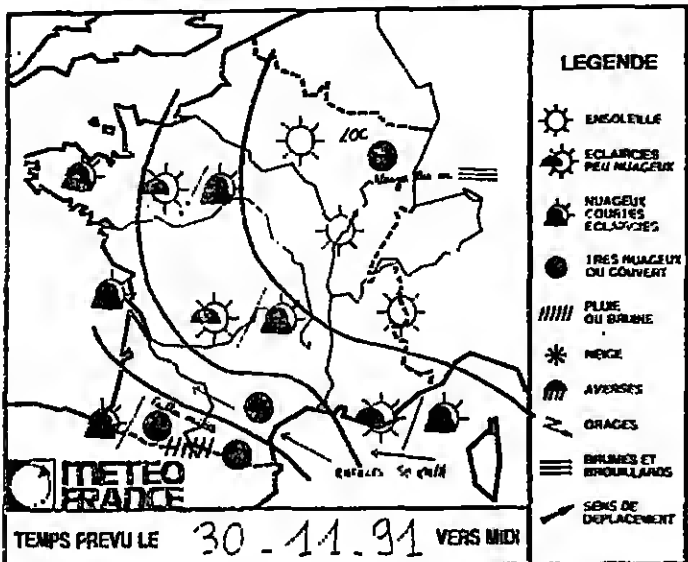
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29 NOVEMBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 30 NOVEMBRE 1991

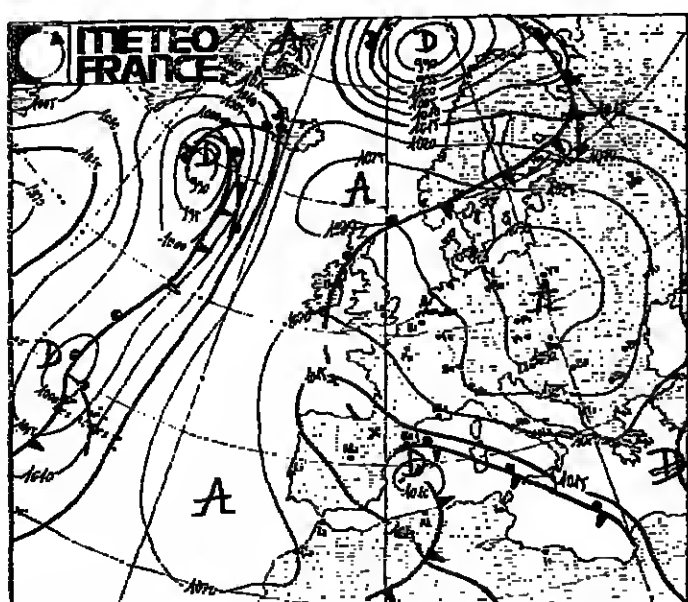


Samedi : brouillards le matin, soleil l'après-midi. Le ciel sera couvert le matin des Pyrénées aux côtes atlantiques et à la Bretagne. Quelques petites pluies pourront se produire au pied des Pyrénées.

Sur les côtes du Languedoc jusqu'à la vallée du Rhône, des entrées maritimes donneront un ciel gris.

Sur le reste du pays, les brouillards domineront le matin. Ils seront denses mais la plupart se dissiperont pour laisser place à du soleil l'après-midi.

Les températures minimales seront de l'ordre de -2 à 1 degrés dans le Nord-Est, 2 à 4 degrés sur le Nord et le Centre, 7 à 10 degrés dans la Bretagne au Sud-Ouest et à la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra 4 à 8 degrés dans le Nord-Est, 8 à 12 degrés sur le Nord, 10 à 14 degrés dans la Bretagne au Centre, 13 à 15 degrés dans le Sud-Ouest et 15 à 17 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 28-11-1991 à 18 heures TU et le 29-11-1991 à 6 heures TU			
le 29-11-91			
FRANCE			
ALGER	17	8 D	15
BARCELONE	18	4 D	10
BORDEAUX	15	6 C	10
BREST	11	1 B	10
CAEN	13	8 C	10
CHERBOURG	11	4 B	10
CLERMONT-FER.	14	0 D	10
DJON	3	-1 B	10
GRENOBLE	6	1 D	10
LILLE	12	4 D	10
LIMOGES	13	4 D	10
LYON	12	2 B	10
MARSEILLE	14	6 C	10
NANCY	4	-1 B	10
NANTES	14	4 D	10
NICE	15	2 D	10
PARIS-MONT.	10	2 B	10
PAU	16	1 D	10
PERPIGNAN	16	10 C	10
RENNES	12	5 B	10
ST-ETIENNE	11	-2 B	10
STRASBOURG	1	-2 B	10
ÉTRANGER			
ALGER	23	10 N	21
AMSTERDAM	14	3 B	10
ATHÈNES	14	9 D	10
BANGKOK	33	24 N	26
BARCELONE	16	11 C	10
BELGRADE	10	6 C	10
BERLIN	7	0 D	10
BRUXELLES	12	3 D	10
COPENHAGUE	7	3 P	10
DAKAR	27	22 N	26
DELHI	26	10 D	26
DUBLIN	21	7 D	10
GENÈVE	4	2 B	10
HONGKONG	23	19 N	26
ISTANBUL	9	6 P	10
JERUSALEM	17	8 N	21
LE CAIRE	22	13 S	26
LISBONNE	14	10 N	10
LONDRES	12	10 C	10
LOS ANGELES	21	13 D	21
LUXEMBOURG	12	2 B	10
MADRID	14	7 N	10
MARRAKECH	17	9 C	10
MEXICO	20	6 N	10
MONTREAL	1	-4 B	10
MOSCOUT	2	-1 C	10
NEW-DELEI	26	10 D	26
NEW-YORK	10	4 D	10
OSLO	7	3 P	10
PALM-SPRING	19	12 C	10
PARIS	10	2 B	10
PRAGUE	17	4 D	10
REIMS	17	4 D	10
SENGAPOUR	30	24 C	30
STOCKHOLM	7	6 C	10
SYDNEY	27	18 N	27
TOKYO	12	14 A	12
TUNIS	21	5 D	21
VARSOVIE	5	5 C	10
VIENNE	5	3 C	10

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

- M. Yves DUBIEF et M^{me} née Isabelle Charoy, Grazzella, ont la joie d'annoncer la naissance de
Arnaud,
le 15 octobre 1991.
1, rue des Fusillés-de-la-Résistance, 88000 Epinal.

Décès

- Lausanne (Suisse).
Aliou et Antonio Parra (Madrid), Tchériste et Philippe Gindraux (Genève),
Véronique et Paul Potocki (Paris), Paul et Elke Agopian (Lausanne), Nihal et Marie-Hélène Agopian (Lyon),
ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
Joseph AGOPIAN,
survenu le 22 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Il a rejoint son épouse,
Achikhe AGOPIAN,
rapporté à Dieu le 20 juillet 1991.

- François Champagne de Labriolle, M^{me} Marie-France Chabrier, Henri et Marguerite Roy, Philippe et Dauphine Champagne de Labriolle,
Claire et Fabien Vaylet, Jacques et Marine Champagne de Labriolle,
Anne et Jean Toulon, Leurs enfants,
Les familles Chabrier, Issenmann et de Larminat,
Leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Jacqueline CHAMPAGNE DE LABRIOLLE,
née Chabrier, maître de conférences à l'université Sorbonne nouvelle, commandeur des Palmes académiques, survenue à Paris, le mercredi 27 novembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 30 novembre, à 10 h 45, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-Roi.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Choisy-le-Roi.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

- Le club sportif La Cigogne Hispano-Suiza a le regret d'annoncer le décès de
Roger CHAZALON,
secrétaire du club La Cigogne Hispano-Suiza, survenu le 30 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- Christiane, Dominique, Véronique, Et leurs proches, vous expriment leur chagrin après le départ de
Gérard GARROS,
survenu le 21 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
30, rue Lacroix, 75015 Paris.

- Francette et Pierre Seligmann, Et Simone Godechot, évoquent le souvenir de leur beau-père,
Francis Arago SELIGMANN,
décédée le 9 novembre 1991, à Paris (Brest), et celui de
Marcel SELIGMANN,
(1910-1988),
leur frère.

115, rue Brancas, Suresnes, 92110 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

- Alexandre Ghilulamilis, Anne-Laurence, Juliette et Vladimir Ghilulamilis, Les collaborateurs de l'agence d'architecture Ghilulamilis, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Dimitri GHILULAMILIS,
architecte, survenu à Paris, le 25 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt ans.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le lundi 2 décembre, à partir de 10 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
8, rue Kappeler, 75116 Paris.

- Sa famille, ses amis et ses anciens élèves, ont la douleur de faire part du décès de
Lucien LAUTREC,
peintre, fondateur de l'Académie populaire d'arts plastiques, survenu le 22 novembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Le levé du corps, lundi 2 décembre 1991, à 13 heures, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazza, Paris-12^e.
Inhumation, à 13 h 45, au cimetière de Thiais, porte principale.
Michel Lautrec, 21, rue Verre, 94400 Vitry-sur-Seine.

Pour rassembler témoignages et souvenirs, écrire à Pascal Gentaud, PTT poste restante, 216, rue de Tolbiac, 75013 Paris.
[Né à Nîmes en 1909, Lucien Lautrec arrive à Paris en 1930. Après une période figurative auprès du groupe forces nouvelles qui tente de retrouver une tradition réaliste, son œuvre évolue vers l'abstraction à partir de 1943, comme ses amis de l'école de Paris, Bazaine, Manessier ou de Larminat. La guerre, à la suite notamment du Salon de Mai, où l'on a pu voir ses compositions d'une grande couleur, et les liens d'ami et de vert d'eau dominent. Sa dernière rétrospective a eu lieu en 1990 au Musée de la Ville de Paris.]

- La famille de
M^{me} Daniel PIZETTE,
née Henriette Marie Guiz, professeur agrégée HC en retraite, a la douleur de faire part de son décès, le mois dernier, à Bordeaux.

« Et sachez-le : Je vais être avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde. »
Matthieu XXVIII, 16.

- Le docteur Jeanne Aboudrar, sa fille, Bruno-Nazim Aboudrar, Sophie et Jérôme Ravanel, ses petits-enfants, Pierre-Camille, son arrière-petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de
Violette SALGO,
survenu le 23 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu le 27 novembre dans l'intimité.
45, rue de Fleury, 75006 Paris.

- Francette et Pierre Seligmann, Et Simone Godechot, évoquent le souvenir de leur beau-père,
Francis Arago SELIGMANN,
décédée le 9 novembre 1991, à Paris (Brest), et celui de
Marcel SELIGMANN,
(1910-1988),
leur frère.

115, rue Brancas, Suresnes, 92110 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

- **Wolf (Wladyslaw) SLAWNY**,
reporter photographe, est mort le 26 novembre 1991, à Paris.
Il était né en Pologne en 1907.
Francis Slawny, 28, rue Robert-Doisy, 92160 Antony, Jean Slawny, 17, rue du Javelot, 75013 Paris.

- M. et M^{me} Klenberg, Et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve SZAJDER,
née Marjam Sauter, survenue le 24 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 28 novembre, au cimetière parisien de Bagneux.

Anniversaires
- Le 30 novembre 1988
Pierre GRÉCO
nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.
« Puisqu'il n'est pas de mots pour tant d'ombre et de flamme... »
Supervielle.

- Il y a dix-huit ans, le 30 novembre 1973, disparaissait
Pierre LAMBERT.

Que tous ceux qui ont connu le socialiste, le résistant, le préfet ou simplement l'homme, aient une pensée pour lui.

Avis de messe
- A la mémoire du maïor
Christian MONTICOUQUOL-NIMENO II,
une messe sera célébrée le lundi 2 décembre 1991, à 19 h 30, en la chapelle Notre-Dame-de-Compassion, place du Général-Koenig, Paris-17^e (près hôtel Concorde-La Fayette).
De la part de tous ses amis de Paris.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 30 novembre
Drouot-Richelieu, 14 heures : photographes, dessins, livres à l'ordre, faïences ; Drouot-Montaigne, 21 heures : art contemporain.

Dimanche 1^{er} décembre
Foaquet, 15 heures : affiches de cinéma.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 30 novembre
L'Isle-Adam, 14 h 30 : Vins, alcools ; Nanterre, 14 heures : mobilier, bibelots ; Verneuil, 14 h 30 : gravures, tableaux.

Dimanche 1^{er} décembre
Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN
Samedi 30 novembre
Auch, 10 heures et 14 h 30 : vins ; Bordeaux, 10 heures : argenterie, bijoux ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Bourges, 10 heures et 14 heures : livres et cartes postales ; Brest, 14 h 30 : livres ; Cahors, 10 heures et 14 heures : livres ; Dijon, 14 heures : monnaies ; Fécamp, 14 h 30 : art d'Asie ; La Roche-sur-Yon, 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Argenteuil, 14 heures : mobilier, linéaires ; Barbizon, 14 h 30 : école de Barbizon ; Chantilly, 14 h 30 : vins, alcools ; Enghien, 14 h 30 : art contemporain ; Etampes, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Jouy, 14 heures : mobilier, orfèvrerie ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux russes ; La Varenne-St-Hilaire, 14 heures : timbres ; 15 heures : Extrême-Orient ; Meaux, 14 heures : mobilier, tableaux ; Nemilly, 14 h 30 : art contemporain ; Rambouillet, 15 heures : tableaux modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Sers, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux modernes ; Versailles (Cherax - Légar), 14 h 30 : tapis, tapisseries ; Versailles (Vermeil de Soanen), 14 heures : faïences, verrerie ; 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Palais des congrès), 14 heures : mobilier, objets d'art.

Messes anniversaires

- Pour le premier anniversaire de la disparition de
Raymond BOURGINE,
journaliste, sénateur de Paris,

une messe de requiem sera célébrée mardi 3 décembre 1991, à 18 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8^e.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, aient une pensée pour sa mémoire et la pérennité des valeurs pour lesquelles il a combattu.

De la part de
M^{me} Raymond Bourguin,
son épouse,
Sa famille,
Ses amis
Et ses collaborateurs du groupe Val-monde.

Soutenances de thèses
- Paris-I-Sorbonne, lundi 2 décembre, à 14 heures, salle des Conseils, 12, place du Panthéon, escalier M. Doctorat d'Etat de M^{me} Annie Sartre-Fauriat : « Monuments funéraires, iconographie et société en Syrie du Sud, I^{er} av.-VII^e ap. »

- Université Paris-VII, thèse de doctorat en épistémologie et histoire des sciences : « L'aberration des étoiles et l'éther de Fresnel (1729-1851) », présentée par Armand Myrtaque, mardi 3 décembre 1991, à 15 heures, salle des thèses, tour centrale, 2, place Jussieu.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 30 novembre

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le suivi cruel de l'information

C'EST la chronique amère des lendemains de guerre en Irak. Dans la banlieue de Bassorah, une cité. On pourrait tout aussi bien dire un cloaque, la survie dans un agout à ciel ouvert, entre les ordures, la putréfaction, les mouches. La cité, depuis dix ans, depuis trois guerres, contre l'Iran, contre les saoudiens, contre l'Irak, contre les saoudiens, vit dans la pénurie, le dénuement, l'oubli presque absolu.

La vie sociale circule, dans la plus élémentaire nécessité matérielle : eau potable, le gaz pour cuire les aliments, l'électricité, un réseau d'égouts est comme né.

Encore ne parle-t-on pas du ravitaillement, rationné. Il est réparti prioritairement, selon les critères habituels des dictatures, aux plus méritants des cadres, aux privilégiés du régime. Et, dans le sud de l'Irak, les châtiments ne sont pas réservés à la caste. Surtout ceux qui sont dans l'armée, la police ou le parti. Surtout les veuves de ceux qui y furent et ont droit d'achat dans les magasins d'Etat où les arrivages du jour ressemblent à un maigre inventaire de Prévert.

Malnutrition, fièvres, gastro-entérites, les enfants, les nouveau-nés surtout meurent par dizaines de milliers. Selon l'UNICEF, 63 000 d'entre eux seraient

déjà morts au cours des huit derniers mois. Et 350 000 enfants irakiens de moins de cinq ans sont en danger de mort, catégoriquement. Ce qui ne veut pas dire que la situation soit aussi dramatique partout. A Bagdad les marchés sont moins frappés par la pénurie que par une inflation galopante et par tous les profits de la guerre. Les milles trafiquants.

Tout cela, un reportage d'Envoyé spécial a raconté et montré. Un reportage d'un auteur, François Joly, effectué librement, sans surveillance particulière, ni interdiction des autorités irakiennes. Ce qui n'exclut pas que cette liberté accordée ait été aussi calcul politique. L'Irak, toujours soumis à l'embargo économique, pourrait ainsi user de son ultime arme médiatique, la famine. Voir en organisant la pénurie.

A dire vrai, quand bien même un semblable calcul existerait, cela ne changerait pas grand-chose à l'évidence. Les guerres chirurgicales ou non, les guerres CNN, engendrant des paix qui ne sont pas jolies à voir. Il est à la fois, même cruel, de l'information : les images sont passées, en quelques mois, de la punition infligée au dictateur à cette inutile souffrance imposée au peuple irakien.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dédié dimanche-lundi. Signification des symboles : * signal dans le Monde radio-télévision ; ** film à éviter ; *** On peut voir ; **** Ne pas manquer ; ***** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 29 novembre

TF 1

20.40 Variétés : Tous à la Une.

COP ROCK EN V.D.
LE MUST-BE STORY DE LA SEINE AMÉRICAINE
DE SEINE 20 H 15
CANAL JIMMY
SUR LE CABLE

22.35 Magazine : Si on se disait tout.
23.45 Sport : Boxe, Poldi piume : Stéphane Jacquot (France) - Steve McCrory (États-Unis).
0.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Jeu : Fort Boyard.
22.05 Divertissement : Profession comique. Gérard Jugnot.
23.05 1. 2. 3. Théâtre.
23.16 Cinéma : Muriel. *** Film français d'Alain Resnais (1962).
1.05 Journal et Météo.

FR 3

L'ANTENNE EST À NOUS
LE MAGAZINE TELE DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS
SAMEDI A 11 H 30
SUR FR3

20.10 Sport : Tennis. Coupe Davis : finale, en direct de Lyon.
21.25 Magazine : Thalassa. Les Valseuses du désert (2^e partie).
22.20 Magazine : Caracotères. Les écrivains voyageurs. Sylvie Bedford (Visite à Don Quixote / Puzzle). Nicolas Bouvier (Chronique japonaise : le Japon-Reportage). Journal d'Irak et d'autres lieux. Stéphane Breton (Des Fleuves immobiles : Des hommes nomades bruns). Guy Deloury (Les Indes florissantes, l'anthologie des voyageurs français 1750-1820).
23.20 Journal et Météo.

23.40 Ecrire contre l'oubli. Robert Kramar et Hubert Reeves (Pérou).
23.45 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 20.30
20.05 Sport : Football. Nantes-Breize (1^{re} division).
22.50 Flash d'informations.
22.57 Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : La Putain du roi. * Film franco-italo-britannique d'Axel Corti (1990).
1.05 Cinéma : Jean Gaimot aventurier. * Film français d'A. Meïne (1980).

LA 5

20.50 Téléfilm : Chasse-croisé mortel.
22.35 Téléfilm : Double vie.

M 6

20.40 Téléfilm : La Plate-forme de l'enfer. Série : Equalizer.
22.20 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
23.45 Magazine : Culture rock. Le Siège du folk. H. Auffray.

LA SEPT

20.55 Cinéma d'animation : Images.
21.00 Téléfilm : Warburg (2^e partie).
22.35 Série : Photo-romans. Le Cénacle / Strasbourg.
22.50 Téléfilm : La Victoire en dansant.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and Blue.
22.40 Les Nuits magnétiques. L'Art d'aimer (4).
0.05 Du jour au lendemain. Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert. (donné le 6 novembre au Châtelet) : Parade, ballet rétrospectif en un tableau, de Sette; Les Noces de Messiaen; de Poulenc; L'Enfant et les Sortilèges, de Ravel.
23.07 Poussières d'étoiles.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. IVG... une affaire de femmes.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.10 Le Une est à vous. Avec la série Mart Houston.
17.15 Divertissement : Mondo Dingo.
17.45 Magazine : Trente millions d'amis.
18.15 Jeu : Une famille en or.
18.45 Série : Marc et Sophie.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébé Show.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tiercé, Tapie vert et Météo.
20.45 Variétés : Sébastien c'est fou!
22.35 Magazine : Ushualu. En Namibie (3^e partie). Spécial eau.
23.35 Magazine : Formule sport. Spécial football : Spécial fun board.
0.55 Journal et Météo.

A 2

13.25 Magazine : Résistances. Spécial : Kurdistan. Les Oubliés : Les Yaux du souvenir. Invités : Jean-Christophe Rufin, Patrice Franceschi.
14.15 Magazine : Sport passion. Tennis.
17.00 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
18.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné!
18.50 Documentaire : Des trains par les chemins de fer. Les États-Unis.
19.50 Trois Minutes pour faire lire. Autres images, de Vladimir Nabokov.
19.54 Jeu : Noël surprise (et à 20.40).
19.58 Journal et Météo.

20.45 Magazine : La Nuit des héros.

22.30 Magazine : Double jeu. Ecrire contre l'oubli. Chantal Akerman et Catherine Deneuve pour Fede Elbaz (Valseuses (Salvador)).
23.50 Série : Un juge, un flic.
0.50 Journal et Météo.

FR 3

13.00 Télévision régionale.
14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.15 La Sept —
0.15 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

13.36 Téléfilm : La Dernière Chasse.
15.00 Le Journal du cinéma.
15.30 Sport : Judo. Racing-Berlin.
17.05 Les Superstars du catch. — En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : La Grande Suppercherie.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : Comment se débarrasser d'un million en un week-end. Deux minutes à la tête d'une fortune.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.50 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Freddy 5, l'enfant du cauchemar. * Film américain de Stephen Hopkins (1989).
0.30 Cinéma : Dames galantes. * Film franco-italo-canadien de Jean-Charles Tacchella (1990). Avec Richard Bohringer, Isabelle Rossellini, Marianne Basler.

LA 5

13.20 Série : Sur les lieux du crime.
14.40 Spécial drôles d'histoires.
15.10 Tiercé à Saint-Cloud.
15.50 Série : Le Retour de Mike Hemmer.
16.45 Série : Riptide.
17.35 Série : La Loi de Los Angeles.
18.25 Magazine : Intégral. Le Salon de la moto.
19.00 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Série : Perry Mason. Meurtre à l'archevêché. Une soirée injustement soupçonnée.
22.30 Feuilleton : Shogun.
23.30 Journal de la nuit.

M 6

13.55 Série : Supercopier.
14.50 Série : Laredo.
15.45 Série : Les Aventures de Papa-Poule.
16.45 Série : Hong-Kong Connection.
17.35 Série : Le Saint.
18.25 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Informations : Bonne Nouvelle.
20.40 Téléfilm : Prête-moi ta vie. Deux sœurs jumelles échangeant leur quotidien.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Rapline.

LA SEPT

13.30 Téléfilm : Warburg.
15.00 Documentaire : Mozart et la musique de chambre. 1. L'Enfant de l'Europe.

16.00 Documentaire : Cinéma.
16.45 Portraits d'Alain Cavalier.
17.00 Magazine : Avis de tempête.
18.55 Documentaire : Le Louvre.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Yehudi Menuhin, un portrait de famille.
22.50 Le Courrier des téléspéctateurs.
22.55 Soir 3.
23.10 Ecrire contre l'oubli.
23.15 Documentaire : Mechito, a Latin Jazz Legacy. De Carlos Ortiz.
0.10 Cinéma d'animation : Images.
0.15 Documentaire : Tendresse et colère.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jean-Maurice de Montrémy, rédacteur en chef du magazine Lire.
20.45 Dramatique. Appel de personnes à personnes, de François Billeloux.
22.35 Musique : Opus. Les cent guitaristes électriques de Rhyss Chatham, concert enregistré le 25 septembre lors du Festival Musica à Strasbourg.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (en direct de Covent Garden) : Simon Boccanegra, opéra en un prologue et trois actes, de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre de Covent Garden, dir. Sir Georg Solti; sol : Kiri Te Kanawa, Alexander Agache, Michael Sylvester, Robert Scanduzzi, Alan Ope.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 1^{er} décembre

TF 1

13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc.
15.10 Série : Colombo.
16.35 Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Loto sport.
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapie vert.

MONTY PYTHON EN V.D.
LE NON-SENSE EN EXCLUSIVITE
20 H 15
CANAL JIMMY
SUR LE CABLE

20.50 Cinéma : La Folie des grands. * Film français de Gérard Oury (1971). Avec Louis de Funès, Yves Montand, Alberto Moravia.
22.40 Magazine : Chôse dimanche.
22.45 Cinéma : Portés disparus 2. * Film américain de Lance Hool (1985).
0.25 Documentaire : France-Israël.
1.20 Journal et Météo.

A 2

13.20 Dimanche Martin (et à 15.50).
14.55 Série : Mac Gyver.
17.45 L'Odysée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.35 1. 2. 3. Théâtre.
18.45 Magazine : Stade 2.
19.25 Série : Maguy.
19.54 Jeu : Noël surprise (et à 20.40).
Journal et Météo.
20.45 Série : Maigret.
22.25 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Hélène Carrère d'Encausse.
23.45 Ecrire contre l'oubli.

23.55 Documentaire : Derniers Far West.

0.45 Journal et Météo.

FR 3

13.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis.
18.00 Magazine : Montagne (sous réserve de la durée de la finale de Coupe Davis).
19.10 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Les Fables géométriques. La Gracaille et le Bonif.
20.10 Série : Benny Hill.
20.45 Cirque : Les Bœufs Moments. (1^{re} partie).
Version internationale de « la Piste aux étoiles ».
22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Gérard Marnet, sociologue (Francois-Scorcia 91).
22.25 Journal et Météo.
22.40 Ecrire contre l'oubli. Jean Becker et Philippe Noiret pour Joaquin Elms Borinque (Guinée équatoriale).

22.50 Cinéma : Tout ce que le ciel permet. * Film américain de Douglas Sirk (1955). Avec Jane Wyman, Robert Hudson, Agnes Moorehead (v.o.).
0.20 Musique : Cimet de notes.
CANAL PLUS
14.00 Série : Le Gang des tractions.
15.30 Magazine : 24 Heures.
16.25 Ecrire contre l'oubli. Jean Becker et Philippe Noiret pour Joaquin Elms Borinque (Guinée équatoriale).
16.30 Documentaire : Pièces de soie.
17.00 Les Nuls... l'émission.
17.56 Le Journal du cinéma.
18.00 Téléfilm : Les Cahiers bleus.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.20 Flash d'informations. Ça cartonne.
19.30 Dis Jérôme... ? Le disque laser.
20.20 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.30 Cinéma : Petites de femmes. * Film américain d'Herbert Ross (1989).
22.20 Flash d'informations.
22.30 L'Équipe du dimanche. Football : Football américain.
1.10 Cinéma : Les Cavaliers de la terreur. * Film franco-espagnol de Mario Costa (1983).

LA 5

13.20 Téléfilm : L'Esprit d'une vie. (1^{re} partie).
15.05 C'est pour rire.
15.10 Tiercé à Autaul.
15.50 Série : Un privé nommé Stryker.
17.25 Divertissement : Dimanche et la Belle.
19.00 Magazine : Dimanche. Invités : Raymond Barre, Raymond Davos.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Le Grand Pardon. * Film français d'Alexandre Arcady (1981). Avec Roger Hanin, Bernard Giraudou, Jean-Louis Trintignant.
23.10 Magazine : Rapline. Jeux vidéo : le virus nazi; Zaire : la décomposition; Berne : le parc de la drogue; Un village du Moyen-Âge.
23.15 Ecrire contre l'oubli. Jean Becker et Philippe Noiret pour Joaquin Elms Borinque (Guinée équatoriale).
0.15 Journal de la nuit.
M 6
13.00 Série : Mission impossible, vingt ans après.
14.00 Musique : Flashback.
14.50 Variétés : Multitop.
18.20 Série : Clair de lune.
17.15 Série : Le Saint.
18.05 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Prise au piège. Une infirmière toulousaine et alcoolique.
22.20 Informations : M 6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : L'Auberge des voluptés. * Film français de Bob W. Sanders (1984).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Sport 6.
0.10 Magazine : Métal express. Spécial Queen.
LA SEPT
15.30 Théâtre : Madame de La Carlière. Pièce de Diderot, mise en scène de Pierre Tabard.
16.35 Documentaire : Mémoires du XX^e siècle. Emmanuel Levinas (1^{re} partie).
17.30 Téléfilm : La Victoire en dansant.
19.05 Documentaire : Les Kayapo.
20.00 Ecrire contre l'oubli.
20.05 Documentaire : L'Héritage de la chouette.

20.30 Le Courrier des téléspéctateurs.
20.35 Cinéma : Les Cannibales. * Film portugais-français de Manoel de Oliveira (1987).
22.15 Court métrage : Le Pain.
22.40 Le Dessous des cartes.
22.45 Cinéma : Boris Godounov. * Film franco-hispano-yougoslave d'Andrzej Zulawski (1989).

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Claude Vivier ou la montée au ciel de l'homme qui nait toujours.
22.35 Musique : Le Concert imaginaire du GR M. La Complainte du Bossu, de Savoyard, par Frédéric Stoch, voix et contrebasse, et Daniel Teuag, traitements Syter; Gaspard de la nuit, de Ravel, par Martha Argerich, piano; Son Entero pour soprano, ténor, basse et ordinateur, de Vito, par l'Ensemble Singulier, dir. Gregory Rose; Clavier bien tempéré, de Bach, par Glenn Gould, piano; Les Souffrances, de Renard-Lainière.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert d'honneur les 6 et 7 décembre 1990 : Invitation à la valse op. 65, de Weber (orchestration de Barlow); Concerto pour violon et orchestre, de Berg; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Sylvain Cambreling; Frank-Peter Zimmermann, violon.
23.05 Poussières d'étoiles. Salomé, de R. Strauss; Champagne majeur, de Fritz.

Le Monde
HEURES LOCALES
Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2
1^{er} Décembre
Sid Ahmed GHOZALI
Premier Ministre de l'Algérie
Rediffusion à 1 heure du matin

شركة الإعلام

Le Monde

32 • Samedi 30 novembre 1991 •

Le Monde

Quand des enfants manifestent au Brésil

Des milliers d'enfants des rues ont défilé à Rio-de-Janeiro, jeudi 28 novembre, après que six enfants de neuf à dix-sept ans ont été abattus dans une banlieue de cette métropole. On estime à huit millions le nombre d'enfants sans logis au Brésil, qui vivent en mendiant ou en volant. Ils sont devenus la cible d'escadrons de la mort et de tueurs à gages, et plus de deux mille d'entre eux auraient été tués au cours des quatre dernières années. — (Rueuse.)

M^{me} Carrère d'Encausse reçue sous la coupole

La cérémonie de la réception, jeudi 28 novembre, sous la coupole de M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, troisième femme à avoir forcé le barrage de l'Académie, était promise à un éclat tout particulier. L'apparition radieuse de la nouvelle académicienne, dont l'habit vert se terminait par une longue et élégante jupe noire, fut longuement applaudie.

Son remerciement aussi, lu dans un débit rapide qui, pour évoquer la carrière politique de son prédécesseur, Jean Mitterrand, avait su intégrer dans l'histoire des dernières convulsions de la III^e République.

M. Michel Dénat, chargé de recevoir M^{me} Carrère d'Encausse, s'est attaché à extraire des ouvrages de la célèbre sociétologue, la vision synthétique d'une URSS totalitaire depuis son avènement jusqu'à un éclatement qu'elle avait prévu.

J.-M. D.

► Le Monde publiera demain (numéro daté dimanche-lundi) le texte des deux discours.

M. Jean-Marie Le Pen invité du «Grand Jury RTL-Le Monde»

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front National, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le «Grand Jury RTL-Le Monde» dimanche 1^{er} décembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député européen répondra aux questions d'André Passeron et d'Olivier Biffaud du Monde, et d'Isabelle Torre et Philippe Ballard de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marqua.

SOMMAIRE

DÉBATS

Allemagne : un entretien avec Daniel Cohn-Bendit : L'unité difficile, par Alfred Grosser 2

ÉTRANGER

Le premier ministre togolais réclame l'envoi de troupes françaises à Djibouti 3
Paris accepte d'envoyer des soldats à Djibouti 3
Cambodge : l'UNESCO veut faire inscrire les temples d'Angkor au patrimoine mondial 5
Yougoslavie : M. Perez de Cuellar prépare le déploiement de la force de paix en Croatie 6
URSS : état d'urgence et mobilisation en Ossétie du Sud 7
Haïti : Washington veut limiter l'exode de la population 9

POINT

Ukraine : un vote pour l'indépendance 8

POLITIQUE

La discussion budgétaire : le plan d'adaptation de l'agriculture bien accueilli au Sénat 10
Les nouveaux rénovateurs de l'UDF 11

SOCIÉTÉ

Les remous du port de Trébeurden 12
Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris : une audience de Normandie 13

CULTURE

Théâtre : Des siècles de paix à Aubervilliers 15
Cinéma : The Adjuster d'Atom Egoyan, d'étranges personnages pris dans un habillage de fantasmes et de faux-semblants 15

Pour délit d'ingérence Une information judiciaire va être ouverte contre le président du conseil général des Alpes-Maritimes

Dans un arrêt rendu le 28 octobre dernier, la chambre criminelle de la Cour de cassation a requis l'ouverture d'une information judiciaire, pour délit d'ingérence, à l'encontre de M. Charles Ginesy, sénateur (RPR) et président du conseil général des Alpes-Maritimes et «tous autres». Elle a désigné comme juridiction d'instruction la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble (1).

NICE

de notre correspondant régional

Cette procédure fait suite à une plainte déposée le 4 décembre 1990, auprès du procureur de la République de Nice, par cinq personnalités socialistes ou proches du PS (2). M. Ginesy était visé en sa qualité de président du syndicat intercommunal de Valberg, regroupant les communes de Pégone - dont il est maire - et de Guillaumes. En janvier

1987, cet organisme, largement subventionné par le conseil général, avait fait appel aux services de trois sociétés privées auxquelles il avait concédé l'exploitation des centres d'activités et de loisirs d'été et d'hiver de la station de sports d'hiver de Valberg (située sur la commune de Pégone).

Or le fils de M. Ginesy, Charles Ange, également vice-président du syndicat, était actionnaire majoritaire de ces trois sociétés : la société d'exploitation des remontées mécaniques, celle des téléphériques français ainsi que la société des équipements sportifs de Valberg. Les plaignants estimaient donc que le délit d'ingérence était constitué - par interposition de personnes - bien que M. Charles Ange Ginesy ait cédé, le 18 novembre 1988, l'ensemble de ses parts dans les trois sociétés à la SA FIRECA, présidée par sa propre épouse.

Créée le 10 décembre 1987 et ayant son siège à Clichy-la-Northe (Bouches-du-Rhône), cette société a pour seule activité la prise de participations financières. Selon l'article

175 du code pénal, l'intention frauduleuse n'est pas exigée pour que l'infraction soit reconnue et il n'est pas nécessaire que les personnes incriminées en aient retiré un profit (en 1989, la FIRECA aurait enregistré une perte de 437 000 francs).

Le parquet général de Grenoble devrait requérir, dans les prochains jours, l'ouverture d'une information judiciaire à la fois contre M. Charles Ginesy et son fils. La chambre d'accusation de la cour d'appel désignera alors en son sein un conseiller qui sera chargé d'instruire l'affaire.

GUY PORTE

(1) La chambre criminelle de la Cour de cassation avait été saisie en vertu de l'article 681 du code de procédure pénale concernant le privilège de juridiction dont bénéficie les élus ayant la qualité de police judiciaire.

(2) MM. Jean-Hugues Colonna, ancien député (PS) des Alpes-Maritimes, Max Cavagnat et Pierre Jusset (désistés), conseillers municipaux (div. gauche) de Nice et M. Joseph Figueras, enseignant.

La conférence de paix à Washington

Jérusalem s'apprête, peut-être, à revoir sa position...

JERUSALEM

de notre correspondant

Deux jours après avoir repoussé l'invitation américaine de reprendre les négociations bilatérales avec ses partenaires arabes, le 4 décembre à Washington, le gouvernement israélien, prenant la mesure de la désapprobation internationale et craignant de laisser le beau rôle à ses adversaires s'il devait s'abstenir de pratiquer «la politique de la chaise vide», s'apprête, peut-être, à revoir sa position.

Le traditionnel conseil dominical des ministres israéliens, «va reconsidérer la tentative de retarder les pourparlers», annonçait sur trois colonnes à «la une», le seul quotidien anglophone du pays, le Jerusalem Post. «Que les Arabes ne se lassent pas trop d'insulter», a lancé jeudi le ministre des affaires étrangères, M. David Levy, «les faillies qui se sont fait jour entre l'Audience et nous ne se transformeront pas en rupture».

Et le chef de la diplomatie d'exprimer l'espoir que le dialogue avec les États-Unis permettra «de résoudre

le problème» actuel. «Nous n'aimons pas voir la partie arabe se montrer seule à Washington», le 4 décembre, a ajouté M. Levy.

Officiellement, et M. Itzhak Shamir, le premier ministre, l'a répété jeudi après-midi au cours d'une conférence sur la lutte contre la drogue, Israël continue d'insister pour que les négociations directes avec ses partenaires arabes reprennent, non pas le 4, mais le 9 décembre.

Le chef du gouvernement a même laissé entendre que l'État juif allait lancer une vaste campagne d'information à travers le monde, pour expliquer la position d'Israël dans cette affaire.

Ce qui n'interdit pas d'étudier, dans le même temps, les solutions propres à permettre au gouvernement de sauver la face. M. Shamir qui, en bon politicien, n'a jamais reculé devant une contradiction apparente,

aurait d'ailleurs glissé qu'il était prêt, le cas échéant, à revoir sa position si les États-Unis le lui demandaient.

L'un des artifices soviétiques consistait, pour le gouvernement d'Israël, à envoyer sa délégation à Washington entre le 4 et le 9 décembre, les débats dits «de substance» ne commençant véritablement que le 9. Trop contents de se montrer, en l'occurrence, plus raisonnables que leurs adversaires, les Palestiniens de la délégation officielle, ont, pour leur part, quitté les territoires occupés vendredi matin à l'aube.

Destination : la capitale jordanienne, Amman, puis Washington. «Nous y serons à partir du 4 décembre», a annoncé le leader des Palestiniens de l'intérieur, M. Fayyad Husseini, qui, pour ce qui le concerne personnellement, a décidé de rester à Jérusalem.

PATRICE CLAUDE

ALGÉRIE : trois morts près d'El Oued

Un commando islamiste attaque un poste-frontière

Un poste-frontière algérien, situé dans la région de Guemmar, au nord de l'oasis d'El Oued, en retrait de la frontière tunisienne, a été attaqué, vendredi 29 novembre, avant l'aube, par un groupe armé d'une soixantaine de personnes qui ont tué trois gardes-frontières et en ont blessé grièvement un autre, a annoncé le ministre algérien de la défense. Le communiqué officiel précise que les autres assaillants ont pris la fuite en emportant des armes et que le groupe «est activement recherché par les unités de la gendarmerie nationale et les troupes spéciales de l'armée nationale populaire».

Le commandement de la gendarmerie avait annoncé, jeudi, qu'elle

traquait un groupe islamiste, accusé de préparer des attentats terroristes et dirigé par un certain «Taïeb l'Alghani». Basé à Dehila, dans la région d'El Oued, à 550 km au sud-est d'Alger, cet intégriste, qui doit son surnom à ses séjours en Afghanistan, était recherché pour plusieurs agressions. Son groupe «est composé d'éléments tous adhérents à ce qui est appelé le syndicat islamique du travail. Une quantité d'armes et de munitions a été trouvée en deux endroits, en plus d'explosifs, de médicaments et de produits chimiques servant à la fabrication de grenades artisanales», avait précisé la gendarmerie. — (Reuters)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Guerre au stress!

QUELS braves petits soldats, on fait, nous, les nanas! Non, c'est vrai, à l'appel du tocsin sonné par les magazines féminins, on s'est battu pied à pied contre les rides, les plis et les bourrelets. On a perdu et repris des centaines de kilos. On a écrasé notre dernière cigarette. Et on a vaincu la face est d'un Himalaya de cellulite. Épuisées, on pensait avoir mérité le repos du guerrier. Pensez-vous! Va falloir repartir comme en 14 à l'assaut d'un nouveau ennemi, le stress!

C'est la folie, là, en ce moment, dans la presse. Pas étonnant! Ce nouveau produit importé des États-Unis s'adresse, énorme avantage, aux deux sexes. S'agit donc d'un marché extrêmement porteur. Contrairement à nos cuisses, on n'a pas fini d'en faire le tour. D'autant qu'il a tout pour plaire. D'abord ses origines. Très anciennes, à l'instar de la Vénus callipyge et l'homme des cavernes avaient déjà les boules. Simplement, elles étaient pas placées au même endroit.

Ensuite, le mécanisme. Complexe, obscur, il intrigue. C'est une

histoire d'hormones, à ce qu'on dit. Et qu'on contredit. En s'envoyant à la figure des théories à base d'hypothalamus qui déconne, de surréalistes qui déçoivent, de cortisol qui rappelle et de globules qui se débattent. Ses conséquences? Alors là, génial, ça va de l'eczéma au cancer en passant par la panne sexuelle!

D'où ça vient? Du catalogue de La Redoute. Un grille-pain détraqué, un coup de klaxon, une porte qui clique, un carreau, un ongle cassé, un réveil dans une assiette, un couffin, un four à micro-ondes, une lampe au néon, rapport aux champs magnétiques, un boulot, pas de boulot, une promotion, un placard, un embouteillage, un gosse qui répond, un téléphone qui répond pas, bref tout et n'importe quoi.

Enfin, les remèdes. Comment vaincre son stress. En gros, pareil que pour la mauvaise graisse. Gym, massages, gélules, régime. On en est encore aux méthodes douces. Mais, rassurez-vous, on en restera pas là. D'ici la fin du siècle, on va vous la liposuction, vite fait, vous l'aspirez à la canule, votre angoisse existentielle.

Au congrès de la fédération CFDT

Le projet de statut des greffiers inquiète les personnels

BESANCON

de notre envoyée spéciale

Un colloque organisé, jeudi 28 novembre à Besançon (Doubs), dans le cadre du congrès de la fédération CFDT de la justice, en présence du garde des sceaux, M. Henri Nallet, et du secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kasper, a montré l'existence de personnels face aux projets de la chancellerie. Le secrétaire général de la fédération, M. Yves Roussel, a dénoncé les «intérêts catégoriels et les groupes de pression» qui freinent certaines des réformes engagées par la chancellerie.

Le désaccord essentiel, aujourd'hui, porte cependant sur le statut des greffiers. «Les greffiers sont surchargés, les personnels attendent un statut depuis des années, et la chancellerie propose un texte inacceptable», avait souligné dans l'après-midi M^{me} Ginette Thomas, chef du greffe d'un tribunal d'instance du Rhône. Il est même pire que celui que nous avons aujourd'hui!

M. Nallet admettait le cadre restreint de cette négociation. «Certains de croire que le statut va tout résoudre, lançait-il. Il ne faut pas me demander l'impossible. Je vous

le dit d'entrée de jeu : dans ce texte, il n'y aura pas tout.» Les syndicats opposés au projet espèrent toutefois mobiliser les fonctionnaires la semaine prochaine, lors d'un mouvement de protestation qui devrait toucher toute la France. Les personnels des conseils de prud'hommes de Paris ont donné le signal de départ du mouvement, lundi 25 novembre, en refusant d'assurer les audiences pendant une semaine afin de dénoncer à la fois l'insuffisance du statut, les manques d'effectifs, et l'absence de revalorisation de leurs rémunérations.

ANNE CHEMIN

LES FEMMES REAGISSENT... LES GRANDS "NON" DE LA DECORATION

► NON, aux "NOMS" payés si chers. Une simple "griffe" peut doubler les prix et n'ajoute aucune valeur à un tissu.
► NON... à ce chamois coton imprimé, car à 450 F le mètre, il est prohibitif.
► NON et NON à ces collections X, Y, Z dont les prix sont vraiment faramineux.
► OUI à votre intérêt : tous nos tissus en stock, des prix qui éblouissent de couleurs intermédiaires (depuis 50 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LA HONTE DES POLITIQUES : UN FRANÇAIS SUR DIX AU CHÔMAGE

COMMENT LA FRANCE PRODUIT DES CHÔMEURS

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
analyse
les racines du mal

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE